

A

0002181006



UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

ty of California
ern Regional
ary Facility



THE LIBRARY
OF
THE UNIVERSITY
OF CALIFORNIA
LOS ANGELES

RECHERCHES

ET

CONSIDERATIONS

SUR

LES FINANCES

DE FRANCE.

TOME QUATRIEME.

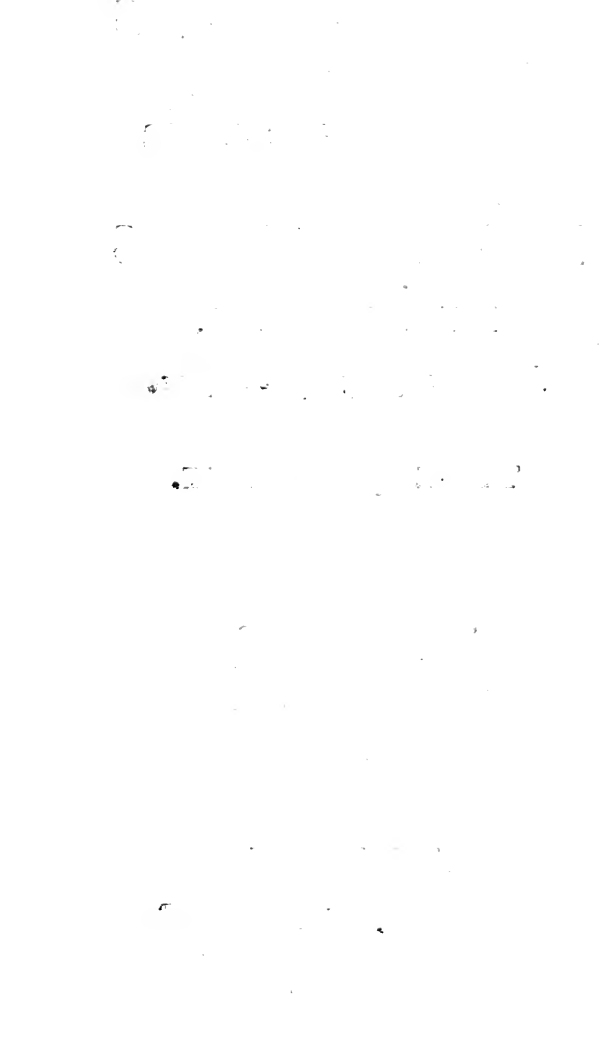
1. *Phragmites* (Common Reed)

RECHERCHES
ET
CONSIDÉRATIONS
SUR
LES FINANCES
DE FRANCE,
Depuis 1595 jusqu'en 1721.
TOME QUATRIEME.



A LIEGE.

M. DCC. LVIII.





108
F74
v.4

RECHERCHES
ET CONSIDERATIONS
SUR
LES FINANCES
DE FRANCE,
Depuis 1595 jusqu'en 1721.

ANNÉE 1687.

DEpuis quelques années , les gratifications étoient presque retranchées sur le Commerce & les Manufactures ; mais on ne cessa point de veiller à leur conservation. Le plus grand obstacle que les manufactures de laine en particulier trouvaient à leurs progrès , étoit la concurrence des étoffes des Etrangers. Ils nous les vendoient à

plus bas prix que les nôtres mêmes , parce que le nombre de leurs manufacturiers étoit plus grand , parce qu'elles étoient exemptes de droits à la sortie de leur pays, quelquefois même encouragées par quelque récompense. Il fut résolu de hauffer les droits à leur entrée en France ; & pour éviter les fraudes , les Ports de Calais , Saint-Valery & Bordeaux , furent les seuls où il fut permis de les recevoir.

Une plus longue possession nous mettoit en état de vendre au-dehors quelques étoffes de soye ; mais le Ministre s'apperçut aisément que les droits intérieurs étoient trop forts : les manufactures de ce genre du Dauphiné , de Provence , de Languedoc allant en Italie , furent déchargées provisionnellement de la douane de Lyon ; celles pour l'Espagne ne furent déchargées que de la moitié. Sans doute que l'argent d'Espagne n'étoit pas aussi bon à gagner que celui de l'Italie. En revanche elles furent affranchies en sortant par Bayonne & par Bordeaux.

Si ces bonnes dispositions font honneur à l'intelligence du Ministre , on ne doit pas lui sçavoir moins de gré d'avoir diminué les droits d'entrée dans

l'étendue des cinq grosses Fermes, sur les foyes du Dauphiné, de la Provence & du Languedoc : il les exempta même du passage de Lyon ; encore un pas il rendoit la vie à cette branche importante de notre Commerce. Ce pas dépendoit d'une autre combinaison qui fut peut-être inconnue au Ministre, ou qu'il n'eut pas le courage de faire : & le bien, s'il n'est fait qu'à moitié, ressemble à ces édifices élevés jusqu'à une certaine hauteur, & ensuite abandonnés aux injures du tems & des saisons qui les ruinent chaque jour.

En vain le Gouvernement eût-il fait des efforts encore plus grands en faveur de ses Manufactures, si les Fermiers des douanes eussent continué de régir sur les mêmes principes. Le droit d'entrée sur les crépons de Boulogne avoit été réglé à trente pour cent de la valeur pour encourager la fabrique de Reims : mais comme ceux-ci sortoient sans payer de droits, les Commis imaginèrent qu'il étoit plus avantageux à la Ferme de recevoir ceux de Boulogne en payant quinze pour cent de droits. Cette malversation découverte ne donna point l'éveil sur d'autres qui se commettoient alors. Le droit à la sortie des peil-

4 *Recherches & Considérations*

les ou drapeaux fut porté de six livres à douze livres par quintal , sans que par des raisons à peu près semblables on parvînt à dégouter l'Etranger de les acheter.

Il est juste de dire un mot de l'Ordonnance de cette année sur les cinq grosses Fermes , puisqu'elle doit être censée contenir les principes de la régie actuelle. On peut dire qu'en général ceux de M. Colbert y furent suivis , excepté en quelques points. Tout ce que la Loi doit à la conservation & à la protection du Commerce , est d'être simple , claire , facile ; mais toute perception exige des formalités , dont les Négocians ne peuvent se plaindre sans injustice , tant qu'elles sont bornées au nécessaire exact. Accoutumés à l'ordre , il doit leur être moins pénible qu'à d'autres de s'y soumettre , & d'y astreindre ceux qu'ils employent. Il est vrai qu'une Loi générale ne peut pourvoir à tous les cas particuliers ; alors la bonne foi doit être la règle des décisions , & dans ces décisions le Commerce a pour sauvegarde les lumières & les bons principes du Ministre des Finances. Car faire des loix nouvelles , ou les étendre à quelques cas particuliers , comme cela est arrivé souvent ,

c'est rendre le Commerce impraticable ; principalement si ces extensions ont été accordées sur le vœu d'une seule partie, intéressée à se procurer , par quelque ambiguïté , la matiere de nouvelles prétentions. La conservation de la recette & du Commerce dépendront toujours de l'harmonie entre le contribuable & le Régisseur.

Le *Titre I.* regle la police qui doit être observée à l'égard des droits de sortie & d'entrée , des droits d'acquits de payement & à caution , & des certificats de descende. *L'article premier* établit que les droits seront payés , même sur les marchandises destinées à l'usage & au service de Sa Majesté. L'oubli d'une Loi si sage occasionna dans la suite des abus si considérables , qu'en 1716 on évaluoit à neuf cent mille livres le préjudice que les passeports apportoitent à la recette des Fermiers ; encore n'étoit-ce qu'une partie du mal ; le plus grand sans contredit étoit l'introduction assurée des marchandises prohibées dans l'Etat. Un Ministre des Finances devoit se faire une loi invariable de n'accorder aucune espece de passeport de faveur , dont on abuse toujours.

L'article second porte qu'il ne sera fait aucune déduction de l'emballage sur les marchandises qui payent au poids. En effet ce seroit une chose trop embarrassante & trop dangereuse que le déballage des marchandises. Mais je remarquerai sur cet article combien il est peu juste, & même peu convenable, de percevoir des droits au poids ou à la piece. Presque toutes les denrées ont dans leur espece, ou leur genre, diverses qualités: d'où il résulte que le payement au poids ou à la piece favorise les marchandises fines & cheres, par préférence à celles qui sont communes & d'un prix médiocre. Une pareille police est souvent très-fatale au Commerce, & dans une infinité de cas favorise la fraude. Elle a ajouté un inconvénient très-important, & qui n'a pas été assez remarqué, aux dommages réels qu'ont porté à la France les augmentations des monnoies: car une piece de drap étranger qui payoit dix francs de droit d'entrée, l'argent monnoyé étant à vingt-six livres quinze sols le marc, se trouve aujourd'hui payer la moitié moins de droits intrinsequement. On peut assigner cette cause pour une de celles qui ont le plus con-

tribué à diminuer nos pêches , tandis que l'importation des pêches étrangères augmentoit.

L'article cinquieme ordonne que les vins d'Anjou & Provinces circonvoisines payeront les droits à leur passage en Bretagne , quand même leur destination seroit pour les lieux de l'étendue de la Ferme. N'étoit-ce pas favoriser d'une maniere singuliere le Commerce des vins de la Bretagne préferablement à ceux d'Anjou ; augmenter les motifs de la Bretagne pour rester Province étrangere ? Enfin par quelle fatalité les vins de l'Anjou & Provinces circonvoisines devoient-ils payer plus de droits en se consommant à l'Occident qu'au Midi , dans les lieux de l'étendue de la Ferme ?

L'article sixieme porte que les marchandises non comprises dans le tarif seront appréciées de gré à gré par le Fermier & le Négociant , & que la valeur , en cas de contestation , sera réglée sur le champ par un des Juges des traites. Il est évident qu'un pareil Règlement est très-oppoé au bien du Commerce & à sa facilité ; 1°. on suppose qu'un voiturier chargé de payer les droits est en état de discuter avec

le Régisseur ; 2°. on expose la marchandise au retard jusqu'à ce que la contestation ait été vuïdée ; 3°. on prend pour arbitre un Juge qui n'est point au fait des marchandises , & qui prendra pour guide dans une bourgade un expert aussi ignorant que lui , ou peut-être suspect.

Toute marchandise connue dans le Commerce doit être énoncée dans un tarif régulier ; si elle est apportée pour la première fois dans le Commerce , quel tort feroit-on au Fermier de la comprendre dans la classe la plus basse de la même espece , jusqu'à ce que le Ministre instruit par le Négociant & le Fermier en fixât les droits & la valeur ? Par-là on éviteroit ces tarifs d'usage & à la main qui sont incompatibles avec la sûreté du Commerce & des Sujets. Le droit fixé en général à cinq pour cent est-il d'ailleurs judicieusement établi ? N'est-il pas des denrées qui n'en peuvent porter que deux , & souvent point du tout ?

L'article huitieme n'accorde que trois jours de franchise aux marchandises déchargées d'un vaisseau qu'une tempête ou un coup de vent a obligé de relâcher , à moins qu'on n'obtienne une

prolongation , qui ne pourra être que de quinzaine. Mais faisoit-on réflexion qu'un navire qui décharge ses marchandises par incommodité dans sa coque , ne peut être réparé dans trois jours ni souvent dans quinze ? On ne s'étoit pas même donné la peine de prévoir qu'un vaisseau relâché par accident peut être hors d'état de service , & qu'alors il faut changer de vaisseau. Dans ce cas , les marchandises versées de bord à bord sont assujetties à payer les droits d'entrée & de sortie par *l'article septieme*. Quelle différence de ces vûes avec celles de l'entrepôt général établi en 1669 par le grand Colbert !

L'article dixieme exempté en vain les marchandises prises en guerre sur les ennemis , des droits d'entrée & de sortie , en les faisant sortir un mois après l'arrivée : car on y joint pour condition qu'elles n'auront point été vendues ; c'est-à-dire , qu'il faut que les Intéressés fassent de concert une nouvelle entreprise , & s'exposent à de nouveaux risques pour envoyer eux-mêmes à l'Etranger les marchandises de leur prise. Cela est même incompatible avec les formes de l'Amirauté établies pour la sûreté des matelots &

des Intéressés. Ne valoit-il pas mieux obliger les acheteurs à déclarer s'ils entendoient réexporter les marchandises qu'ils se feroient adjuger , & sur cette déclaration exiger les droits ou entreposer les marchandises ?

Le *Titre II.* des déclarations , de la visite & des acquits , présente un ordre général assez clair & praticable en général , quoique dans bien des circonstances particulieres il ait besoin d'être modifié. Mais hors de ces circonstances locales , rien ne paroît empêcher le Négociant d'observer tout ce qui s'y trouve prescrit. Tout homme qui commerce est censé sçavoir comment doit se faire une expédition.

Le *Titre IV.* sur la marque des toiles & étoffes fabriquées dans les frontieres des Provinces de l'étendue de la Ferme , paroît s'être occupé des moyens d'empêcher les versemens des Manufactures des Provinces réputées étrangères ; mais si quelque gêne devoit être établie , pourquoi ne préféreroit-on pas de les imposer sur les Manufactures de ces Provinces étrangères , pour diminuer leur avantage & les amener à l'uniformité ? Si l'on avoit en vûe d'empêcher l'introduction des étoffes véritable-

ment étrangères, je répondrai qu'il étoit encore plus sûr & plus convenable d'en attirer la fabrication sur nos terres par des encouragemens, & en laissant jouir nos Manufacturiers de la même liberté que ceux de nos voisins.

Le *Titre VIII.* sur les marchandises de contrebande n'offre rien de remarquable que l'*article troisieme*, contre lequel le vœu public s'élève depuis un demi-siècle, & qui subsiste cependant parce qu'il a existé. Il défend la sortie de l'or & de l'argent monnoyé & non monnoyé, ainsi que des pierreries. Ainsi il est défendu en France de payer la dette nationale; il y est défendu de rendre l'Etranger tributaire par les changes; nous refusons à ces Etrangers de recevoir leur argent en dépôt jusqu'à ce qu'ils se soient déterminés à en faire quelque usage. Aux termes rigoureux de cet article nos ouvrages d'or & d'argent ne devroient point se porter à l'Etranger, malgré le bénéfice que nous procure notre main-d'œuvre. L'aveuglement est poussé jusqu'à défendre la sortie des pierreries, qui forment cependant un objet du luxe étranger.

Dans le *Titre XI.* de la faisie des marchandises, on accorde au Fermier tous

les avantages possibles pour sa sûreté , jusqu'à ne prévoir aucun des abus qui peuvent se commettre dans la confection des Procès-verbaux , vis-à-vis d'un voiturier qui ne sçait pas lire la plûpart du tems ; mais dans aucun article il n'est parlé de mettre le Commerce en sûreté par la punition d'un Commis qui saisit mal-à-propos. Le Fermier , dira-t-on , répond du fait de ses Commis , & le Juge ordonne le dédommagement qui lui paroît convenable. Cela est bien dans la spéculation ; mais dans le fait , parmi un nombre infini de contestations qui se décident journellement contre le Fermier , après des retards , des difficultés , un trouble inexprimable , en voit-on résulter quelque exemple favorable au Commerce ? Ne pousse-t-on pas la délicatesse jusqu'à leur épargner même le terme de restitution , lorsqu'ils ont trop perçu ? Il faut , dit-on , ménager l'honneur des Compagnies. On ne s'arrêtera point à combattre cette maxime inconnue à nos peres & dans la Loi ; mais quelle Compagnie mérite plus d'égards que la Nation ? Et n'est-ce pas la Nation entiere qui fait le Commerce ? La décision d'un cas particulier n'intéresse-t-elle pas toute la ville , tou-

te la Province où les Parties résident ? De semblables distinctions font-elles dans l'ordre réel de la Justice distributive ? Celui au nom duquel elle est rendue n'est-il pas le pere commun des Sujets ? Les conséquences monstrueuses de pareils principes ne tendent-elles pas à la destruction de l'ordre & de la police dans l'Etat ? Si tout n'est pas égal sous la Loi, l'autorité décline.

L'article quatrieme du Titre XIII. défend au Fermier d'abandonner à ses Commis les amendes & confiscations qui pourroient être jugées à son profit, soit en tout , soit en partie. Cette défense eut pour objet de modérer l'avidité des Commis, & d'empêcher qu'ils ne troublassent le Commerce , comme témoins & parties , parce que leurs Procès-verbaux font foi. Mais le commun des hommes est-il capable d'une certaine activité , si quelque intérêt pressant ne l'excite en eux. D'un autre côté , l'esprit des Régisseurs est toujours de diminuer la dépense , & de donner des salaires modiques ; il a fallu en venir à intéresser par des gratifications les Commis dans les saisies qu'ils font pour réveiller leur zele & prévenir la corruption ; ainsi dans ce point l'esprit de

la Loi est éludé. Malgré cela , les salaires des Commis sont tels qu'ils ne peuvent suffire à leur subsistance , & nous voyons cependant que dans les lieux considérables ceux qui saisissent le moins vivent avec plus de commodité que les autres. Il est de fait que les trois quarts de la fraude se font par les Commis mêmes à moitié bénéfice entre eux & le fraudeur ; ils en sont souvent les premiers instigateurs ; & cette licence a redoublé depuis qu'un grand nombre placé par des protections , imaginent leur fortune à l'abri du mécontentement des Fermiers. Ceux-ci encore soutiennent entre eux leurs propres protégés , & beaucoup de choses très-graves restent impunies. Il est évident que si je dois 200 livres de droits , je gagne à en donner cent cinquante aux Commis de la main à la main , & que ces Commis accepteront ma proposition , si la rigueur ne leur produit qu'un ou deux louis , ou même quatre.

Le *Titre XIV.* traite de la police générale des droits d'entrée & de sortie. *L'article premier* donne le pouvoir au Fermier d'augmenter ou changer ses Bureaux sur la simple permission des Juges. On ne s'étendra point sur les abus qu'

une si grande facilité entraîne après elle. On prie seulement le lecteur de se rappeler tout ce qu'il a vû à ce sujet en divers endroits , & de relire ce que M. Colbert en a pensé dans le petit Mémo-
rial copié sur son Manuscrit , & qui se trouve à la fin de la troisieme époque. D'après une pareille autorité, personne ne doutera que ces établissemens ne soient de la plus grande importance , dignes de toute l'attention d'un Ministre, & d'une information particuliere communiquée au Commerce des Villes & des Provinces voisines.

L'article *sixieme* enjoint au Fermier d'avoir en chaque Bureau en un lieu apparent un tarif de droits. Cela est juste & exécuté en partie , puisque par-tout on voit quelques lambeaux d'une pancarte enfumée qui ressemble à quelque chose de pareil. Mais ne devoit-on pas proscrire les pancartes à la main ? Tous les changemens survenus dans les tarifs ne devoient-ils pas être connus ? Enfin la sûreté publique n'exigeroit-elle pas que dans chaque Chambre de Commerce du Royaume il y eût sous la garde des Consuls un livre que les Négocians pourroient consulter , & où tous les Arrêts intervenus sur chaque espece se

trouveroient ? C'est le Fermier qui propose la Loi, qui la rédige, & lui seul en a connoissance. On imprime, à la vérité, quelques Arrêts du Conseil ; mais les plus intéressans ne sont pas publiés, sur-tout lorsqu'ils sont favorables au Commerce. Rien n'est plus propre à introduire l'arbitraire dans la perception, police aussi ruineuse pour les revenus publics que pour le contribuable ; cela explique la différence qui se trouve souvent entre les droits perçus dans un Port ou dans un autre. Ce cas n'est pas très-commun, mais il n'est pas si rare qu'on se l'imagine.

Enfin si l'usage qu'on propose eût été établi depuis long-tems, beaucoup de nouveautés, qui ont aujourd'hui pour titre la prescription, n'auroient point été admises, & le Commerce auroit moins de charge à porter. Personne ne peut nier que la Loi ne doive être connue dans tous ses détails par tous ceux qui y sont soumis ; & dans les contestations qui s'élevent entre les Négocians & le Fermier, celui-ci a l'avantage d'un homme très-sain qui prendroit querelle avec un aveugle.

Les revenus monterent cette année à cent dix-sept millions deux cent quatre-vingt-

vingt-douze mille cent soixante & douze livres ; les charges & diminutions à trente millions quatre cent dix mille soixante & seize livres ; les parties du trésor Royal furent de quatre-vingt six millions huit cent quatre-vingt deux mille quatre-vingt seize livres.

Les dépenses monterent à quatre-vingt-douze millions quatre-vingt-huit mille deux cent vingt huit livres , y compris deux millions sept cent quarante-huit mille trois cent livres pour remboursement & intérêts d'avance.

RÉCAPITULATION des Revenus en 1687.

	Revenus.	Charges & Diminutions.
Fermes générales	65526484 liv.	17652569 liv.
Autres Fermes	2354750	161175
Recettes générales des Pays d'Elections	32439655	9729555
Idem. Des Pays d'Etats	4430601	2304047
Dons gratuits des Pays d'Etats	6409721	127180
Bois	1557857	435450
Revenus casuels	3055665	
Etapas & secondes parties	3517439	
Total.	1172,2172 liv.	30410076 liv.

Net 86882096 liv.

Cette année le bail des Fermes unies finit ; celles des Aides & des Domaines furent séparées des autres , dont l'adjudication fut accordée à Pierre Domergue , comme au plus offrant & dernier enchérisseur , pour la somme de trente-fix millions. Sçavoir , les Gabelles de France pour la somme de dix-sept millions cinq cent mille livres ; les cinq grosses Fermes & le tabac pour onze millions huit cent mille livres ; les Gabelles du Lyonnois pour seize cent vingt mille livres ; celles de Provence & Dauphiné pour deux millions quatre-vingt mille livres ; celles de Languedoc & de Rouffillon pour deux millions cinq cent mille livres ; le Domaine d'Occident pour la somme de cinq cent mille livres.

Il a déjà été parlé plusieurs fois du Domaine d'Occident , sans expliquer en quoi il consistoit , le réservant à cette occasion. La Compagnie des Indes Occidentales, en accordant aux Particuliers la permission de trafiquer dans l'étendue de sa concession , avoit imposé des droits sur leur Commerce. La liberté répara tout , & malgré cet avantage qu'elle conservoit sur ses concurrents , elle perdit où les autres s'enrichissoient. Le Roi en la remboursant

entra dans tous les droits qu'elle avoit établis ; la Ferme en fut adjudgée à cent feize mille livres en faveur de ce même Oudiette qui avoit obtenu la concession du Commerce exclusif à la Côte de Guinée ; l'une & l'autre lui fut retirée à la fois , & la Ferme du Domaine d'Occident dans les Colonies fut jointe en 1682 au bail des Fermes unies pour la même somme. On commençoit à connoître un peu mieux ces pays , & l'enchere de cette Ferme fut portée à cinq cent mille livres. On croit ne pouvoir rien faire de mieux que de transcrire ici l'article du bail qui concerne ce Domaine ; on y découvrira les vraies causes qui ont si long-tems retardé les progrès de la Colonie du Canada en particulier , & l'origine de la chute de nos Manufactures de chapeaux , si long-tems décrédités dans l'Etranger , sans que les Réglemens en pussent rétablir la réputation.

Les principes établis jusqu'à présent sont si clairs , que tout commentaire sur ces Réglemens est inutile ; & l'on se fait pour avoir trop à dire. On ne peut cependant se refuser à une réflexion sur la maniere dont s'introduisent certaines méthodes , & dont elles s'accréditent.

On avoit d'abord établi des privilèges exclusifs en faveur de Particuliers qui s'affocioient pour entreprendre un établissement coûteux & risquable ; quoique le Gouvernement eût pû remplir son objet plus sûrement & plus promptement par la liberté , & en sacrifiant seulement la moitié des sommes qu'il lui en a coûté ; au moins le motif étoit spécieux. Ces monopoleurs , après s'être ruinés , rendoient les établissemens tout aussi imparfaits qu'auparavant ; la concurrence étoit enfin appelée au secours de l'Etat. Mais dans le même tems par une contradiction manifeste , on opposoit à ces mêmes Particuliers , qui sembloient d'abord trop foibles , des gênes , des restrictions , des impôts tels qu'une Nation n'auroit pas d'autres précautions à prendre pour recouvrer sa navigation usurpée par les Etrangers. On ne se contenta pas encore de ces traitemens ; on accorda à des Fermiers qui ne procuroient aucun avantage à une Colonie , le même exclusif destiné à compenser les travaux & les risques des Compagnies de Commerce. On vit tranquillement les Anglois nous enlever tout notre Commerce de castors & de

22 *Recherches & Considérations*
pelleteries ; on vit tomber nos Chapel-
leries & les leurs s'accroître : les yeux
furent fermés.

DOMAINE D'OCCIDENT.

CANADA.

Castors.

« Le Fermier sera mis en possession
» à l'entrée du présent bail des Cas-
» tors qui se trouveront en France
» dans les magasins de la Ferme , & il
» recevra ceux qui arriveront pour le
» compte de Fauconnet , destinés pour
» y être consommés , dont il ne pourra
» prétendre aucuns droits , le tout en
» remboursant à Fauconnet le prix qui
» sera réglé en notre Conseil ; & il sera
» permis à Fauconnet de déclarer par
» entrepôt & de faire sortir pour les
» pays étrangers , sans payer aucuns
» droits , les Castors qu'il aura fait venir
» pour y être transportés ».

Il jouira , à l'exclusion de tous au-
tres , de la faculté de transporter en
France & dans les pays étrangers , les
Castors du pays de Canada & de la
nouvelle France , & autres pays de l'A-

mérique septentrionale habités par les Colonies Françoises.

Toutefois il fera au choix des Habitans de l'Acadie ou de Terre-neuve de porter leurs Castors au Bureau de l'Adjudicataire à Québec, ou d'en faire commerce à droiture en France, pour y être vendus de gré à gré à l'Adjudicataire, si mieux ils n'aiment les y déclarer par entrepôt pour les transporter aux pays étrangers; auquel cas ils ne payeront aucuns droits d'entrée & de sortie.

La réception des Castors fera ouverte au Bureau de l'Adjudicataire à Québec, depuis le premier Juillet jusqu'au vingtième Octobre de chacune année, après lequel jour ils ne seront reçus que pour être envoyés en France l'année suivante.

L'Adjudicataire jouira du quart de tous les Castors qui lui seront livrés à Québec, même de ceux de l'Acadie qui y seront portés, & de deux pour cent pour le trait, du poids qui sera fait entre deux fois, & le restant sera par lui payé; sçavoir,

Le Castor gras & demi-gras, cinq livres dix sols la livre poids de marc.

Le Castor veule & de Moscovie, quatre livres dix sols.

Le Castor sec trois livres dix fols.

Le Castor sec des Illinois quarante-cinq fols.

Et le Castor sec d'été, rognures & mitaines, trente-cinq fols.

Les Castors livrés avant le vingtième Octobre seront payés ; sçavoir, aux Habitans du pays en lettres ou billets de change sur France, moitié à deux mois de vûe, & le surplus quatre mois après ; & aux Marchands forains moitié à trois mois de vûe, & moitié trois mois après ; & ceux qui seront apportés après le vingt Octobre seront payés en lettres de change payables au mois de Janvier après l'année révolue.

L'Adjudicataire jouira aussi du quart de la valeur des Castors que les Chapeliers du pays convertiront en chapeaux, & le payement lui en sera fait en argent ou en Castor sur le pied du prix courant des Castors dans Québec.

Police.

Nul ne pourra aller en traite chez les Sauvages qu'avec le congé du Gouverneur, & après avoir donné caution à l'Adjudicataire pour le retour dans le tems qui y sera prescrit, & déclaré la quantité

&

& qualité des marchandises qu'il y transportera , le tout à peine de cinq cent livres d'amende.

Il ne pourra être délivré annuellement plus de vingt-cinq permissions ou congés, à peine de nullité , & ils seront enregistrés au Bureau de l'Adjudicataire.

Les Maîtres & Pilotes des bateaux & barques navigeans sur le fleuve Saint-Laurent aborderont au Bureau de Québec , & y feront une déclaration de leur charge à peine de confiscation.

Castors des Armateurs.

Les Armateurs pourront transporter en France les Castors de leurs prises , en y payant six livres pour chaque livre pesant de Castors en peau , & neuf livres pour chaque livre de poil de Castor , le tout outre les droits du tarif de 1664 , suivant l'Arrêt du Conseil du 24 Mars 1685. Ils pourront aussi les y déclarer par entrepôt pour les pays étrangers ; auquel cas ils ne payeront aucuns droits.

Orignaux.

L'Adjudicataire jouira du dixieme des Orignaux sortans du pays de Canada ,
Tome IV. C

26 *Recherches & Considérations*
de la nouvelle France , & autres pays ha-
bités par les François dans l'Amérique
septentrionale , même de ceux de l'A-
cadie s'ils sont portés à Québec.

Toutefois les Habitans de l'Acadie
auront pour les Orignaux la même fa-
culté qui leur est accordée pour les
Castors par l'article 344 du présent
bail.

Traite de Tadoussac.

L'Adjudicataire pourra faire *la traite*
de Tadoussac à l'exclusion de tous autres ,
suivant l'Arrêt du Conseil du 16 Mai
1677.

Droit de dix pour cent.

Il jouira aussi *du droit de dix pour cent*
sur le vin , eau-de-vie & tabac entrant en
Canada ; à l'exception de ce qui servira
à l'avitaillement des vaisseaux.

L'usage de l'eau - de - vie ne pourra
être interdit sous prétexte de police ou
autrement , qu'en indemnifiant l'Adju-
dicataire.

ISLES DE L'AMÉRIQUE.

Droit de Capitation.

L'Adjudicataire jouira du droit de Capitation dans les Isles & Terres-fermes de l'Amérique qui sont sous notre domination, même dans les Isles que nous pourrons conquérir pendant le cours du présent bail.

Le droit sera tenu par chaque Habitant au premier de Janvier de chacune année, même par les Mulâtres, Nègres mâles & femelles, & Créoles libres, à raison de cent livres pesant de sucre poids de marc, suivant l'Ordonnance du sieur de Baas du 12 Février 1671, & celle du sieur Begon du 11 Juillet 1684.

Droit de poids.

L'Adjudicataire jouira pareillement dans les Isles & Terres-fermes de l'Amérique du droit de poids à raison d'un pour cent pesant en espece ou valeur, de toutes les marchandises ou denrées qui y sont sujettes, tant du crû des Isles qui en sortiront, que de celles de France qui seront déchargées aux Isles, con-

28 *Recherches & Considérations*
formément à l'Ordonnance du sieur de
Baas du 13 Février 1671 , & au tarif
expédié en conséquence.

Police.

Les Réglemens faits par le sieur de
Baas les 3 & 5 Février 1671 , pour as-
surer la bonne qualité des sucres & des ta-
bacs , seront exécutés , & sera permis à
l'Adjudicataire de faire les visites nécessai-
res.

L'Adjudicataire pourra faire le com-
merce pour son compte & en son nom dans
l'étendue des Colonies du Domaine d'Oc-
cident , & en porter les retours aux lieux
qu'il avisera.

Droit d'ancrage.

Il jouira du droit d'ancrage , à raison
de cinquante livres de poudre à canon en
espece sur chaque navire ou bâtiment ar-
mé de canon qui mouillera aux rades
des Isles , à l'exception de nos vaisseaux
de guerre , suivant l'Ordonnance du
sieur de Baas du 13 Février 1671.

Espace de cinquante pas.

Il jouira aussi de l'espace de cinquante pas de Roi dans le circuit des Isles.

Greffes.

Il jouira pareillement des droits de nomination , profits & émolumens des Offices de Greffiers , suivant les Arrêts du Conseil des 28 Mars 1676 , & 18 Juin 1686.

DROITS DU DOMAINE D'OCCIDENT.
EN FRANCE.

Il jouira de quarante sols par cent pesant de sucre brut , raffiné ou mofcouade , indistinctement , venant des Isles de l'Amérique , entrant dans notre Royaume , à l'exception de celui qui entrera dans la Province de Bretagne & dans la ville de Marseille , suivant le résultat du Conseil du 7 Avril 1685.

De cinquante sols par cent pesant de cire & sucre entrant dans la Ville & Banlieue de Rouen , suivant les Arrêts du Conseil des 12 Février 1665 & 7 Avril 1685, sans diminution de quarante sols portés par l'article précédent.

Il jouira en outre du droit de trois pour cent en espece sur les sucres, tabac, indigo, & autres marchandises du cru des Isles & Terres-fermes de l'Amérique entrant dans notre Royaume, jusqu'à ce que l'évaluation en argent en ait été faite en notre Conseil.

De douze livres par cent de sucre raffiné à Nantes, & dix-huit livres par cent de sucre royal & candi entrant par le Bureau d'Ingrande, suivant l'Arrêt du Conseil du 24 Mai 1675.

A N N É E 1688.

Pour connoître les autres parties des revenus, il est bon d'en donner ici l'état sommaire; ils montoient à cent dix-sept millions sept cent trente-trois mille trois cent soixante & dix-huit livres; les charges & diminutions à trente millions sept mille sept cent cinq livres; les Parties du Trésor Royal étoient de quatre-vingt sept millions sept cent vingt-cinq mille six cent soixante & treize livres: ainsi les revenus libres depuis M. Colbert étoient déjà diminués de sept millions environ. Les dépenses monterent cette année à cent cinq millions neuf cent quinze mille trente-huit livres.

RECREVENUS

Domaine . .	6000000 liv.
Gabelle & .	17500000
Cinq grosse	11800000
Patentes de	
Aides, Enti	
Fret e .	21000000
Gabelles de .	2500000
Gabelles de .	1620000
Gabelles de .	2080000
Aides de V .	110000
Postes . . .	1400000
Tiers-sur-t .	400000
Droits de l .	500000
Bois . . .	1737349
Revenus ca .	4064564
Etapas & f .	3543219
Dons grati .	6491428
Recettes gr .	4494217
Recettes gr .	32492601
	<hr/>
	117733378
s	30007705
	<hr/>

RECAPITULATION DES REVENUS

en 1688.

Domaine	6000000 liv.
Gabelle & trente-cinq fols de Brouage	17500000
Cinq grosses Fermes, Convoi de Bordeaux . . . }	11800000
Patentes de Languedoc }	
Aides, Entrées, Subvention de Rouen & droit de Fret en Régie	21000000
Gabelles de Languedoc & Rouffillon	2500000
Gabelles de Lyonnois	1620000
Gabelles de Provence & Dauphiné	2080000
Aides de Versailles	110000
Postes	1400000
Tiers-sur-taux & Quarantieme de Lyon	400000
Droits de l'Amérique & de Canada	500000
Bois	1737349
Revenus casuels	4064564
Etapas & secondes Parties	3543219
Dons gratuits	6491428
Recettes générales des Pays d'Etats	4494217
Recettes générales	32492601
	<hr/>
	117733378
Charges	30007705
	<hr/>
Net	87725673
	<hr/>

Le Lecteur, en se rappelant que le marc d'argent n'étoit qu'à vingt-sept livres, que la vente du tabac n'étoit pas évaluée à trois cent mille livres, concevra facilement que diverses branches d'impositions sont diminuées aujourd'hui, & surtout en comparaison du revenu général de la France. Ce n'est pas que le Peuple les sente moins peut-être qu'alors ; mais le contraire auroit dû se passer suivant le cours ordinaire des choses : car il y avoit un tiers d'argent de moins dans le Royaume qu'aujourd'hui ; il y avoit moins d'industrie, moins de Commerce, de Navigation. Enfin, si l'on compte l'augmentation prodigieuse sur le produit du tabac, sur les entrées de la Capitale, celle du prix de toutes les denrées & de quelques-uns des droits, l'accroissement immense des produits sur les Colonies seules, il est clair que soixante-quatre millions environ pour le montant des Fermes générales en 1688 devroient au moins être équivalens à cent vingt millions aujourd'hui, suivant le cours du Commerce ; comme ils le sont à-peu-près valeur intrinsèque de la monnoie. Quelles sont les causes de cette différence ? Ce seroit la matière d'une

dissertation utile & curieuse , mais qui nous conduiroit trop loin. Contentons-nous d'avertir le Lecteur qu'il verra ces Fermes tomber à quarante-six millions , les especes plus hautes de plus d'un tiers ; l'examen des faits & des circonstances aidé de la lumiere des principes , pourra lui être de quelque secours dans ses réflexions.

On connoîtra évidemment ce qui a été observé si souvent , que lorsque les impôts forcés augmentent , ceux de consommation baissent nécessairement ; que si le droit sur les consommations s'accroît au point de les rendre difficiles , alors elles diminuent , & que le vuide de la circulation reflue sur l'imposition forcée , qui baisse en même tems de produit ; de maniere que les diverses voies de faire contribuer n'operent souvent qu'une diminution réelle de recette sans aucun soulagement pour les Peuples , déjà exténués par leur pauvreté , & obligés de payer les frais & les gains d'une plus grande quantité de Régisseurs. On concevra que la multiplicité des engagements publics , les bénéfices énormes accordés aux Traitans & aux gens d'affaires , retireraient de la circulation des Provinces

une grande partie de l'argent dont elles avoient besoin ; que les denrées s'y avilirent , & que dès-lors la somme de l'imposition générale sous quelque diversité de noms que ses parties fussent perçues , ne pouvoit rester intrinséquement la même. Le ravage des augmentations de monnoies ajouté à toutes ces causes donnera la solution entière du problème proposé. On exhorte d'avance le Lecteur à suivre le fil de ces événemens avec l'attention qu'il mérite.

L'Etat avoit plus besoin que jamais de s'assurer de gros revenus : cette occasion glorieuse pour le Roi , prévûe par M. Colbert , étoit arrivée ; on commençoit une guerre qui devint bientôt la plus sérieuse qu'on eût encore éprouvée. La France seule contre l'Europe entière dans sa force , fit face à ses ennemis sur terre & sur mer ; & finit enfin par conserver ses avantages. Elle les paya chèrement à la vérité par la situation où ses Peuples se trouverent réduits pendant un demi-siècle. Mais on ne peut taire aussi que si la guerre est toujours un fléau du Ciel , les expédiens qui furent employés pour soutenir celle-ci , rendirent ce châtiment bien plus rigoureux. Ses préparatifs ar-

rêterent un projet fort beau dans la spéculation , mais dont la pratique est sujette à tant d'inconvéniens dans un grand Etat , que l'on a peu de sujet de la regretter. L'abondance extraordinaire des deux années précédentes fit songer à établir dans chaque Province des greniers publics ; le Roi créa même cinq cent mille livres de rente , dont le capital devoit être appliqué à l'achat des grains : le vulgaire seul fut ébloui de ce projet , c'est-à-dire , le plus grand nombre des hommes : d'autres concurent le danger de pareils dépôts : ils sont très-coûteux au Prince , soit pour l'établissement , soit pour l'entretien ; la moindre négligence emporte avec elle de grandes pertes , & si le Trésor public n'est pas assez riche pour la supporter , l'expédient ordinaire est de la faire supporter au Peuple. On ne peut y réussir sans monopole , ce qui détruit l'Agriculture ; & dans un pays où l'esprit du Fisc avoit prévalu depuis tant de siècles , les hommes un peu prévoyans n'osoient se promettre qu'un jour il ne s'étendît sur cet objet délicat. On peut encore y trouver un inconvénient plus considérable , c'est l'inutilité. Pourquoi faire entrer le Monar-

que dans des dépenses que ses Sujets sont prêts à faire , s'ils en ont la permission? dépenses que leur concurrence, si elle est animée & connue tout-à-la-fois , poussera beaucoup plus loin & avec plus de bénéfice , soit pour l'Agriculture , soit pour le consommateur. Si les Particuliers étoient invités par l'Etat à faire des magasins de bleds , à condition de les faire enregistrer , & qu'en même tems l'exportation fût libre suivant des prix réglés , leurs achats excédroient bientôt ceux que le Gouvernement est en état de faire. Si l'objet est d'entretenir toujours dans l'Etat sous les yeux du Public , une grande quantité de grains , il sera rempli. Car l'espérance de le vendre à son gré lorsqu'ils renchériront , sera un motif suffisant pour accréditer la spéculation ; en même tems que l'espérance de trouver un grand nombre d'acheteurs sera un motif pour les Cultivateurs d'accroître leur culture. Si l'on entend que le pain soit toujours à vil prix , l'objet est différent ; & il s'y rencontre de l'impossibilité : car le prix du pain dépend de celui des grains ; & si le prix des grains ne paye pas leur façon , la subsistance , les impôts & le fermage

du laboureur, le labourage doit diminuer & diminuera réellement. De sa diminution naîtra la disette, un surhaussement de prix extraordinaire, une grande cherté du pain.

On ne raisonnera jamais sainement sur ces matieres, ni en fait de Gouvernement, si l'on ne part de ce principe, que le fonds de la population de la France doit être dans les campagnes. Ce fonds de population suivra les accroissemens & le déclin de leur aisance; & leur aisance a pour mesure le prix des grains. Le prix des grains a pour mesure la concurrence des acheteurs, comme dans toutes les autres denrées; cette concurrence ne peut être qu'entre des acheteurs nationaux & des acheteurs étrangers. Si la garde des grains est odieuse & proscrite, les acheteurs étrangers enleveront tout à bas prix, & ne nous laisseront rien: si les acheteurs étrangers sont écartés, la concurrence des acheteurs nationaux sera médiocre, parce qu'ils n'auront point l'espérance du gain. Ainsi le prix des grains ne peut être proportionné aux charges qu'il doit satisfaire sans cette double concurrence.

Le Lecteur intelligent me sçaura mau-

vais gré fans doute de m'appesantir si souvent sur les mêmes détails ; puisse ce reproche être général ! Il nous indiquera les progrès de la Nation.

La Ligue formée en Europe contre la France devenoit formidable de jour en jour : la France en reconnut la force à la confiance avec laquelle les Hollandois défendirent l'entrée de nos vins & de nos eaux-de-vie ; cependant , cette interdiction n'étoit qu'une représaille de la défense de recevoir en France les ouvrages de laine & de fil de la Hollande ; non plus que leurs harengs , à moins qu'ils ne fussent salés avec du sel de France. Si le Tarif de 1667 n'eût jamais été révoqué , la France n'auroit pas eu besoin de cette nouvelle prohibition , & les Hollandois n'eussent vraisemblablement pas été en état de prendre ce parti vigoureux. Tel a été long-tems le sort du Commerce d'être sacrifié à des intérêts plus brillans en apparence ; & son abandon enhardissoit d'autant plus nos ennemis , que par ce moyen , ils s'étoient assurés de notre foiblesse.

• Les fonds destinés aux greniers publics furent convertis à l'usage des préparatifs de la guerre , tant sur terre que

sur mer. Au mois de Novembre, il fut encore créé cinq cent mille livres de rentes au denier vingt ; ainsi à la fin de cette année les rentes sur la Ville montoient au total à onze millions sept cent mille livres. Cette création de rentes fut accompagnée de celle de quatre Receveurs , Payeurs & Contrôleurs anciens & alternatifs des nouvelles rentes, & d'une attribution de gages à tous les autres. On traita des Offices vacans aux revenus casuels avec les Receveurs généraux : le premier résultat fut de cinq cent mille livres ; le second de quatre cent trente-six mille livres ; un troisième en Février 1689 de cinq cent mille livres à la remise de deux sols en dehors & deux sols en dedans, avec les jouissances en attendant le placement ; ainsi il est impossible d'évaluer le gain des Traitans : mais le produit net au Roi sur les quatorze cent trente-six mille livres fut de onze cent quarante-huit mille livres.

Les Fermiers du Bail de Martin Dufresnoy furent condamnés à rapporter six cent vingt-quatre mille livres.

SE Squ'en 1688.

		1688.
	liv.	liv.
.	27	557662
.	00	1601079
.	87	683822
.	32	344400
.	00	12000
.	43	726426

DEPENSES générales du Roi depuis 1684 jusqu'en 1688.

	1684.	1685.	1686.	1687.	1688.
	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.
Trésorier de la Maison du Roi	543566	606999	561611	563227	557662
Chambre aux Deniers.	1986325	1618042	1579496	1692000	1601079
Argenterie	1091982	2274253	1415417	1023287	683822
Menus Plaisirs	350694	400810	347308	353232	344400
Achat de chevaux	12000	12000	12000	12000	12000
Ecuries	1184697	1045958	779408	769843	716426
Offrandes & Aumônes	159708	313028	328253	362966	315000
Prévôté de l'Hôtel.	61050	61050	61050	61050	61050
Gardes du Corps.	185333	188988	185448	185461	185148
Cent Suisses	48038	49038	49038	49038	50038
Venerie & Fauconnerie	360886	354638	365263	406597	335251
Louveterie	34293	34293	34293	34293	34293
Maison de Monsieur	1258888	1230000	1067825	1010000	1049200
Maison de Madame	264000	252000	252000	252000	252000
Récompenses	160490	160437	225871	226562	236889
Maison de Madame la Dauphine.	1115140	1037399	1089760	1059372	1074593
Dépenses pour lesquelles il n'a point été expédié d'ordonnances.	2014000	2186748	337232	1177020	471346
Comptant du Roi	8048141	15340901	3029716	1991414	1996500
Bâtimens.	296068	236504	7916745	7757438	6986581
Lignes Suisses	39443730	35445019	229484	215576	260050
Extraordinaire des guerres.	2316424	2380529	35314314	35518162	44453379
Garnisons.	1439935	1081574	2281194	2304346	2280235
Gratifications aux Troupes	16825	1175924	1203900	1313322	131833
Artillerie	7304953	6910184	6519747	6525620	7286805
Marine	2835140	2756913	2810571	2887687	2878435
Galeres	6427208	6785873	522696	7101611	11993059
Fortifications.	727150	743667	694206	685266	675700
Ambassades	59270	50955	140210	146517	195962
La Baillie	1452839	1704913	2778663	2735129	2751305
Pensions	2076781	2133312	2126994	2139212	2128395
Gages du Conseil	572606	614706	595272	573081	559481
Maréchaux de France	2747886	3541557	4046595	4824183	3580420
Gratifications par comptant	4681064	2365134	1149499	1334500	2710330
Affaires secrètes.	227700	241450	216000	211800	208000
Acquits patens	312240	898990	1071803	1195811	762708
Ponts & Chauffées.	43458	24595	53666	53666	53666
Pavé de Paris	130749	130749	67697	67697	11780
Commerce des Indes	60421991	4308894	5470776	2748300	3303076
Remboursemens, Intérêts d'avances & Remises	627519	199131	266169	294338	270951
Menus Dons & Deniers payés par ordonnances	519226	558236	542145	5112	1067702
Voyages	106160	106160	278560	65112	11780
Ordonnances de comptant pour le payement des Certifications.	88350	95817	77813	58565	58565
Haras	114670	116175	116731	119723	119723
Guet de Paris & Brigades des environs	1234290	51570	83452	72950	59578
Arrérages de rentes	154647109	100640257	92531391	92088228	1059515038

A N N É E 1689.

Ces petites ressources n'étoient qu'un prélude : la guerre devint générale en 1689 , & l'on ne parla plus que de combats ou de ressources de Finance.

M. le Pelletier avoit senti que les affaires ne prenoient point une bonne tournure ; & regardant la difficulté des circonstances au-dessus de ses forces , il demanda la permission de se retirer.

Ce n'est pas que son administration ne présente plusieurs belles parties. Il connut l'ordre ; il remonta vers les grandes sources de la Finance : mais il manqua de ce nerf qui donne de l'âme aux opérations , qui en assure le succès. Il prit le timon dans un tems difficile , l'orage survint & le troubla : après avoir fait une fausse route , désespérant de retrouver le Port , il abandonna la conduite du Vaisseau à ceux qui se crurent plus habiles.

Voici l'état des dépenses faites pendant son ministère , réunies en une seule table ; elles

montent à	liv. 545822023
---------------------	-------------------

Les parties du Trésor Royal, depuis 1684, for-

De l'autre part...	545822023
ment une somme de	463529152
	<hr/>
	82292871
Il emprunta	66600000
	<hr/>
En affaires extraordi- naires ou consommations d'avance	15692871
	<hr/>

A N N É E 1689.

Il étoit mal-aisé d'entreprendre le maniment des Finances dans une circonstance plus critique. Il falloit agir ; la méditation la plus profonde , soutenue d'une grande facilité de ressources , suffisoit à peine pour éviter le desordre. M. de Pontchartrain trouva dans son zele & dans son attachement à la personne du Prince , des motifs d'espérer plus de succès que son Prédécesseur. Voyons quels expédiens il employa.

Quelques-uns ne coûtèrent point de remise , mais il y en eut très-peu qui ne fussent une charge perpétuelle sur les Peuples , ou une source de troubles de la part des Traitans. On ne s'étendra pas davantage sur cet article , parce
que

que les objets ont pour la plupart déjà passé sous nos yeux. Comme plusieurs des traités ont eu différens résultats d'année en année, ils seront réunis afin d'éviter la confusion.

Cette année commença le traité des amortissemens & nouveaux acquêts. Les huit résultats jusqu'au mois d'Octobre 1693 monterent à 18200000 liv.

à la remise du fixié-
me & de deux sols
pour livre en dehors ;
produit net

liv. s. d.
15166666 13 4

Vente & revente
des Offices des Rece-
veurs des Consigna-
tions & Commissaires
aux saisies-réelles ; le
résultat de 2600000

liv. net 2166666 13 4

Offices de tiers Ré-
férendaires , Taxa-
teurs & Calculateurs
de dépens , Offices
créés au Présidial du
Puy en 1689, 1691,
1694 , résultat de

2390000 liv. net . . . 1676566 13 4

19009900 0 0

De l'autre part 19009900 0 0

Offices de Greffiers
en chef dans chacun
des Présidiaux & Bail-
liages du Royaume :
résultat 1898986 liv.
net.

1582488 6 8

Offices de Rece-
veurs des deniers
communs & d'octroi
en chaque Election.
Le recouvrement en
fut fait sans remise
par les Receveurs gé-
néraux, l'intérêt de
leurs avances au de-
nier dix-huit.

1510541

Mêmes Offices en
Bretagne en traité :
résultat 360000 liv.
net.

300000

Augmentations de
gages de 300000 liv.
aux Officiers des Ele-
ctions & Greniers à
sel, & vente de plu-
sieurs Offices créés
dans les Elections &

22402929 6 8

sur les Finances de France. 43
liv. f. d.

De l'autre part 22402929 6 8

Greniers à sel ; Finance de 6372340
liv. dont les Receveurs généraux firent
le recouvrement à la remise des deux sols
pour livre avec la jouissance des gages.. 5735106

Augmentation de gages de cent quarante mille livres aux Officiers des Présidiaux , & vente des Offices de Conseiller honoraire : la Finance de 2518200 liv. à la remise de deux sols pour livre avec la jouissance des gages.. 2266380

Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome en 1689 & 1691. 520000

Huit Charges de Maîtres des Requêtes à 190000 liv. chacune & aux gages de

30924415 6 8
D ij

De l'autre part. 30924415 6 8
 1300 liv. 1520000

Deux Charges de
 Garde du Trésor
 Royal aux gages de
 40000 liv. de rente
 chacune. 1600000

Deux Charges de
 Receveurs des reve-
 nus casuels aux ga-
 ges de 20000 liv. de
 rente chacune. . . . 800000

Deux Charges de
 Commis, Gardes des
 registres du Contrôle
 général des Finances
 aux gages de 3000 liv.
 chacune. 120000

Seize Charges de
 Grands-Maîtres des
 Eaux & Forêts aux
 gages de 98000 liv.
 repartis entre eux par
 portions inégales. . . 1960000

Deux Charges de
 Payeurs des gages en
 chaque Bureau des
 Finances aux gages

36924415 6 8

sur les Finances de France. 45

liv. f. d.

De l'autre part. 36924415 6 8
de 8000 liv. en tout.. 102200

600000 liv. de ga-
ges héréditaires au
denier dix-huit, dans
toutes les Cours du
Royaume, à la re-
mise de deux sols pour
livre. 9720000

Deux augmenta-
tions sur le prix du
sel de trente sols cha-
cune par minot dans
les pays de grande
Gabelle, & de vingt
sols dans les Gabelles
de Provence, Dau-
phiné & Languedoc.. 2000000

Les droits de jauge
& de courtage aban-
donnés au Fermier des
Aides pour 1800000
liv. à condition de
compter du surplus... 1800000

Total 50546615 6 8

Il fut créé au mois
de Juin cinq cent mille
livres de rentes Pro-
vinciales au denier

	liv.	f.	d.
De l'autre part.	50546615	8	6
dix-huit sur les recettes générales & les Domaines.	9000000		

Au mois de Novembre il fut créé douze cent mille livres de rentes sur les Aides & Gabelles au denier dix-huit. . . . 21600000

Il fut permis aux acquéreurs des deux dernières créations au denier vingt, de les convertir au denier dix-huit, en payant un supplément de 16000 liv. par 20000 livres.

On ouvrit une Tontine de 1400000 liv. de rentes. 14000000

Total général 95146615 6 8

Si de cette somme on déduit quarante millions environ, soit pour les résultats postérieurs des Traités, soit pour les deux dernières créations de rentes qui ne peuvent être regardées que

comme des fonds faits pour l'année suivante, on trouvera que la dépense extraordinaire de 1689 avoit monté à quarante millions environ; sur cette somme environ trente-trois millions avoient été levés en créations de gages, de Charges & de rentes, dont le Peuple se trouvoit débiteur à perpétuité; dont il falloit tous les ans prélever le montant sur les revenus publics, ou ajouter le montant aux autres impositions.

N'étoit-il pas plus convenable aux intérêts de tous les Ordres de l'Etat de distribuer ces trente-trois millions en diverses augmentations sur les diverses branches d'impôt? Un dixieme sur tous les biens, une augmentation sur les entrées, un impôt sur certaines consommations de luxe; une capitation sur les riches, si l'on veut, quelque augmentation sur les Tailles, auroient produit à l'Etat les mêmes secours. La réunion des droits de Courtagé & de Jaugeage au Bail des Fermes, étoit un excellent exemple de la méthode convenable en pareil cas. Le crédit de l'Etat se réservoir entier pour quelque grande extrémité; les gens d'affaires ne se fussent point accoutu-

48 *Recherches & Considérations*
més à ces remises énormes du fixieme
& des deux sols pour livre en-dehors ,
qui depuis augmentèrent encore : en-
fin le besoin passé, les Peuples pou-
voient se flatter de respirer. On y vint
ensuite à ces moyens, mais ce ne fut
pas pour satisfaire aux dépenses ex-
traordinaires ; c'étoit pour payer les
arrérages des engagemens contractés
précédemment. Les Sujets furent char-
gés de nouvelles impositions, mais
pour toujours ; l'Etat ne fut pas plus
riche, & chaque année les dépenses
extraordinaires forcèrent d'ajouter aux
nouveaux impôts de nouvelles créa-
tions. Plus on avançoit dans cette route
périlleuse, moins il devenoit possible
de s'en retirer : peut-être l'étoit-il,
mais ces opérations sont en général au-
dessus des sphares ordinaires. On fut
donc forcé de se précipiter dans l'abî-
me, parce que le premier pas de l'ad-
ministration avoit été imprudent.

On prie le Lecteur de graver bien
profondément cette réflexion dans son
esprit, afin d'examiner les progressions
du mal : la plus legere attention lui dé-
couvrira dans un jour très-clair cette
importante vérité. Des Peuples ména-
gés pendant la paix sont toujours assez
aisés

aisés pour répondre pendant quelque tems à ces occasions extraordinaires ; sur-tout si l'on a soin de faire tomber principalement les nouvelles charges sur les classes qui contribuent d'ordinaire le moins , quoique les plus riches. Alors la Marine de la France étoit plus brillante qu'elle n'eût jamais été. Son Commerce protégé par de puissantes Escadres pouvoit entretenir ses richesses & couvrir la mer de Corsaires.

Les revenus de cette année , suivant la récapitulation , étoient de cent trente-six millions huit cent-sept mille cinq cent dix-huit livres ; les charges de trente-un millions cinq cent dix-sept mille quatre cent quatre-vingt livres ; les parties du Trésor Royal de cent-cinq millions deux cent quatre-vingt-dix mille trente-huit livres.

RECAPITULATION des Revenus en 1689.

Fermes générales	63416666 liv.
Autres Fermes	2750000
Recettes générales des Pays d'Élections	32656577
<i>Idem.</i> Des Pays d'États	4529574
Dons gratuits	10198928
Bois	2099454
Étapes & secondes Parties	3544526
Revenus casuels	17611793
	<hr/>
	136807518
Charges 31517480	
	<hr/>
Net 105290038	

Ainsi les charges depuis 1682 avoient augmenté de huit millions en déduction des revenus. Nous les verrons ainsi s'accroître d'année en année.

Il faut remarquer que dans l'état des revenus, les Parties casuelles étoient montées d'environ quinze millions, à raison des affaires extraordinaires, de maniere que les parties de revenu ordinaire ne montoient qu'à cent vingt-un millions environ.

Loin de combiner le présent avec l'avenir, on porta nos malheurs à leur comble. Une réforme fut ordonnée sur les Monnoyes, & elles furent augmentées d'un dixieme au bénéfice du Roi; c'est-à-dire, que le marc d'argent monnoyé fut porté à vingt-neuf livres quatorze sols, de vingt-six livres quinze sols qu'il étoit. Les écus de la même marque, de même poids & titre que les anciens, furent évalués à trois livres fix sols, au lieu de trois livres. Les écus vieux du même poids & du même titre furent évalués jusqu'au décri à trois livres deux sols. L'auteur de cette fatale opération fut sans doute un Traitant, qui n'examina que le gain apparent, sans jeter l'œil sur l'avenir & sur la ruine des Sujets. Le Ministre trop

crédule se hâta de décider sur une matière qu'il n'entendoit point. Le profit étoit séduisant : nous avions alors au moins cinq cent millions d'espèces ; ainsi le bénéfice du Roi paroïssoit devoir être à-peu-près de cinquante millions. Mais l'effet ne répondit point à ces dehors trompeurs ; une défiance très-naturelle resserra l'argent de toutes parts : le profit de la réforme , ajouté à celui de cinq sols qui se faisoit auparavant dans les Monnoyes sur la fabrication de chaque marc d'espèces , à raison des remedes , tenta les faux-Monnoyeurs & les Etrangers. La guerre , à la vérité & la nouveauté de l'opération , empêcherent pour cette fois la Hollande d'y profiter beaucoup ; mais en Suisse & en Allemagne le billonage n'avoit point d'obstacles : ainsi le Ministre fut privé d'une partie du bénéfice qu'il espéroit. Par une nouvelle faute on laissoit encore un autre motif de billonage : on se souvient du ravage qu'avoient causé en 1675 les pieces de quatre sols , en portant l'argent à trente livres le marc , tandis que les autres espèces d'argent , plus fortes de loi , n'étoient qu'à vingt-six livres quinze sols. Depuis on les réduisit à trois sols

fix deniers , & le marc dans la proportion se trouvoit évalué à vingt-huit livres cinq sols.

On oublia en 1689 de les comprendre dans la réforme , de façon qu'en écus le marc d'argent étoit à vingt-neuf livres quatorze sols , & en pieces de quatre sols il étoit de vingt-huit livres cinq sols ; il y avoit donc un bénéfice clair de vingt-neuf sols à recevoir plutôt des pieces de trois sols fix deniers que des écus de trois livres fix sols , & réciproquement à payer en écus plutôt qu'en pieces de trois sols fix deniers. Par la même raison les pieces de trois sols fix deniers devoient passer dans l'étranger pour être converties en écus de trois livres fix sols.

On sent combien le capital de la Nation en especes devoit souffrir de diminution par ce billonage & ce transport d'especes. Dans quel tems encore ! Dans le moment où l'on augmentoit les impôts ; où la circulation ordinaire du Commerce recevoit quelque altération par la guerre ; où le nombre des emprunteurs augmentoit à raison des fournitures , des traités. Faut-il s'étonner , après tant de révolutions des Monnoyes , que l'intérêt ait été si cher sous

ce regne, & qu'il se soit soutenu si longtemps sur le même pied, malgré l'augmentation des richesses ?

Suivons jusqu'au bout les effets de ce desordre : le Prince perdit sur tout ce qui lui étoit dû par les Peuples, puisqu'il ne reçut pas la valeur intrinsèque sur laquelle les impositions avoient été réglées. Le tems de guerre cependant est un tems de dépenses extérieures, & les étrangers ne reçoivent qu'en poids & en titre.

Mais au contraire ils payent suivant la valeur numéraire des Etats où ils doivent ; ainsi tout ce que les Négocians étrangers devoient aux Négocians François fut payé à ceux-ci sur le pied de vingt-neuf livres quatorze sols par marc, & tout ce que les François devoient aux Etrangers fut payé sur l'ancien pied. De façon que si avant la réforme les Etrangers devoient onze millions à la France, & la France aux Etrangers seulement dix millions, on se trouveroit quitte de part & d'autre. Enfin si la dette de dix millions eût été réciproque, la France se seroit trouvée débitrice d'un million.

Ce n'étoit pas en renversant les fortunes des Commerçans, en portant la

crainte & la défiance entre les Citoyens, qu'il étoit possible de conserver son Commerce, la seule ressource capable de ramener l'argent dépensé au dehors pour les frais de la guerre.

Le Royaume eût encore trop gagné, si en perdant cent millions sans la moindre utilité, cette expérience eût au moins apporté quelque instruction; mais le voile n'est tombé que depuis 1726. Il resteroit une infinité de choses à dire sur cette matiere, si nous n'avions l'excellent ouvrage de M. Dutot, auquel doivent recourir ceux qui veulent s'instruire davantage sur cette partie; car hors de la combinaison des changes & des maximes générales du Commerce, ses décisions ne sont pas toujours sûres.

L'Edit de la réforme des Monnoies avoit été précédé d'un autre qui ordonnoit de porter aux Hôtels des Monnoies toutes les pieces d'argenterie qui excédroient le poids d'une once; le Prince donna l'exemple & envoya une partie de la sienne à la refonte; suivant le procès-verbal de la Cour des Monnoyes du 9 Décembre, il fut fondu quatre-vingt-huit mille trois cent vingt-deux marcs cinq onces, qui, suivant les essais & le tarif arrêté par ladite Cour, pro-

56 *Recherches & Considérations*
 duifirent en especes deux millions cinq
 cent cinq mille fix cent trente-sept li-
 vres quatre sols neuf deniers.

ANNÉE 1690.

Voyons les fonds extra-
 ordinaires de l'année 1690.

Rétablissement des Offi-
 ces des Secrétaires, Gref-
 fiers, des Communautés
 du Dauphiné; de Procu-
 reurs du Roi du Consul &
 Echevinage des Villes de
 la Provence, & des taxes
 faites sur les possesseurs des
 héritages affranchis de la
 Taille. Les résultats de-
 puis 1690 jusqu'en 1698
 furent de 375800 liv. pro-
 duit net

liv. s. d.
 313166 13 4

Jurés Crieurs d'enterre-
 mens dans les Villes où il
 y a Présidial & Election.
 Les résultats depuis 1690
 jusqu'en 1694 800000 liv.

666666 13 4

Offices d'Experts Jurés
 & Greffiers de l'Ecritoire,
 d'Experts Priseurs Jurés

979833 6 8

De l'autre part... 979833 6 8
des droits utiles de la petite Voierie. Les résultats jusqu'en 1697 monterent à 3242000 liv. produit net. 2701666 13 4

Offices de Procureurs du Roi & Greffiers des Hôtels-de-Ville, & de l'hérédité attribuée aux Notaires, Procureurs & Huissiers. Les résultats jusqu'en 1696 monterent à 7020000 livres, net . . . 5850000

Greffiers des Rôles des Tailles en chaque Ville, Bourg & Paroisse avec attribution de trois deniers pour livre. Le résultat fut de 5203958. Les Receveurs Généraux en firent le recouvrement à la remise de trois sols pour livre avec la jouissance des droits, net. . . . 4423364 6

Greffiers Repartisseurs des Tailles en Languedoc. Le résultat de 1000000 livres, net. . . . 900000
14854864 6 0

De l'autre part.. 14854864 ^{liv. f. d.} 6 0

Gages héréditaires aux
Officiers des Greniers à
sel, 617500 livres, net. . 517095

Cinquante mille livres
de gages héréditaires aux
Officiers de Chancelleries. 900000

Soixante mille livres de
gages aux Officiers des
Greniers à sel & des Pré-
sidiaux créés en 1689. . 1080000

Création de Charges à
la Chambre des Comptes. 2830000

Création de Charges au
Parlement de Paris. . . . 3050000

Quatre Intendants des
Finances avec vingt mille
livres de gages. . . . 1600000

24831959 6

Nouvelles Fermes.

Droits nouveaux de huit liv.
par bœuf, cinquante sols par
vache, huit sols par mouton,
entrant dans Paris, affermés par

De l'autre part.. 24831959 6

an	500000	
Marque des Cha-		
peaux , qui fut sup-		
primée en 1701 ,		
lorsque le Commer-		
ce en fut absolument		
tombé , affermée		
pendant les deux		
premieres années...	200000	
Fermes des droits		
sur le Caffé.	30000	
Ferme des Suifs...	600000	
Ferme du Poids-		
le-Roi à Paris.	37500	
Ferme du Contrô-		
le des Actes des		
Notaires.	450000	
Ferme des droits		
des Ecrivains à la		
peau du Parlement		
de Bordeaux.	120000	
Ferme des droits		
au Parlement de		
Toulouse.	5000	
		1942500
		<hr/>
		26774459 6

Don gratuit du Clergé ,
dont quatre millions pour
être levés sur les Bénéfi-
ciers ; cinq millions cinq
cent mille livres par em-
prunts au denier dix-huit.
Sur les quatre millions, le

De l'autre part... 26774459 6

Roi accorda fix deniers
pour livre de remise aux
Receveurs des Décimes ,
& augmenta leurs gages
de quarante mille livres ,
en payant finance de deux
millions cinq cent mille
livres.

Sur les cinq millions
cinq cent mille livres res-
tant de la levée sur le Cler-
gé, & sur les deux millions
cinq cent mille livres dûes
par les Receveurs des Dé-
cimes , le Roi accorda au
Receveur général du Cler-
gé deux cent quarante mil-
le livres de remise , à con-
dition de payer le surplus
en fix payemens égaux de
fix mois en fix mois , net. 11660000

38434459 6

Pour l'observer en passant , le systê-
me des emprunts ayant été admis d'an-
cienneté dans les affaires temporelles
du Clergé , il s'est trouvé à la longue
dans les mêmes détresses que l'Etat , &

dans l'impossibilité d'écouter son zèle pour la gloire & la sûreté publique. Il est vrai cependant qu'il n'a jamais eu la permission d'emprunter que le terme du remboursement n'ait été fixé.

Remarquons aussi que des vingt-quatre millions de créations de Charges ou d'augmentations de gages, il y en a environ douze qui ne rentrèrent pas dans l'année même, ou qui doivent être imputés sur les résultats postérieurs. Le surplus pouvoit à peine payer les augmentations de charges sur l'Etat faites par M. Colbert. Par conséquent, si ces charges n'eussent point existé, on eût épargné encore celle-ci qui les aggravoit ; les revenus publics eussent suffi à la dépense extraordinaire ; le Peuple auroit pû être foulagé à la paix.

Le Roi voulut réunir à son Domaine les droits de sol & six deniers pour livre attribués aux Offices de Marqueurs de cuirs ; mais cette utile opération n'eut point lieu, parce que les Engagistes eurent le crédit de se faire confirmer dans la jouissance de cet impôt extrêmement lucratif pour eux, quoique mal régi ; en le diminuant même il eût été facile d'en faire une branche de revenu assez considérable sans être oné-

reuse au Peuple , au lieu d'enrichir quelques familles. En 1703 le droit fut accru d'un quart en sus , en faveur d'une augmentation de gages. En 1719 la liquidation de la finance & du produit des droits en fut ordonnée ; mais le Gouvernement eut encore la complaisance de laisser subsister l'abus ; seulement le droit fut restreint à quatre deniers. Il est plus que probable que le capital de cette aliénation a rentré au moins quarante fois aux Engagistes ; les personnes au fait de cette partie l'évaluent à deux millions de revenu , quoique le droit ne se perçoive pas dans toutes les Provinces.

Il a été observé que la Ferme de la marque des chapeaux en avoit fait absolument tomber la fabrique ; mais il faut ajoûter que cette idée de marque étoit la suite d'un Règlement de Manufacture renouvelé en 1699 & en 1700. Il défendoit tout mélange de Vigogne avec le Castor ; secret admirable pour avoir des chapeaux mols , & incapables de résister à la moindre humidité. On poussa même la manie jusqu'à ordonner qu'il n'en seroit fait que de deux qualités ; & en 1701 on fut fort surpris de recevoir des chapeaux d'An-

gleterre , au lieu d'y en envoyer de grandes quantités comme autrefois.

Les revenus de cette année 1690 , suivant la récapitulation, furent de cent quarante-un million cent quarante-cinq mille trois cent soixante & douze livres ; les charges de trente-quatre millions cinq cent deux mille trois cent quatre-vingt sept livres ; ainsi les revenus se trouvoient chargés à perpétuité de plus qu'en 1682 , de onze millions , & de trois de plus qu'en 1689. Dans cet état des revenus il se trouve environ quatorze millions , tant sur les Monnoies que sur les Parties casuelles & le Clergé ; ce qui réduit les revenus ordinaires à cent vingt-sept millions.

RÉCAPITULATION des Revenus en 1690.

ANNÉE

Fermes générales.	64904302 liv.
Autres Fermes	5071905
Recettes générales des Pays d'Élections.	35605217
<i>Idem.</i> Des Pays d'États	4546201
Dons gratuits des Pays d'États	8319372
Don gratuit du Clergé	4000000
Bois	1853405
Revenus casuels.	8235859
Monnoie	4993637
Etales & secondes parties	3615474
	<hr/>
	141145372
Charges	34502387
	<hr/>
Net	106642985

ANNÉE 1691.

Reprenons le cours des moyens extraordinaires de l'année suivante. On mit la connoissance des étoffes & l'art de la fabrication en Charges. Les Artisans furent partagés en quatre classes ; & le droit domanial , pour avoir la permission de ne pas mendier ; fut réglé à leur réception dans les bourgs clos de quinze à trois livres ; dans les Villes où il y a Prédial , de vingt à quatre livres ; dans les Villes où il y a Cour Souveraine , de trente à six livres ; à Paris , de quarante à dix livres. On créa en outre des Offices de Maîtres & Gardes des Corps des Marchands , & de Jurés Syndics des Arts & Métiers dans toutes les Villes & Bourgs du Royaume ; le résultat général de
1691 à 1694 , fut de
3780000 liv. net. . . 3150000

Offices de Receveurs des Epices & Amendes dans toutes les Jurisdctions ; de Contrôleurs , Vérificateurs , Rapporteurs des défauts , & Con-

De l'autre part.	3150000		
trôleurs des Exploits, Francs-fiefs & Francs- aleux. Le résultat gé- néral jusqu'en 1695 fut de 13460000 liv. net	10105266	13	4
Offices d'Ecrivains à la Peau; le résultat de 600000 liv. net. . .	500000		
Offices de Cheva- lier d'honneur dans les Prédiaux de 1691 à 1694, résultats de 650075 liv. net	542297	10	
Election à Saint Lo & Offices au Parle- ment de Rouen jus- qu'en 1694; résultat 300000 liv. net	250000		
Election à Pon- toise	170000		
Trésoriers des Com- munautés en Proven- ce & Terres adjacen- tes, résultat 2811434 liv. net	2342861	8	
Augmentation de			
	<hr/>		
	17060425	11	4

De l'autre part. 17060425 11 4

treize sols dix deniers
par chaque minot de
sel, en faveur de di-
vers Officiers des Gre-
niers à Sel; Offices de
Payeurs des gages &
augmentations de ga-
ges; résultat 5914552

liv. net 5128793 6 8

Soixante Offices
de Secrétaires du Roi
jusqu'en 1694; résul-
tat 6050000 livres,
net

4880000

Taxe sur les Mai-
res & Echevins des
Villes, jouissant des
Privilèges de la No-
blesse, excepté ceux
de Lyon; résultat de
800000 liv. net

666666 13 4

Offices nouveaux
en divers Tribunaux
d'Amirauté & aug-
mentation de gages
aux anciens: le résul-
tat 608230 liv. net. . . .

532201 5

28268086 16 4

liv. f. d.

De l'autre part. 28268086 16 4

Premiers Présidens
ès bureaux des Finan-
ces à l'exception de
Paris & Tours ; aug-
mentation de gages
aux Officiers des
Chancelleries ; résul-
tats en 1691 & 1692
de 2330000 livres ,
net 2100000

Courtiers de vin
& Commissionnaires
dans les Provinces ;
résultats de 1691 ,
1693 , de 2500000
livres , net 2083333 6 8

Taxe sur les Mai-
res & Echevins de la
Ville de Lyon jouif-
sans de la Noblesse ;
Traité sur les lanter-
nes de cette Ville ;
résultats de 1691 &
1695 de 840000 liv.
net 700000

Pourvoyeurs, Ven-
deurs d'huitres à l'é-

33151420 3 0

De l'autre part. 33151420 3 0

caille dans la Ville de
Paris, à la suite de la
Cour & en Norman-
die ; résultats de

150000 liv. 125000

Finance payée par
les Notaires réservés
de la Ville de Lyon ,

144000 liv. net 120000

Union de la Cham-
bre des Comptes de
Navarre au Parle-
ment de Pau, & Offi-
ces créés audit Parle-
ment ; résultat de

600000 liv. net 540000

Débets de compta-
bles ; le résultat étoit
de 3500000 livres à
la remise de 525000
livres , cependant il
ne rendit jusqu'en
1699 que

1800000

Greffiers des Bap-
têmes , Mariages &
Sépultures ; Greffiers
des Infimations, No-

35736420 3 0

De l'autre part. 35736420 3
 taires Apostoliques ,
 Économes , Sequestres & Greffiers des
 Domaines & gens de
 main-morte , Maires-
 Commissionnaires Af-
 fesseurs des Hôtels-
 de - Ville , & divers
 Offices en Franche-
 Comté ; les résultats
 de 1691 & 1692 de
 17294739 liv. net... 14412282 10

Finance de trois de-
 niers de taxations hé-
 réditaires attribuées
 aux Receveurs Gé-
 néraux des Finances
 & Receveurs des
 Tailles , montant à
 4053634 livres , dont
 les Receveurs Géné-
 raux firent le recou-
 vrement à la remise
 de 608045 liv. 2 sols.
 net

3445588 18

Cent Charges de
 Barbiers-Perruquiers

 53594291 11

sur les Finances de France. 71
liv. f. d.

De l'autre part.	5359429	1	11
à Paris : le résultat			
de 300000 liv.	300000		
Offices au Grand-			
Conseil	1680000		
Augmentation de			
Finance d'Offices de			
la Cour des Aides . . .	960000		
Offices d'Essayeurs			
& Contrôleurs d'é-			
tain ; de Barbiers &			
Perruquiers des Pro-			
vinces : les résultats			
de 1691 & 1693 de			
1400000 liv. net . . .	1026666	13	4
Garde des ancien-			
nes minutes du Con-			
seil des Finances &			
Commissions extraor-			
dinaires aux gages de			
6000 liv.	100000		
Offices de Tréso-			
riers de la Marine ,			
des Gabelles & des			
Fortifications	3530000		
Cinq cent mille li-			
vres d'augmentations			
de gages aux Payeurs			
	61190958	4	4

		liv.	s.	d.
De l'autre part.	61190958	4	4	
des Rentes 9000000				
liv. net	8100000			
Création d'un mil-				
lion de rentes au de-				
nier dix-huit sur les				
Gabelles	18000000			
	<hr/>			
	87290958	4	4	
	<hr/>			

Toute cette somme , à l'exception de quinze millions environ , augmentoit , comme l'on voit , à perpétuité les charges annuelles de l'Etat de quatre à cinq millions. Car quoique le payement des traités se fît à des termes assez longs , de façon que la moitié de cette somme ne rentrât pas à beaucoup près dans l'année ; les Traitans ne laissoient pas d'avoir la jouissance des droits & gages attribués aux divers Offices.

Entre les desordres qui se glisserent alors dans la distribution des Finances , celui de la tenue des livres des Comptables devint un des plus ruineux pour le Prince & pour l'Etat. La forme des Journaux si soigneusement établie par M. Colbert fut négligée ; l'obscurité s'y mit : les Receveurs firent valoir à gros intérêts

intérêts l'argent de leur Caisse ; & ce fut le Prince même qui les paya , parce que la rentrée des parties du Trésor Royal ne se faisoit plus avec exactitude. La circonstance de la guerre aida le Ministre à croire ce que les Receveurs avoient intérêt qu'il crût ; c'est-à-dire , que les recouvremens languissoient à cause de la misere : ils ne furent cependant jamais si durs : la même inattention avec les Trésoriers accumula les débets à un point excessif ; on parvint à les regarder indécemment dans le Commerce , comme un droit attaché à la Charge. Les suites de cette faute essentielle ont peut-être coûté trois cent millions à l'Etat pendant le reste de ce Regne.

Pour placer plus sûrement la nouvelle constitution de rentes qu'on venoit de faire , & celles que l'on méditoit pour la suite , il fut ordonné à tous ceux qui avoient acheté des biens Ecclésiastiques à charge de remplacement, d'en porter la valeur à l'Hôtel-de-Ville pour la convertir en rentes. On ne peut nier du moins que ce ne fût tirer un bien du mal.

Pendant que l'industrie des Traitans étoit en mouvement en France , celle

des habitans de nos Colonies s'appliqua à la culture du coton , pour se dédommager de la contrainte qu'on avoit apportée à celle des sucres. Le Gouvernement , pour favoriser cette nouvelle branche , qui pouvoit devenir un jour de grande importance , augmenta les droits de vingt livres par quintal sur les cotons venant des Pays-Bas , & régla à 30 sols par quintal les droits sur les cotons de nos Colonies.

En cette année , on s'avisa enfin de réformer les pieces de trois sols fix deniers , & de les porter à quatre sols.

Voici la récapitulation des revenus , qui furent cette année de cent cinquante-deux millions huit cent quarante-trois mille cinq cent quarante-sept livres ; les charges de quarante-millions cinq cent quatre-vingt-douze mille trois cent vingt livres.

RÉCAPITULATION des Revenus en 1691.

Fermes générales à cause de l'augmentation du fel	69607141 liv.
Autres Fermes	3719117
Recettes générales des Pays d'Electlons.	35568085
Recettes générales des Pays d'Etats	4634088
Dons gratuits des Pays d'Etats	10751428
Bois.	1856302
Revenus cafiels	14108398
Monnoie	8947109
Etapas & secondes Parties	3651879
	<hr/>
	152843547
Charges	40502320
	<hr/>
Net	112251227

Voilà donc déjà les Peuples chargés à perpétuité de dix-sept millions environ de plus qu'en 1683. Sur cette somme de cent cinquante-deux millions, il y en avoit environ vingt en parties extraordinaires ; ainsi les revenus ordinaires n'étoient que de cent trente-deux millions environ.

A N N É E 1692.

Le Plan des Finances continua en 1692 sur le même pied.

Offices de Médecins & Chirurgiens ;	
résultat de 750000	liv. s. d.
livres , net	625000

Greffiers Conservateurs des minutes des Chancelleries ;	
résultat de 635539	
livres , net	529615 16 8

Receveurs des Consignations & autres Offices en Flandre ;	
Offices au Parlement de Tournay ; résultat de 1692 à 1694	
de 2800000 livres ,	
	1154615 16 8

sur les Finances de France. 77

	liv.	f.	d.
De l'autre part.	1154615	16	8
net	2333333	6	8

Commiffaires & Contrôleurs des guer- res ; résultat de	
8279200 liv. net . . .	7027320

Augmentations de Gages héréditaires aux Officiers des Ma- réchauffées ; résultat de 1326987 livres, net	1194288	6
--	---------	---

Quarante-fix Cour- tiers de vente de Meu- bles & Immeubles à Marfeille ; résultat de 161000 livres , net...	145100
---	--------

Etablissement d'un Bureau des Finances à Lille ; résultat de 515625 livres , net...	429687	10
--	--------	----

Maîtres & Com- pagnons Tireurs d'or à Lyon ; résultat	
60000 livres , net...	57000

Tréforiers , Rece-
veurs particuliers des
Tailles, Auditeurs des

Comptes & Perequa-
teurs en Dauphiné ;
les résultats jusqu'en
1697 de 2420000 liv.
net

2016666 13 4

Offices de la Cham-
bre des Comptes de
Nantes ; résultats de
3520000 liv. net . . .

316800

Courtiers, Procureurs
postulans & au-
tres Offices à Lyon ;
résultat de 360000
livres , net

324000

Lettres de réhabi-
litation & maintenue
de Noblesse ; résultats
jusqu'en 1696 de
820000 liv. net

683333 6 8

Taxe sur les Enga-
gistes des Etaux à
vendre chair ; résul-
tat de 100000 livres ,
net

90000

Offices au Conseil
de Luxembourg ; ré-
sultat de 350000 li-

sur les Finances de France. 79
liv. f. d.

De l'autre part 15772144 19 4
vres, net 315000

Offices de Police
dans la ville de Rouen;
résultat de 500000
livres, net 450000

Lieutenans de Roi
dans toutes les Pro-
vinces aux gages de
140000 liv. 3500000

Offices de Police
en l'Hôtel-de-Ville
de Paris. 884000

Les Vendeurs de
Marée pour augmen-
tation de droits. 2650000

1200000 livres de
rentes sur les Aides &
Gabelles au denier
dix huit. 21600000

Total 45171144 19 4

La permission de payer l'annuel fi-
nissant avec cette année, elle fut con-
tinuée pour neuf années. Le Roi dispen-
sa les Officiers des Présidiaux, Baillia-
ges & autres Jurisdctions, ressortissant
nuement aux Cours supérieures, du prêt

en prenant des augmentations de gages du double de la valeur du prêt ; & en faisant leur soumission pour payer en corps le droit d'annuel. L'année suivante , le Roi ordonna au Trésorier des revenus casuels de faire aux Officiers qui payeroient en corps le droit d'annuel une déduction d'un cinquième ; & à ceux qui payeroient séparément , une diminution du soixantième denier de l'évaluation : sans que cette diminution dût tirer à conséquence pour l'évaluation des Offices , ni pour le droit du prêt qui seroit payé en entier. Il y eut pour onze cent mille livres de rentes d'augmentations de gages au capital de dix-neuf millions huit cent mille livres.

On commença dès cette année à éprouver une grande diminution sur le produit des Fermes générales , comme on en pourra juger par la récapitulation des revenus de cette année , qui ne furent que de cent quarante-neuf millions deux cent soixante-neuf mille sept cent vingt-cinq livres.

RECAPITULATION des Revenus en 1692.

Fermes générales	6100000 liv.
Autres Fermes	2144433
Recettes générales des Pays d'Elections	35440183
<i>Idem.</i> Des Pays d'Etats	4199212
Dons gratuits des Pays d'Etats	8368095
Bois.	1785071
Revenus casuels	20323496
Monnoie	12428890
Etapas & secondes Parties	3580345
<hr/>	
Charges	149269725
<hr/>	
Net	112564170

On avoit fans doute rembourfé quelques charges ou fupprimé quelques-unes des diminutions, toujours accordées aux Provinces qui fouffrent le plus, puifque cette année elles ne montoient plus qu'à trente-fix millions fept cent cinq mille cinq cent cinquante-cinq livres.

Les Parties du Tréfor Royal furent de cent douze millions cinq cent foixante-quatre mille cent foixante-dix livres.

C'étoient toujours quatorze millions de charges de plus qu'en 1683 : fur les cent quarante-neuf millions ci-deffus, il y avoit environ trente millions de parties extraordinaires ; de maniere que les revenus ordinaires ne rendoient réellement que cent dix-neuf millions deux cent foixante-neuf mille fept cent vingt-cinq livres.

A N N É E 1693.

Les expédiens de l'année 1693 commencerent par l'établiffement d'une Ferme nouvelle, qui peut être regardée comme une bonne efpece d'impôt, & comme une fûreté intéreffante pour le Public. Tous les actes des Notaires furent affujettis dans le Royaume à un

contrôle , dont le droit forme aujourd'hui une branche considérable des revenus. La Ferme en fut adjugée à six cent mille livres pour les deux premières années , & à neuf cent mille livres pour les quatre suivantes.

Il est clair que tout impôt qui retombe sur les riches soulage les pauvres ; & celui-ci sembleroit devoir être établi dans cet esprit ; cependant on s'en est éloigné , puisque les petites sommes payent beaucoup plus en proportion que les autres. La raison de cette différence peu équitable est difficile à trouver. Les particuliers contractent des engagemens proportionnés à leurs facultés ; & plus ils sont considérables , plus les Contractans ont d'intérêt à rechercher leurs sûretés. D'un autre côté , le droit est si fort sur les petites sommes , que dans les Provinces une infinité de familles passent sous seing privé les actes les plus importants : de-là tant de procès , de surprises , dont on cherche quelquefois la cause mal-à-propos dans la disposition des esprits. Seroit-ce donc une erreur d'avancer qu'en diminuant ce droit , le produit augmenteroit ? & après tout ne pourroit-on pas s'en dédommager en augmentant le

droit des sommes au-dessus de dix mille livres ? La Justice distributive si odieuse aux riches , mais si nécessaire au maintien des Etats , ne permet pas que les moins riches payent proportionnellement plus cher leurs acquisitions , la sûreté de leurs biens , le repos de leurs familles.

L'uniformité si desirable dans toutes sortes d'établissmens n'a pas été suivie non plus dans celui-ci : le bénéfice que l'on trouve à contracter à Paris , attire encore dans ce gouffre l'argent de tous les traités un peu considérables : outre que les riches seuls profitent de ce bénéfice , l'argent ne retourne jamais en entier dans les Provinces , & leur circulation se ressent pendant de longs intervalles de l'absence des parties qui doivent y rentrer. Cependant un principe digne d'une attention plus qu'ordinaire nous apprend que l'aisance publique est déterminée par l'action ou le repos des sommes qui ont une fois paru dans la circulation. Cent mille livres retirées du Commerce d'une Province pendant six mois , y font perdre à l'industrie au moins douze mille livres pendant cet espace de tems.

La perception du droit de contrôle

a encore fait imaginer une regle bien peu favorable à l'Agriculture. Il est défendu de faire des baux de plus de neuf ans ; c'est comme si l'on eût défendu aux Fermiers de s'attacher à leur terre , & d'y faire l'avance des améliorations dont elle est susceptible. Les grosses terres appartiennent pour la plupart aux grands Seigneurs , plus occupés de la dépense qui les flatte , que du soin de laisser à leurs enfans les moyens de la soutenir. Leurs terres sur lesquelles on épargne jusqu'au nécessaire , doivent journellement dépérir & diminuer de valeur. Le Public y perd de deux manieres ; & parce que la quantité des denrées diminue dans l'Etat ; & parce que le Prince intéressé à soutenir les Maisons illustres est obligé d'imposer sur les Peuples le montant de ses justes libéralités. Si les Baux pouvoient être de vingt ans & plus , un Fermier riche regarderoit la Terre comme son propre bien , & s'obligerait même à l'améliorer. C'est à la longueur des Baux que l'agriculture Angloise doit une partie de ses progrès surprenans : ils sont dans la Grande-Bretagne de quatorze, vingt-un & vingt-huit ans : alors le cultivateur agit en vrai propriétaire.

On étoit bien éloigné de songer à ses intérêts ; car on rendit une Ordonnance sur la police des Grains , capable de confirmer tous les préjugés contre leur garde par les gênes & les restrictions qu'on mettoit à ce Commerce. Le transport restoit libre à la vérité de Province à Province : mais à quoi servoit cette permission , puisque le Commerce n'étoit pas libre à tous ? En même tems il étoit défendu d'exporter les bleds à l'Etranger sans permission particuliere ; source de surprises & d'abus. De tout cela il résulte que la Loi , en voulant bannir les prétendus monopoles , en établissoit un réel ; puisque les laboureurs ne trouvoient qu'un très-petit nombre d'acheteurs. L'imagination des Traitans ne fut pas moins féconde qu'à l'ordinaire ; voyons-en les fruits.

Offices du Ban &
arriere-Ban en cha-
cun des Bailliages
& Sénéchauffées du
Royaumé ; résultat
de 3500000 liv. net.
Receveurs des Foua-
ges en Bretagne ,

2916666 13 4

sur les Finances de France. 87

liv. f. d.

2916666 13 4

800000 liv. net. . .

720000

Quatre Affineurs à
Lyon , 600000 liv.

net.

540000

Union de la Cham-
bre du Trésor au Bu-
reau des Finances de
Paris , 1300000 liv.

net.

1170000

Finance des Loca-
taires des boutiques
& échopes , 36158

liv. net.

31130 16

Offices dans la Ma-
réchaussée & dans la
Chancellerie d'Ar-
tois , 1100000 liv.

net.

817666 13 4

Taxes sur les bois
des Ecclésiastiques ,
4600000 liv. net. . .

4523333 6 8

Affranchissement
des droits de cenfi-
ves , rentes foncie-
res, & autres de 1693

à 1695 , 10240000

liv. net.

8524333 6 8

19243130 16

De l'autre part. 19243130 16 0

Finance des Offi-
ciers des Justices Sei-
gneuriales, pour être
dispensés de se faire
recevoir dans les
Cours Supérieures
& Justices Royales,
2100000 liv. net. . . 1750000

Finance des Offi-
ces de Brasseurs de
bière en Flandre,
2212978 liv. net. . . 1844143 7

Vingt-six Payeurs
& autant de Con-
trôleurs des rentes
de l'Hôtel-de-Ville
de Paris, 2580000
liv. net. 2257500

Réunion des Offi-
ces de Contrôleurs
généraux des Domai-
nes aux Contrôleurs
généraux des Finan-
ces, 300000 liv. net.. 270000

Affranchissement
des Tailles en Lan-
guedoc, 1200000 liv.

25364774 3
net

sur les Finances de France. 89

liv. f. d.

De l'autre part 25364774 3 0

net. 1000000

Offices de Lieutenans Criminels & Commissaires Vérificateurs des Rôles des Tailles dans les Elections, 1320549 l.net.

1100457 10

Offices de la Chancellerie de Paris , 160000 liv. net. . .

144000

Offices créés dans neuf Maîtrises des Eaux & Forêts , & augmentations de gages attribuées aux Officiers , 1300000 liv. net.

1170000

Augmentations de gages héréditaires attribuées aux Baillis , Sénéchaux d'Epée & Officiers de Justices Royales , 1774000 liv. net.

1596600

Augmentations de gages attribuées aux Présidiaux , Baillia-

30375831 13

H

De l'autre. part 30375831 13
 ges , Sénéchauffées
 & Commissaires En-
 questeurs & Exami-
 nateurs, 5500000liv.
 net. 4950000

Affranchissement
 des Tailles en Dau-
 phiné de 1693 à
 1695 ; resultats de
 1080000 liv. net. . . 900000

Taxes sur les Pos-
 seffeurs des Isles &
 Ilots, premiers Huif-
 fiers audienciers des
 Cours Supérieures ,
 & Contrôleurs des
 taxes des dépens ; re-
 sultat de 1693 à
 1694, 4000000 liv.
 net. 3333333 6 8

Taxes sur les Au-
 bergistes dans les
 pays où les Aides
 n'ont point cours, &
 vente des Offices de
 Lieutenant des Ma-
 réchaux de France ,

 9559164 19 8

sur les Finances de France. 91

liv. f. d.

De l'autre part. 9559164 19 8
& Archers Gardes
de la Connétablie,

3220000 liv. net. . . 2683333 6 8

Taxes sur les Au-
bergistes dans les
pays où les Aides ont
cours, 1140000 liv.
net.

950000

43192498 6 4

Il fut encore con-
stitué sur les Gabelles
un million de rentes
au denier dix-huit...

18000000

Et en rentes via-
geres, 600000 liv.

6000000

Total des moyens
extraordinaires de
cette année.

67192498 6 4

On en imagina un très-propre à don-
ner une idée du danger qu'il y a d'é-
couter les Traitans en fait de Com-
merce. On établit des Courtiers dans
la Ville de Rouen, avec défenses aux
Négocians d'en employer d'autres, ni
à aucun de s'immiscer dans leurs fon-
ctions ; c'est-à-dire, que personne ne

pouvoit se passer de Courtier, ou se dispenser de confier son crédit, le secret de ses affaires & de sa fortune à ceux qui auroient payé plus cher leur Charge au Traitant. Rien n'est peut-être aussi délicat dans le Commerce que l'usage des Courtiers : plusieurs grandes Places de Commerce s'en passent, & s'en trouvent bien, soit à raison de l'économie, soit à raison de la sûreté : une grande partie du déclin du Commerce des Hollandois peut être attribuée à l'infidélité de leurs Courtiers, gens pour la plupart anciens domestiques ou protégés des Magistrats. Ils ont asservi le Commerce à des monopoles si odieux, que personne n'envoie plus vendre ses denrées en Hollande, que dans le cas où elles n'ont aucun autre débouché, ou seulement à la faveur des avances des deux tiers, que les Négocians de Hollande ont coutume de faire sur les marchandises qu'ils sont chargés de vendre par commission. On n'ose se plaindre, parce que les Courtiers sont les maîtres de la fortune & du crédit des Commerçans. Ce vice intérieur dans le Commerce de la Hollande le conduit insensiblement à sa chute depuis une quinzaine d'années,

& les effets n'en font pas même réparables : car c'est un proverbe commun dans le Commerce, que le fer même perd de son poids à Amsterdarn. Un si terrible exemple doit tenir en garde contre toute restriction de l'emploi de Courtier dans les Villes de Commerce. Il est d'une très-grande commodité ; mais il ne peut être mis en Charges, ou limité à un petit nombre, sans exposer le Commerce de l'Etat & le Commerçant à des abus de la plus grande conséquence. La gestion de toute affaire de confiance doit dépendre du choix & de la connoissance du Commettant.

Dès qu'on perd une fois de vûe les bons principes, on court rapidement vers le désordre. Les droits des Courtiers furent réglés d'une manière digne de leur établissement : on leur accorda quarante sols par balle de laine entrant à Rouen ; demi pour cent de la valeur de toutes les marchandises qui y entre-roient, & cinquante sols par mille livres de courtage de change. Le Commerce fit de si vives représentations, que l'Edit n'eut point d'exécution ; mais il fallut que les Consuls fissent une imposition sur le Commerce, pour tenir lieu de la finance,

La création des Offices d'Affineurs à Lyon n'étoit pas moins dangereuse, & elle a subsisté. L'état, comme on vient de le voir, reçut six cent mille livres; mais sa Manufacture de galons a en partie passé dans l'étranger, tant à la faveur du droit que perçoivent les Affineurs à Lyon sur l'or & sur l'argent, que du droit de marque; tous les deux montent à cinq pour cent. Indépendamment de cette charge, les Affineurs s'étoient mis en possession de prendre les matieres sur un titre au-dessous de leur titre réel; de gêner les Orfèvres & autres sur la fonte des matieres, & ce n'est que depuis très-peu de tems que le Commerce a eu satisfaction sur ces objets, qui sont considérables par leur répétition, & dans un Commerce aussi peu lucratif que celui des matieres d'or & d'argent. Si dans la ville de Trévoux il n'y avoit des Affineurs, qui au moyen de la liberté & de la concurrence affinent mieux & à meilleur marché de moitié qu'à Lyon, il est vrai-semblable que nous perdriens encore sur notre Manufacture de galons, ou que les traits seroient versés en contrebande de Geneve & autres pays voisins; ce qui leur donneroit part dans notre Manufacture,

& la soutiendrait du-moins en partie. C'est par une suite de cet exclusif qu'à Paris le départ de l'or & de l'argent est fait par des Sous-Fermiers des Affineurs, auxquels on paye trois livres dix sols pour une opération que chacun pourroit faire pour trente sols *.

On n'ignore point que l'ordre fut le prétexte de cet établissement; mais ce prétexte tombe, lorsqu'on considère que l'argue commune, où tous les lingots doivent passer à la filière pour en faire du trait, suffit pour s'assurer de la qualité des matières qu'on y emploie; il ne s'agit que de confier la régie de l'argue aux Chambres du Commerce à Paris & à Lyon; elles ne prendront que les frais nécessaires à l'entretien; on ne payera plus six livres pour forger un lingot qui peut l'être facilement pour trente sols en payant bien. Ce trait n'est rapporté que pour donner l'idée de l'économie avec laquelle les Fermiers traitent les matières premières de nos Manufactures.

Les revenus de cette année, suivant la récapitulation, monterent à cent quarante-six millions quatre cent quatre-

* Ceci étoit écrit en 1754; les droits d'affinage & du départ sont réduits d'un cinquième.

vingt mille six cent quarante-quatre livres , dont vingt-sept millions environ en parties extraordinaires ; les charges à trente-huit millions cinq cent quarante-deux mille quatre cent soixante-dix-neuf livres ; les Parties du Trésor Royal furent de cent sept millions neuf cent trente-huit mille cent soixante-cinq livres.

RECAPITULATION des Revenus en 1693.

Fermes générales	61000000 liv.
Autres Fermes	2884500
Recettes générales des Pays d'Elections	35316176
<i>Idem</i> des Pays d'Etats	4131217
Dons gratuits des Pays d'Etats	7663095
Bois	1919903
Revenus casuels	15545852
Monnoie	14409556
Etapas & secondes Parties	3610345
<hr/>	
	146480644
Charges	38542479
<hr/>	
Net	107938165

98 *Recherches & Considérations*

On a vû que la refonte des	liv.
Monnoies a produit en 1690	4993637
En 1691	8947109
En 1692	12428890
En 1693	14409556
	<hr/>
	40779192

Il passe pour constant qu'à la mort de M. Colbert, comme on l'a déjà remarqué, il y avoit dans le Royaume au moins cinq cent millions d'especes courantes à vingt-six livres quinze sols le marc d'argent, & trois cent soixantedeux livres dix sols le marc d'or; ainsi la refonte ne produisit qu'un peu plus des quatre cinquiemes de ce qu'elle promettoit; ce qui donne lieu nécessairement à l'une des deux conjectures suivantes. Ou un cinquieme de l'argent avoit été resserré, dans le tems cependant où l'on avoit besoin d'une circulation intérieure très-active pour réparer ce que le Commerce extérieur perdoit. Ou le cinquieme des especes avoit été réformé dans l'Etranger; & en supposant que le bénéfice de la réforme eût été partagé entre les Etrangers & les Propriétaires de l'argent, il devoit y avoir cinq millions de moins dans le Royaume.

On s'apperçut sans doute du gain que faisoient les Etrangers ; car dès 1692 les louis d'or réformés furent réduits à douze livres au lieu de douze livres dix sols , & les écus à trois livres quatre sols au lieu de trois livres six. Dans le mois de Juin 1693 les louis d'or furent réduits à onze livres dix sols , & les écus à trois livres deux sols. On voit aussi que le produit des deux dernières années fut plus considérable. Il fut monnoyé en quatre ans pour quatre cent soixante-cinq millions cinq cent mille livres ; c'est-à-dire , qu'il fut porté en matiere aux Monnoies pour environ quatre cent millions , ou les quatre cinquiemes de l'espece. C'est la plus forte qu'il y ait eu sous ce regne.

Les cent sept millions des parties du Trésor Royal en 1693 n'équivaloient en poids & en titre qu'à quatre-vingt-seize millions dans l'année 1689 , où les parties du Trésor Royal étoient de cent cinq millions , par conséquent le Roi pour ces quarante millions avoit perdu d'un autre côté trente-six millions effectifs ; c'est-à-dire que , s'il avoit dépensé hors de son Royaume , pendant chacune de ces quatre années , neuf millions d'extraordinaire , il lui

100 *Recherches & Considérations*
avoit fallu recourir à trente-fix millions
d'emprunts , parce que les Etrangers ne
reçoivent qu'en poids & en titre.

Le prestige étoit tel cependant que
par un Edit du mois de Septembre une
nouvelle refonte fut ordonnée. Il n'y
eut de changement que dans la forme
des monnoies & dans l'évaluation. Les
louis d'or furent portés à quatorze
francs , & les écus à trois livres douze
sols. Quoique le profit que le Roi se
réservoit fût du double , le produit ne
haussa que d'un quart environ , comme
nous le verrons. Ce n'est pas que l'on
manquât de défenses rigoureuses de
transporter l'or & l'argent hors du
Royaume , que le billonage ne fût pros-
crit ; mais dans cette occasion comme
dans toutes , le profit & la facilité de
la contrebande l'emportèrent sur la
crainte du châtement.

A N N É E 1694.

Je ne trouve rien de remarquable
dans l'année 1694 ; toujours même
système de Finance , emprunts , affai-
res extraordinaires , travail des Mon-
noies.

Offices de Commissaires Vérificateurs des Rôles des impositions de Bourgogne ; résultat de 910158 livres ; net .

livs
758463

Droits de quittance attribués aux Receveurs généraux des Finances & Receveurs des Tailles ; résultat de 637911 livres ; net

574120

Offices de Trésoriers Contrôleurs en Languedoc & Montauban ; résultat de 3000000 livres ; net.

2500000

Offices de premiers Syndics des Corps des Villes en Flandre ; résultat de 1800000 livres ; net.

1500000

Offices de Colonels Majors de Bourgeoisie , de Contrôleurs des deniers patrimoniaux & d'octrois & autres ; 3500000 des

5332585

l iij

De l'autre part	5332585		
résultats de 1694 à			
1696 ; net , .	2916666	13	4
Taxes sur les Tré-			
soriers de France pour			
l'hérédité de leurs Of-			
fices , & autres Offi-			
ces créés dans plu-			
sieurs Bureaux des Fi-			
nances ; résultat de			
2154000 livres ; net.	1795000		
Offices d'Auneurs			
de toile à Paris ,			
500000 livres ; net.	500000		
Offices d'Auditeurs			
& Examineurs des			
Comptes des Arts &			
Métiers , 6000000 li-			
vres ; net . . .	5900000		
Etablissement d'un			
Bureau des Finances			
à la Rochelle ; résul-			
tat de 254630 livres ;			
net	212191	13	4
Offices du Conseil			
supérieur d'Alsace ,			
562813 livres ; net.	469010	16	8
Offices de Vendeurs			
	<hr/>		
	17125454	3	4

De l'autre part. 17125454 3 4
de veaux & volailles
& autres à Rouen ;
résultat de 400000 li-
vres ; net . . . 333333 6 8

Finance de Notai-
res , Huissiers Au-
dienciers, & Contrô-
leurs établis en la
Chancellerie de Metz ;
résultat de 40000 li-
vres ; net . . . 36000

Offices de Maîtres
& Gardes & Gour-
mets de biere en Flan-
dre, Hainault & Ar-
tois ; résultat de
998000 livres ; net. 831666 13 4

Réunion des Offi-
ces des Chancelleries
aux Offices d'Huif-
fiers Audienciers,
102000 livres ; net. 85000

Affranchissement
des Tailles en Pro-
vence , 360000 li-
vres ; net . . . 300000

Deux Offices d'Af-

18711454 3 4
I iiiij

De l'autre part 18711454 3 4
 fineurs à Paris, 40000
 livres ; net . . . 36000

Offices des Rece-
 veurs des deniers pa-
 trimoniaux dans quel-
 ques Généralités tail-
 lables , & de Rece-
 veurs des octrois dans
 la Généralité de Pau ,
 résultat de 700000 li-
 vres ; net . . . 583333 6 3

Offices de Rappor-
 teurs , Certificateurs
 & Vérificateurs des
 criées & subhasta-
 tions dans les Justices
 Royales ; résultat de
 1080000 livres ; net. 900000

Traité des eaux &
 fontaines des Offices
 de vendeurs de veaux
 & volailles , de 1694
 à 1696 ; résultat de
 6186000 livres ; net. 4536400

Offices des Greniers
 à sel , attribution de
 droits manuels, & def-

 24767187 10

sur les Finances de France. 105

liv. s. d.

De l'autre part. 24767187 10 0

union des Greniers
à sel d'avec les Elec-
tions ; résultat de
4320000 livres ; net. 3600000

Arrérages de Lods
& demi-Lods des Pro-
vinces de Languedoc
& Provence, 300000
livres ; net . . . 250000

Offices de Contrô-
leurs des Actes des
Notaires dans les Vil-
les des ressorts du Par-
lement de Tournay ,
Paris , Rouen , Tou-
louse , Metz , Besan-
çon , & autres lieux ;
résultat de 1694 à
1696, 8869952 liv.
net 7391626 13 4

Etablissement de
deux Sièges des Eaux-
& Forêts dans la hau-
te & basse Alsace ; ré-
sultat de 40400 li-
vres ; net . . . 36000

Offices de Greffiers

36044814 3 4

De l'autre part. 36044814 3 4
 alternatifs des rôles
 des Tailles, & denier
 pour livre d'attribu-
 tion aux anciens; ré-
 sultat de 7863391 li-
 vres; net . . . 6552825 16 8

Offices des Rece-
 veurs des Gabelles
 dans les Fermes géné-
 rales, & des droits
 d'entrée & sortie du
 Royaume, & aug-
 mentations de gages
 attribués auxdits Of-
 fices; résultat de 1694
 à, 1696 de 7037135
 livres; net . . . 5864279 3 4

48461919 3 4

Il fut aussi créé
 douze cent mille li-
 vres de rente sur les
 Gabelles au denier
 quatorze.

16800000

65261919 3 4

Tant d'expédiens ruineux employés,
 & principalement la refonte des mon-

noies , avoient répandu un discrédit universel. On fut obligé de hauffer les intérêts & d'accorder aux Propriétaires des anciennes rentes la faculté de convertir leurs rentes du denier vingt & du denier dix-huit au denier quatorze ; mais le public n'usa point de cette faculté.

Les revenus de cette année monterent à cent quarante-cinq millions neuf cent soixante-sept mille cent cinquante-six livres , dont vingt-quatre millions en partie extraordinaire sur les Monnoies ; les charges à quarante-trois millions quatre cent trente-deux mille huit cent soixante-une livres ; les parties du Trésor Royal furent de cent deux millions cinq cent trente-sept mille trois cent quatre-vingt quinze livres.

RÉCAPITULATION des Revenus de 1694.

Fermes générales	61000000 liv.
Autres Fermes	3705500
Recettes générales des Pays d'Élections	35112742
<i>Idem</i> des Pays d'États	4307414
Dons gratuits des Pays d'États	9460095
Bois	1712970
Revenus cafiuels	3061826
Monnoie	24000000
Étapes & secondes Parties	3606609
<hr/>	
	145967156
Charges	43432861
<hr/>	
Net	102534295

C'est une chose remarquable que cette progression annuelle de la diminution des parties du Trésor Royal. La misere étoit très-grande , & pour consoler le Peuple , on lui annonça une diminution de trois millions sur les Tailles de 1695 ; mais ce n'étoit point de là que dépendoit son soulagement ; quinze millions de tailles en sus ne l'eussent pas autant fatigué , que la cessation du Commerce des grains particulièrement , & la multiplicité des droits attribués à cette foule de nouveaux Officiers. Il n'y en avoit pas un seul qui n'eût un exercice ; & nul Officier n'exerce sans se faire payer & sans gêner. La plupart avoient des privilèges , & tous étoient gagés par l'Etat ; ainsi chacun d'eux portoit avec soi quatre moyens infail-
libles de diminuer les revenus publics & d'absorber la substance du Royaume.

ANNÉE 1695.

Les expédiens s'épuisoient cependant , l'art créateur des Traitans étoit en défaut. La nécessité ramena vers l'opération que les principes eussent dû indiquer dès le commencement. Le Roi établit un impôt par tête sur tous ses

Sujets de quelque condition qu'ils fussent, appelé Capitation. On partagea le Peuple en vingt classes différentes, afin que le fardeau fût proportionnellement plus grand sur les classes les plus riches.

Un pareil impôt étoit très-propre à suppléer à une nécessité extraordinaire, parce qu'il se perçoit sans beaucoup de frais & qu'il rentre promptement, s'il est principalement réparti sur les riches. Pendant la paix il est moins avantageux au Public qu'un impôt réel sur les biens, parce qu'il tient trop de l'arbitraire, & qu'à la longue le riche est déchargé & le pauvre surchargé. Les détresses fréquentes de l'Etat depuis son établissement ont encore contribué à le répartir plus inégalement. Presque toutes les Charges ont été taxées à une capitation, & par une maxime, qu'on appelleroit plus justement un sophisme, on ne peut être soumis à deux capitations; de façon que plus un homme est riche, plus il est assuré de payer peu de capitation en achetant une Charge. Il paroît cependant que l'esprit primitif de la Loi étoit d'asseoir l'impôt en raison des facultés. En général toutes choses dégénèrent facilement en usage parmi nous;

& elles subsistent long-tems parce que c'est l'usage. La même inégalité s'est introduite parmi les Compagnies qui payent la capitation en corps ; c'est-à-dire , que le plus riche paye autant que le moins riche. S'il en est une où cet abus soit remarquable , & où la réforme fût utile à l'Etat , c'est parmi les Financiers. Quelle que soit leur fortune ou leur portion d'intérêt , la capitation de chacun est égale. La France seroit trop puissante si la répartition des impôts étoit faite également. Si l'on considère au plus fort des guerres la maniere de vivre des riches dans la capitale & les principales villes du Royaume , qu'on la compare avec le changement qui se fait alors dans les Campagnes ; on sera surpris , d'un côté , que l'Etat soit si peu secouru , de l'autre qu'il le soit autant. Tel impôt qui ne retrancheroit pas dix pistoles sur le jeu ou sur les dépenses les plus frivoles dans chaque famille aisée , eût suffi quelquefois avec les revenus courans pour faire la guerre , sans que le laboureur en entendît parler ailleurs que dans les prières publiques. Si l'Edit d'un tel impôt paroïssoit , on n'entendrait que clameurs , que murmures de la part de

deux ou trois millions d'hommes environ. Ne leur demandez rien , épuisez les campagnes ; ces mêmes hommes diront froidement : le Peuple souffre , il est vrai , mais l'intérêt général l'emporte sur l'intérêt particulier ; il ne faut pas que cette espèce d'hommes soit à son aise.

Autant notre Nation est estimable à beaucoup d'égards, autant elle mérite de reproche dans l'intérêt que l'on doit prendre à la gloire & au maintien de la société. Il est honteux pour des hommes qui , tranquilles à l'abri de la douceur des Loix & de la sagesse du Gouvernement , passent leur vie dans l'aisance ou la mollesse, d'élever une voix effeminée pour s'ériger en Réformateurs, pour se plaindre que le luxe devient cher. Quels sont donc aujourd'hui les principes de notre éducation ? Après Dieu, quel intérêt doit être plus touchant pour nous que celui de la société ? Cet intérêt renferme l'obéissance au Chef de cette société , parce qu'elle en est le mobile ; & le soulagement de nos concitoyens. Nous n'appartenons à nos amis , à nos parens , à nos enfans , à nos épouses , à nous-mêmes , qu'après avoir rempli ces devoirs. Que pensera la postérité
d'un

d'un siècle assez corrompu pour avoir jetté un ridicule sur ce qui faisoit la vertu des siècles précédens ? Si ces prétendus sages, qui veulent être citoyens de l'Univers, & qu'on devroit n'admettre nulle part, n'ont rien de plus à nous apprendre, périsse à jamais leur science funeste avec leur mémoire !

Si la Capitation rendit en 1695 la somme de vingt-un millions quatre cent trois mille huit cent cinquante-six livres, malgré le grand nombre de nouvelles impositions par traités, créations de Charges & autres moyens, malgré le discrédit public à l'occasion des refontes de monnoies, la pauvreté des Laboureurs & des Artisans ; il est clair qu'elle eût facilement rendu le double dès 1689. Ainsi avec très-peu d'autres impôts sur les consommations des Villes, on eût été en état de soutenir le poids des affaires sans rien aliéner sur les revenus. Ce qui doit être le plus remarqué, c'est que ces aliénations n'avoient eu pour objet que de soulager les Sujets ; car ce seroit une grande ingratitude de ne pas rendre justice aux intentions de M. de Pontchartrain. Peu versé dans les Finances, il fut entraîné dans une mauvaise route.

Il fut enfin obligé d'en revenir à cette charge qu'il avoit dessein d'éviter, & elle fut perpétuelle par un événement forcé. Le Clergé se soumit à la capitation, & la racheta depuis comme divers particuliers. Les charges s'étoient tellement accumulées que la capitation suffisoit à peine à les remplir; on eut encore recours à quelques moyens extraordinaires pour soutenir les dépenses.

Aliénation des Domaines & Greffes & droits en dépendans; résultats de 1695 & 1696 de 13000000

liv. net 10833333 6 8

Offices de Contrôleurs Vérificateurs des recettes générales & autres recouvrements en Flandre; résultat de 872800 liv. net

727333 6 8

Offices de Conseillers Pensionnaires des Corps des Villes & autres droits en Flandre; résultats de 1525000 livres, net

1270833 6 8

12831500



RECAPITULATION DES REVENUS

en 1695.

Fermes générales		61000000liv;
Marque sur les Chapeaux	150000	}
Postes	2820000	
Contrôle des Actes des Notaires.	700000	
Tiers-sur-taux & Quarantieme de Lyon	400000	
Droits sur les Suifs & de Poids-le-Roi..	350000	
Ecrivains à la Peau de Bordeaux & Toulouse.	13000	4433000
Recettes générales des Pays d'Elections		32833887
Recettes générales des Pays d'Etats		4888865
Dons gratuits des Pays d'Etats.		6763095
Bois		1335187
Revenus casuels		4149185
Monnoie		6321302
Capitation.		21403856
Etapas & secondes Parties		3612410
Don gratuit & Capitation du Clergé.		10000000
		<hr/>
		156740783
Charges....		44247677
		<hr/>
Net....		112493106

De l'autre part... 12831500 0 0

Il fut en outre constitué au mois d'Avril douze cent mille livres de rentes au denier quatorze. 16800000

Au mois de Juin un million, 14000000

Au mois d'Octobre douze cent mille liv... 16800000

Total 60431500

Les revenus de cette année, suivant la récapitulation, furent de cent cinquante-six millions sept cent quarante mille sept cent quatre-vingt-trois livres; les charges de quarante-quatre millions deux cent quarante-sept mille fix cent soixante dix-sept livres; les parties du Trésor Royal de cent douze millions quatre cent quatre-vingt-treize mille cent fix livres.

Notre Marine étoit alors au plus haut période où elle ait jamais été; sous sa protection, les Armateurs firent fortir un grand nombre de Corsaires qui incommoderent extrêmement le

Commerce des ennemis. Dans la guerre de Mer, les Corsaires font du même usage que les troupes legeres dans les armées de terre ; si celles-ci ne peuvent se soutenir sans l'appui d'un corps plus solide, les autres ne peuvent paroître sans l'appui d'un grand nombre d'Escadres. Le Roi tira tant d'avantage de cette petite guerre, qu'il résolut de la favoriser. Toutes les prises furent exemptes de droits d'entrée. Cependant cet avantage n'étoit pas suffisant, & l'on a depuis reconnu combien il étoit plus utile de supprimer le dixième de l'Amirauté.

ANNÉE 1696.

La bonne position où se trouvoit notre Marine ne laisse point entrevoir comment on pourroit justifier l'abandon qui fut fait cette année de l'Isle de Sainte - Croix, où les François avoient formé un établissement dès l'an 1651.

Ce parti violent eut deux causes très-remarquables. Cette Colonie se trouvant environnée d'ennemis, & ne voyant point paroître de Vaisseaux François, fut forcée de s'adresser aux Danois établis à Saint-Thomas, pour échanger leurs denrées contre celles de

l'Europe , dont ils avoient besoin. Les Fermiers se plaignirent que le transport diminueoit considérablement leurs droits, & représentèrent les colons comme des sujets infideles qui visioient à l'indépendance. Le Gouverneur de Saint-Domingue de son côté prétendit que la Colonie de Sainte-Croix ne pourroit pas résister en cas d'attaque de l'Ennemi , & qu'au lieu de partager ainsi les forces des François dans l'Amérique , il falloit les réunir dans les principaux établissemens. Il appuya ses raisons d'autres motifs tirés des circonstances locales , représentant que l'Isle manquoit d'eau , & qu'elle étoit très-mal saine. Mais ce rapport n'étoit point exact : on avoit creusé à grands frais des citernes dans toute l'Isle ; & depuis que les défrichemens étoient achevés , l'air y est devenu aussi sain que dans aucune des Antilles.

Trois Vaisseaux avec trois barques furent envoyés pour enlever tous les habitans de cette Colonie , & les transporter à Saint-Domingue : on les força d'abandonner des lieux qu'ils cultivoient depuis trente-cinq ans avec des travaux & des dépenses immenses. Comme si ce n'eût point été assez , on

porta dans l'exécution de cet ordre une barbarie infinie. Comme le nombre des Habitans & des Esclaves se trouvoit plus considérable qu'on ne l'avoit pensé ou prévu, sous prétexte qu'il n'y avoit point de place pour tous les effets, on les contraignit d'en laisser une partie & de vendre l'autre à vil prix à ceux qui présidoient à l'embarquement : tous les bestiaux furent laissés dans l'Isle ; le Fort fut démoli, les maisons brûlées. Ces sortes de traits devoient toujours rester présens à la mémoire des hommes en place, & sont propres à leur faire connoître jusqu'à quel point des ames intéressées sont capables de surprendre leur religion, ou d'abuser de l'autorité sous leur nom.

La Compagnie du Sénégal, après avoir long-tems languï, s'étoit enfin accommodée de son monopole avec le sieur Dapouigny, dont le crédit l'avoit soutenue quelque tems. Celui-ci contracta avec la permission du Roi une nouvelle société, qui fut revêtue de mêmes privilèges, & qui tomba quelques années après dans un état encore plus fâcheux que la première.

Le monopole des Fermiers du Domaine d'Occident conduisoit insensi-

blement de son côté la Compagnie du Canada à sa ruine. La permission d'aller en traite chez les Sauvages fut révoquée , parce que les Fermiers se trouvoient surchargés de peaux de Castor , & que la traite exclusive de Tadoussac suffisoit à leur Commerce.

Ce fut aussi dans cette année qu'à l'occasion de l'aliénation des droits sur le poisson , commencerent ces augmentations excessives sur le produit de nos pêches , qui leur ont porté un si grand préjudice.

Retournons aux Finances , c'est-à-dire , aux affaires extraordinaires.

Receveurs des
Vingtièmes , Cen-
tièmes , Taxes &
autres contributions
en Flandre & autres
lieux ; résultat de

1140930 liv. net...

liv.

950773

Taxations fixes at-
tribuées aux Offices
comptables , même
aux Payeurs & Con-
trôleurs des rentes
de l'Hôtel-de-Ville
de Paris ; résultat de

De l'autre part	950773		
2750000 liv. net...	2475000		
Affranchissement des Tailles dans la Généralité de Mon- tauban, 327015 liv. net	272512	10	
Neufdeniers pour livre des charges af- signées sur les recet- tes générales & par- ticulières, attribués aux Receveurs Gé- néraux des Finances & Receveurs des Tailles ; résultat de 3135278 liv. net...	2850252	14	7
Offices créés dans les Présidiaux de Bourgogne, 710000 liv. net	591666	13	4
Etablissement d'un Bureau des Finances à Besançon ; résultat de 325850 liv. net...	271875		
Augmentations de gages attribuées aux Officiers de Judica-			

De l'autre part 7412079 17 11

ture, Justice, Police, Finance, Milice & Navigation de l'Hôtel-de-Ville de Paris; résultat de

3200000 liv. net... 2346666 13 4

Vente des Offices de Contrôleurs des exploits en Flandre, Hainaut & autres lieux; Jurés vendeurs priseurs de meubles, & des Contrôleurs des bans de mariages; résultats de 1696 & 1697, 3600000 liv. net...

3000000

Sommes payées par les particuliers pour la confirmation des foires & marchés, & Offices de Mesureurs des grains; résultats de 1696 & 1697, 1800000 liv. net.....

1500000

Offices de Jurés

14258746 11 3

De l'autre part 14258746 11 3
 Mouleurs de bois
 dans plusieurs Villes
 du Royaume ; résultat 3600000 livres ;
 net 3000000

Offices de Jaugeurs , Courtiers
 Commissionnaires de
 Vins , Eaux-de-vie
 & autres liqueurs ,
 & de Distributeurs
 de Papiers & Parchemins timbrés ; résultat 4200000 liv.
 net 3500000

Offices de Substituts des Avocats &
 Procureurs du Roi
 dans toutes les Justices Royales , &
 augmentations de
 gages attribuées aux
 Substituts des Procureurs Généraux
 des Cours Supérieures, 1200000 livres ;
 net 1000000

21758746 11 3

sur les Finances de France. 123

	liv.	s.	d.
De l'autre part	21758746	11	3
Offices des Gabel-			
les du Lyonnois ;			
1316032 liv. net...	1096693	6	8

Offices de Rece-			
veurs & Payeurs des			
gages & autres char-			
ges assignées sur les			
Gabelles de France,			
Lyonnois, Proven-			
ce, Dauphiné & au-			
tres lieux ; résultat			
de 840000 liv. net..	700000		

Offices de Jurés			
Vendeurs de poisson			
d'eau douce ; résul-			
tat de 300000 livres,			
net.....	250000		

Offices de Prévôts			
Diocésains & autres			
Offices dans la Pro-			
vince de Languedoc,			
600000 liv. net....	500000		

Offices de Géné-			
raux Provinciaux			
subsidiaries des			
Monnoies & au-			
tres ; 1450000 liv.			

24305439 17 11

L ij

	liv.	s.	d.
De l'autre part	24305439	17	11
net.....	1208333	6	8

Offices de Commissaires des Trésoriers de France pour les comptes des Etapes, 1500000 liv. net.....	1250000		
---	---------	--	--

Vente de cinq cent Lettres de Noblesse, 3000000 liv. net...	2500000		
---	---------	--	--

Offices de Gouverneurs dans les villes closes du Royaume, 6000000 livres; net.....	5000000		
--	---------	--	--

Etablissement d'une Election dans la Ville d'Eu, 80000 liv. net.....	80000		
--	-------	--	--

Offices de Contrôleurs des ouvrages d'or & d'argent; résultat de 3200000 liv. net.....	2666666	13	4
--	---------	----	---

Offices de Trésoriers des Communités qui entrent

37010439 17 11

De l'autre part 37010439 17 11

en bourse, à l'exception des Compagnies supérieures, 800000

liv. net. 666666 13 4

Offices de Contrôleurs de Commissaires aux saisies-réelles; résultat 800000

liv. net. 666666 13 4

Receveurs particuliers de la subvention de Metz;

720746 liv. net. 600621 13 4

Taxes sur les usurpateurs du titre de Noblesse, 2000000 livres; net.

1666666 13 4

Etablissement des Elections de Joinville, Sainte-Menehould & Montereau, 200000 liv. net.

166666 13 4

Etablissement d'une Election dans la Ville de la Charité; résultat 80000 liv. net.

80000

40857728 4 7

	liv.	s.	d.
De l'autre part	40857728	4	7
Offices dans les Préfidiaux du Com- té de Bourgogne & augmentations de gages à eux atta- chées ; résultat de 347250 liv. net...	289375		
Taxes sur les An- noblis en Lorraine...	6000		
Offices d'Auditeurs des Comptes dans les Communautés en Provence ; résul- tat de 600000 liv. net.	500000		
Maîtrises généra- les & particulières des armoiries , & sommes payées par les particuliers pour droits d'armoiries ; résultat de 7000000 livres, net	5833333	6	8
Gardes-fcels des Sentences , Juge- mens , & autres actes ; résultat de			
	<hr/> 47486436 11 3		

	liv.	s.	d.
De l'autre part	47486436	11	3
3800000 liv. net. . .	3166666	13	4

Etablissement d'un Bailliage à Longue- ville , Vacville , Grainville & Epou- ville , 120000 liv. net	100000
---	--------

Greffiers Syndics dans les Commu- nautés de Flandre , Hainaut & Artois ; 1009740 livres , net.	841450
---	--------

Offices de Jurés Syndics des Arts & Métiers, & d'Audi- teurs des Comptes des Communautés en Flandre ; résultat de 1696 & 1697, de 675000 liv. net. . .	562500
	<hr/>
	52157053 4 7

Il fut constitué au
mois de Mars sur les
Postes un million
de rentes au denier
douze, dont on fit
le partage dans les

	liv.	s.	d.
De l'autre part	52157053	4	7
principales Villes du Royaume. L'Hôtel- de - Ville de Paris en eut pour sa part 320000 livres , qui furent promptement remplies : mais le surplus restant en- core sans demande dans les Provinces en 1697 ; il fut créé à l'Hôtel-de - Ville de Paris.	12000000		
Au mois de Juin un million sur les Ai- des & Gabelles au denier quatorze. . . .	14000000		
Dans le mois d'Août , douze cent mille livres sur les Aides & Gabelles au denier quatorze. . .	16800000		
Au mois de Fé- vrier , une tontine de 1200000 livres de rente.	12000000		
Total	106957053	4	7

Les revenus de cette année , suivant la récapitulation , furent de cent cinquante-six millions neuf cent vingt-six mille deux cent six livres ; les charges de quarante-cinq millions quatre cent soixante-dix mille cent quatre-vingt-une livres ; & les parties du Trésor Royal de cent onze millions quatre cent cinquante-six mille vingt-cinq livres.

RECAPITULATION des Revenus en 1696.

Fermes générales.	61000000 liv.
Autres Fermes	4360000
Recettes générales des Pays d'Élections	30040106
<i>Idem</i> des Pays d'États	6098399
Dons gratuits des Pays d'États	8141718
Don gratuit du Clergé	10000000
Bois	1692470
Revenus casuels	5396721
Monnoie	4009875
Capitation	22707236
Étapes & secondes Parties	3479681
<hr/>	
Charges	156926206
	45470181
<hr/>	
Net	111456025

A N N É E 1697.

Quoique l'Angleterre & la Hollande reconnussent la modération des conditions de Paix offertes par la France , l'inflexibilité de leurs Alliés l'emporta , la guerre fut continuée. Le Roi se détermina à de nouveaux efforts , capables de leur arracher ce qu'ils refusoient à la raison : cependant , comme l'on prévoyoit la fin de la guerre , les affaires extraordinaires furent moins nombreuses que dans les années précédentes.

Offices de Procureurs du Roi dans chaque Généralité du Royaume , & de Trésoriers de France dans chaque Bureau des Finances ; résultat 9000000 livres ;
net.

liv.
750000

Aliénation de deux sols six deniers par voie de bois flotté , qui se débite dans la Ville & Faux-bourgs de Paris ,

De l'autre part.	750000		
payables par les			
Vendeurs ; résultat			
400000 liv. net.	360000		
Etablissement des			
Lanternes dans les			
principales Villes du			
Royaume, 2800000			
liv. net.	2333333	6	8
Etablissement des			
Lanternes dans la			
Ville de Lyon ; ré-			
sultat de 300000 li-			
vres ; net.	250000		
Lettres de Natu-			
ralité & Légitima-			
tion, 560000 livres ;			
net.	466666	13	4
Offices de Rece-			
veurs des Contrô-			
leurs des amendes			
& droits de quittan-			
ce , 400000 livres ;			
net.	333333	6	8
Offices d'Essayeurs			
& Visiteurs des bier-			
res à Paris , 400000			
livres ; net.	333333	6	8
	<hr/>		
	4826666	13	4

sur les Finances de France. 133
liv. f. d.

De l'autre part. 4826666 13 4

Offices d'Audi-
teurs, Rapporteurs
des Comptes des
Villes, Corps d'E-
tats & Communau-
tés des Pays con-
quis ; résultat de
1426209 liv. net...

1188507 10

6015174 3 4

Il fut constitué au
mois de Mai douze
cent mille livres de
rentes au denier qua-
torze.

16800000

22815174 3 4

Voici la récapitulation des revenus
qui furent cette année de cent cin-
quante-huit millions vingt-sept mille
fix cent cinquante-cinq livres ; les char-
ges de quarante-sept millions sept cent
soixante-deux mille cent trente-huit
livres ; & les parties du Trésor Royal
de cent dix millions deux cent soixante-
cinq mille cinq cent dix-sept livres.

RECAPITULATION des Revenus en 1697.

Fermes générales.	58750000 liv.
Autres Fermes	3997500
Recettes générales des Pays d'Élections	30053585
<i>Idem</i> des Pays d'États	6195947
Dons gratuits des Pays d'États.	8141715
Bois	1827015
Revenus casuels.	1912160
Monnoie.	20000000
Capitation.	23670042
Etapas & secondes Parties	3479691

158027655

Charges 47762138

Net 110265517

La paix fut enfin signée à Ryſwick le 20 Septembre, d'une maniere d'autant plus glorieuſe pour le Roi, qu'il en avoit fixé le jour, & que le ſuccès de pluſieurs expéditions éclatantes n'avoit rien ajouté à ſes prétentions. Cependant, cette paix fut peu avantageuſe au Commerce & à nos établiſſemens naiſſans : parce que des eſpérances plus grandes engagerent Sa Majeſté à ſe lier avec les Hollandois par un Traité de Commerce très-favorable à leurs Pêches & à leurs Manufactures ; ou plutôt en grande partie aux Manufactures des Anglois, moins bien traités qu'eux dans nos Ports. C'eſt en conſéquence de ce Traité que fut dreſſé le tarif de 1699, qui tenoit une eſpece de milieu entre le tarif de 1664 & celui de 1667 : le droit de cinquante ſols par tonneau, le ſeul rempart de notre navigation fut ſupprimé. Le Commerce dont la guerre avoit déjà rallenti conſidérablement les progrès, & qui ne recevoit plus de gratifications, ne fut bientôt plus en état de ſe ſoutenir contre cette nouvelle attaque.

Mais l'accident le plus funeſte qu'il eſſuya fut ſans contredit la diminution évidente du tréſor de la Nation, par le

billonage qui se fit plus sûrement que jamais en Hollande.

On a remarqué que sur la fin de l'année 1693 une nouvelle refonte avoit été ordonnée ; que le marc d'or étoit porté sur les nouvelles especes de quatre cent seize livres dix-sept sols fix deniers à cinq cent sept livres dix sols , & le marc d'argent de vingt-sept livres dix-huit sols à trente-deux livres fix sols ; c'est-à-dire que l'augmentation étoit de près d'un fixième.

En 1694, le travail des	liv.
Monnoies produisit.	24000000
En 1695	6321302
En 1696	4009875
En 1697	20000000
	<hr/>
	54331177

Depuis cette année , les Monnoies ne produisirent jusqu'en 1699 que

1400000

55731177

Nous avons observé que la premiere refonte avoit nécessairement resserré les especes , ou les avoit fait passer à l'Etranger pour les réformer , avec une perte de cinq millions sur la masse de l'argent.

Le bénéfice de cette seconde réforme étant de près d'un fixieme sur cinq cent quatre-vingt-quinze millions supposés existans dans le Royaume , le produit auroit dû être de quatre-vingt-dix-huit millions environ ; il ne se trouva que de cinquante-cinq millions ; c'est-à-dire que plus des trois septiemes de l'argent n'avoit point été envoyé aux Monnoies. Il fut donc resserré ou porté à l'Etranger : perte dans les deux cas ; mais vraisemblablement le billonage déroba au Prince plus des trois septiemes de son bénéfice , ou quarante-trois millions. En supposant le gain partagé entre les Etrangers & les François , la perte de l'Etat étoit de vingt-un millions ; elle avoit déjà été de cinq dans la premiere réforme ; ainsi les Etrangers avoient gagné dans ce commerce vingt six millions environ , sans nous donner le moindre équivalent. Ces suppositions sont parfaitement d'accord avec les faits , puisque je trouve qu'il fut monnoyé pour la somme de trois cent vingt-un millions cinq cent mille livres ; c'est-à-dire , qu'il fut porté en six ans aux Monnoies deux cent soixante-six millions de matieres.

Dans cette année les parties du Tré-

for Royal de cent dix millions n'équivaloient qu'à quatre-vingt-huit millions dans l'année 1689, & les cent cinq millions à quoi montoient les parties du Trésor Royal de cette même année, équivaloient à cent-vingt-fix millions en 1697.

Que ces opérations sont différentes de celle qui se fit en Angleterre dans l'année 1695 ! Les Monnoies y étoient dans un desordre prodigieux, parce que leur mauvaise fabrication avoit facilité l'industrie des rogneurs.

L'Etat au plus fort de la guerre annonça une refonte & se chargea de la perte. Ce fut le salut de l'Angleterre, où le discrédit général menaçoit les affaires d'une extrême confusion.

On profita en France des premiers momens de la paix pour remédier à une partie des inconvéniens attachés à la méthode qu'on avoit embrassée.

Cinquante Offices de Secrétaires du Roi du grand Collège furent supprimés pour les réduire au nombre de trois cent. On en usa de même à l'égard des augmentations de gages & de plusieurs privilèges attribués aux Offices des Chancelleries près les Cours Supérieures & les Présidiaux.

On résolut aussi de rembourser les rentes & les augmentations de gages créées à titre onéreux. On ne pouvoit en trouver les fonds que dans de nouvelles constitutions , puisque la longueur de la guerre , la multiplicité des Offices , & les refontes de Monnoies , avoient extraordinairement fatigué les Peuples. La continuation des impôts, sur les riches sur-tout , étoit peut-être cependant le parti le plus prudent à suivre ; & quelque dur qu'il eût paru aux Peuple alors , l'événement a justifié que cette pitié lui fut fatale. La foiblesse de la nature fait pardonner aux malades les plaintes qui leur échappent contre des traitemens douloureux ; mais après la guérison nul homme possédant l'usage de sa raison ne reprochera ses douleurs passées à celui qui lui sauva la vie. Le Médecin habile sçait proportionner la force de ses remedes au tempérament du malade , le soutenir même au besoin par des alimens conformes à son état ; le Médecin politique a les mêmes précautions à prendre. Les encouragemens donnés à l'Agriculture & au Commerce sont deux moyens toujours sûrs de rappeler à la vie le corps politique : mais pour lui les sujets

déliçats font ceux qui compoſent ce qu'on appelle le bas Peuple ; il convient preſque toujours de tempérer avec eux l'efficacité de ces remèdes ; au contraire , ces hommes ſi foibles dans l'ordre de la nature , qui ne ſont ſouvent diſtingués du Peuple que par la riçheſſe , ou par des titres , ſont les ſujets robuſtes avec leſquels on peut éprouver toute la force de l'art.

A N N É E S 1698, 1699.

Nous avons vû qu'il avoit été créé depuis 1689 :

	500000 de rente au denier dix-huit. . .	9000000	liv.
	1200000	Idem.	21600000
	1000000	Idem.	18000000
	1200000	Idem.	21600000
	1000000	Idem.	18000000
	1200000 au denier quatorze . . .	16800000	
	1200000	Idem.	16800000
	1000000	Idem.	14000000
	1200000	Idem.	16800000
	1000000	Idem.	14000000
	1000000	Idem.	14000000
	1200000	Idem.	16800000
	1000000 au denier douze . . .	12000000	

Totaux	13700000	. . . . .	209400000
Dont...	8800000	au denier douze & quatorze	121200000

Le 13 Décembre 1697 il fut constitué

.	1000000	au denier dix-huit.	
. . . . .	. . . . .	. . . . .	180000000
Le 2 Janvier 1698	2000000	Idem.	36000000
Du même mois...	1000000	Idem.	18000000
Du mois de Févr.	2000000	Idem.	36000000
Du mois de Mars	1000000	Idem.	18000000
	<u>7000000</u>		<u>126000000</u>

Avec les sept millions de rentes de nouvelle création on remboursa les huit millions huit cent mille livres de rentes créées au denier quatorze & au denier douze. Il resta encore sur les capitaux un excédent de quatre millions huit cent mille livres pour rembourser diverses Charges ou attributions de gages, entr'autres à trente-deux Payeurs & trente-deux Contrôleurs des rentes, pour réunir à la Ferme des Aides les droits aliénés aux Vendeurs de Marée, de veaux, de volailles.

Ces rentes ayant été achetées assez promptement, on forma le dessein de les rembourser, ainsi que toutes celles qui se trouvoient au denier dix-huit, par des constitutions au denier vingt.

Dès le mois de Mars 1698.

Il s'en fit pour	1000000 liv.	20000000 liv.
Au mois d'Avril.	1000000	200000000
Au mois de Novembre.	500000	10000000
Au mois de Mars 1699	500000	10000000
Au mois de Novembre	2000000	400000000
Au mois de Décembre.	13000000	2600000000
	<u>18000000</u>	<u>3600000000</u>

Les rentes au denier dix-huit étoient

Depuis 1697	7000000 liv.	126000000 liv.
Depuis 1689 jusqu'en 1693 . . .	4900000	88200000
Depuis 1684 jusqu'en 1689 . . .	3700000	66600000
Le dernier million de 1683 . . .	1000000	18000000
	<u>16600000</u>	<u>298800000</u>

Par ces conversions l'Etat gaignoit un million six cent soixante mille livres sur la différence du denier dix-huit au denier vingt ; mais il augmentoit les rentes de quatorze cent mille livres environ. Il est vrai qu'au moyen des soixante-un millions deux cent mille livres qui lui revenoient en bon , il remboursoit des Charges & des aliénations placées au denier dix & quatorze ; cependant les treize derniers millions furent quelque tems à se remplir , moyennant quoi l'Etat ne fut pas foulagé sur le champ.

Soit non-valeurs ou autres causes , je trouve qu'en 1698 les revenus montoient à cent vingt-deux millions trois cent cinquante-huit mille huit cent quarante-deux livres ; les charges & diminutions à quarante-neuf millions quatre cent quatorze mille cent quatre-vingt-neuf livres ; les parties du Trésor Royal à soixante-douze millions neuf cent quarante-quatre mille six cent cinquante-trois livres.

En 1699 , à cent vingt-huit millions cinq cent vingt-sept mille huit livres ; les charges & diminutions à cinquante-un millions trois cent vingt-huit mille quarante-huit livres ; les parties du trésor Royal , à soixante-dix-sept millions

cent

sur les Finances de France. 145
atre-vingt-dix-huit mille neuf

sur les Finances de France. 145
cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf
cent soixante livres.

Le tableau des dépenses depuis 1689
jusqu'en 1699 pourra être aussi instruc-
tif qu'intéressant pour la simple curio-
sité.

La Capitation fut supprimée en 1698 ;
mais les revenus étoient tellement em-
barassés , comme en vient de le voir ,
que l'on continua d'employer quelques
moyens extraordinaires.

*Affaires extraordinaires par Traités
en 1698.*

Etablissement d'un Bailliage & autres Of- fices à Parthenay & Vouvans ; résultat de			
36000 livres ; net . . .			
		liv.	s. d.
	30000		

Sommes payées par les Officiers des Maré- chaussées qui exercent sans Provisions , résul- tat de 800000 livres ; net	666666	13	4
---	--------	----	---

Offices créés en la Chambre des Comptes de Dole ; résultat de 345000 livres ; net .	310500		
--	--------	--	--

1007166	13	4
---------	----	---

*Affaires extraordinaires par Traités
en 1699.*

Lods & ventes & Contrats d'échange dans la Province de Bretagne ; résultat	liv. f. d.
400000 livres ; net .	333333 6 8

Finance payée par augmentation par les premiers Huissiers- Audienciers & Jurés- Crieurs , 300000 liv. net	250000
--	--------

<i>Idem</i> par les Con- trôleurs , Essayeurs des ouvrages d'étain , 162000 livres ; net .	135000
---	--------

<i>Idem</i> par les Gref- fiers des Baptêmes , Mariages & Sépultu- res , & autres Offi- ciers , 462000 livres ; net	385000
--	--------

Recouvrement des débets des Compta- bles jusques & com- pris 1690 ; résultat	
---	--

1103333 6 8

De l'autre part	1103333	6	8
1600000 livres; net.	1333333	6	8

Offices de Lieutenans généraux de Police dans l'étendue du Royaume, excepté la Flandre & le Hainaut; résultat de 4000000 liv. net. . . 3600000

Augmentation de forfait pour les Offices de Procureurs du Roi, Greffiers & Commissaires de Police, 4000000 livres; net. . . 3600000

Offices de Greffiers en chef, 2760000 livres; net . . . 2484000

Augmentation de Finance des Juges des droits d'entrée & sortie du Royaume, Mouleurs & Aides-à-Mouleurs de bois à Lyon, 500000 l. net. 450000

Idem des Priseurs, Vendeurs de biens-meubles à Paris, &

12570666 13 4

	liv.	s.	d.
De l'autre part	12570666	13	4
Greffiers Gardes-Mi-			
nutes Expéditionnai-			
res des Chancelleries,			
600000 livres ; net .	580000		

	13150666	13	4
Il fut aussi créé en			
1699 400000 livres			
de rentes viagères ..	4000000		
Total	17150666	13	4

Cette dernière manière d'emprunter est sans contredit moins onéreuse que l'autre ; mais elle ne laisse pas d'être à charge à l'Etat par les gros intérêts qu'il faut payer , & encore plus par le goût qu'elle donne à une infinité de personnes pour le célibat & l'oisiveté. A mesure que le luxe d'imitation s'introduit dans un pays , par les gains excessifs de la finance , que les hommes perdent toute idée de différence de rang & d'état , que la corruption des mœurs & du goût fait passer pour honnête ou pour agréable tout ce qui coûte ; on peut voir des pères & mères assez méprisables pour placer de cette

façon une partie de leur fortune, que la nature reclame en vain en faveur de leurs enfans. Ces infortunés cependant, élevés dans le faste & la mollesse, apprennent dès l'enfance à être mécontents de leur existence ; l'attachement naturel aux commodités que l'on a goûtées, les conduit ensuite à sacrifier tout à ce penchant, souvent jusqu'à l'honneur.

Les droits attribués aux Contrôleurs des exploits furent réunis au Domaine, moyennant une augmentation de cinq cent mille livres par an. On réunit aussi à la Ferme du Contrôle des Actes les droits des petits Sceaux des Sentences, Jugemens & autres expéditions de toutes les Juridictions Royales ordinaires, des rôles des Tailles & ceux des Actes des Notaires.

En 1698 il se forma une Compagnie pour faire exclusivement pendant cinquante ans le Commerce dans la partie de l'Isle de Saint-Domingue, située depuis le Cap Tiberon jusqu'à la rivière de Nayle inclusivement. Le fonds étoit de douze cent mille livres ; elle étoit obligée, sous peine de révocation du privilège, de transporter dans l'espace de cinq ans dans l'étendue de sa conces-

sion au moins quinze cent Blancs tirés d'Europe , & deux mille cinq cent Noirs ; & au bout des cinq ans au moins cent Blancs & deux cent Noirs par an. Cette Compagnie satisfit à ses engagements , comme toutes celles dont nous avons déjà vû l'histoire.

On employoit encore l'exclusif , parce que la liberté ne réussissoit pas ; comme on avoit rendu ci-devant la liberté par le peu de succès de l'exclusif. Ces fortes de variations également infructueuses font connoître tout le prix des principes. La liberté avoit répondu en 1669 aux vœux du Ministre de la maniere la plus éclatante ; mais on y avoit donné deux atteintes , par la défense de porter à droiture dans l'étranger les denrées des Colonies , ensuite par la défense de leur vendre des sucres bruts. Nous nous sommes étendus sur ces deux opérations , sur le remede qu'on y apporta , devenu par les suites plus fâcheux que le mal ; & quand même il eût été bon en soi , il devoit être sans effet par la mauvaise proportion sur les droits des sucres bruts & des sucres raffinés. Pendant la guerre , sous prétexte d'approvisionnement , les Supérieurs avoient vendu aux Etrangers

la permission d'introduire dans nos Colonies toutes sortes de denrées ; les nôtres s'y trouverent surabondantes à la paix ; déjà plus cheres en elles-mêmes par le peu d'ancienneté & de concurrence de nos fabriques , elles avoient un fret plus cher à payer , un droit de cinquante sols par tonneau du port des Vaisseaux en faveur des Fermiers du Domaine d'Occident. Il est aisé de voir à qui la préférence étoit accordée.

On se garda bien d'ôter l'impôt sur les Vaisseaux , ou de favoriser la navigation en permettant la vente libre des sucres bruts ; à cela près deux Reglemens essentiels furent publiés : l'un du 20 Août 1698 portoit une prohibition absolue du Commerce des Etrangers dans les Colonies ; il étoit défendu sous des peines rigoureuses aux Négocians François d'y vendre des étoffes étrangères, de prêter leur nom aux Vaisseaux étrangers , ou de les intéresser dans les leurs. Cette Ordonnance , établie sur un droit & des principes incontestables , méritoit d'être mieux observée ; si elle l'eût été , la France auroit dans son commerce plus de deux cent millions d'espèces qu'elle n'a pas. L'autre Reglement du 20 Juin haussait les droits

sur les sucres terrés à quinze livres du cent pesant , & sur les sucres en pain raffinés aux Îles à vingt-deux livres dix sols ; le droit de trois livres étoit conservé sur les sucres bruts , ce qui rétablissoit la proportion. Mais en 1699 on accorda aux Hollandois la permission de faire entrer du sucre raffiné en France sous les mêmes droits.

En 1699 il fut défendu de fabriquer plus de deux qualités de chapeaux : & ceux qui ne vouloient pas se servir de celles que la Loi permettoit en France, s'en pourvûrent ailleurs. On parvint enfin à faire entièrement passer ce Commerce aux Anglois , dont nous avons eu une peine infinie à le retirer. Vers le mois de Septembre de cette année , M. de Pontchartrain fut revêtu de la dignité de Chancelier. Il eut pour successeur dans les Finances M. de Chamillart , qui eut assez de vertu pour avouer au Roi qu'il n'entendoit pas cette partie.

Avant de passer à ce Ministère, il n'est point inutile d'examiner le résultat général des opérations depuis le commencement de cette guerre.

Il paroît que les dépenses générales depuis l'année 1689 jusqu'à la fin de

l'année 1699, avoit monté à deux milliards trois cent soixante-dix mille cinq cent soixante-six livres. Sur cette somme il convient de déduire les remboursemens & conversions de rentes en

1699 de....	314511576	} 419826533
en 1698 de	105314957	

Il s'en est fait d'autres pendant tout le cours de la guerre, puisqu'on supprimeoit sans cesse pour recréer. Dans l'état des dépenses de 1689 à 1697 ils montent à deux cent vingt-six millions huit cent onze mille cent vingt-quatre livres; mais dans la difficulté qu'il y auroit de distinguer ces parties & pour ne rien hazarder, supposons que quinze cent quatre-vingt millions furent employés aux dépenses nécessaires au maintien du Gouvernement.

Il avoit été reçu en affaires extraordinaires par traités, créations de Charges, augmentations de gages, pour la somme de

342449463 l.

Il faut remarquer cependant que toutes les charges ne furent pas levées, que la valeur de tous les traités ne rentra pas dans les onze années,

De l'autre part...	342449463
& qu'il y eut quelques modérations au Conseil.	
Depuis l'année 1689 jusqu'en 1699 en rentes.	209400000
Depuis 1697 jusqu'en 1699 en rentes	486000000
En rentes viagères & tontines de 1689 en 1699.	360000000
En refontes de monnaie	94000000
	<hr/>
	1167849463

Depuis 1689 les parties du Trésor Royal ont mon- té, déduction faite du pro- duit des Monnoies , des augmentations de gages & des charges dont les deniers sont entrés à droi- ture aux Parties casuel- les , à	863000000
	<hr/>
	2030849463

Nous verrons en 1700 l'emploi d'une partie considérable de cet excédent de trente millions sur les dépenses qui ne montoient , comme on vient de dire , qu'à deux milliards trois cent soixante-dix mille cinq cent soixante-dix livres.

Malgré toutes les conversions & les réductions faites depuis la paix, l'Etat ne laissoit pas de porter pour vingt millions de charges perpétuelles de plus qu'en 1688 ; par conséquent , en cas d'une nouvelle guerre , l'Etat pouvoit disposer de vingt millions de moins par an ; & pendant la paix même il falloit de toute nécessité , ou maintenir les impôts plus forts de vingt millions , ou baisser les dépenses nécessaires de vingt millions.

Examinons si par une conduite différente , c'est-à-dire , si en levant pendant la guerre sur les Peuples les mêmes impôts qui furent établis dans l'espace de dix ans presque à perpétuité ; si , dis-je , le Peuple n'eût pas été foulagé ; si l'Etat n'eût pas été plus riche , plus redoutable au dehors.

Au lieu de la dépense de quinze cent quatre-vingt millions supposée pour le maintien du Gouvernement pendant ces douze années , évaluons-la , pour éviter toute erreur , à la somme de
. 1600000000 l,

Les charges & diminutions ne montoient en 1688 qu'à trente millions ; elles ont monté successi-

De l'autre part. 1600000000
 vement jusqu'en 1699 à
 cinquante-un millions ,
 ces accroissemens de
 charges à raison des em-
 prunts , forment un total
 à diminuer de 133000000
 1467000000

L'augmentation moyen-
 ne des Monnoies a été
 d'un septieme & demi ;
 une partie des dépenses a
 été extérieure , payée en
 poids & en titre ; les
 denrées & les fournitures
 ont au moins haussé dans
 la proporcion du vingtie-
 me à défalquer. 73000000

Reste à faire de fonds
 pour 1394000000

En 1688 les parties
 du Trésor Royal
 montoient à 87000000

C'est-à-dire pour
 les onze années à .. 957000000

Augmentation sur
 les Dons gratuits &
 Recettes générales
 des Pays d'Etats
 pendant les neuf an-
 nées de guerre feu-

1044000000

De l'autre part 1044000000
 lement à trois mil-
 lions 270000000

Nouvelles Fermes
 ou Augmentations
 sur les consomma-
 tions dans les villes
 pendant les neuf an-
 nées de guerre à six
 millions 540000000

Augmentation sur
 les Gabelles à deux
 millions pendant la
 guerre 180000000

Le Clergé avoit
 payé 240000000

Le dixieme sur les
 terres par préféren-
 ce à la Capitation
 pendant neuf an-
 nées à trente mil-
 lions 270000000

Cinq millions
 d'augmentation sur
 les Tailles, pour les
 porter de trente-
 deux millions à
 trente-sept, pen-
 dant neuf ans . . . 450000000

Une confirmation
 des Lettres de No-
 bleffe, le recouvre-
 ment des debets des
 Comptables, une
 taxe sur les bois ec-
 clésiastiques, le re-
 nouvellement de
 l'annuel, eussent
 produit au besoin... 150000000

liv.
 1410000000

Sur ce total la dépense fût revenue
 à cent trente-six millions six cent mille
 livres par chacune des neuf années de

guerre , & à quatre-vingt-dix millions pour les deux autres. M. Colbert évaluoit en 1682 la dépense de la guerre à cent dix millions , ce font vingt-sept en sus. Enfin , si de la dépense de chaque année on déduit les remboursemens , intérêts d'avances & remises qui n'auroient point eu lieu dans ce plan , on verra clairement que la dépense commune des neuf années de guerre n'a pas monté à cent vingt-huit millions , malgré les augmentations des monnoies.

Ainsi sans aliénations , sans porter les Tailles beaucoup plus haut qu'en 1682 , l'Etat soutenoit cette guerre de neuf années contre toute l'Europe , & en sortoit avec une réputation qui lui en eût peut-être épargné une nouvelle : car les Etrangers n'ignoroient point nos détresses.

Les nouvelles impositions proposées auroient tombé principalement sur les riches ; & un dixieme y est beaucoup plus propre qu'une capitation , qui fut cependant imaginée la premiere , parce que les riches ont toujours obtenu des égards & des préférences. A la paix , la Nation étoit foulagée des nouvelles levées , l'Etat rentroit dans ses revenus ordinaires , & pouvoit

même à bon droit les libérer encore par une réduction d'intérêt. Quelle différence pour le présent & pour l'avenir ! au lieu de perdre une partie de notre capital numéraire , nous l'augmentions considérablement par les prises immenses que firent nos Armateurs soutenus d'une puissante marine.

On croit faire plaisir au Lecteur de lui indiquer en cet endroit un morceau curieux qui n'est pas étranger à cette époque des Finances , puisqu'il contient une comparaison de notre situation en 1698 avec celle des Anglois & des Hollandois. Quoiqu'en grande partie il n'y soit traité que des Finances de l'Angleterre , les principes sont si sains , si profondément développés , & les circonstances si semblables à celles où nous nous trouvions , que cette digression , si c'en est une , servira d'ornement utile au corps même de l'ouvrage. Les dettes des deux Etats eurent en quelque façon la même époque ; en comparant ce que les hommes habiles en ont pensé alors avec les événemens postérieurs , on aura la matière de grandes & belles instructions.

Ce lambeau est tiré d'un grand ouvrage de M. Davenant Inspecteur gé-

néral des Douanes en Angleterre, homme également versé dans le Commerce & la Finance, & qui passe pour un des plus sçavans hommes que son pays ait produit dans ces deux sciences. Quoique ce fût ici la place de cette dissertation, si on veut la lire avec fruit; cependant pour n'être pas accusé d'interrompre le fil de nos recherches, l'insertion s'en trouvera à la fin de cette époque.

ANNÉE 1699. 5 *Septembre.*

M. de Chamillart n'avoit obéi à l'ordre de se charger du Contrôle général qu'en honnête homme, qui préfère l'intérêt de son Maître & de ses concitoyens à l'éclat de sa fortune; sa probité & son application méritoient des circonstances moins épineuses; mais pressé dès son arrivée au Ministère par les maux déjà faits, & peu de tems après par une guerre encore plus terrible que celle qu'on venoit d'essuyer, il n'eut presque pas le choix des moyens.

Il continua les remboursemens annoncés des augmentations de gages au denier dix-huit, attribuées aux Officiers des Compagnies supérieures & autres,

par

sur les Finances de France. 161
par les Edits d'Octobre 1683, Mars
1684, Juillet 1689, Décembre 1691
& Septembre 1692.

Il passa le 10 Novembre le bail de
la Ferme des poudres & du traité du
menu plomb pour six années, moyen-
nant une somme d'un million comptant,
& de quarante-huit mille livres par an.
Le 22 du même mois cette Ferme fut
jointe à celle du Contrôle des actes des
Notaires, petits sceaux, amortissemens,
francs-fiefs, nouveaux acquêts, pour
la somme de dix-neuf cent mille livres
payables annuellement de quartier en
quartier.

Le 8 de Décembre furent affermés
pour six années les revenus & émolu-
mens des Greffes aliénés, ensemble
les trois quarts des droits de la sign-
ture des Greffiers en chef du Châtelet
de Paris, ci-devant réunis au Domaine,
& des droits des petits sceaux du Châ-
telet, moyennant la somme de sept cent
soixante-dix mille livres.

A N N É E 1700.

L'année suivante commença par une
diminution de monnoies, prélude finis-
tre pendant vingt-six ans d'une nouvel...

le refonte ! Les louis d'or réformés furent réduits à 13 livres 15 sols , & les écus à 3 livres 11 sols ; au premier Février à 13 livres 10 sols & 3 livres 10 sols ; au premier Avril à 13 livres 5 sols & à 3 livres 9 sols ; au premier Juin à 13 livres & à 3 livres 8 sols ; au premier Janvier 1701 à 12 liv. 15 sols & 3 liv. 7 sols. Quoique ces diminutions bornassent le profit de la refonte , elles ne procurerent cependant pas grand travail aux Monnoies : le billonage étoit encore trop avantageux.

Le bail des Gabelles fut augmenté de deux cent mille livres par la réunion de vingt sols par minot de sel ci-devant attribués aux Officiers des Greniers , remboursés suivant la liquidation ordonnée en 1699.

Les sommes nécessaires pour rembourser les augmentations de gages héréditaires aux Officiers des Cours supérieures & autres , au denier quatorze, seize & dix-huit , ne s'étant pas trouvées , on créa six cent mille livres d'augmentations de gages au denier vingt , pour remplacer ceux qu'on avoit supprimés à un denier plus bas.

On fit trois Traités , sçavoir , un supplément de finance sur les Receveurs ,

Contrôleurs & Commis des Consignations, Receveurs des Epices & Vacations dans la Province de Bretagne, 300000

livres; net 270000

Finance des Offices de Priseurs Nobles Voyers, Experts & Greffiers de l'écritoire, 286497 liv. net. 257848

Résultat pour le recouvrement des droits d'amortissement & nouveaux acquêts sur les biens ecclésiastiques & pour la jouissance de la Ferme de ces droits pendant quatre années, 4000000 livres; net . . 3333333 6 8

3861181 6 8

Au moyen de ce dernier Traité, la Ferme des poudres & du Contrôle des actes des Notaires, qui y étoit jointe, se trouva réduite à 1500000 livres.

Au mois de Janvier 1700, il fut créé sur les Postes, 400000 livres

	liv.	s.	d.
De l'autre part.	386	118	16
de rentes ; mais le Pu- blic n'ayant pas de con- fiance dans cette bran- che du revenu , cette constitution fut rem- placée au mois d'Octo- bre par une autre sur les Aides & Gabelles de 850000 livres de rentes au denier vingt au principal de	17000000		
Une Charge d'Inten- dant des Finances	400000		
Les deux Gardes du Trésor Royal payerent pour augmentation de 80000 livres de rente & de taxations	1201533		
Les Receveurs Gé- néraux	1000000		
Total. . . .	23462714	6	8

Je transcrirai ici avec quelque détail les revenus de cette année , parce que je n'en ai pû recouvrer d'autre pendant le cours de ce Ministère.

Le produit des impositions générales

fut de cent dix-neuf millions deux cent quarante-un mille trente-neuf livres ; les charges & diminutions , de cinquante millions cent quatre-vingt dix-neuf mille trois cent vingt-huit livres ; & les parties du Trésor Royal de soixante-neuf millions quarante-un mille sept cent onze livres.

Sur le Bail des poudres une fois payé un million.

Emprunts & affaires extraordinaires, vingt-trois millions quatre cent soixante-deux mille sept cent-quatorze livres six sols huit deniers.

Le total des revenus fut de quatre-vingt-treize millions cinq cent quatre mille quatre cent vingt-cinq livres six sols huit deniers ; sur quoi il fut emprunté par loterie cinq millions de livres.

La dépense monta à cent seize millions cent quarante-cinq mille trois cent soixante & dix livres : ainsi il fut dépensé sur les fonds des traités précédens , dix sept millions six cent quarante mille neuf cent quarante-cinq livres ; ce qui forme déjà un emploi considérable sur l'excédent de recette trouvé en 1699.

La Loterie Royale étoit de quatre

cent mille billets de deux louis d'or chacun, pour la valeur desquels il fut constitué cinq cent mille livres de rentes viagères, avec une distribution de quatre cent quatre-vingt-cinq lots en argent.

Les idées sur le Commerce & les Manufactures se réchauffèrent : mais l'exécution ne fut pas toujours heureuse.

Par exemple, le Règlement du 30 Mars porte que « contre l'intention de » l'établissement, les Fabriquans de Bas » font sur leurs métiers des ouvrages » très-grossiers & qu'ils y employent » des laines d'une qualité très-inférieure ; qu'il est à craindre que la multiplication & le progrès de ladite fabrique ne causent la ruine entière de la » fabrique des bas au tricot ; en conséquence il est ordonné, que le travail du métier sera resserré dans des » bornes convenables, & réglé de la » manière la plus propre à perfectionner les ouvrages » ; c'est-à-dire, que les Etrangers qui consommoient des bas grossiers faits au métier, seroient obligés de s'en pourvoir ailleurs. Voilà l'effet de ces maximes spéculatives, qui ne sont pas encore totalement dissipées parmi nous, & d'après lesquelles on

R E C A P I T U L A T I O N

DES REVENUS ET DES CHARGES en 1700.

	liv.	liv.
Domaines.	4500000	1635891
Gabelles de France, Aides & cinq grosses		
Fermes.	48726750	30205971
Augmentation des Gabelles de France	100000	
Gabelles de Provence & Dauphiné.	2350000	671621
<i>Idem</i> de Languedoc & Roussillon	2780000	1037931
Postes.	2800000	1040142
Tiers-sur-taux & Quarantieme de Lyon . . .	340000	
Ferme du Tabac	1500000	155318
Domaine d'Occident	550000	192261
Ferme des Poudres, du Contrôle des Actes, &c.	1500000	
Ferme du Contrôle des Bans de Mariages . .	30000	
Ferme des Domaines réunis	600000	
Recettes générales des Pays d'Election . . .	30727447	12812241
<i>Idem</i> des Pays d'Etats	4022458	1725404
Dons gratuits des Pays d'Etats	8141715	101208
Bois	2245127	621339
Revenus casuels	3740726	
Monnoie	1062036	
Etapés & secondes Parties	3424780	
	<u>119241039</u>	<u>50199328</u>

Net.... 69041711

voudroit établir une prétendue balance entre chaque ouvrage. Il fut réellement défendu d'établir de nouveaux métiers, & pris de très-bonnes précautions pour qu'il s'en fît le moins qu'il seroit possible. Le nombre des fils fut ensuite réglé, de maniere qu'il n'étoit permis dans chaque espece de faire des bas que d'une qualité. Les ouvriers ne laisserent pas de fabriquer de la maniere la plus avantageuse à leur débit & la plus conforme à la demande. Ce fut une matiere éternelle de discussions, de saisies, jusqu'à ce qu'enfin il fut réglé le 30 Août 1716 : *Que les Ouvriers & les Négocians seroient entendus, pour sçavoir ce qu'il convient de statuer par rapport à la consommation du dedans du Royaume, & au Commerce étranger.* Tel est le vrai principe : car la Loi ne peut accroître le nombre des brins ou le poids sans hausser le prix. C'est un fait connu, que les trois quarts de ce qui se consomme de bas dans toute l'Amérique & dans d'autres pays, sont ce que bien des gens appellent de mauvais bas, & que l'on n'y vend point les bons.

Un autre Edit d'une conséquence bien funeste, défendit de porter aux Etrangers aucuns fils écrus ou blanchis,

lins, flâsses, chanvres de la Province de Bretagne. Pareille prohibition avoit été faite en 1687, mais elle n'eut point alors d'exécution : celle-ci fut mieux obéie, parce que l'on prit de plus grandes précautions. Nous vendions alors à ces Etrangers beaucoup de chanvres surabondans, & nos Manufactures même de toiles à voiles étoient en bon état. Depuis la défense de sortir des chanvres, la culture diminua d'année en année; nous avons été obligés d'acheter de la seconde main des chanvres du Nord, de ces mêmes Etrangers qui achetoient les nôtres par préférence. Ils ont augmenté leurs Manufactures, ils nous vendent aujourd'hui des cables & des toiles à voiles. Cela devoit arriver : puisque le retranchement de la concurrence diminuoit le profit de la culture du chanvre, il falloit qu'elle tombât dans la même proportion; le seul remede peut-être seroit d'annoncer, un ou deux ans à l'avance, la permission de les sortir lorsqu'ils seroient dans le Commerce à un certain prix, & la prohibition absolue d'en apporter d'autres que de nos Colonies.

Les lumieres étoient alors si bornées sur le Commerce, qu'il seroit injuste
de

de reprocher ces fautes à ceux qui n'y avoient de part que de les autoriser. Les principes seuls peuvent guider un Ministre dans de semblables détails ; & la confiance qu'il accorde aux subalternes chargés de les discuter , est toujours la marque de sa bonne volonté. M. de Chamillart sentit bien qu'il avoit besoin d'être secondé dans cette partie , & qu'il ne pouvoit trouver des avis plus sûrs & plus fideles que chez des Négocians habiles. Il forma un Conseil de Commerce permanent ; & cet établissement, dont l'Etat a tiré tant de secours, sera toujours d'autant plus honorable à sa mémoire , qu'il fit une grande impression sur l'esprit des Etrangers : voici l'Edit de création.

« Le Roi ayant connu dans tous les
» tems de quelle importance il étoit au
» bien de l'Etat de favoriser & de pro-
» téger le Commerce de ses Sujets , tant
» au-dedans qu'au-dehors du Royaume,
» Sa Majesté auroit à diverses fois don-
» né plusieurs Edits , Ordonnances ,
» Déclarations & Arrêts , & fait plu-
» sieurs Réglemens utiles sur cette ma-
» tiere : mais les guerres qui sont sur-
» venues , & la multitude de soins in-
» dispensables dont Sa Majesté a été

» occupée jusqu'à la conclusion de la
» dernière paix , ne lui ayant pas per-
» mis de continuer cette même appli-
» cation; & Sa Majesté voulant plus
» que jamais accorder une protection
» particulière au Commerce , marquer
» l'estime qu'elle fait des bons Mar-
» chands & Négocians de son Royau-
» me , leur faciliter les moyens de faire
» fleurir & d'étendre le Commerce;
» Sa Majesté a cru que rien ne seroit
» plus capable de produire cet effet ,
» que de former un Conseil de Com-
» merce , uniquement attentif à con-
» noître & à procurer tout ce qui pour-
» roit être de plus avantageux au Com-
» merce & aux Manufactures du Royau-
» me. A quoi Sa Majesté desirant pour-
» voir , ouï le rapport du sieur Chamil-
» lart , Conseiller ordinaire au Conseil
» Royal , Contrôleur général des Fi-
» nances, LE ROI étant en son Conseil,
» a ordonné & ordonne , qu'il sera tenu
» à l'avenir un Conseil de Commerce
» une fois au moins dans chaque semai-
» ne , lequel sera composé du sieur Da-
» guesseau , Conseiller d'Etat ordinaire,
» & au Conseil Royal des Finances; du
» sieur Chamillart , Conseiller audit
» Conseil Royal & Contrôleur général
» des Finances; du sieur Comte de Pont

» chartrain, Conseiller du Roi en tous
» ses Conseils, Secrétaire d'Etat & des
» Commandemens de Sa Majesté, & du
» sieur Amelot, Conseiller d'Etat; des
» sieurs de Hernothon & Bauyn d'Anger-
» villiers, Conseillers de Sa Majesté en ses
» Conseils, Maîtres des Requêtes ordi-
» naires de son Hôtel, & de douze princi-
» paux Marchands Négocians du Royau-
» me, ou qui auront fait long-tems le
» Commerce : que dans ce nombre de
» douze Marchands Négocians, il y en
» aura toujours deux de la ville de Pa-
» ris, & que chacun des dix autres fera
» pris des villes de Rouen, Bordeaux,
» Lyon, Marseille, la Rochelle, Nan-
» tes, Saint-Malo, Lille, Bayonne &
» Dunkerque : que dans ledit Conseil
» de Commerce seront discutées &
» examinées toutes les propositions &
» Mémoires qui y feront envoyés, en-
» semble les affaires & difficultés qui
» surviendront concernant le Commer-
» ce tant de terre que de mer, au-de-
» dans & au-dehors du Royaume, &
» concernant les Fabriques & Manufac-
» tures ; pour sur le rapport qui sera fait
» à Sa Majesté des délibérations qui
» auront été prises dans ledit Con-
» seil de Commerce, y être par Elle

» pourvû ainsi qu'il appartiendra. Veut
» & entend Sa Majesté, que le choix &
» nomination desdits Marchands Négoc-
» cians qui devront entrer dans ledit
» Conseil de Commerce, se fasse libre-
» ment & sans brigue par le Corps de
» Ville & par les Marchands Négocians
» en chacune desdites villes : que ceux
» qui seront choisis pour être dudit Con-
» seil de Commerce soient gens d'une
» probité reconnue, & de capacité &
» expérience au fait de Commerce ; &
» qu'à cet effet les Corps de Ville & les
» Marchands Négocians des villes ci-
» dessus marquées, s'assembleront dans
» le mois de Juillet prochain, dans les
» Hôtels de chacune desdites villes ,
» pour procéder à ladite élection ; en-
» sorte que les Marchands Négocians
» ainsi élus & nommés, se puissent met-
» tre en état d'arriver à Paris, ou à la
» suite de la Cour , à la fin du mois de
» Septembre suivant, pour commencer
» leurs fonctions au premier jour d'Oc-
» tobre ; que lesdites élections seront
» faites pour une année seulement , &
» seront renouvelées d'année en année
» dans la forme ci-dessus marquée, sauf
» à prolonger le tems du service dans
» ledit Conseil, s'il est ainsi jugé à pro-
» pos. Ordonne Sa Majesté qu'il sera

» nommé par le sieur Contrôleur gé-
» ral des Finances , deux intéressés aux
» Fermes de Sa Majesté , pour être ap-
» pellés audit Conseil , lorsque la na-
» ture des affaires le demandera : &
» pour Secrétaire dudit Conseil de
» Commerce, Sa Majesté a nommé le
» sieur Cruau de la Boulaye , Conseil-
» ler du Roi , Correcteur ordinaire en
» la Chambre des Comptes, lequel aura
» soin de tenir un Registre exact de tou-
» tes les propositions , Mémoires & af-
» faires qui seront portées audit Con-
» seil , ensemble des délibérations qui
» y seront prises , desquelles il délivrera
» les expéditions suivant qu'il sera or-
» donné par ledit Conseil ».

Rien n'eût manqué à cet établisse-
ment , si les matieres d'agriculture euf-
sent entré dans son plan : que d'hommes
& de richesses ne nous eût-il pas con-
servé ! au lieu que personne n'a parlé
pour elle.

Que n'avons-nous plus souvent à
nous occuper de semblables objets ! Ils
répandroient plus de chaleur & d'inté-
rêt dans la lecture de cet Ouvrage : ce-
pendant quelles que soient les matieres ,
tâchons de le rendre utile.

L'effet des taxes extraordinaires n'a-

voit pas été seulement de fatiguer les Peuples ; les fortunes immenses & rapides qu'elles avoient élevées parmi les gens d'affaires , introduisirent un luxe dont l'imitation ridicule devenoit une espece de charge nouvelle pour le Public. Quelle que soit la folie de ces imitateurs d'un faste disproportionné à leurs facultés , elle ne laisse pas d'avoir autant d'empire que la raison même , à mesure qu'elle se répand davantage. Ce principe d'imitation est devenu général dans tous les tems & dans tous les Pays , lorsqu'un certain nombre d'hommes sans industrie ont trouvé le secret d'accumuler promptement de grands trésors. Ce qui n'est point acquis avec peine , se dépense avec ostentation ; & l'ostentation est le charme des ames vulgaires. On ne se trouve plus assez distingué par son état , par sa naissance , par sa vertu ; on veut l'être encore par cet éclat frivole qui réjouit les yeux d'autrui. Pour satisfaire aux besoins mal-entendus d'une vanité puérile , on commence par retrancher sur ce qui contribue au bien-être réel , à la satisfaction intérieure ; l'économie s'étend même quelquefois sur le nécessaire , mais il est peu d'épargnes à faire sur

les besoins pressans. Cette industrie une fois épuisée , l'orgueil & le desespoir en suggerent d'autres ; mais si leurs conseils ne sont pas toujours sûrs, il est encore plus rare qu'ils soient innocens. Les mœurs générales viennent à se corrompre , & nulle Nation n'a encore pû se soutenir sans mœurs : parce que les Loix se trouvent impuissantes , parce que l'esprit public manque ; cet esprit qui met seul de la chaleur & du zele dans l'exécution des devoirs.

Les Législateurs ont souvent tenté de réprimer ces pernicioeux excès ; ils ont cru remonter à la source du mal & détruire l'imitation en détruisant son objet ; c'est ce qu'on fit en cette occasion. Les Histoires sont remplies d'époques de loix somptuaires , & aucune n'a encore transmis jusqu'à nous la mémoire de leur succès. Quel peut-il être après tout ? Sous le regne du luxe d'imitation, la plus grande partie du Peuple est pauvre ; & si ce luxe ne lui rendoit par ses consommations quelques moyens de subsister , il seroit bientôt réduit à la dernière misere , au découragement. Arrêter les profusions , ce seroit vouloir fermer les canaux par lesquels la substance du Peuple peut lui retourner ,

quoique d'une manière lente & inégale. Dans les maladies du Corps politique, comme dans celles du Corps humain, le grand art de guérir est de bien saisir les véritables causes. Que nul homme dans l'Etat ne puisse gagner immensément sans procurer des avantages aux autres, les abus dont on se plaint ne subsisteront pas long-tems : au luxe d'éclat, à ce luxe qui corrompt les mœurs en inspirant l'avidité, succédera un luxe solide & proportionnel produit par l'aisance nationale ; un plus grand nombre de pauvres seront employés ; une plus grande quantité de nouvelles valeurs seront apportées dans le Commerce par les Cultivateurs & les Artisans ; les récompenses du Prince seront appréciées à leur juste valeur ; il sera plus désirable d'être considéré que d'être riche ; les services ou les talens seront plus utiles que l'intrigue ; les véritables riches de l'Etat seront les propriétaires des terres.

A N N É E 1701.

On continua en 1701 de protéger le Commerce : il fut déclaré de nouveau que le Commerce en gros ne dérogeoit point : il est difficile de s'exprimer dans

un plus grand détail. « Voulons & nous
» plaît, dit Sa Majesté, que tous nos Su-
» jets Nobles par extraction, par Charges
» ou autrement, excepté ceux qui sont
» actuellement revêtus de Charges de
» Magistrature, puissent faire librement
» toute sorte de Commerce en gros,
» tant au-dedans qu'au-dehors du Royau-
» me, pour leur compte, ou par com-
» mission, sans déroger à leur noblesse.
» Voulons & entendons que les Nobles,
» qui feront le Commerce en gros, con-
» tinuent de précéder en toutes les As-
» semblées générales & particulières,
» les autres Négocians, & jouissent des
» mêmes exemptions & privilèges at-
» tribués à leur noblesse, dont ils jouis-
» soient avant que de faire le Commer-
» ce; permettons à ceux qui font le
» Commerce en gros seulement, de
» posséder des Charges de nos Con-
» seillers Secrétaires, Maison, Couron-
» ne de France & de nos Finances, &
» de continuer en même tems le Com-
» merce en gros, sans avoir besoin pour
» cela d'Arrêt ni de Lettres de compa-
» tibilité. Seront censés & réputés Mar-
» chands & Négocians en gros tous
» ceux qui feront leur Commerce en
» magasin, vendant leurs marchandises

» par balles, caiffes ou pieces entieres,
» & qui n'aurent point de boutiques
» ouvertes, ni aucun étalage ni ensei-
» gnement à leurs portes ou maisons.
» Voulons que dans les Villes du Royau-
» me où jusqu'à présent il n'a pas été
» permis de négocier & faire trafic fans
» être reçu dans quelque Corps de Mar-
» chands, il soit libre aux Nobles de
» négocier en gros, fans être obligés
» de se faire recevoir dans aucun Corps
» de Marchands, ni de justifier d'aucun
» apprentissage; & afin que les familles
» des Marchands ou Négocians en gros,
» tant par mer que par terre, soient
» connues pour jouir des prérogatives
» qui leur sont attribuées par ces pré-
» sentes; & pour recevoir les marques
» de distinction que nous jugerons à
» propos de leur accorder, nous vou-
» lons que ceux de nos Sujets qui s'a-
» donneront au Commerce en gros,
» soient tenus à l'avenir de faire ins-
» crire leurs noms dans un tableau,
» qui sera mis à cet effet dans la Juris-
» diction Consulaire de la Ville de leur
» demeure, & dans les Chambres par-
» ticulieres de Commerce, qui seront ci-
» après établies dans plusieurs Villes de
» notre Royaume. Voulons & entendons

» pareillement, que dans les Provinces,
» Villes & lieux où les Avocats, Méde-
» cins, & autres principaux Bourgeois
» sont admis aux Charges de Maire,
» Echevins, Capitouls, Jurats & Pre-
» miers Consuls, ceux des Marchands
» qui feront le Commerce en gros puis-
» sent être élus concurremment auxdites
» Charges, nonobstant tous Statuts,
» Réglemens & usages contraires, aux-
» quels nous avons expressement déro-
» gé & dérogeons par ces présentes.
» Entendons pareillement que les Mar-
» chands en gros puissent être élus Con-
» suls, Juges, Prieurs & Présidens de
» la Jurisdiction Consulaire, ainsi que
» les Marchands reçus dans les Corps
» & Communautés des Marchands qui
» se trouvent établis dans plusieurs Vil-
» les & lieux du Royaume. Voulons
» aussi que le Chef de chaque Jurisdic-
» tion Consulaire, de quelque nom
» qu'il soit appelé, soit exempt de loge-
» ment de gens de guerre, de guet & gar-
» de, pendant le tems de son exercice;
» & pour conserver autant qu'il est en
» nous la probité & la bonne foi dans
» une profession aussi utile à l'Etat,
» nous déclarons déchu des honneurs
» & prérogatives ci-dessus accordées,

» ceux des Marchands & Négocians en
» gros , aussi-bien que les autres Mar-
» chands , qui auront fait faillite , pris
» des Lettres de répit, ou fait des Con-
» trats d'attermoyement avec leurs
» Créanciers ».

La Compagnie de Guinée ne satisfaisant point à ses engagemens , son privilège lui fut retiré , & accordé à huit Négocians. Le Traité de l'Assiente conclu cette même année pour la fourniture des Nègres dans les Colonies Espagnoles , étoit trop lucratif pour ne pas nuire à celle de nos Colonies ; & si cet exclusif contribua à l'augmentation de nos richesses , ce fut par un accident étranger. Le Traité de l'Assiente ne pouvoit être qu'un Contrat exclusif , & nous n'étions pas les maîtres d'en disposer autrement : mais nous eussions été enrichis de deux manières , si le Commerce de Guinée pour le service de nos Colonies eût été rendu libre.

Cette année offre une preuve des fruits de la concurrence ; on reçut les premiers retours des Vaisseaux que quelques particuliers avoient obtenu la permission d'envoyer à la Chine dès 1698 , sous le nom de la Compagnie de

Jourdan : leur cargaison étoit si riche qu'elle donna les plus grandes espérances , pendant que la Compagnie des Indes presque obérée n'eut de ressource que dans un prêt de huit cent cinquante mille livres que lui fit Sa Majesté. Quel avantage n'avoit pas la Compagnie cependant ? Elle gardoit pour elle la gratification de cinquante livres par tonneau accordée par le Roi ; elle prenoit quinze pour cent sur la valeur des retours sans aucune déduction.

La concurrence ne suffiroit pas toujours seule au Commerce , si la protection du Gouvernement ne venoit à son secours. Les Fermiers s'étoient ingérés d'interpréter à l'égard de nos fabriques le tarif de 1667 , établi contre les manufactures étrangères. De leur autorité privée , ils percevoient depuis long-tems douze livres par cent de poil de chevre entrant dans le Royaume , au lieu de douze sols que prescrivoit le tarif de 1664. Cette exaction fut réprimée : tous les droits de sortie furent supprimés sur les étoffes de soye , d'or & d'argent , sur les papiers , cartes , cartons & cartes à jouer : les droits furent diminués de moitié sur les étoffes de laine , de fil & de coton. On a

été obligé successivement de supprimer le reste de ces droits ; & si on l'eût fait plutôt , on eût dès-lors ressenti les bons effets de cette methode , peut-être même avec plus d'avantage. Les motifs de Sa Majesté sont remarquables.

» Voulant procurer plus d'occupation
» & de travail aux Ouvriers , Elle a
» fait examiner dans le Conseil de Commerce ce qui seroit le plus propre à
» faciliter le transport dans les Pays
» étrangers , des différentes sortes de
» marchandises qui se fabriquent en
» France. Elle déclare avoir reconnu
» que les exemptions de droits , bien loin
» d'être préjudiciables aux Fermes , procureroient au contraire un plus grand produit des droits desdites Fermes ; d'autant que la grande quantité des marchandises qui sortiroient pour les Pays étrangers , au moyen de l'exemption des droits de sortie , donneroit lieu à une plus grande consommation de matieres , dont le produit des droits d'entrée augmenteroit considérablement , & dédommageroit plus que suffisamment lesdites Fermes , des droits de sortie retranchés.

La défense de saisir pour dettes les bestiaux donnés à cheptel , fut aussi

continué pour six ans : mais la guerre & les malheurs que la France éprouva, anéantirent l'influence de ces sages Réglemens.

Il fallut recourir aux moyens extraordinaires , & faire pour le payement des charges un fonds annuel de vingt-sept à vingt-huit millions de plus qu'on n'en eût eu besoin en 1683.

Les Traitans des affaires extraordinaires depuis 1689 furent taxés au Conseil à vingt-quatre millions. Le détail de leurs gains suivant cet état étoit de soixante-quatorze millions cinq cent quarante-quatre mille sept cent dix livres , sans compter les deux sols pour livre en dehors , qui faisoient un objet de trente-deux millions neuf cent soixante-neuf mille cent cinquante-une livres ; total , cent sept millions cinq cent treize mille huit cent soixante-une livres.

RECAPITULATION du gain des Traitans.

Sur la remise du fixieme sans gages aux Officiers	26749866	}	74544710 liv.
Sur la remise de deux sols en-dedans sans gages. . . .	5095450		
Sur les Offices de Judicature	1276711		
Sur la réunion du fixieme avec gages.	32751200		
Sur la remise de deux sols en-dedans avec gages	7999290		
Sur les augmentations de gages héréditaires.	540000	}	
Sur les gages par augmentation	132193		

Le Roi avoit retiré net des mêmes affaires, sans compter la jouissance des gages, trois cent vingt-neuf millions six cent quatre-vingt onze mille cinq cent treize livres.

Quoique cette taxe fût juste & modérée, la circonstance n'y étoit pas propre. C'est seulement lorsqu'on a pris une ferme résolution de se passer des Traitans, & lorsqu'on en sçait les moyens, qu'il est permis de reclamer contre le prix excessif qu'ils ont mis à leur argent pendant les nécessités publiques. Ils trouverent le secret de se dédommager amplement de ce léger sacrifice.

La Capitation fut remise; mais comme elle ne suffisoit pas pour payer même la moitié des charges, d'autres expédiens devenoient nécessaires: une fausse pitié pour le Peuple lui prépara de nouveaux malheurs. On craignit de l'excéder, & malgré l'expérience funeste des dernières années, on s'engagea dans la même route. Lorsque tout fut desespéré, on imposa le dixieme, qui ne rendit pas autant que si l'on n'eût pas attendu la ruine des campagnes, & dont les nouvelles charges consommoient la plus grande partie. Dans le

principe , il n'eût tombé que sur le riche ; & lorsqu'il n'y eut plus de riches , lorsque les consommations furent anéanties par l'impuissance où les laboureurs étoient de payer leurs Fermes , le dixième devint une surcharge générale.

Affaires extraordinaires par Traités.

Supplément de Finance des Lieutenans Généraux , Procureurs du Roi , Gref-fiers , Huissiers Audienciers & Commis-saires de Police , avec exemptions de tailles, subfides , franc-falé , &c. & pour la confirmation de l'hérédité par les pourvûs d'Offices héréditaires , 4200000 livres ,
net.

3780000 liv.

Trésoriers Rece-veurs & Payeurs des deniers communs dans chacun des Corps & Commu-nautés du Royaume ;

De l'autre part.	3780000		
800000 liv. net....	720000		
Offices de Barbiers à Paris & dans les Provinces ; résultats de 1701 à 1705 , 350000 liv. net.	291999	13	4
Offices de Rece- veurs généraux & particuliers des de- niers destinés pour l'entretien des boues & lanternes , & de quarteniers dans l'Hô- tel-de-Ville de Paris ; résultat 300000 liv. net.	270000		

Supplément de Fi-
nance des Officiers
des Elections & autres
acquéreurs & pro-
priétaires de treize
sols fix deniers sur
chaque minot de fel ,
tant pour être confir-
més en la jouissance
dudit droit , que pour
jouir d'un sol fix de-

5061999 13 4

niers d'augmentation ; 1400000 liv.
net. 1260000

Offices d'Audienciers Contrôleurs & Secrétaires des Chancelleries par augmentation & réunion des Offices de la Chancellerie près la Cour des Aides à ceux près le Parlement de Rouen, avec 60000 livres d'augmentation de gages ; résultats de 1701 à 1704 ,
3100000 liv. net. 2583333 6 8

Offices des Maires & Assesseurs avec exemption de tailles, ustensiles, &c. Echevins perpétuels, Capitouls & Jurats, & Concierges Gardemebles des Hôtels-de-Ville, avec attribution de 120000 liv.

De l'autre part. 8905333

de gages effectifs ,
exemptions de tail-
les , milice , &c. ré-
sultat de 1701 à 1704,
5650000 liv. net. . . . 4708333 6 8

Offices de Conseil-
lers du Roi Elûs, Con-
trôleurs des tailles ,
avec attribution de
20000 livres de ga-
ges; résultat 1800000
livres , net 1620000

Trois deniers pour
livre de taxations at-
tribués aux Grands-
Maîtres des Eaux &
Forêts ; six deniers
pour livre aux Offi-
ciers des Maîtrises par-
ticulieres & 20000 li-
vres d'augmentations
de gages ; Offices de
Receveurs particu-
liers des bois dans les
Maîtrises particu-
lieres, avec trois deniers
pour livre de taxa-

15233666 6 8

	liv.	s.	d.
De l'autre part	15233666	6	8
tions & 30000 livres			
d'augmentation de			
gages & exemption			
de tailles , &c. résultat			
1800000 liv. net	1500000		

Offices de Rece- veurs généraux alter- natifs & mitriennaux des Domaines & bois, avec attribution de cinq sols par livre du produit de tous les droits casuels en en- tier; résultat 1000000 livres , net	900000		
	17633666	6	8

Affaires extraordinaires sans Traités.

Août 500000 livres			
d'augmentation de			
gages héréditaires au			
denier dix - huit aux			
Officiers des Cours &			
autres, pour être ad- mis à payer l'annuel.	9000000		

Octobre 83333 li- vres 6 sols 8 deniers			
--	--	--	--

26633666	6	8
----------	---	---

De l'autre part. 26633666 6 8

d'augmentation de
gages au denier dix-
huit aux Officiers des
Bureaux des Finan-
ces, pour être admis
au paiement de l'an-
nel. 2000000

Novembre 300000
liv. d'augmentation
de gages en faveur
des Officiers au den.
dix-huit, avec per-
mission à tous parti-
culiers de les acqué-
rir. 5400000

Décembre. Créa-
tion de 100000 livres
de gages au denier
vingt sur les Fermes
générales, avec fa-
culté à tous de les ac-
quérir 2000000

Autre création de
même genre au de-
nier dix-huit 1800000

37833666 6 8

500000 livres de
rentes viagères au de-

	liv.	s.	d.
De l'autre part.	37833666	6	8
nier dix	5000000		
	<u>42833666</u>	6	8

Deux Trésoriers
des Invalides avec
23000 livres de gages
& 3000 livres de ta-
xations & frais de
Commis ; chacun . . 600000

Deux Offices de
Directeurs des Finan-
ces avec 80000 livres
de gages chacun . . . 1600000

Trois Trésoriers
de l'Extraordinaire
des Guerres 3600000

Trésoriers de di-
vers Corps qui com-
posent la Maison du
Roi 2684000

Des Payeurs des
rentes 2510000

Des Traitans . . . 24000000

77827666 6 8

Nouvelles Fermes. 4 Octobre 1701.

Bail des droits sur les cartes à jouer,
à cent cinquante mille livres pour la
première

premiere année , & à deux cent mille livres pour les quatre dernieres. Un mois après il y fut joint le droit de vente exclusive de la glace & de la neige dans la Généralité de Paris , pour dix mille livres d'augmentation.

Pareil privilège fut accordé à perpétuité dans le reste du Royaume moyennant trois cent mille livres payés comptant , & vingt mille livres de Ferme annuelle. L'usage de la neige & de la glace en été est de pur luxe sans contredit ; mais pour de six minces objets permettre d'établir des Commis & des Régies , c'est s'occuper peu de l'emploi des hommes & du repos de la Société.

Par Edit du mois de Septembre 1701 il fut ordonné une nouvelle réformation ; les louis d'or de nouvelle fabrication furent portés à quatorze francs , & les écus à trois livres seize sols. Les especes non réformées , quoique de même poids & de même titre , furent évaluées , sçavoir , les louis d'or à treize livres , & les écus à trois livres dix sols jusqu'au 20 Novembre. Elles avoient été réduites au mois de Juin , sçavoir les louis d'or à douze livres , & les écus à trois livres cinq sols. Cette dernière augmentation eut pour objet de diminuer le profit du

billonage ; mais il y en avoit encore assez pour le favoriser , & c'étoit compter un peu trop sur l'ignorance publique de demander aux particuliers pour treize livres ce qui d'un coup de balancier leur seroit estimé vingt sols de plus. Cette refonte apporta encore un autre dérangement dans les monnoies , en ce quelle baissoit la proportion de l'or à l'argent ; ce qui peut être d'une grande conséquence relativement à la proportion qu'observent les autres Etats. Car si les autres Nations estiment l'or quinze fois plus que l'argent , & que dans un Etat particulier on estime seulement l'or quatorze fois plus que l'argent , on y apportera de l'argent qui sera échangé contre l'or , jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus. Avant que d'arriver à cette extrémité , on fera forcé de se rapprocher de la proportion des autres Peuples , & l'Etat qui a suivi cette mauvaise proportion sera appauvri , relativement à ses voisins , du quinzieme de l'or qu'il aura échangé avec l'argent.

Cependant alors cette nouvelle proportion , qui de quinze & deux tiers devenoit quinze en faveur de l'argent , ne fit point de mal ; parce que notre principal Commerce se bornant avec

l'Espagne qui paye plus en argent qu'en or , cette facilité réparoit en quelque chose l'inconvénient de la réforme , & diminuoit l'avantage que les Négocians eussent trouvé à faire passer leurs piaf-tres aux Etrangers. La réforme dura deux ans , pendant lesquels il fut mon-noyé pour trois cent vingt-un millions cinq cent mille livres ; sur lesquels le Roi gagnoit le onzieme environ , ou vingt-neuf millions deux cent vingt-sept mille deux cent soixante-douze livres , surquoi il falloit déduire les frais de la fabrication. Il y eut par conséquent au moins pour deux cent cinquante millions de billonage ; par conséquent , malgré l'expédient de baisser la proportion en faveur de l'argent , l'Etranger gagna environ vingt-deux millions sur nous. Cette réforme fut encore accompagnée d'un autre événement remarquable ; la fabrication n'allant pas vite , & le Roi n'ayant pas de fonds prêts pour payer les matieres , le Directeur des Monnoies donnoit ses billets à termes. L'exaëtitude avec laquelle on les acquitta pendant ces deux années , accoutuma le Public à les négocier comme des lettres de change : nous en verrons les suites en 1704.

Le Clergé paya cette année quinze cent mille livres , & s'engagea à payer quatre millions pendant chacune des huit années suivantes pour la capitation.

Les dépenses de cette année montoient à cent quarante-six millions trois cent quatre-vingt-seize mille quatre cent soixante-dix-neuf livres.

A N N É E 1702.

Les Finances continuerent d'être régies sur le même plan en 1702.

Affaires extraordinaires par Traités.

Offices de Commissaires aux Inventaires & Greffiers dans tout le Royaume , excepté la Ville de Paris , & les Provinces de Normandie & Bretagne ; résultat	
600000 livres ; net .	500000 liv.

Offices de Syndics perpétuels & Commissaires des Tailles ; affranchissemens des Tailles personnelles ,

De l'autre part 500000
& augmentations de
gages attribués aux
Officiers des Prési-
diaux , Elections ,
Greniers à sel , &c.
pour être exempts de
Tailles à perpétuité ;
résultat 13500000 li-
vres ; net 11250000

Augmentations de
gages aux Officiers si-
tués dans les pays
d'Etats ; résultat de
800000 livres ; net . 666666 13 4

Cent Offices de
Commisaires de Ma-
rine & Galeres , aux
gages de 2000 livres
effectifs par an , ex-
emption de toutes
tailles , francs-fiefs ,
&c. résultat 3000000
livres ; net 2550000

Offices des Hôtels
des Monnoies de
Caën , Tours , &c.
avec attribution de

14966666 13 4

De l'autre part.	14966666	13	4
1000 livres de gages effectifs & trois deniers par marc d'argent ; & pour augmentation de gages des anciens Officiers,			
500000 livres ; net .	.416666	13	4
Offices casuels de deux Conseillers Notaires dans chacune des Chambres des Enquêtes , Requêtes de l'Hôtel du Palais ; Offices de Contrôleurs, de Greffiers des Infinuations des Domaines , &c. résultat de 1702 à 1704			
6800000 livres ; net .	5666666	13	4
Offices de Commissaires Vérificateurs des Rôles des Tailles & du sel ; résultat			
5000000 livres ; net.	4500000		
Arpenteurs , Prifeurs , Mesureurs de terre , 800000 livres ;			

 25550000

De l'autre part. 25550000
net 666666 13 4

Affranchissement
des Tailles en Dau-
phiné, 1200000 liv.
net 1000000

Offices d'Auditeurs
des Comptes dans les
Provinces de Langue-
doc & Montauban ,
des Communautés de
Bordeaux , Béarn &
Navarre , & dans la
Province de Bourgo-
gne , Pays de Bresse
& Bugey , avec attri-
bution de 40000 li-
vres de gages, exemp-
tion de Taille , &c.
résultat de 1702 à
1704, 1700000 l. net. 1416666 13 4

Offices en la Table
de Marbre de Dijon ;
établissement d'une
Maîtrise particuliere
à Vitry & à Roche-
fort , & pour augmen-
tation de gages des

28633333 6 8

	liv. f. d.
De l'autre part.	28633333 6 8

anciens Officiers de
la Table de Marbre de
Dijon ; résultat

150000 livres ; net 135000

Etablissement d'un
Siege Royal à Roche-
fort ; 80000 liv. net.

66666 13 4

Sixieme denier alié-
né ; résultat 6000000
livres ; net

5000000

Cinquante Offices
de Contrôleurs Com-
missaires Facteurs de
la vente de toutes for-
tes de marchandises ,
de volailles , gibier ,
&c. avec attribution
de six deniers desdites
marchandises ; & cinq
sols de chaque extrait
de leurs Registres ; ré-
sultat 600000 liv. net.

500000

Trois deniers de
taxations attribuées
aux Officiers Comp-
tables de la Cour ,
Maîtres de la Cham-

34335000

De l'autre part. 34335000
 bre aux deniers, &c.
 résultat de 700000 l.
 net 630000

Offices héréditaires de Maires en Bretagne, avec exemption de Tailles, &c.
 & Syndics perpétuels dans chaque Paroisse;
 résultat de 240000 livres; net 200000

Offices de Trésoriers des bourfes communes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, 200000 livres; net 166666 13 4

 35331666 13 4

Attribution de 80000 livres de rentes à tous Officiers ou particuliers qui voudroient les acheter au denier seize 1280000

Les Offices des Contrôleurs des bans de mariages ayant été rembourfés pour en

 36611666 13 4

De l'autre part. 36611666 13 4
 réunir le droit au Do-
 maine, il fut créé sur
 cette Ferme 115000
 livres de rente au de-
 nier vingt 2300000

Au mois de Juin il
 fut constitué un mil-
 lion de rentes au de-
 nier seize 16000000

Au mois de Décem-
 bre 1400000 livres
 en deux parties au de-
 nier seize 22400000

Les Vendeurs de
 Marée payerent aux
 Parties casuelles ,
 moyennant attribu-
 tion de fix deniers par
 livre 600000

Forts & Sergens sur
 les Ports 185000

Mesureurs de char-
 bon 380000

Boteleurs de foin . 150000

Auneurs de toile . 400000

Receveurs & Con-
 trôleurs de l'annuel

79026666 13 4

De l'autre part.	79026666	13	4
dans les Provinces..	625000		
Payeurs & Contrô- leurs des rentes via- geres & des rentes au denier feize . . .	800000		
Chevaliers d'hon- neur dans les Cours Supérieures . . .	847273		
Un million de ren- tes viagères au denier dix	10000000		
	<hr/>		
	91298939	13	4

Nouvelles Fermes.

Bail de sept années des droits attri-
bués aux Contrôleurs des bans de ma-
riage pour la somme de cent quinze mil-
le livres, moyennant une avance de
feize cent mille livres pour rembourser
les Contrôleurs supprimés. Ferme du
sol pour livre attribué aux Offices de
Vendeurs de volaille, gibier, cochons
de lait, moyennant deux cent trente-
trois mille livres par an. Ferme des
huîtres à l'écaille à vingt mille livres
par an.

La caisse des emprunts dont M. Col-

bert avoit tiré un si bon parti , fut renouvelée ; mais avec un succès bien différent , puisqu'elle fut l'origine de nos déastres ; on en peut apporter deux raisons. La première , est l'intérêt de huit pour cent qui fut accordé sur les fonds déposés à cette caisse ; ce qui monta toutes les affaires sur le pied d'un profit ruineux pour l'Etat. Comme on ne prenoit point d'arrangemens pour les liquidations , & qu'au contraire les engagemens se multiplioient ; tandis que la recette diminuoit , il fut impossible de faire face à tout.

Un nouveau crédit étoit substitué à l'ancien , & toujours à titre plus onéreux ; un troisième lui succédoit. Plus on haussait l'intérêt , plus l'argent se resserroit , parce que la confiance diminuoit , & qu'en pareil cas chacun retrouvant le même revenu sur un moindre capital , en cache une partie ; enfin les autres papiers baissoient en proportion & partageoient la concurrence des spéculateurs ; au lieu que, si les effets publics gagnent sur la place , tout l'argent se porte vers les nouveaux effets , dans l'espérance d'un pareil gain. C'est ainsi que se sont préparées les circonstances terribles sous lesquelles on a vû

l'Etat chanceler. Le grand art du crédit est de faire peu d'engagemens & de les acquitter exactement : tous les systêmes imaginés & imaginables n'équi vaudront jamais à cette maxime. Il est possible de trouver des moyens capables d'arrêter le cours du desordre , & de se donner le tems d'y apporter les remedes nécessaires ; mais toutes les circonstances , tous les Peuples , & encore moins tous les Ministres , ne sont pas également propres à leur exécution.

La seconde raison du mauvais succès de la caisse des Emprunts , doit être prise dans le plan même de l'administration ; l'ordre étoit absolument perdu. Cette partie la plus simple de toutes , si l'on vouloit , & presque mécanique , ne laisse pas d'être effrayante à la vue de ceux qui n'en comprennent pas la marche dans ses principes. Beaucoup de Ministres se sont persuadés que ces sortes de détails étoient une occupation destinée en partie aux Subalternes. Sully & Colbert pensoient différemment ; leur grand principe étoit d'assigner à chaque partie de dépense un fonds assuré ; ainsi leurs projets de recette & de dépense étoient combinés au moins six mois à l'avance. Chaque article de

dépense étoit discuté dans le plus grand détail, & ordinairement évalué au-delà du nécessaire exact ; pour assigner les fonds ils discutoient également l'ordre des recettes, & ils firent à diverses fois des efforts pour approcher de la connoissance continuelle & certaine de leur état. Par cette méthode l'assignation étoit répondue dans le mois, dans la semaine, au jour que l'on avoit indiqué. Chaque état contenoit en outre l'assurance d'un fonds extraordinaire, pendant la paix comme pendant la guerre.

Le fruit de ces méditations étoit une grande économie dans les fournitures, toujours payées d'autant moins cher qu'elles le sont plus exactement ; une grande épargne d'intérêts d'avances ; une indépendance absolue des gens d'affaires, & dès-lors un plus grand produit des Fermes ; enfin un crédit toujours ouvert à des conditions modérées dans les événemens imprévus.

Cette comparaison des méthodes & des effets en divers tems, semble devoir conduire à décider sûrement quelle est la meilleure.

Cette année les dépenses monterent à cent soixante millions quatre cent

quinze mille sept cent soixante livres.

Il n'est point inutile d'observer que cette guerre faisoit sortir du Royaume des fonds considérables ; que cependant les revenus, tels que nous les avons vûs en 1700 , étoient diminués intrinsèquement de neuf pour cent : car en 1700 le marc d'argent étoit à trente-une livres dix sols ; & en 1702 il étoit à trente-quatre livres quatre sols : on conçoit également combien toutes ces variations devoient ralentir le payement des impôts ; le peu d'ordre des recettes facilitoit encore le retard des fonds au Trésor Royal , & procuroit aux Receveurs un agiotage très-lucratif qui tournoit en pure perte pour le Roi. Ainsi l'Etat supportoit la perte intrinsèque des valeurs sur ses revenus ; il supportoit une grande partie de la perte des diminutions , parce que les Receveurs, sous divers prétextes, avançoient ou reculoient à leur gré leurs payemens : ce ne fut que le prélude de leurs fortunes ; les années suivantes leur préparèrent la matière d'une toute autre industrie.

A N N É E 1703.

Affaires extraordinaires par Traités.

Finance des Rece-
veurs des Epices , Sa-
batines , Vacations ;
Syndics des Commu-
nautés , Offices de Po-
lice sur les Quais ,
Ports & Marchés de
la Ville de Paris ; ré-
sultats de 1703 à
1704 , 2400000 liv.

liv. s. d.
net 2000000

Augmentations de
gages attribuées aux
Officiers des Amirau-
tés ; 500000 livres ,
net.

416666 13 4

Offices de Contrô-
leurs des Receveurs
des Epices , Vaca-
tions & Sabatines
dans toutes les Cours
de Parlement , Cham-
bres des Comptes ,
&c. avec attribution

2416666 13 4
d'un

De l'autre part. 2416666 13 4

d'un fol pour livre ;
résultat de 400000

liv. net. 333333 6 8

Finance des Con-
trôleurs Généraux
des Ponts & Chauff-
fées de la Généralité
de Paris & des Tré-
soriers Provinciaux ,
240000 liv. net.

200000

Offices de Jurés
Vendeurs & Contrô-
leurs de vin en la Vil-
le & Fauxbourgs de
Paris , Jurés Déchar-
geurs , Rouleurs &
Chargeurs de ton-
neaux , avec attribu-
tion de dix sols par
muid pour la déchar-
ge , deux sols pour le
roulage , & pareil
droit pour le char-
geage ; résultat de
800000 liv. net.

700000

Commisaires Fac-
teurs de toutes fortes

3650000

De l'autre part	3650000		
de marchandises, de			
volaille, gibier, &c.			
240000 liv. net.	200000		
Offices de Commis-			
saire des Décimes ;			
2000000 liv. net.	1666666	13	4
Offices de Contrô-			
leurs des Receveurs			
des Consignations &			
Commisaires aux fai-			
sies-réelles, & Audi-			
teurs des Comptes			
desdits Offices ; résul-			
tat 3000000 livres ;			
net.	2500000		
Offices d'Artillerie ;			
5000000 liv. net.	4250000		
Offices de Milice			
Bourgeoise à Paris,			
Essayeurs, Visiteurs			
& Contrôleurs de			
bière ; résultat de			
800000 liv. net.	666666	13	4
Offices de Lieute-			
nans des Baillis &			
Sénéchaux d'Epée,			
500000 liv. net.	416666	13	4
	<hr/>		
	13350000		

De l'autre part. 13350000

Offices de Greffiers
des rôles avec attri-
bution de trois de-
niers par livre des
impositions; résultat
5197200 liv. net. . . . 4504240

Denier pour livre
de taxations hérédi-
taires attribuées aux
Payeurs & Contrô-
leurs des rentes de la
Ville de Paris, deux
deniers aux Payeurs
des gages, & augmen-
tation de gages des
Parlemens, Chambres
des Comptes, &c. ré-
sultat 1800000 livres;
net. 1710000

Offices dans le Lan-
guedoc pour le recou-
vrement des Tailles ;
résultat, 800000 liv.
net. 666666 13 4

Essayeurs d'eau-
de-vie , &c. avec at-
tribution de fix livres

20230906 13 4

De l'autre part. 20230906 13 4

par augmentation
pour chaque muid ;
résultat de 2400000
liv. net. 2000000

Jaugeurs de ton-
neaux de vin & au-
tres boissons ; &
Greffiers des rolles
des Tailles en Bour-
gogne , Bresse , &c.
1050000 liv. net. . . 875000.

Confirmation des
Offices de Contrô-
leurs , Marqueurs ,
Visiteurs & Porteurs
de Cuirs établis dans
les lieux où il y a des
Cours des Aides, &
attribution d'un cin-
quième en sus par aug-
mentation sur tous
les droits ; résultat
800000 liv. net. . . . 666666 13 4

Offices de Contrô-
leurs , Vérificateurs
des Receveurs géné-
raux & particuliers

23772573 6 8

De l'autre part. 23772573 6 8

des fouages , avec attribution de différens droits , droits de quittance & 2 sols pour livre de la recette actuelle ; Contrôleurs des Receveurs des deniers communs & d'octrois avec six sols pour livre du maniment , exemption de logement , &c. imposition à l'ustensile & autres charges publiques , &c. dans la Province de Bretagne ; & Contrôleurs de Trésoriers généraux & particuliers des Vigueries en Provence , avec attribution de la moitié des gages , droits , taxations & émolumens attribués aux Trésoriers généraux & particuliers ; résultat ;

	liv.	s.	d.
De l'autre part.	23772573	6	8
1200000 liv. net. . . .	1000000		

Offices de Greffiers
des infinuations ; Let-
tres de Naturalité &
légitimation ; Lieute-
nans des Maréchaux
de France dans les
Duchés & Pairies ;
augmentations de ga-
ges aux Anciens dans
les Bailliages ; Pre-
miers Huiffiers ordi-
naires , Essayeurs d'é-
tain ; Gardes-minutes
des Chancelleries ;
& Contrôleurs des
faïfies-réelles , & Re-
ceveurs des Confi-
gnations ; droits de
Quittances , Epices,
&c. résultat de

4162000 liv. net. . .	3468333	6	8
-----------------------	---------	---	---

	28240906	13	4
--	----------	----	---

sur les Finances de France. 215

liv. f. d.

De l'autre part. 28240906 13 4

Affaires extraordinaires sans Traités.

Deux Directeurs
généraux des Vivres,
Étapes, Fourages, &
lits des Hôpitaux des
armées & garnisons ;
aux gages de 33333
liv. 6 f. 8 d. chacun,
avec rang , féance
& voix délibérative
dans les Conseils d'E-
tat , grande & petite
Direction. 1000000

Neuf Trésoriers gé-
néraux des vivres ,
avec 2000 livres de
gages effectifs cha-
cun , & 6000 livres
de taxations fixes en
exercice. 342000

Contrôleurs des ex-
péditions en Cour de
Rome réunis depuis
aux Offices de Ban-
quiers expéditionnai-

29582906 13 4

	liv.	s.	d.
De l'autre part.	29582906	13	$\frac{1}{2}$
res , moyennant....	150000		
Quatre Payeurs & quatre Contrôleurs des rentes.	480000		
Au mois de Juin , 800000 de rentes au denier feize sur les Aides & Gabelles....	12800000		
Au mois de Novem- bre , un million de rentes au denier qua- torze sur les Aides & Gabelles.	14000000		
	<hr/>		
	57012906	13	4

Il fut fabriqué des pieces de dix sols qui ne valoient intrinséquement que six sols trois deniers ; ce qui portoit le marc d'argent à trente-sept livres dix sols , & donnoit deux valeurs très-différentes à l'argent : car en même tems les Ecus réformés furent réduits à trois livres onze sols , ce qui revient à trente-une livres dix-neuf sols le marc. Aussi-tôt tous les payemens se firent en pieces de dix sols , & les Etrangers ne nous en laisserent point manquer : ainsi l'on diminuoit sans cesse la va-
leur

leur intrinseque des revenus , tandis qu'on procuroit aux étrangers , aux ennemis , des gains immenses sur nous , à la diminution évidente de notre capital numéraire. La défiance resserroit le reste des especes , & les intérêts grossissoient journellement ; puisqu'il y avoit peu de création des Charges au-dessous du denier douze. Les rentes même acquises au denier quatorze se trouvoient constituées bien plus chèrement par le payement en monnoie foible.

Cette année , divers baux furent renouvelés. Celui des Fermes générales le fut pour trois années au prix de quarante-un millions sept cent mille livres , sçavoir , les cinq grosses Fermes , les Gabelles , augmentations & droits en dépendans , évalués vingt-trois millions ; les Aides & droits en dépendans , quatorze millions neuf cent mille livres ; les Domaines & droits en dépendans , trois millions huit cent mille livres.

Ces objets en 1700 produisoient cinquante-trois millions deux cent vingt-six mille sept cent cinquante livres ; ainsi la diminution étoit de onze millions cinq cent vingt-six mille sept cent cin-

quante livres : l'argent étoit plus haut de neuf pour cent qu'en 1700 ; par conséquent le produit des Fermes générales en 1703 n'équivaloit qu'à trente-sept millions six cent quarante mille l. dans l'année 1700. La raison n'est pas difficile à trouver : les échanges diminuent dans les Etats à mesure que le moyen terme qui sert à les évaluer devient incertain. Les uns gardent leur argent , les autres leurs denrées , & ce sont les plus sages. Les augmentations continuelles diminuoient le produit de nos ventes à l'étranger , qui retiroit le montant des siennes toujours en poids & en titre. De toutes manieres , une partie de la masse de l'argent qui avoit coutume de circuler dans le Commerce , avoit disparu. Par cette absence , les consommations des riches languirent ; les classes industrieuses tombèrent dans la détresse & la pauvreté. Or les produits des Fermes , comme le reconnoissoit le Prince en 1664 , ne sont que des parcelles de l'abondance publique. Enfin , il est évident que depuis 1683 , c'est-à-dire , dans l'espace de vingt années , à mesure que les charges avoient augmenté , que les monnoies s'étoient altérées , le Commerce avoit décliné , & que les

Fermes générales étoient tombées de vingt millions.

La Ferme du tabac fut portée à quinze cent mille livres ; celle des Postes à trois millions deux cent mille livres.

C'est à la fin de cette année que commença l'usage de renouveler à longs termes les billets de monnoie, c'est-à-dire, des reconnoissances payables au porteur pour une partie des matieres portées aux Monnoies.

Les dépenses monterent à cent soixante-quatorze millions cent quatre vingt-dix-neuf mille deux cent soixante livres.

A N N É E 1704.

Nous voici parvenus aux terribles effets du desordre & des mauvais principes de l'administration : c'est ici l'époque de la confusion & du renversement. La Providence, en nous humiliant, veilla sur nous : à la vûe d'un Maître grand jusques dans ses malheurs, les Sujets redoublèrent de respect & d'amour ; on trouva la consolation de ses maux dans le courage même qu'on leur opposoit, & on les surmonta.

Au mois de Mai 1704, une nouvelle refonte porta les louis d'or à quinze francs, & les écus à quatre livres. Les anciennes especes non réformées eurent cours jusqu'au vingt Novembre pour douze livres dix sols les louis, & trois livres huit sols les écus du même titre & du même poids que ceux de la nouvelle refonte; & passé ce terme, ces especes devoient être décriées dans le Commerce.

Il est inutile de s'arrêter sur cette nouvelle opération, qui ne présente que les mêmes réflexions déjà employées; excepté que le bénéfice du Prince étant plus fort dans cette occasion, la perte de l'Etat devenoit plus grande. Aussi dans l'espace de deux ans que dura cette réforme, ne fut-il monnoyé que pour cent soixante-quinze millions au profit d'un fixième environ pour le Roi, c'est-à-dire de 29 millions; sur quoi il convient de déduire les frais de fabrication. Mais les étrangers durent au moins gagner le double par le billonage, & diminuer d'autant notre capital numéraire. On paya, comme on avoit fait dès l'année 1701, les matieres partie en argent, partie en billets; ils furent si bien reçus du pu-

blic qu'on les renouvela sans peine de terme en terme , & ils passerent dans le Commerce comme l'espece même. Ce nouveau crédit pouvoit devenir le salut de l'Etat. Tant il est vrai que pour qui sçait user des circonstances , il en naît toujours quelque-une de favorable. Il ne s'agissoit que d'user sobrement de la fortune, d'avoir toujours un fonds consacré uniquement à acquitter ceux de ces billets dont on eût demandé le remboursement , de les recevoir en payement dans les recettes , comme on les employoit en payement ; de faire au besoin négocier avec prudence sur la place les billets remboursés ; enfin d'en laisser toujours desirer l'abondance , & sur toutes choses de la proportionner à la somme qu'on pouvoit mettre à part pour y répondre. Au bout de trois mois , le quart en argent eût vraisemblablement suffi dans ce dépôt ; la confiance renaissoit , les bourses s'ouvroient , les consommations reprenoient leur cours , les impôts s'acquittoient régulièrement , les intérêts baïssoient au lieu de monter sans cesse comme ils faisoient depuis la guerre. Voilà de ces occasions uniques & imprévûes , où les papiers circulant comme mon-

noie , peuvent rendre la vie au Corps politique , jusqu'à ce que des circonstances plus tranquilles permettent de les retirer insensiblement pour arrêter le surhaussement inévitable des denrées & de la main-d'œuvre. Cela est délicat à manier sans doute ; le sang froid , l'activité , l'adresse & le courage doivent se réunir pour conduire de pareilles opérations à l'avantage de l'Etat , surtout s'il s'agit de prolonger quelque tems de pareilles ressources , dont la nature est de ne pas durer beaucoup.

On ne vit pas si loin alors ; on cherchoit de l'argent , parce qu'il en falloit au moment ; on crut qu'il suffisoit de l'acheter , & ce fut la première faute. On attacha à ces billets un intérêt de sept & demi pour cent qu'il étoit impossible de soutenir , au lieu qu'il convenoit de n'y en attacher aucun : c'étoit le seul moyen de mettre le papier au niveau de l'argent , d'accoutumer les hommes à regarder ce papier comme un nouveau terme moyen servant à évaluer leurs échanges : bientôt les particuliers y eussent attaché entr'eux un intérêt en se le prêtant ; ce qu'ils ne pouvoient faire lorsque le Prince y en attachoit un de son côté. On les regarda

au contraire comme des contrats remboursables dans un terme ; & cette nécessité de les représenter au terme pour en percevoir l'intérêt , devoit nécessairement ou rétrécir la circulation , ou même tenter les porteurs de se faire rembourser. La seconde faute énorme fut de ne préparer aucun fonds pour l'acquittement ; la troisième , de multiplier les billets de monnoie au point d'avertir le Public de s'en défier. A mesure qu'il se présentoit quelque objet de dépense , on payoit en billets de monnoie ; & bientôt leur abondance excessive fut la preuve de l'impuissance où l'on se jettoit de payer ni capitaux ni intérêts. J'ai anticipé un peu sur les événemens pour resserrer les idées sur celui-ci , parce qu'il est très-intéressant.

Il pouvoit être prévu avec d'autant plus de facilité , que dès-lors on étoit embarrassé pour l'acquittement des promesses de la Caisse des Emprunts. Les gros intérêts , dont les revenus étoient chargés , réduisoient à peu de chose les parties du Trésor Royal : la guerre cependant se conduisoit avec vigueur , tout dépendoit des premiers succès ; la nature des expédiens em-

ployés depuis quinze ans apportoit nécessairement à la longue de la lenteur & de l'incertitude dans les secours : l'inexpérience du Ministre , l'agitation du tourbillon qui l'avoit entraîné dès ses premiers pas , ne lui laisserent pas prévoir que pour emprunter beaucoup avec facilité , il faut beaucoup payer. Le 17 Septembre , un Arrêt ordonna qu'il seroit sursis au remboursement des capitaux des promesses de la Caisse des Emprunts jusqu'au premier Avril 1705 : aujourd'hui une pareille démarche seroit le signal de la chute du crédit, parce qu'on a forcé les hommes de se guérir de leur confiance. Mais alors les esprits étoient encore disposés de manière que l'altération fut médiocre. Les billets de monnoie n'en souffrirent point ; mais on ne fçut pas s'en servir.

Affaires extraordinaires par Traités.

Offices de Visi-
teurs & Contrôleurs
des poids & mesures ;
résultat de 1704 à
1705 , 2000000 liv.

	liv.	s.	d.
net.	1666666	13	4

sur les Finances de France. 225
 liv. f. d.

De l'autre part. 1666666 13 4

Contrôleurs des
 Greffes des Hôtels-
 de Ville , Greffiers
 de l'écritoire des re-
 vûes & logemens de
 gens de guerre, avec
 attribution de moitié
 des droits des Gref-
 fiers & exemption de
 Tailles personnelles ,
 600000 liv. net. . .

500000

Greffiers des rôles
 de la subvention du
 ressort des Parlemens
 de Metz & Besançon
 & des fouages en Bre-
 tagne , 300000 liv.
 net.

250000

Offices des Con-
 trôleurs des recettes
 des Gabelles , avec
 attribution de quatre
 sols par minot dans
 les Gabelles de Fran-
 ce , & de trois sols
 dans celles du Lyon-
 nois, des excédens de

2416666 13 4

De l'autre part 2416666 13 4
 vente, bons de Mas-
 ses & autres droits ;
 exemption de Tailles,
 &c. aux gages de
 174800 liv. résultat
 de 3500000 liv. net.. 2916666 13 4

Offices de Lieute-
 nans Criminels dans
 tous les Greniers à sel
 du Royaume, avec
 attribution de plu-
 sieurs droits sur le sel
 & de six deniers par
 cote de rôles, exem-
 ption de toutes Tail-
 les, &c. & d'un Offi-
 ce de Notaire en cha-
 cun dèsdits Greniers,
 aux gages de 50000
 liv. résultat 1000000
 liv. net.. 833333 6 8

Offices d'Inspec-
 teurs des Boucheries
 dans toutes les villes
 & bourgs fermés du
 Royaume, avec at-
 tribution de trois li-

sur les Finances de France. 227
liv. f. d.

De l'autre part 6166666 13 4

vres par chacun bœuf
& vache, douze sols
par veau & genisse,
& quatre sols par
mouton ; résultat de
4800000 liv. net....

4000000

Offices de seconds
Présidens dans tous
les Bureaux des Fi-
nances, à l'exception
de celui de Paris,
avec attribution de
2000 liv. de gages à
chacun desdits Offi-
ciers ; résultat de
1000000 liv. net....

833333 6 8

Offices de Trésor-
riers, Receveurs &
Payeurs des revenus
des Fabriques & Con-
fréries à Paris & dans
toutes les villes du
Royaume, où il y a
Présidial, Bailliage,
Sénéchaussée, Elec-
tion, aux gages de
43750 liv. & autres

11000000

De l'autre part 11000000
droits ; résultat de
700000 liv. net. . . 583333 6 8

Offices de Jurés
Auneurs de Draps à
Paris , Courtiers ,
Commissionnaires
d'étoffes , Concier-
ges & autres Offices,
avec attribution de
différens droits ,
400000 liv. net. . . 333333 6 8

Etablissement des
Chambres Souverai-
nes des Eaux & Fo-
rêts dans tous les Par-
lemens du Royaume,
excepté celui de Pa-
ris , avec 144500 liv.
de gages ; résultat de
2400000 liv. net. . . 2000000

Offices de Contrô-
leurs des Exploits ,
avec attribution d'un
sol par augmentation,
& trois sols des faïfies
mobiliaires , exemp-
tion de Tailles & au-

De l'autre part 13916666 13 4

tres impositions , résultat de 2000000 liv.

net. 1666666 13 4

Offices de Procureurs Syndics dans les Communautés des Procureurs & Huissiers Audienciers , avec attribution de six deniers du montant des dépens aux Syndics , & un sol aux Contrôleurs , Commissaires Gardes des Ports & Chantiers de Paris , Gardes de nuit , Déchargeurs , Rouleurs & Chargeurs de vins , Vendeurs & Contrôleurs , avec attribution de différens droits par augmentation ; Syndics dans les Communautés des Procureurs & Greffiers ; & Greffiers des

	liv.	f.	d.
De l'autre part	15583333	6	8

Baptêmes ; résultat

2100000 liv. net. . .	1750000		
-----------------------	---------	--	--

Offices de Secrétaires du Roi , . .

2400000 liv. net. . .	2000000		
-----------------------	---------	--	--

Offices de Subdélégués dans les Provinces & Généralités du Royaume , avec exemption de Tailles, &c. 2400000

liv. net.	2000000		
-------------------	---------	--	--

Offices de Contrôleurs Jurés Mesureurs de charbon dans la Ville & Fauxbourgs de Paris, avec attribution de deux sols par chaque minot de charbon , par augmentation du prix
500000 liv. net. . .

416666	13	4
--------	----	---

Etablissement d'un Prédial à Ypres & Valenciennes, résultat 600000 liv. net. . .

500000		
--------	--	--

Offices des Cham-

 22250000

De l'autre part 22250000

bres des Comptes de
Rouen , Dijon , Bre-
tagne , &c. Taxes sur
les Greffiers , Rece-
veurs & Payeurs des
Epices & autres , à
cause de l'attribution
de nouveaux droits ,
200000 liv. net. . . 1666666 13 4

Offices de Marine
avec 165000 liv. de
gages , exemption de
Tailles , &c. 2600000
liv. net. 2210000

Offices de Buve-
tiers ès Chambres des
Parlemens , Cham-
bres des Comptes &
autres Cours , avec
attribution de 1500
liv. de gages , un mi-
not de franc-salé ; Ju-
rés Vendeurs Visi-
teurs de porcs , avec
attribution de diffé-
rens droits , vingt
sols , dix sols , ou six

26126666 13 4

	liv.	s.	d.
De l'autre part	26126666	13	4
fols de chaque porc, suivant la situation des marchés; résul- tat de 1704 & 1705, 950000 liv. net. . .	791666	13	4
Augmentations de gages attribués aux Payeurs des gages des pays d'Etats; 600000 liv. net.	500000		
Huit Offices de Vendeurs, Visiteurs & Priseurs de foin arrivant à Paris, avec attribution de quatre fols par quintal de foin pour augmenta- tion, & quarante Contrôleurs Jurés Vi- siteurs de ladite mar- chandise, avec attri- bution de huit fols par quintal de foin; résultat 800000 liv. net.	666666	13	4
Offices en la Cham- bre des Comptes,	<hr/>		
	28085000		
	Aides		

De l'autre part. 28085000

Aides & Finances de
Montpellier, 600000

liv. net. 500000

Attribution d'un de-
nier pour livre de
l'imposition de la
Taille, tant aux Re-
ceveurs généraux que
particuliers des pays
d'Electiion ; résultat
1722000 liv. net. . .

1722000

Union de la Cour
des Monnoyes à la
Sénéchaussée & Sié-
ge Présidial de Lyon ;
résultat de 1704 &
1705 , 550000 liv.
net.

458333 6 8

Offices créés en
l'Hôtel - de - Ville de
Paris , avec attribu-
tion de gages & droits
considérables ; résul-
tat 1000000 liv. net..

833333 6 8

Cinquante Contrô-
leurs Visiteurs Mar-
queurs de toutes for-

31598666 13 4

De l'autre part. 31586666 13 4
 tes de papiers entrant
 & vendus dans la
 ville de Paris, avec
 attribution de cinq
 sols par rame, com-
 pris un sol quatre de-
 niers qui se levoient
 par les Fermiers ,
 400000 liv. net. . . . 333333 6 8

Vente & revente
 des Offices de Rece-
 veurs des droits d'en-
 trée & de sortie du
 Royaume ; résultat
 1300000 liv. net. . . 1083333 6 8

Offices de Com-
 missaires Inspecteurs
 sur la Vallée & dans
 les Halles de la Ville
 & Fauxbourgs de
 Paris ; & soixante
 & dix Contrôleurs
 Courtiers de la vente
 de la volaille , gibier,
 cochons de lait , &c.
 avec attribution de
 six deniers pour livre

 33013333 6 8

sur les Finances de France. 235
 liv. f. d.

De l'autre part 33013333 6 8
 de toutes les mar-
 chandises ; résultat
 de 1704 & 1705 ,
 2250000 liv. net. . . 2025000

Offices de Gref-
 fiers des enregistre-
 mens dans toutes les
 villes & lieux où il y
 a Maîtrise , avec
 60000 liv. de gages ;
 résultat de 1704 &
 1705 , 1600000 liv.
 net. 1333333 6 8

Trésoriers des Bour-
 ses communes des
 Huissiers & Sergens
 Royaux & d'armes
 en Bretagne ; résultat
 100000 liv. net. . . 83333 6 8

Officiers de Con-
 trôleurs des Actes
 d'affirmations dans
 toutes les Jurisdic-
 tions du Royaume ,
 avec attribution de
 moitié des droits des
 Greffiers des Infina-

36455000

De l'autre part. 36455000
 tions ; résultat de
 1704 & 1705 ,
 300000 liv. net. . . 250000

Quatre-vingt Offi-
 ces de Gardes - ba-
 teaux metteurs à port
 dans la Ville & Faux-
 bourgs de Paris ; ré-
 sultat de 400000 liv.
 net. 360000

Quatre Offices de
 Greffiers en chef au
 Châtelet de Paris ,
 avec 9000 liv. de ga-
 ges , deux Greffiers ,
 &c. Auditeur , & de
 quatre Offices de
 Gardes - scel , &c.
 Auditeur , & de tou-
 tes les Jurisdctions
 du Châtelet & des
 Consuls , avec attri-
 bution de tous les
 droits & émolumens
 qui appartiennent au
 Roi ; résultat de 1704
 & 1705 , 765000 liv.

 37065000

De l'autre part 37065000
net. 637500

Cinquante Offices
de Jurés Cribleurs de
bleds & autres grains
sur les ports , mar-
chés & halles de la
ville de Paris , avec
attribution de vingt
sols par muid de
bled; résultat 300000
liv. net. 250000

Inspecteurs généraux
& Commissaires Vi-
siteurs Contrôleurs
des draps & toiles
des Manufactures ,
Gardes, Concierges
des Halles aux draps
& toiles , avec attri-
bution de 60000 liv.
de gages, résultat de
1200000 liv. net.... 1000000

Droits attribués
aux Engagistes des
Greffes des présen-
tations & à ceux des
affirmations , & aux

38952500

De l'autre part 38952500 . . .
 quatre Greffiers en
 chef de la Cour des
 Aides , avec trois sols
 pour liv. d'augmenta-
 tion ; résultat 1400000
 livres , net 1166666 13 4

Quatre dispenses
 d'un degré de No-
 bleffe en faveur des
 Officiers des Cours
 supérieures du Royau-
 me , avec attribution
 de 300 livres d'aug-
 mentation de gages ;
 desunion des Offices
 Gardes-scel près les
 Cours ; & rentes at-
 tribuées aux acqué-
 reurs de lettres de No-
 bleffe , & aux Capi-
 tous & Echevins des
 villes de Toulouse &
 Lyon ; résultat de
 2700000 livres , net . 2150000

Augmentations de
 gages attribués aux
 Officiers des Chancel-

sur les Finances de France. 239
liv. f. d.

De l'autre part 42269166 13 4
leries & Secrétaires
du Roi près le Parle-
ment de Paris, & au-
tres Parlemens, Cours
supérieures & Prési-
diaux ; résultat de
1500000 livres, net . 1250000

Droits d'amortisse-
ment & nouveaux ac-
quêts ; 2000000 liv.
net 1666666 13 4

Offices de Conseil-
lers-Rapporteurs du
point d'honneur, Se-
crétaires & Greffiers ;
Archers de la Conné-
table dans tous les
Bailliages où il y a
des Lieutenans des
Maréchaux de Fran-
ce ; attribution auxd.
Officiers de 25000 li-
vres de gages , pa-
reille attribution de
25000 livres d'aug-
mentation de gages ,
exemption de tailles ,

45185833 6 8

De l'autre part 45185833 6 8
 &c. & de quinze li-
 vres de gages à cha-
 cun desdits Gardes ;
 résultat 600000 liv.
 net 500000

Offices de Jurés
 Mesureurs Visiteurs
 & Jurés Porteurs de
 charbon de bois & de
 terre , dans les Ports
 & Quais de la ville
 & fauxbourgs de
 Lyon , avec attribu-
 tion aux Visiteurs de
 dix-huit deniers par
 bane de charbon , &
 un sol aux Porteurs ;
 300000 livres , net . 250000

Offices de Commis-
 sionnaires de vin ,
 eau-de-vie & autres
 liqueurs dans l'éten-
 due de la Généralité
 de Paris , avec attri-
 bution d'un sol & du
 vingtième de tous les
 droits d'entrée , gros,

45935833 6 8
 augmentations

sur les Finances de France. 241
 liv. f. d.

De l'autre part 45935833 6 8

augmentations & autres ; résultat net . . 1800000

Offices de Courtiers de Change & des marchandises , & Courtiers Commissionnaires de vins , cidres , bières & autres liqueurs ; résultat de 500000 liv. net . . 416666 13 4

Augmentations de 300000 livres de gages attribués aux Maires , Assesseurs , Greffiers & Payeurs des augmentations de gages , &c. résultat 5000000 livres ; net... 4166666 13 4

Offices casuels de Présidens Grenetiers, Procureurs & Greffiers dans le Lyonnais & le Languedoc, avec attribution auxdits Officiers de dix sols d'augmentation de droits manuels & de

52319166 13 4

De l'autre part. 52319166 13 4
 cinqsols par minot de
 fel ; attribution d'aug-
 mentation de gages
 aux anciens Officiers ;
 résultat 1200000 liv.
 net. 1000000

Cent cinquante pri-
 vilèges de Limona-
 diers à Paris & autres
 Villes du Royaume ,
 300000 livres , net . 250000

80000 livres d'aug-
 mentations de gages
 aux Receveurs géné-
 raux & particuliers
 des Fermes , Greniers
 à fel & Domaine
 d'Occident ; résultat
 1200000 livres , net . 1000000

Deux Offices de
 Trésoriers de France
 & autres Offices en
 Bretagne , & cinquan-
 te Offices de Notaires
 en Roussillon ; Offi-
 ces créés dans les
 Maréchaussées de la

Sur les Finances de France. 243
liv. f. d.

De l'autre part	54569166	13	4
Province de Bourgo-			
gne ; résultat de 1704			
& 1705 , 220000 li-			
vres ; net	183333	6	8
Total	5474500		

Affaires extraordinaires sans Traités.

Sept Charges de Présidens
aux cinq Chambres des En- liv.
quêtes à 200000 liv. chacune 1400000

Quinze Charges de Con-
seillers laïcs à 100000 livres. 1500000

Trois principaux Commis
au Greffe de la Grand-Cham-
bre 450000

Quatre Maîtres des
Comptes à Paris 480000

Quatre Correcteurs.. 200000

Quatre Auditeurs... 180000

Attribution aux Offi-
ciers de la Chambre de
120000 liv. d'augmenta-
tion de gages au denier
seize. 1920000

} 2780000

En considération de cet
accroissement d'Officiers , le
Roi augmenta les Epices de

11604500
X ij

De l'autre part. . . . 11604500
la Chambre d'un vingtieme.

Deux Offices de Pré-		
fidens à la Cour des Ai-		
des de Paris	400000	} 760000
Six Conseillers.	360000	

Deux Offices de Pré-		
fidens à la Cour des Ai-		
des de Montauban	70000	} 114000
Deux Offices de Con-		
seillers	44000	

Un Président, fix Conseil-
lers, deux Correcteurs, qua-
tre Auditeurs & un Receveur
des restes en la Chambre des
Comptes, Aides & Finances
de Montpellier 222000

Deux Intendans des Finan-
ces 800000

Trente Commissaires pro-
vinciaux des guerres 3000000

Deux Trésoriers Payeurs
des Pensions des Officiers,
des troupes, avec 5000 liv.
de gages effectifs, 11500 liv.
de taxations, &c. dans l'an-
née d'exercice, prérogatives
des Commenfaux de la Mai-
son du Roi 300000

16800500

sur les Finances de France. 245

De l'autre part. 16800500 liv.

Deux Contrôleurs
desdits Trésoriers . . . 30000

Total . . . 16830500

Un Conseiller d'E-
tat Garde du Trésor
Royal , Trésorier
Payeur des appointe-
mens , pensions , gra-
tifications & menus
dons 1000000

Réunion aux Secrè-
taires du Conseil des
quatre Offices de
Commis. 50000

Payeurs & Contrô-
leurs des charges af-
signées sur les Gabel-
les , avec 30500 li-
vres de gages & taxa-
tions , Mouleurs de
bois , Aides à Mou-
leurs , &c. 1600000

Maîtres Chableurs
des ponts & pertuits
des rivières de Seine ,
Yonne & de Marne . 272510

Rachat de la taxe

19753010
X iij

246 *Recherches & Considérations*

De l'autre part 19753010 liv.
pour les boues & lanternes de Paris . . . 5400000

339048 livres de rentes viagères au dernier dix 3390480

Loterie de 2000000 livres, dont les actions étoient de 100 livres, pour les lots de laquelle il fut constitué 100000 livres de rentes viagères, 100000 livres de rentes perpétuelles . . . 2000000

Au mois d'Octobre création d'un million de rentes au denier vingt à répartir entre les acquéreurs de la Noblesse depuis dix ans 20000000

Traité pour la fabrication des pièces de 33 fols dans la Monnoie de Strasbourg 600000

Total . . . 51143490

Baux ou Fermes nouvelles

Union des droits des Greffiers des Infimations laïques à la Ferme du Contrôle des actes des Notaires & des poudres, moyennant la somme de 2000000 livres au total.

Ferme des droits attribués aux Officiers Jaugeurs des futailles dans les Provinces de Flandre & du Haynaut, pour la somme de 200000 livres par an.

Ferme du droit de deux sols fix deniers par muid de plâtre cuit, & de quinze sols par toise de plâtre crud pour 8000 livres par an.

Les dépenses de cette année monterent à cent soixante-un millions cinq cent soixante-six mille trois cent soixante-sept livres.

La nouvelle Compagnie du Sénégal, plus malheureuse encore que toutes les précédentes, ne se trouvoit déjà plus en état d'attendre & même d'espérer des tems plus heureux. Elle s'accommoda de son privilège avec divers Négocians de Rouen qui soutinrent ce Commerce malgré la guerre, parce qu'ils y apportèrent plus de concurrence.

ANNÉE 1705.

L'année suivante on commença dès le mois de Janvier à diminuer les espèces de la nouvelle refonte ; enfin pour ramener les anciennes dans le commerce & mettre fin au billonage , on fut forcé de les établir au même cours ; c'est-à-dire , les louis d'or tant vieux que neufs à quatorze francs , & les écus tant vieux que neufs à trois livres seize sols.

Le premier d'Avril s'approchoit , jour fatal auquel il falloit acquitter les promesses de la caisse des emprunts. Le Ministre pour mettre un frein à l'empressement du Public haussa de deux pour cent l'intérêt des promesses à commencer du premier d'Avril. Ce gain ne séduisit que très-peu de personnes : comme les fonds ne se trouvoient pas suffisans pour rembourser , la moitié des payemens se fit en billets de monnoie que l'on fabriqua exprès , & l'autre moitié en argent. Jusques-là les billets de monnoie s'étoient bien soutenus , on les avoit renouvelés avec confiance ; mais dès qu'on les vit changer en quelque façon de nature & employés

à rembourser des effets douteux , ils en partagerent le discrédit ; la quantité qui en paroissoit dans le Commerce , ayant effrayé divers particuliers , il fut ordonné imprudemment qu'il en entre-roit un quart dans tous les payemens. On ne prit pas même la précaution de les admettre dans les recettes du Roi ; & dès cet instant on n'en reçut plus que de force. Pour comble de disgrâce il ne se trouva point de fonds pour rembourser les capitaux , ni même acquitter les intérêts ; le trouble qu'apportèrent ces non-payemens dans le Commerce seroit difficile à exprimer. Le débiteur voulut payer , & le créancier ne voulut plus recevoir ; les propriétaires de l'argent refuserent de le prêter , dans la crainte d'être remboursés du quart en effets peu sûrs ; pour les séduire il fallut haus-ser les intérêts à l'excès. Ceux qui n'a-voient pas d'autres effets que des bil-lets de monnoie furent contraints par la crainte & par le besoin de les fon-dre ; en peu de jours ils perdirent jus-qu'à soixante-quinze pour cent. Pour rétablir leur crédit on les reçut en moi-tié de paiement à la caisse des emprunts, d'où on les rendoit de même aux Four-nisseurs qui payoient ainsi leurs dettes.

Les plus riches même avoient soin de les acheter à vil prix pour les faire passer en payement aux termes de la Loi. Faut-il s'étonner que les dépenses fussent montées si haut pendant ces années ? Il étoit plus sûr de garder ses denrées , ou il falloit les vendre à des conditions capables de compenser le risque du payement. Si quelque opération est capable de répandre promptement l'allarme & le discrédit , c'est assurément celle de payer les Fournisseurs en effets portant intérêt. La plupart travaillent sur le crédit ; ce ne sont point des rentes qu'il leur faut , mais de l'argent. Si on les paye en papier , ils le mettent à tout prix sur la place , & sçavent faire leurs conditions avec le Ministre proportionnellement à la perte qu'ils font. Cet abus fut une des principales sources du desordre , & il aura toujours les mêmes effets.

Près de dix-huit mois se passèrent dans cette situation violente , sans qu'on pût se décider s'il est plus surprenant que la Nation y soit restée aussi long-tems sans un bouleversement total, que de voir le Gouvernement ne prendre aucune mesure pour l'en tirer. Il sembloit que nos ressources s'épuisassent à mesure que

nos ennemis remportoient plus d'avantages ; ces années déplorables furent celles où la guerre coûta le plus.

Affaires extraordinaires par Traités.

Offices de Jurés
Hongrieurs tant à Paris
que dans les Pro-
vinces ; net

liv. s. d.
150000

Deux Trésoriers
généraux des Mon-
noies à Paris aux ga-
ges effectifs de cha-
cun 8000 livres , un
sol par marc d'argent,
& deux sols par marc
d'or ; un Inspecteur
général aux gages ef-
fectifs de 1500 livres,
trois deniers par marc
d'argent , & six de-
niers par marc d'or ;
& autres Officiers ,
avec attribution aux-
dits Officiers de l'e-
xemption de tailles ,
&c. & sans augmenta-
tion de capitation ; ré-
sultat 1000000 l. net.

833333	6	8
983333	6	8

De l'autre part.

983333 6 8

Trente Offices de
ContrôleursCommis-
saires aux ventes de
meubles à Paris, avec
attribution d'un sol
pour livre du prix des
ventes forcées, un
minot de franc-salé,
&c. résultat 500000
livres; net

416666 13 4

Offices dePrésidens
dans les Présidiaux ,
avec attribution de
Premier Président à
l'ancien pourvû , ga-
ges ou augmentations
de gages de 36000
livres, exemption de
tailles , &c. résultat
600000 livres; net .

500000

Offices de Commis-
saires à la levée & re-
couvrement des Tail-
les en Bourgogne ,
Provence, Bretagne,
& autres pays d'Etat,
avec attribution de

1900000

sur les Finances de France. 253

liv. f. d.

De l'autre part. 1900000

20000 livres de gages , un denier pour livre des impositions , & sans augmentation de capitation ; résultat de 400000 liv. net .

333333 6 8

Finance des Huissiers & Sergens de toutes les Cours & Jurisdictions du Royaume pour jouir d'un fol par augmentation par exploit à domicile , six deniers de signification de Procureur à Procureur ; résultat 400000 livres .

333333 6 8

Deux fols pour livre des Commis des Fermes & recouvrement ; net

4000

Offices de Contrôleurs près les Payeurs des gages & augmentation de gages , avec attribution des droits de quittance & 15000

2570666 13 4

	liv. f. d.
De l'autre part	2570666 13 4
livres de gages ; résultat de 300000 liv.	
net	250000

Création de 100000 livres de rentes à Avignon , dont 60000 livres de rentes perpétuelles au denier vingt , & 40000 liv. viagères ; résultat . .	1600000
---	---------

Cent Offices de Jurés Contrôleurs Esfayeurs , Visiteurs de toutes sortes d'huiles à Paris & autres Villes du Royaume, avec attribution de fix deniers par livre pesant, 900000 livres ; net .	750000
---	--------

50000 liv. d'augmentation de gages au denier seize attribuées aux Officiers vétérans de Judicature , Police & Finances , & autres Charges du Royau-	
---	--

5170666 13 4

sur les Finances de France. 255
liv. f. d.

De l'autre part 5170666 13 4

me & leurs veuves ;

résultat de 800000

livres ; net 666666 13 4

Offices d'Inspection,

Visiteurs, Contrôleurs ,

Mesureurs

de pierres de tailles ,

moilons , chaux , &

autres matériaux à

bâtir, 600000 livres ;

net 500000

Offices de Greffiers

des Baptêmes, Maria-

ges & Sépultures ,

avec attribution de

dix sols par chaque

extrait dans la Ville

& cinq sols dans les

Villages , & sans aug-

mentation de tailles ;

résultat de 400000 li-

vres ; net 333333 6 8

Offices de Contrôle-

urs en chacun des

dépôts du sel dans

les Pays rédimés &

francs de Gabelles ,

6670666 13 4

	liv.	s.	d.
De l'autre part.	6670666	13	4
aux gages effectifs de 21800 livres, exemp- tion de tailles, &c. 168000 liv. net. . . .	140000		
Finance des lettres de Bourgeoisie tant de la Ville de Paris que des autres Villes franches & abonnées; 1500000 liv. net. . . .	1250000		
Imposition pour le rachat des droits at- tribués aux Contrô- leurs des voitures ; 600000 liv. net. . . .	500000		
Offices de Secrè- taires de Sa Majesté dans tous les Parle- mens & autres Cours Supérieures du Ro- yaume aux gages de 6000 livres ; résultat de 120000 liv. net. . .	1000000		
Offices des deniers patrimoniaux d'Oc- trois & subventions en la Province de Lan-			

 9560666 13 4

guedoc ;

sur les Finances de France. 257

liv. f. d.

De l'autre part 9560666 13 4
guedoc ; 300000 liv.

net. 250000

Inspecteurs Visi-
teurs Contrôleurs

aux entrées des vins

& autres boissons ;

résultat de 3600000

liv. net. 3000000

Rachat des Char-

ges locales , rentes ,

grains & autres sur

les Engagistes des

Domaines ; résultat

600000 liv. net. . . . 500000

Trente Offices de

Visiteurs Contrôleurs

de toutes sortes

d'Eaux de Reine de

Hongrie , & autres

composées d'eau-de-

vie , &c. 250000 liv.

net. 208333 6 8

Syndics & Admi-

nistrateurs perpétuels

des Offices de Police

des Hôtels-de-Ville ,

Ports, Halles & mar-

13519000

258 *Recherches & Considérations*

	liv.	s.	d.
De l'autre part.	13519000		
chés de plusieurs Vil- les du Royaume ;			
300000 liv. net....	250000		
Finance du fol d'augmentation des Huissiers uni aux Contrôleurs des ex- ploits ; résultat de			
1100000 liv. net....	916666	13	4
Augmentation du Traité des Offices de Receveurs des droits d'entrée & de sortie ,			
200000 liv. net....	166666	13	4
Offices de Rece- veurs des arrérages des rentes de l'Hôtel- de-Ville ; résultat de			
1200000 liv. net....	1060000		
	<hr/>		
	15912333	6	8

Affaires extraordinaires sans Traités.

Deux Offices d'A- gent de Change....	16000		
Offices de Capi- taines généraux, Ma-			
	<hr/>		
	15928333	6	8

sur les Finances de France. 259
liv. f. d.

De l'autre part. 15928333 6 8

jors & Aides-Majors
des Capitaineries gé-
nérales pour servir
sur les Côtes mariti-
mes. 199000

Recouvremens des
deniers qui devoient
être payés, tant par
les Seigneurs qui re-
tireroient des droits
d'échange aliénés à
des particuliers, que
par ceux qui avoient
ci-devant acquis les-
dits droits.

Recouvrement de
la Finance du quart
d'augmentation sur
les Offices des Ports
à Paris ; recouvre-
ment de la Finance
de vingt Offices d'A-
gens de Change. . . . 7471510

400000 livres de
rentes au denier sei-
ze. 6400000

Droits des Bras-

29998843 6 8

Y ij

	liv.	s.	d.
De l'autre part.	29998843	6	8
feurs & Gourmets de bierre en Flandre alié- nés pour	300000		
Total.	<u>30298843</u>	<u>6</u>	<u>8</u>

Il fut ordonné de porter au Trésor Royal tous les débets des Comptables depuis 1696.

Deux ressources employées alors peuvent indiquer la détresse du Gouvernement, & leur effet justifier la défiance publique. Il fut établi une Loterie Royale de 240000 billets à vingt sols, qui fut tirée en 1707 : mais on en forma une autre à vingt francs le billet qui ne fut point acquittée ; & en 1714, il fut ordonné que les billets vifés par le Receveur seroient portés au Garde du Trésor Royal qui les convertiroit en rentes au denier vingt-cinq.

Baux & Fermes.

Le Bail des droits de regrats dans l'étendue du ressort des Greniers à sel de Paris & de la Sous-ferme générale des regrats du Royaume, fut passé moyennant trois cent vingt mille livres par

sur les Finances de France. 261
an & treize cent mille livres comptant.

Les deux sols pour livre sur tous les droits d'entrée & de sortie du Royaume furent accordés aux Fermiers Généraux , moyennant une augmentation de cinq cent mille livres par an.

On imposa un droit d'entrée sur les marchandises à Rouen , qui fut affermé cent quatre-vingt dix-huit mille liv.

Bail du doublement des droits de Barrage , Poids-le-Roi & Domaines dans la Ville de Paris passé aux Fermiers Généraux , moyennant un million par an.

Le Clergé accorda un subside extraordinaire de six millions de livres , & une levée ordinaire de douze cent quatre-vingt-douze mille neuf cent six livres treize sols neuf deniers pendant dix ans.

Les dépenses de l'année monterent à deux cent dix-huit millions six cent quarante-deux mille deux cent quatre-vingt-sept livres.

A N N É E 1706.

Pendant l'année 1706 , on fit des diminutions de monnoie qui ne pou-

voient rétablir la confiance & le crédit : les louis & les écus tant vieux que neufs continuèrent d'être reçus sur le même pied ; & au premier Janvier 1707 , les louis passerent pour treize livres cinq sols , les écus pour trois livres onze sols. Par ce moyen , le Roi feroit du moins rentré dans la valeur intrinsèque de ses revenus , si l'on eût eu l'attention de ne pas entretenir encore une autre monnoie foible. Les pieces de dix sols , qui ne valoient que six sols trois deniers intrinséquement , furent réduites à neuf sols six deniers : mais cet excédent de valeur de plus d'un tiers étoit suffisant pour favoriser le Commerce des Etrangers , ruiner le nôtre , & resserrer toutes les autres especes. Les payemens continuerent de se faire en pieces de neuf sols six deniers.

Affaires extraordinaires par Traités.

Offices de Commissaires aux empilemens des bois ; résultat de 300000 livres ,
net.

270000 liv.

Offices d'Agens de Change dans les Provinces du Royaume ;

sur les Finances de France. 263
liv. f. d.

De l'autre part. 270000
résultat 1000000 liv.
net. 833333 6 8

Offices de Greffiers , Contrôleurs ,
Gardes-minutes des
Chancelleries
600000 liv. net. 500000

Excédent des Con-
cierges Buvetiers des
Cours Supérieures ,
Langueyeurs des
porcs , &c. résultat
150000 liv. net. 125000

Augmentations de
gages attribuées aux
Receveurs & Con-
trôleurs de l'annuel ;
résultat 320000 liv.
net. 266666 13 4

Greffiers Conser-
vateurs des hypothe-
ques des Offices exer-
cés sans provisions ;
résultat 500000 liv.
net. 416666 13 4

Vérificateurs de
Franc-salé ; 600000

2411666 13 4

	liv.	s.	d.
De l'autre part	2411666	13	4
liv. net.	500000		
Planchéeurs, Débacleurs & Commis-faires au nettoye-ment des Quais & Ports de Paris ;			
200000 liv. net. . . .	180000		
Syndics des Pro-cureurs, Huissiers & Notaires, 400000 liv.			
net.	333333	6	8
Augmentations de gages attribuées aux Premiers Huissiers & Huissiers ordinaires ,			
300000 liv. net.	250000		
Offices du Bureau des Finances d'Ypres,			
360000 liv. net.	324000		
Amortissement des rentes constituées ,			
1500000 liv. net.	1250000		
Inspecteurs des eaux & forêts en chacune Maîtrise du Royaume , 1200000			
liv. net.	1000000		
	<hr/>		
	6249000		
	Fabrication		

sur les Finances de France. 265
 liv. f. d.

De l'autre part. 6249000

Fabrication des
 pieces de dix fols à
 Metz pour soixante
 mille marcs, net. . . . 180000

Excédent du Trai-
 té de la Chambre des
 Eaux & Forêts en
 chaque Parlement du
 Royaume ; résultat
 de 1706 à 1708 ,
 500000 liv. net. . . . 416666 13

Offices de Notaires
 dans toutes les Villes
 & Bourgs du Royau-
 me ; résultat 150000
 liv. net. 125000

Augmentations de
 50000 livres de ga-
 ges attribuées aux Of-
 ficiers vétérans & à
 leurs veuves ; 800000
 liv. net. 666666 13 4

Vingt Offices de
 Voituriers par eau
 de Rouen à Paris ; ré-
 sultat 260000 livres ,
 net. 226666 13 4

 7864000

De l'autre part.	7864000	
Augmentations de gages attribuées à différens Officiers, & autres natures d'affaires; résultat 2476136 livres: 2: net.....	2063446	15
Conservateurs Généraux & Provinciaux des Offices de France; 600000 liv. net.	500000	
Vingt Offices de Trésoriers Receveurs des Fermes, Sous-fermes, recouvremens, &c. 600000 liv. net..	540000	
Cent Offices de Marchands de vins privilégiés à Paris, 800000 liv. net. ...	720000	
Quatre-vingt-trois Offices de Syndics des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, au lieu des Receveurs particuliers desdites rentes; 1200000 livres,		

sur les Finances de France. 267
liv. f. d.

De l'autre part. 11687446 15

net. 1000000

Augmentation du
Traité des Contrô-
leurs au partage du
fel, 150000 livres,
net. 125000

Quarante Lettres
de Maîtres Tireurs
d'or en la Ville de
Lyon ; résultat
130000 liv. net.... 110500

Augmentations de
gages attribuées aux
Receveurs Généraux
au lieu des Contrô-
leurs des Quittances,
300000 liv. net.... 250000

Augmentation du
Traité de l'hérédité,
2000000 liv. net.... 1666666 13 4

Augmentation du
Traité des Offices de
Contrôleurs des Gref-
fiers des Hôtels-de-
Ville, de l'Ecritoire
& de Commissaires
aux revûes pour la

14839613 8 4

Z ij

	liv.	s.	d.
De l'autre part.	14839613	8	4
réunion desdits Offi- ces; 100000 livres, net.	83333	6	8
Contrôleurs Cour- tiers de volaille, &c. 1620000 liv. net. . . .	1458000		
Offices de Conseil- lers de Police dans le Royaume, & vingt Contrôleurs des Re- gistres de Commerce en la Ville de Paris; résultat de 1706 à 1711, 800000 liv. net	666666	13	4
Offices créés en l'Hôtel - de - Ville de Paris, & attribution de Noblesse aux Eche- vins & autres Offi- ciers, 460000 liv. net	383333	6	8
Offices de Maires & Lieutenans de Mai- res alternatifs & mi- triennaux; résultat de 1706 & 1707, 4500000 liv. net. . . .	3750000		
	<hr/>		
	21180946	15	

sur les Finances de France. 269
liv. f. d.
 De l'autre part 21180946 15 0

Affaires par recouvremens.

Payeurs Contrô-
 leurs & Syndics des
 rentes de l'Hôtel-
 de-Ville de Paris ,
 1111500 liv. net. . . 1100350

Augmentations de
 gages à tous les Offi-
 ciers Comptables; ré-
 sultat 2000000 liv.
 net. 1900000

Offices de Grands-
 Maîtres des Eaux &
 Forêts. 1600000

Autres Offices de
 Payeurs Contrôleurs
 Syndics des rentes ,
 4816500 liv. net. . . 4334850

30116146 15

Soit que les affaires
 extérieures donnaient
 de meilleures espé-
 rances , soit que
 l'on se lassât de payer
 des intérêts aussi é-
 normes, on essaya une

De l'autre part 30116146 15 0
 création de 500000
 livres de rentes au de-
 nier vingt ; mais per-
 sonne ne se présenta
 pour l'acquérir ; au
 mois d'Octobre , on
 annonça une nouvel-
 le constitution au de-
 nier dix-huit sur les
 Aides & Gabelles qui
 fut remplie, quoique
 lentement. 18000000

Total . . . 48116146 15 0

Fermes & Baux.

Le Bail pour le Contrôle des Perru-
 ques fut passé pour neuf ans, moyen-
 nant deux cent dix mille livres par an.

Celui de la Ferme du Contrôle des
 Actes des Notaires, petits Sceaux &
 Infimations pour sept années trois mois,
 moyennant deux millions par an pen-
 dant la guerre, & deux millions deux
 cent mille livres pendant la paix.

Celui de la Ferme des Gabelles des
 trois Evêchés, Salines, Domaines de
 Franche-Comté & Domaines d'Alsace,

fut aussi passé pour neuf ans , moyennant un million dix mille livres par an.

Celui des Fermes générales pour une année seulement.

Le Bail des poudres & salpêtres fut adjugé pour neuf années , moyennant deux millions quatre cent mille livres de poudre par an de différens prix ; revenant le tout en argent à onze cent quarante mille livres.

Celui de la Ferme du Contrôle des Extraits des Registres des Baptêmes , Mariages & Sépultures pour neuf années deux mois , moyennant trois cent mille livres par année.

Dans les mois d'Août , d'Octobre & de Novembre , on se détermina enfin à prendre un parti sur les billets de monnoie : l'interruption que leur discrédit apportoit dans le Commerce menaçoit des plus funestes conséquences , l'usure aborboit la substance de l'industrie. Il fut permis au 6 Juillet de faire couper les billets de monnoie en sommes depuis deux cent jusqu'à mille livres , afin de faciliter les négociations ; il fut ordonné de les recevoir comme argent comptant en paiement même de lettres de Change , mais à Paris seulement. Ainsi d'une part , contrainte dans la ma-

niere de payer & de contracter ; de l'autre , restriction. Pouvoit-on se flatter de réussir ? Mais un autre article de la même Déclaration , tout-à-fait contraire au but du Gouvernement , ce fut de limiter la somme de billets de monnoie qui pouvoient entrer dans les payemens depuis quatre cent livres & au-dessus , & de les bannir tout - à - la-fois des payemens au-dessous de quatre cent livres.

Puisque la confiance est le seul motif du crédit , la liberté doit régner dans les engagements des particuliers entre eux ; & toute gêne , toute limitation fera toujours la perte d'un crédit quelconque. Si l'Etat obligeoit aujourd'hui de prêter aux dix particuliers de Paris les plus riches sur leurs billets , ces billets perdroient le lendemain sur la place : le cas est absolument le même. Le 22 Août , on imagina de défendre l'escompte des billets de monnoie en échange de l'argent au-delà de six pour cent , » attendu , disoit-on , que des » particuliers ont offert de rembourser » tous ces billets en leur accordant l'intérêt de sept & demi pour cent , & » six pour cent des valeurs qu'ils rembourseroient pour les frais de Bu-

» reau : mais que cette proposition
» étant au-dessus des forces de quelques
» particuliers , on laisse la liberté de
» négocier les billets comme à l'ordi-
» naire ; défendant toutefois d'exiger
» une remise plus forte de six pour cent ,
» à peine de carcan , de ban , de ban-
» nissement & de trois mille livres d'a-
» mende.

Pour pouvoir raisonner sur l'usure des billets comme sur celle de l'argent , il falloit commencer par les mettre au pair. Les billets ne trouverent plus d'échange ; & les propriétaires n'en furent que plus malheureux.

On n'eût point compromis l'autorité du Législateur par des Réglemens si peu conséquens , si l'on avoit pris les diverses précautions dont on a parlé plus haut pour soutenir ces effets au pair. Mais un Gouvernement sage & prévoyant doit en ajouter une autre , c'est celle de consacrer un fonds de trois à quatre millions , principalement pendant la guerre , au soutien des effets publics au-dessus du pair. On peut s'assurer alors que l'intérêt sera toujours modéré ; car le cours des effets sur la place indique l'intérêt naturel de l'argent , & c'est là-dessus que se reglent

les bénéfices de toutes les affaires. Si le crédit a des principes, il a aussi une mécanique dans sa marche qu'il faut saisir.

« Nous avons décerné, dit l'Arrêt
» du 24 Octobre, des peines graves
» contre ceux qui se trouveroient cou-
» pables de cette usure, ce qui en a
» véritablement suspendu l'usage du-
» rant quelque tems; mais nous avons
» appris depuis peu que le mal est de-
» venu plus grand ».

En conséquence, il est ordonné que tous les billets de monnoie qui se trouveront dans le Commerce, à commencer du premier Janvier 1707, seront convertis en billets de mille & de cinq cent livres, sans qu'il puisse en être expédié d'autres; & que le quart au moins des payemens se fera en deniers comptans. Il est enfin réglé que les billets de monnoie qui restent dans le Commerce ne porteront plus d'intérêt.

Cette démarche nécessaire produisit un fort mauvais effet, parce qu'elle ne fut accompagnée d'aucune des précautions qui pouvoient la rendre salutaire. Le Roi n'admettoit point les billets dans ses recettes; il parloit de remboursemens, & ne proposoit aucun fonds cer-

tain. Un bon principe réussit souvent très-mal, faute d'en saisir toute l'étendue dans l'application : & un demi-bien n'est jamais la matière d'un éloge durable.

Cependant pour soulager ceux qui se trouvoient chargés d'une grande quantité de billets, & qui ne faisoient point de Commerce, il fut ordonné qu'il seroit converti pour vingt-cinq millions de billets de monnoie payables en promesses des Fermiers Généraux à cinq ans avec l'intérêt au denier vingt, & pour autant en billets des Receveurs Généraux des Finances. Ces arrangemens durèrent jusqu'au mois d'Août 1707 : mais les billets des Fermiers Généraux ne laisserent pas de perdre autant que les billets de monnoie même, soit par l'impossibilité où l'on voyoit l'Etat d'y faire honneur, soit par l'agiotage des gens d'affaires qui les décrierent eux-mêmes & les retirèrent à soixante & quatre-vingt pour cent de perte sur la place pour les passer en compte au Roi sur le pied du capital. Ils les échangerent depuis contre des rentes au denier vingt, comme nous le verrons. Voilà la source de leurs gains immenses, & un des objets principaux

276 *Recherches & Considérations*
de la Chambre de Justice sous le regne
suivant. Le trouble que les billets de
monnoie avoient apporté dans le Com-
merce ne laissa pas de continuer ; preu-
ve que ce n'est pas à leur quantité seule
qu'il convenoit de l'attribuer.

Répétons cependant une observation
déjà faite dans le cours de cet ouvrage.
Par-tout où l'Etat n'a point de crédit
immédiat , il est forcé de rendre les Fi-
nanciers propriétaires de l'argent , &
dans chaque occasion on les voit insis-
ter sur la rareté de l'argent pour se pro-
curer la liberté d'emprunter sur eux-
mêmes à gros intérêts pour les affaires
du Roi.

Les dépenses monterent à deux cent
vingt-six millions neuf cent trente-cinq
mille neuf cent quarante-quatre livres.

A N N É E 1707.

La confusion de ces années déplora-
bles étoit telle , que personne n'avoit
osé depuis deux ans se charger d'un long
bail des Fermes générales : on le pro-
rogeoit tous les ans , & les circonstan-
ces régloient le prix qu'il ne m'a pas
été possible de recouvrer. En effet , les
revenus publics sont-ils autre chose que

le résultat d'une espèce d'escompte prélevé sur les revenus particuliers ? Lorsque l'incertitude des propriétés anéantit le travail & les consommations , il est absolument impossible que le produit des revenus publics se soutienne.

Les dépenses rouloient donc principalement sur les promesses de la Caisse des Emprunts , sur les billets des Trésoriers , sur ceux des Fermiers & des Receveurs généraux. Cependant pour répondre soit aux capitaux soit aux intérêts , il n'y avoit point de fonds libres , toutes les assignations étoient chimériques. On finissoit par imputer les arrérages en principal ; pourvû que le paiement fût reculé , tout moyen paroïssoit avantageux. A quelques sommes près , tirées d'affaires extraordinaires très-ruineuses , de quelques restes des impositions qui n'étoient pas encore engagées , on peut dire que la guerre se faisoit à crédit : c'est-à-dire qu'elle coûtoit au moins un tiers de plus que si les fonds eussent été libres , les revenus certains , les recettes en ordre. Cette différence monta encore plus haut , & n'eut plus de bornes à mesure que les papiers avec lesquels se faisoit le paiement s'avilirent davantage.

Affaires extraordinaires.

Offices de Contrôleurs des octrois des Greffes & des Péages ; résultat de 2600000 liv. net....	2166666 13 4
Offices de Greffiers des Subdélégations, 200000 livres net.	166666 13 4
Inspecteurs des bâtimens dans le Royaume & Garde des bannières du Châtelet de Paris ; 600000 liv. net.	500000
Contrôleurs des Jaugeurs , Rouleurs & Courtiers de vin à Paris ; 200000 liv. net.	180000
Conservateurs des Régistres des Contrôleurs des Notaires , des Exploits, Greffes, Infinuations & petits Sceaux ; résultat...	
	<hr/> 3013333 6 8

sur les Finances de France. 279

liv. f. d.

De l'autre part. 3013333 6 8

3000000 liv. net. 2500000

Cent Offices de
Trésoriers de la bour-
se des marchés de
Poissy & Seaux ,
1700000 liv. net. 1416666 13 4

Augmentation du
Traité des Chambres
Souveraines des Eaux
& Forêts ; 350000
liv. net. 291666 13 4

Offices de Gruyers
des Justices des Sei-
gneurs ; résultat
1250000 liv. net. 1041666 13 4

Supplément de Fi-
nance des Contrô-
leurs , Essayeurs &
Visiteurs d'huile ; . .
400000 liv. net. 360000

10000 liv. d'aug-
mentations de gages
au denier quinze le-
vés par les Receveurs
des Traites ; 150000
liv. net. 125000

220875 liv. de ta-

8748333 6 8

De l'autre part.	8748333	6	8
xations fixes héréditaires, attribuées aux Payeurs & Contrôleurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, 2650500 liv. net.	2385450		

Prorogation de six années de jouissance des droits attribués aux Inspecteurs des Boucheries, 2000000 liv. net.	2000000		
--	---------	--	--

<i>Idem</i> aux Syndics alternatifs & mitriennaux & Greffiers des rôles alternatifs & triennaux des Paroisses d'Élections, Bretagne, & pays Messin, 3500000 liv. net..	2916666	13	4
--	---------	----	---

Augmentations de gages attribuées aux Officiers vétérans, 200000 liv. net. . .	166666	13	4
--	--------	----	---

Cent Offices de Contrôleurs Visiteurs

16217116 13 4
de

sur les Finances de France. 281.

liv. f. d.

De l'autre part. 16217116 13 4
de beurre, 300000
liv. net. 250000

Cent vingt-un Of-
fices de Syndics des
rentes, 1868312 liv.
net. 1681481 16

Offices d'Æcono-
mes, Sequestres, Con-
trôleurs, & Maîtres
particuliers des Eaux
& Forêts alternatifs
& triennaux ,
2000000 liv. net. . . . 1666666 13 4

Places de Barbiers-
Perruquiers, 400000
liv. net. 333333 6 8

Commissaires Inf-
pecteurs & Contrô-
leurs aux empilemens
des bois, 100000 liv.
net. 83333 6 8

Continuation des
droits de Courtiers ,
Jaugeurs & Inspec-
teurs des vins ,
2000000 liv. net. . . 1666666 13 4

Augmentation du

21898598 9 4

	liv.	f.	d.
De l'autre part	21898598	9	4
Traité des Conseillers de Police & Contrôleurs des Registres , 200000 livres net.	166666	13	4
Union aux trois cent Courtiers de volailles de cent Offices d'Essayeurs de beurre salé & fromages , & droits y attachés , 900000 liv. net.	810000		
Receveurs généraux & particuliers triennaux des Finances & Fouages en Bretagne ; résultat 400000 livres ; net .	333333	6	8
Droits de quittances attribués aux Officiers Comptables ; 1000000 livres ; net.	833333	6	8
Augmentation de gages attribués aux Receveurs des épices & autres Officiers ;			

sur les Finances de France. 283
liv. f. d.

De l'autre part. 24041931 16

800000 livres; net... 720000

Trésoriers Payeurs
des gages & augmen-
tations de gages des
Officiers des Chan-
celleries; 800000 li-
vres; net 720000

Commisaires Vifi-
teurs des bois ouvrés
& à bâtir; résultat
1000000 livres; net. 833333 6 8

Offices de Contrô-
leurs des Tailles en
Languedoc; résultat
800000 livres; net . 666666 13 4

Auditeurs Rappor-
teurs des Comptes
des Etapes & de Tré-
soriers de France;
1500000 livres; net. 1250000

Receveurs géné-
raux & particuliers
des Domaines de Flan-
dre, Hainaut & Ar-
tois; résultat 500000
livres; net 450000

Offices de Présidens

28681931 16

A a ij

De l'autre part.	28681931	16	
Grenetiers, & autres Officiers dans les gre- niers à sel ; 1800000 livres ; net	1500000		
Offices d'Essayeurs des ouvrages d'Orfé- vrerie ; 800000 l. net.	666666	13	4
Elûs Contrôleurs alternatifs & trien- naux dans toutes les Elections du Royau- me ; résultat 1200000 livres ; net	1000000		
Lieutenans de Ma- réchaux de France ; 1000000 livres ; net .	833333	6	8
Offices de Contrô- leurs des Actes d'af- firmations de voya- ge ; 200000 liv. net .	166666	13	4
Offices de Contrô- leurs alternatifs & mi-triennaux des Re- ceveurs des Epices, Amendes & Sabati- nes ; résultat 270000 livres ; net	225000		
	<hr/>		
	33073598	9	4

sur les Finances de France. 285
 liv. f. d.

De l'autre part. 33073598 9 4

Recouvrements.

Offices créés dans
 les Chancelleries; ré-
 sultat 1800000 l. net. 1440000

Conservation des
 privilèges à Paris; ré-
 sultat 15000000 l. net. 4050000

Payeurs & Syndics
 des rentes de l'Hôtel-
 de-Ville; 4572000 li-
 vres; net 4014800

Taxations attri-
 buées aux Payeurs &
 Contrôleurs des ren-
 tes 540000

43118398 9 4

Au mois de Mai
 500000 l. de rente sur
 les Aides & Gabelles 9000000

En Septembre six
 cent mille livres de
 rentes au denier 18^e. 10800000

62918398 9 4

Emprunts par bil-
 lets particuliers des
 Fermiers Généraux . 6000000

Total général 68918398 9 4

Baux.

	liv.	
Oùtrois de Lyon à	400000	} par an.
Ferme des suifs à	920000	
Domaine d'Occi-		
dent	420000	
Rehaussement du		}
fel en Franche-Com-		
té	300000	

Si le ravage des billets de monnoie avoit pû être arrêté par une foule de Réglemens , dont pas un ne remontoit au principe , il est constant que l'Etat s'en fût débarassé ; mais par malheur il falloit les retirer du Public , ou plutôt leur assigner un fonds certain & apparent , & commencer par quelque remboursement ; ni l'un ni l'autre n'étoit possible , puisque d'un côté les recettes étoient fort au-dessous des dépenses, que de l'autre , ou les papiers Royaux étoient dans le discrédit , ou que les rentes sur l'Hôtel-de-Ville étoient la seule ressource du Gouvernement.

Les conversions n'avoient retiré qu'une petite partie des billets de monnoie ; chacun sentoît que ni les Fermiers ni les Receveurs ne pouvoient payer de pareilles sommes , si le Prince n'en

faisoit les fonds ; ces billets dénaturés furent donc toujours regardés comme la même espece , & éprouverent le même avilissement ; la plupart aimerent autant garder leurs billets de monnoie originaires.

Dans ces circonstances on mit en jeu le crédit du Clergé. Le 13 Avril le Roi lui aliéna quinze cent mille livres de rente sur les Postes , à condition qu'il se chargeroit d'un emprunt de trente-trois millions au denier vingt-deux , dont le payement seroit reçu en billets de monnoie non convertis. Cet arrangement n'eut cependant presque pas d'exécution , parce que l'année suivante on se détermina pour un parti différent. Il n'y eut de constitué sur le Clergé que quarante-cinq mille six cent deux livres treize sols , au principal d'un million trois mille deux cent cinquante-huit livres huit sols. On en doit dire autant de la Déclaration du 24 Mai, qui ordonnoit de porter chez le Garde du Trésor les billets de monnoie non réformés , pour être convertis en contrats de constitution sur la Ville au dernier dix-huit ; c'est dans cette vûe que fut faite une constitution de neuf millions dans ce mois.

Il fut également permis aux porteurs des billets de monnoie de prendre des rentes au denier dix ou quatorze , ou des promesses de la caisse des emprunts en payant moitié en deniers comptans. Quelques parties furent réellement portées à cette caisse , qui de son côté rendoit dans ses payemens la même moitié en billets de monnoie.

Mais les porteurs des billets de monnoie avoient deux craintes ; l'une que l'on cessât d'avoir un jour égard à ces contrats passés uniquement pour retirer du Commerce la partie surabondante des billets ; l'autre de ne pouvoir faire le même usage de leurs contrats dans le Commerce , & de se trouver par conséquent dans l'impuissance de continuer leurs affaires.

Dès le premier Janvier on s'étoit en quelque façon rapproché des bonnes maximes , en laissant une liberté absolue de stipuler les payemens en argent , ou en billets de monnoie. Il avoit été permis d'en couper pour vingt millions en sommes de deux cent livres & de quatre cent livres ; cette conduite leur avoit rendu quelque petite faveur ; & beaucoup de particuliers , soit par nécessité , soit de préférence , ne paroif-

soient

soient point portés à les fondre en contrats.

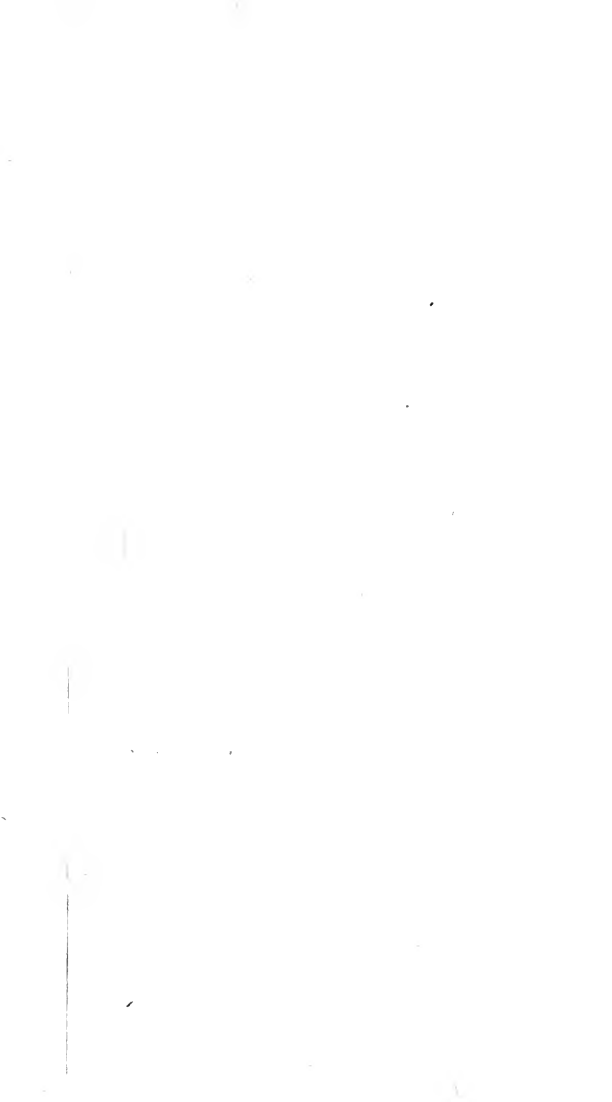
On prit donc une autre voie ; ce fut de restreindre la somme de billets de monnoie qui circuleroient dans le Public. Le 24 Mai il fut ordonné qu'il en seroit remarqué d'un nouveau timbre & visé par le Prevôt des Marchands assisté du Syndic du Corps des Marchands , jusqu'à la concurrence de soixante-douze millions ; lesquels pourroient seuls être reçus & admis dans le Commerce. Tous les autres non réformés y furent décriés, & il fut défendu sous des peines rigoureuses de les donner ou de les recevoir en paiement. Sa Majesté permit aux propriétaires de ces billets non réformés de les convertir en rentes sur la Ville, sur le Clergé, ou en billets des Receveurs & des Fermiers Généraux.

Cette opération ne corrigeoit point le principe, & dès-lors les mêmes effets devoient subsister. Les billets de monnoie continuerent, quoique réduits à soixante-douze millions, de se négocier à une grosse perte dans le Commerce. Au mois de Novembre on crut y remédier en ordonnant qu'on ne pourroit stipuler de paiement que les trois quarts en argent & un quart en billets

réformés ; l'effet fut totalement contraire aux vûes du Législateur ; on s'imagina que c'étoit de nouveau diminuer la valeur du billet.

Pour comble de disgrâce , on ordonna la fabrication des pieces de vingt sols qui ne valoient intrinséquement que douze sols fix deniers. Le Public , qui ne l'ignoroit point , ne voulut plus payer avec d'autres especes ; les Etrangers en apporterent des quantités considérables qu'il fallut ou payer en bonnes especes ou sur la balance du Commerce : dans les recettes on ne vit plus que ces nouvelles pieces & celles de neuf sols fix deniers portées de nouveau à dix sols ; par conséquent l'Etat perdoit sept sols fix deniers par livre dans toutes ses dépenses extérieures.

Les billets de monnoye , tant réformés que convertis chez les Fermiers & les Receveurs généraux , n'étoient pas les seules dettes exigibles ; les promesses de la caisse des emprunts , celle des gens d'affaires , les billets de tous les Trésoriers se trouvoient sur la place. Il falloit entrer en paiement pour en soutenir le crédit , ou se résoudre à manquer totalement aux engagements , c'est-à-dire donner à l'Etat une secousse qu'il



DEPENSES générales du Roi depuis 1700 jusqu'en 1707.

	1700.	1701.	1702.	1703.	1704.	1705.	1706.	1707.
	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.
Trésorier de la Maison du Roi	616542	613082	611682	611800	608201	611445	609047	611037
Chambre aux Deniers	1827216	2964497	2426790	2835154	2434962	2072474	2071766	2192620
Argenterie	853049	607986	458237	411634	643387	435777	338281	407466
Menus Plaisirs	287854	310504	334818	292955	299310	285600	263923	174462
Achat de chevaux	25391	26003	12000	12000	12000	21720	12000	12000
Ecuries	857788	1059201	630050	948778	968024	803935	713598	875707
Offrandes & Aumônes	341817	321123	296050	304157	291475	305499	336731	362344
Prévôté de l'Hôtel	61206	61206	61206	61206	61206	61206	61206	61206
Gardes du Corps	200095	210137	1411139	1860281	1602190	1627069	2115290	1327091
Cent Suisses	48998	50045	40044	40244	40414	49652	46652	49846
Venerie & Fauconnerie	334801	327180	323272	320802	332487	277332	375533	273992
Louveterie	33575	33573	33573	33573	33573	33573	33573	33573
Maison de Monsieur	1290000	1354666	1040000	1042050	1060000	1100000	1060000	1060000
Maison de Madame	360000	252000	252000	252000	252000	252000	252000	252000
Récompenses	339384	395087	634226	272485	235708	243325	228398	235151
Maison de Madame la Duchesse de Bourgogne	1101480	1055629	957190	973706	1052970	960060	972994	1008207
Comptant du Roi	3087722	2683000	2555750	2758250	2663000	2794871	2231000	2149710
Bâtiments	2367248	2374222	1305388	790329	2001424	2048417	2281632	1739782
Lignes Suisses	488370	487351	513032	548902	588426	714598	776355	548843
Extraordinaire des guerres	37390825	66852667	74346881	92360906	82122106	130203559	106220541	132283037
Garnisons	2531168	2606419	2461745	2467098	2455162	2450393	2716875	1434412
Gratifications aux Troupes	1827009	2039431	2102452	2698485	2778202	2857647	3068957	3055573
Artillerie	9104775	1011830	1080003	2963287	2646323	5282564	6720477	4951378
Marine	2800000	2811256	2807900	2803313	2810195	19579462	18268460	15811367
Galères	2180525	3226212	3039027	3261055	3041059	2126646	2810706	2894776
Fortifications	777858	946283	551616	451610	320100	391800	2157444	2020277
Ambassades	118131	140188	155446	199556	189934	202008	313900	349900
La Bastille	3212890	3222320	3421406	3323621	3319952	3502726	202851	179266
Pénfions	2330106	2175836	2239620	2198935	2261806	2334423	3431041	3778850
Gages du Conseil	698244	683188	674282	762632	779054	763338	2328263	2332090
Maréchaux de France	11616296	4466203	4187873	4341299	4837980	4744204	756379	751472
Gratifications par comptant	1113710	9818031	9304690	5826424	4407141	5863955	6378438	3930890
Affaires secrètes	217000	215000	211000	214000	215033	226000	7461942	6500308
Acquits patens	457258	444136	437739	45876	434415	426607	226000	226000
Ponts & Chaussées	49358	14247	14247	29809	26697	29602	375164	356133
Pavé de Paris	236844	131000	116325	49810	16618	75106	29602	29602
Commerce des Indes	23785055	10566465	15221018	11712140	9601300	15563848	14998733	5733
Remboursements, Intérêts d'avances & Remises	375449	361811	430401	361458	341906	339904	402612	402612
Menus Dons & Deniers payés par ordonnances	436261	466178	476806	421454	372864	341056	811770	811770
Voyages . . . . .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Caisse des Emprunts . . . . .	.....	.....	.....	.....	.....	1555000	3000000	3000000
Trésorier général des Monnoies . . . . .	.....	.....	.....	.....	.....	400000	29516270	29516270
Remises aux Gardes du Trésor Royal . . . . .	.....	.....	.....	.....	.....	26861383	22282288	22282288
Guet de Paris & Brigades des environs	124072	124285	124186	124186	96493	142689	124680	131803
Dépenses du Roi & de la Reine d'Angleterre	600000	600000	600000	600000	600000	600000	600000	600000
Chevaux-Legers & Mousquetaires . . . . .	.....	.....	650566	620733	688206	704375	803222	775000
Régimens des Gardes Françaises & Suisses . . . . .	.....	.....	183692	1961565	2164310	2080866	2203898	2121455
Gendarmerie . . . . .	.....	.....	634326	580471	452942	639959	710908	600000
Total général	146350433 liv.	146366578	16045760	174199260	161568367	218642257	226935944	258230567

n'avoit pas la force de soutenir. Les ennemis étoient sur les frontieres ; les revenus des années suivantes consommés en partie ; la confiance perdue. Quel parti prendre ? M. de Chamillart supplia le Roi de le délivrer d'un fardeau sous lequel il succomboit malgré lui depuis tant de tems. M. Desmarets, neveu du grand Colbert, fut nommé Contrôleur Général. Avant de l'entendre lui-même s'expliquer sur la position où il trouva les affaires, remontons aux sources de ces maux dont le triste récit doit encore pénétrer d'effroi. Suivons-en les progrès.

La table ci-jointe indique que pendant les huit années du ministère de M. de Chamillart les dépenses avoient monté à . liv. 1462504133

Celles de l'année 1700
sont de 116145370

Restent pour les sept
années de guerre 1346358763

Les affaires extraordinaires, créations de rentes, augmentations, &c. produisirent pendant ces

	liv.
sept années	448919883
Dont il faut déduire . .	48036310
qui ne rentrèrent qu'en 1708 ; reste	400883573
M. Desmarets trouva en dettes exigibles por- tant intérêt	385738493
Il avoit été consommé par anticipation	69120509
On avoit tiré de la taxe des Traitans	24000000
Le Clergé avoit payé pendant les sept années .	39500000
Les Monnoies avoient produit environ	40000000
Les revenus ordinai- res n'avoient donc pro- duit que	387116188
Somme pareille .	1346358763

Les parties du Trésor Royal dans l'année 1700 montoient à soixante-neuf millions net des cinquante millions de charges ; ainsi dans les sept années on eût dû recevoir quatre cent quatre-vingt trois millions ; un calcul fort simple nous donnera la solution de cette différence.

Les affaires extraordinaires par Trai-
tés , recouvremens ou créations de
rentes , avoient monté à quatre cent
quarante-huit millions , ce qui revient
pendant chacune des sept années à foi-
xante-quatre millions environ.

Presque toutes les Charges furent
créées sur le pied de neuf & dix pour
cent ; mais ne supposons l'intérêt
qu'à huit pour cent sur chaque partie
l'une dans l'autre , il en aura coûté dans
la premiere année

Dans la seconde

Troisieme

Quatrieme

Cinquieme

Sixieme

107520000

Nous avons supposé
qu'on a retiré des revenus

ordinaires

494636188

Cette différence de onze millions, que
les revenus auroient dû rendre de plus
qu'ils n'ont rendu , peut venir de ce
que l'on ne compte ici les intérêts des
affaires extraordinaires que pendant six
années, pour éviter tout reproche. Il

faut se ressouvenir aussi que malgré les nouvelles Fermes les revenus étoient tombés d'année en année , que les Fermes générales en 1704 étoient déjà diminuées de onze millions , que l'on avoit été obligé de diminuer les tailles. Ainsi nos calculs estimatifs sont au total à l'abri du reproche.

Les effets destructifs des emprunts , des créations de Charges , des Traités , des gros intérêts & des refontes , sont assurément mis pour la seconde fois dans la plus grande évidence. Mais peut-être dira-t-on que les revenus se trouvant déjà chargés de cinquante millions , il y avoit quelque impossibilité de ne pas aggraver le mal. C'est ce qui nous reste à examiner.

Les dépenses des sept	liv.
années ont monté à . .	1346358763

Retranchons-en d'a-	
bord les nouveaux inté-	
rêts payés sur les parties	
du Trésor Royal	107520000

Reste	1238838763
-----------------	------------

Il avoit en outre été contracté en dettes exigibles au total 385738493 livres , dont l'intérêt étoit réglé de sept & demi à dix

De l'autre part. 1238838763

pour cent. Pendant les sept années on voit par la table ci-jointe qu'il a été payé en intérêts & remise 81694116 livres. On sçait qu'à défaut de paiement beaucoup d'arrérages avoient été convertis en capitaux ; ainsi ce n'est point trop évaluer la totalité de ces intérêts que de les porter à

1000000000

1338838763

Le cours moyen des augmentations de monnoies pendant sept années a été d'un fixieme environ ; il faut par conséquent déduire au moins un douzieme sur ces dépenses : car il est certain que beaucoup d'argent passa dans l'étranger où il ne fut reçu qu'au poids & au titre ; & que les denrées haussèrent toujours de quelque chose avec l'argent ; sans comp-

De l'autre part... 1338838763
 ter les prix extraordinai-
 res auxquels l'inexactitu-
 de du paiement porta
 les fournitures. Ainsi ce
 n'est point se tromper
 que de diminuer 94903230

Ainsi ne faisant ni em-
 prunts ni refontes, il n'y
 avoit de fonds à faire
 dans les sept années que
 pour la somme de . . . 343935533

Cette réduction des fonds à faire pa-
 roîtra très-moderée, si l'on fait atten-
 tion à la perte des premiers Fournisseurs
 sur le papier qui leur fut donné en paye-
 ment, à celle que faisoient les seconds
 sur les billets des premiers; enfin à la
 somme dont il falloit charger l'Etat &
 payer l'intérêt pour s'en procurer une
 moindre en argent comptant dans une
 infinité de choses où l'on ne pouvoit
 s'en passer.

Les Parties du Trésor Royal à soixante-neuf millions, comme en 1700, rendoient pendant les sept années	483000000	
La Capitation, mais doublée dans les vil- les, à trente millions au total par an	210000000	}
Le dixieme, même somme	210000000	
Le Clergé paya ...	39500000	
Augmentation de cinq millions par an- née sur les subsides des Pays d'Etats ...	35000000	}
Nouvelles formes ou augmentations sur les consommations des Villes à six mil- lions	42000000	
Augmentation sur le sel à deux millions	14000000	
Suspension pendant la guerre de tous les privilèges, francs- salés, exemptions, à cinq millions par an.	35000000	
Taxe au Conseil sur les Traitans depuis 1689 jusqu'en 1701..	24000000	
		liv. 1092500000

Ce compte paroît d'autant plus juste que c'est évaluer la dépense de chacune de ces sept années de guerre sur le pied de cent cinquante-six millions, c'est-à-dire, à quarante-six millions de plus que M. Colbert ne les estimoit en 1682. D'ailleurs, en comparant le prix actuel des denrées avec celui de ce tems, & en faisant réflexion que ces cent cin-

quante-fix millions eussent été à trente livres le marc d'argent environ , on trouvera la proposition très-vrai-semblable. Cette évaluation équivaldrait à une dépense actuelle de deux cent cinquante millions par an, toutes charges payées & déduites.

Dans la seconde ou troisième année de la guerre , le crédit étant établi par le bon ordre & l'abondance du Gouvernement , il eût été possible d'ouvrir une Caisse d'emprunt à quatre & demi pour cent , & d'offrir aux rentiers leur remboursement , à moins qu'ils n'aimassent mieux réduire l'intérêt à quatre pour cent , ce qui eût produit une diminution de charges de cinq millions par an environ pendant les cinq années restantes , & au total un bénéfice de vingt millions à ajouter aux fonds déjà indiqués. Deux objections se présentent : 1°. les Peuples eussent été chargés considérablement : 2°. les dépenses s'accrurent à mesure que la guerre se prolongeoit ou devenoit plus malheureuse ; on ne pouvoit les prévoir.

La réponse à la première objection est facile : les Peuples furent enfin chargés des mêmes impositions proposées ,

& de plus grandes encore. Dans quels tems ? Lorsque les changemens de monnoie eurent diminué considérablement notre capital numéraire en faveur des étrangers ; lorsque le discrédit eut suspendu toute activité dans la circulation , dans les consommations ; après avoir multiplié les exemptions , les privilèges , les droits & les attributions de toute espèce , & par conséquent miné fourdement l'aisance publique , tari les sources de la finance. Enfin , ces mêmes charges devinrent perpétuelles , & qui plus est , insuffisantes. Quand même il eût fallu encore cinquante millions pour les dépenses pendant chacune de ces sept années & des quatre suivantes , au moyen de l'aliénation de quelques-unes des nouvelles impositions en annuités à six ans , on auroit satisfait à tout , sans même effleurer le labourage & l'industrie : & tant que ces deux classes seront riches dans l'Etat , il n'y aura de pauvres que les gens oisifs. Quelle circonstance étoit plus favorable à cette conduite ? La Mer du Sud étoit ouverte à nos Vaisseaux ; jamais tant d'or & d'argent à la fois n'étoient entrés en France ; & pour le dire en passant , il ne faut point s'abuser sur nos forces ;

sans ce secours nous étions perdus. La France avoit encore une Marine assez puissante pour protéger ses Armateurs & son Commerce ; elle a des avantages naturels pendant la guerre sur toutes les autres Nations pour le Commerce de l'Italie & du Levant. Il ne menqua donc au Commerce que cette sûreté dans les engagements , qui en est l'ame , sans laquelle il ne peut même exister. Avec une circulation bien établie , une réduction volontaire d'intérêts en pleine guerre , produite par une abondance extraordinaire & rapide des richesses numéraires , que n'eussions-nous pas fait ? Nous verrons dans un moment M. Desmarets avancer que la bonne volonté avec laquelle les Peuples payerent le dixieme , inspira aux ennemis des pensées de paix. On peut croire que si les affaires se fussent trouvées en 1707 dans la position dont nous parlons , loin de nous faire éprouver tant de duretés dans la querelle du monde la moins juste , ils n'eussent pas long-tems dissimulé leur repentir , malgré le succès apparent de leurs armes : car notre position intérieure auroit été meilleure que la leur , & je crois en avoir démontré la possibilité.

Quoique ces raisonnemens soient appuyés sur des faits assez récents, quoiqu'ils soient liés par une suite de principes incontestables, supposons pour un moment que la surcharge eût réduit les Peuples à la même pauvreté dans laquelle ils se trouverent à la fin de la guerre. Jettons les yeux sur ce qui s'est passé depuis; la Nation ne laisseroit pas d'avoir gagné des milliards, lorsque l'éloignement des tems aura effacé la trace des intérêts particuliers dans la mémoire des hommes qui doivent nous succéder; ceux qui continueront cette histoire, présenteront un tableau instructif & intéressant à leur siècle, s'ils veulent prendre la peine d'achever le calcul. Puissent leurs travaux apprendre aux Peuples à se laisser conduire, à supporter sans murmures les fléaux dont la Providence les châtie, sans chercher à les rejeter sur une postérité innocente qui s'élèvera contre eux; à sentir que la gloire de l'Etat, la sûreté de leurs enfans, la leur même n'est point achetée trop chèrement par quelque incommodité passagère!

La seconde objection regarde la difficulté de prévoir les augmentations de la dépense; la solution en est aisée. Ces

dépenses augmentèrent pour la plus grande partie à raison des emprunts , & de la nature du paiement fait aux fournisseurs , cela est évident ; mais ce n'est point à cette réplique que nous devons nous borner. La partie qui distingue particulièrement les Ministres du reste des hommes , c'est la longue prévoyance ; il est toujours sage de se procurer l'abondance dès le commencement d'une guerre , pourvû qu'elle soit accompagnée d'économie. La réputation du Gouvernement y gagne infiniment, les affaires en vont mieux ; & comme le premier en campagne prend un grand ascendant sur son ennemi , il est également vrai que celui dont les fonds sont les plus libres à l'avance , sçait mieux profiter du tems & des circonstances. S'il étoit possible de lever dans l'année qui précède une guerre les sommes extraordinaires qui seront nécessaires pour sa dépense de l'année suivante , les Peuples y trouveroient une épargne très-réelle , ainsi que le Gouvernement.

ANNÉE 1708.

Personne ne peut nous instruire mieux que M. Desmarets lui-même de

la situation où il trouva les affaires. On copiera année par année le compte qu'il rendit à Son Altesse Royale de son administration, & on y inférera les détails qu'il aura été possible de recouvrer. Quoique ce Mémoire soit très-connu, il paroît que cet ouvrage a droit de lui donner une place, sur-tout avec les éclaircissémens qu'on y joint, afin de réunir tous les objets sous les yeux du Lecteur.

« Je supplie très-humblement Votre Altesse Royale de donner quelques momens de son attention au Mémoire que j'ai l'honneur de lui présenter ».

« Le feu Roi m'ayant fait l'honneur de me choisir le 20 Février 1708, pour remplir la place de Contrôleur Général des Finances, j'ai soutenu avec un travail continuel & pénible le poids de cet emploi, jusqu'au premier Septembre 1715.

« Votre Altesse Royale sçait parfaitement que le Contrôleur Général des Finances n'est ni Ordonnateur ni Comptable depuis le Règlement du 5 Septembre 1661, par lequel le feu Roi supprima la Commission de Surintendant des Finances pour toujours ; le feu Roi en a fait toutes les fonc-

» tions lui-même ; il ne s'est fait aucun
» paiement qu'en vertu des ordonnances & des états qu'il a signés, & le
» Contrôleur Général des Finances a
» été simplement l'exécuteur des ordres de Sa Majesté.

» Ainsi n'ayant fait aucune gestion
» qu'en vertu des ordres du Roi, je ne
» suis point obligé d'en rendre compte ;
» mais un motif d'honneur, & le respect que je dois à Votre Altesse Royale, me pressent également de donner des éclaircissmens sur l'état où
» étoient les Finances au 20 Février
» 1708, sur ce qui a été fait pendant
» sept ans & demi jusqu'à la mort du
» Roi, pour soutenir les dépenses de la
» Guerre & tout l'Etat, & sur la situation où étoient les Finances au
» premier Septembre 1715.

» Le premier objet auquel je donnai
» toute mon attention, fut de reconnoître les dettes de l'Etat & les papiers qui étoient décrédités, & qui
» avoient fait resserrer l'argent à un
» tel excès, que le paiement des trou-
» pes avoit manqué dans presque tous
» les départemens. On ne pouvoit sans
» imprudence faire publiquement cette
» reconnoissance ; il falloit au contraire
» cacher

» cacher le mal , pour ne pas manquer
 » totalement ; mais les papiers qui
 » étoient dûs au Public ont été si con-
 » nus , que la simple explication en fait
 » voir la vérité.

» Il étoit dû au Public
 » au 20 Février 1708 pour
 » les nouveaux billets de
 » monnoie réformés en liv.
 » 1707. 72000000

» Billets de monnoie
 » convertis en billets des
 » Fermiers Généraux des
 » Fermes unies & des Re-
 » ceveurs Généraux des
 » Finances , payables en
 » cinq ans. 54435825

» Anciens billets de
 » monnoie non réformés,
 » gardés par ordre dans
 » les Caiffes des Trésoriers
 » dont il falloit faire les
 » fonds. 9570248

» Billets des Sous-fer-
 » miers des Aides par for-
 » me de prêt. 7200000

» Promesses de la Caiffe
 » des Gabelles. 60453760

» Billets d'emprunt des

203659833
 C c

De l'autre part...	203659833
» Trésoriers de l'extraor-	
» dinaire des Guerres, &	
» des Adjoints qui leur	
» avoient été donnés pour	
» soutenir les dépenses de	
» leurs exercices des an-	
» nées 1706 & 1707.....	61705827
» Intérêts échus de ces	
» différentes parties.....	27991665
» Il étoit dû aux Tréso-	
» riers de toute nature pour	
» ordonnances & états	
» non acquittés.	102366833
» Il avoit été consommé	
» par avance sur les reve-	
» nus de 1708, pour les	
» dépenses de 1706 &	
» 1707.	54833833
» Plus, sur les années	
» 1709, 1710, 1711 &	
» 1712, il avoit été con-	
» sommé par avance.....	14286670
» Emprunt fait à Gènes.	2000000
» Il étoit dû au Sr Ber-	
» nard, pour avances fai-	
» tes pour les troupes, &	
» pour lesquelles il lui	

De l'autre part 466844661

» avoit été donné des bil-
 » lets des Trésoriers de
 » l'extraordinaire des guer-
 » res qu'il a fallu rempla-
 » cer. 11000000

» Aux freres Hogguer ,
 » pour les avances faites
 » pour l'armée d'Italie en
 » 1706 , plus de 5000000

482844661

» Les dépenses de l'an-
 » née 1708 , suivant les
 » ordonnances. 202788354

Total 685633015

» Les fonds de l'année 1708 ayant
 » été presque entierement consommés
 » par avance , il ne restoit de fonds li-
 » bres de l'année 1708 , déduction faite
 » des charges & assignations anticipées ,
 » que vingt millions trois cent quatre-
 » vingt-huit mille cent trente-huit li-
 » vres.

» Il n'avoit été fait aucune disposi-
 » tion pour les vivres de la Campagne :
 » nul fonds pour les remotes & les
 » recrues.

» Tel étoit alors l'état des Finances
» du Roi , des dettes de l'Etat , & des
» fonds qui restoient pour satisfaire à
» toutes ses dépenses , lorsque M. de
» Chamillart , chargé d'ailleurs du dé-
» tail de la guerre , supplia le Roi de le
» décharger d'un fardeau qui devenoit
» tous les jours plus pesant : à quoi on
» peut ajouter que la rareté de l'es-
» pece , les sommes considérables dûes
» aux Trésoriers & aux Entrepreneurs ,
» le défaut de payement des assigna-
» tions , le discrédit des effets du Roi ,
» & l'usure qui se faisoit sur les billets
» de monnoie & sur toute sorte de pa-
» piers , avoient mis les Finances dans
» un état qui paroissoit sans remede.

» Le Roi me nomma Contrôleur
» Général dans cette affreuse situation.
» Elle m'étoit assez connue : le peu de
» possibilité de satisfaire à tant de dé-
» penses avec si peu de fonds , me pa-
» rut dans toute son étendue ; je sentis
» tout le poids d'une pareille Com-
» mission : mais le Roi ne me laissa pas
» la liberté de lui représenter ce que je
» sçavois & ce que je connoissois de
» l'état de ses Finances. Il me prévint
» & s'expliqua nettement , me disant
» qu'il connoissoit parfaitement l'état

» de ses Finances, qu'il ne me deman-
» doit pas l'impossible; que si je réus-
» siffois, je lui rendrois un grand ser-
» vice dont il me sçauroit beaucoup de
» gré, & que si le succès n'étoit pas
» heureux, il ne m'en imputerait pas
» les événemens.

» Je crus devoir commencer cette
» difficile administration par un coup
» décisif, & qui marquant au Public
» que je connoissois l'ordre & l'écono-
» mie d'une bonne régie, étoit seul ca-
» pable de donner à l'espece sa pre-
» miere circulation & de ranimer la
» confiance.

» Je compris que le Trésor Royal;
» comme le centre de la Finance, de-
» voit recevoir tout le produit des re-
» venus de Sa Majesté, & je m'attachai
» à l'y faire remettre tout entier à l'é-
» chéance de chaque paiement.

» Quatre raisons principales m'y dé-
» terminerent.

» Premièrement, pour engager les
» Comptables à payer plus régulière-
» ment qu'ils n'avoient fait.

» Secondement, pour empêcher que
» ceux qui avoient pris des engage-
» mens pour le service, ne fussent plus
» long-tems exposés à essuyer de longs

» retardemens , ni privés , par les mau-
» vaises difficultés des Comptables ,
» d'une partie de leurs intérêts , dont
» le retardement jusqu'alors avoit fait
» un tort considérable au crédit du
» Roi.

» Troisièmement , parce qu'en fai-
» sant porter directement à la Caisse du
» Trésor Royal le produit des reve-
» nus de Sa Majesté , je redonnois à
» cette Caisse un crédit éteint depuis
» long-tems , persuadé que le seul
» moyen de dissiper la supériorité usu-
» raire que l'espece avoit prise sur le
» papier , & de faire sortir l'espece ,
» étoit de faire voir au Public beau-
» coup d'argent circuler dans la Caisse
» du Roi.

» Quatrièmement , je pensai à éta-
» blir une régie certaine , & qui me mît
» en état de pourvoir aux dépenses les
» plus pressées par la connoissance du
» fonds certain que j'aurois dans cette
» Caisse , suivant les bordereaux qui
» m'en feroient remis toutes les semai-
» nes & tous les mois.

» Cet arrangement fut applaudi , &
» eut tout l'effet qu'on en pouvoit at-
» tendre.

» Pour parvenir à l'exécution de ce

» projet , il falloit rendre libres les
» fonds de l'année 1708 , qui avoient
» été consommés entierement par des
» assignations anticipées , lesquelles
» avoient été tirées pour les dépenses
» des années précédentes.

» Le Roi ordonna qu'elles feroient
» rapportées & réassignées sur l'année
» 1709 : ce qui fut exécuté. La diminu-
» tion des especes qui avoit été annon-
» cée pour le premier Mars 1708 , &
» successivement dans les autres mois
» de la même année , détermina tous
» les porteurs d'assignations à les rap-
» porter sans peine , pour éviter les di-
» minutions qu'ils auroient souffertes ,
» si on avoit pû les acquitter exacte-
» ment.

» Il faut observer que ces fonds n'é-
» tant pas , à beaucoup près , suffisans
» pour fournir aux dépenses les plus
» pressées & les plus nécessaires , il fal-
» lut penser à augmenter le crédit &
» faciliter de nouveaux emprunts ; &
» comme il avoit été ordonné par un
» Arrêt du 29 Octobre 1707 , que tous
» les payemens ne pourroient être faits
» ni stipulés que les trois quarts en es-
» peces & l'autre quart en billets de

» monnoie , le défaut de liberté dans
 » les conventions qui se pouvoient faire
 » entre le prêteur & l'emprunteur , fai-
 » soit toujours resserrer de plus en plus
 » l'espece ; le Roi permit par Arrêt du
 » 27 Février 1708 la liberté des stipu-
 » lations. Cet Arrêt & les diminutions
 » annoncées causerent un assez grand
 » mouvement d'argent , & donnerent
 » les moyens de soutenir les dépenses
 » de cette année 1708. Il fallut encore
 » avoir recours à d'autres expédiens.
 » On créa par quatre Edits deux mil-
 » lions cent mille livres de rente sur
 » l'Hôtel-de-Ville au denier seize , au
 » principal de trente-trois millions six
 » cent mille livres. On créa aussi des
 » augmentations de gages , que les Of-
 » ficiers des Compagnies Supérieures ,
 » les Officiers de Police & ceux de Fi-
 » nance furent obligés de lever , qui
 » produisirent la somme d'onze millions
 » quatre cent mille livres.

» On fit aussi divers Traités d'affai-
 » res extraordinaires , dont le total étoit
 » de trente-six millions.

» Tous ces expédiens produisirent
 » les fonds pour les dépenses de la Cam-
 » pagne de 1708 : ce qui étonna les en-
 » nemis

» nemis de la France , qui étoient per-
 » suadés que les Finances étoient aban-
 » données comme infoutenables.

» Le mauvais événement de la ba-
 » taille d'Oudenarde , & la prise de
 » Lille , firent retomber les affaires dans
 » une nouvelle confusion , & dans un
 » embarras dont avec raison on pou-
 » voit defespérer de se tirer.

» Les Ordonnances pour les dépen-
 » ses de l'année 1708 ont liv.
 » monté à la somme de.... 202788354

» Il a été assigné sur di-
 » vers fonds. 184423036

» Partant reste à assi-
 » gner. 18365318

» Les fonds ordinaires
 » & extraordinaires de
 » l'année 1708 , & des
 » précédentes , ont pro-
 » duit depuis le 20 Février
 » 1708. 229059467

» dont il a été consommé
 » pour les dépenses de l'an-
 » née 1708. 184423036

Reste 44636431

» Lesquelles ont été assignées pour
 » les dépenses des années précédentes.

» Le détail de tous ces arrangemens
 » compose un gros volume ».

Voici le détail des affaires extraor-
 dinaires.

Offices de Gardes
 des Archives dans
 les Parlemens &
 Cours supérieures,
 1098000 liv. net...

liv. s. d.
 915000

Cinquante Offices
 de Jurés Auneurs &
 Visiteurs de toile à
 Paris ; 500000 l. net

416666 13 4

Offices de Con-
 trôleurs des épices
 & amendes & aug-
 mentations de gages
 à divers Officiers ,
 1000000 liv. net...

900000

Offices de Mede-
 cins & Chirurgiens
 des Armées ,
 1800000 liv. net...

1500000

Augmentation du
 Traité de la Cham-
 bre des Eaux & Fo-
 rêts en chaque Par-
 lement du Royau-
 me , créée en 1704 ;
 résultat de 200000

3731666 13 4

sur les Finances de France. 315

	liv.	f.	d.
De l'autre part.	373	1666	13 4
liv. net.	166666	13	4

Commiffaires gé-
néraux aux Dé-
crets volontaires ;
1200000 liv. net. 1000000

Offices de Secrétaires du Roi dans
les Chancelleries
Préfidiales, 4320000
liv. net. 3600000

Confirmation des
Offices de Greffiers
des Domaines de
gens de main mor-
te , Greffiers des in-
finuations laïques
créés en 1691 ,
Contrôleurs defdits
Greffiers & Notai-
res Royaux Apofto-
liques ; 1000000 li-
vres net. 833333 6 8

Augmentation
des Offices des
Monnoies, 1000000
liv. net. 833333 6 8

Infpecteurs, Con-

10165000

D d ij

De l'autre part	10165000		
trôleurs, Marqueurs, de toutes sortes de bas, & autres ou- vrages au métier ; résultat 350000 liv. net.		291333	6 8
Offices d'Inspec- teurs des Eaux & Forêts ; 1200000 li- vres ; net.	1000000		
Inspecteurs des Fermes générales des Gabelles, en- trées & forties du Royaume, 1500000 liv. net.	1350000		
Payeurs trien- naux des gages des Bureaux des Finan- ces du Royaume ; 600000 liv. net. . .	500000		
Union des cent Offices de Vendeurs de volailles, aux trois cent Offices de Contrôleurs, Cour- tiers, avec attribu- tion du dixieme en			

De l'autre part 13306333 6 8
 fus de leurs droits... 2163450

Inspecteurs Contrôleurs de porcs, dans tout le Royaume; 1100000 l. net. 990000

Contrôleurs pour la recette des Tailles de la Généralité de Bordeaux; 180000 liv. net. . . . 156000

Idem pour la Généralité de Montauban; 530000 liv. net 459333 6 8

Secrétaires du Roi au Bureau des Finances de Lille, 108000 liv. net.... 90000

Offices de Receveurs & Contrôleurs Généraux anciens alternatifs & triennaux des droits d'amortissement, francs-fiefs, &c. avec attribution aux Officiers des Bureaux des Finances

17165116 13 4

	liv.	s.	d.
De l'autre part	17165116	13	4
du quart defdits			
droits dont ils fe-			
ront la liquidation ;			
2620000 liv. net...	2283333	6	8
Trésoriers , Re-			
ceveurs particuliers			
des Tailles en la Gé-			
néralité de Greno-			
ble , 700000 liv. net	630000		
Union de fix			
Commissions d'In-			
tendans du Com-			
merce à fix Offices			
de Maîtres des Re-			
quêtes.	900000		
Attribution d'hé-			
rérité à quelques			
Offices , 400000 li-			
vres ; net.	333333	6	8
Attribution d'hé-			
rérité aux Officiers			
des Sièges d'Ami-			
rauté en Bretagne ;			
augmentations de			
gages aux anciens			
Secrétaires du Roi ,			
près les Cours supé-			
	<hr/>		
	21311783	6	8

sur les Finances de France. 319
 liv. f. d.

De l'autre part 21311783 68

rieures, & 60 Courtiers à Marseille,
 1200000 liv. net.... 1000000

Un fol d'augmentation sur le suif à Paris pendant onze ans. 2400000

Affranchissement des droits Seigneuriaux par estimation ; résultat
 200000 liv. net. . . 180000

Affranchissement des albergues, rentes & redevances annuelles des Domaines en Languedoc, 180000 liv. net 150000

Quinze Offices d'Huissiers par augmentation dans la Jurisdiction Consulaire de Paris ,
 150000 liv. net. . . 125000

Huissiers ordinaires dans toutes les Juridictions Consu-

25166783 68

D d iij

	liv.	s.	d.
De l'autre part. 25166783	6	8	
laire du Royaume;			
100000 liv. net. . . .	83333	6	8

Vérificateurs particuliers, alternatifs & triennaux des rôles pour la distribution du sel, dans les Provinces & Généralités du Royaume; 480000 liv. net

400000

Deux Offices de Contrôleurs, ancien, mi-triennal & alternatif, au lieu des trois Offices de Contrôleurs du barrage & pavé de Paris; deux Contrôleurs Généraux des Ponts & Chaussées de la Généralité de Paris, & Offices de Trésoriers & Contrôleurs des Ponts & Chaussées du Royaume; résultat 450000 liv. net, . .

 375000

26025116 13 4

De l'autre part 26025116 13 4

Cinquante Offices
de Jurés Contrô-
leurs de Fruits à Pa-
ris ; 400000 liv. net 333333 6 8

Rétablissement de
la Milice Bourgeoi-
se dans toutes les
Villes & Bourgs fer-
més du Royaume ;
1200000 liv. net.... 1000000

Deux cent Offi-
ces d'Inspecteurs de
Police sur les vins ,
&c. dans la ville &
fauxbourgs de Paris ;
1600000 livres ; net. 1440000

Syndics généraux
des rentes de l'Hô-
tel-de-Ville & de la
Tontine ; 1233759
liv. 5 sols 1 den. net 1110383 6 7

Trente-trois Of-
fices de Commissai-
res ordinaires Pro-
vinciaux des guerres
dans tout le Royau-
me ; 1260000 l. net 1071000

30979833 6 7

	liv.	s.	d.
De l'autre part 30979833	6	7	
Contrôleurs d'Exploits en Bourgogne; 1200000; net . . .	1000000		
Confirmation des Dixmes inféodées & patrimoniales; . . 2000000 liv. net . .	1666666	13	4
100000 livres d'augmentations de gages attribuées aux Officiers de Police; 1600000 liv. net . .	1333333	6	8
Trésoriers généraux des deniers de la Communauté des Officiers de Police à Paris; 2500000 liv. net	2083333	6	8
Maréchaussée de Bretagne; 400000 livres; net	333333	6	8
Aliénation des Domaines de haute, moyenne & basse Justice; 3000000 livres; net	2500000		
Quarante Offices			
	<hr/>		
	39996499	19	11

De l'autre part 39996499 19 11

nouveaux d'Agens
de Change à Paris ;
800000 liv. net . . .

720000

Greffier alternatif
& triennal dans toutes les Elections du
Royaume , & Receveur triennal des Elections de Saint Lo,
Pontoise , Dreux ,
Eu , & la Charité ;
600000 livres ; net .

500000

Trois Offices de
Commisaires Contrôleurs & Vérificateurs généraux des
ventes à Paris , ceux
de de 1705 supprimés ; 44000 liv. net

39600

Rachat de la Capitation dans les Païs
d'Etats ; 3000000 livres ; net

2500000

Rachat de la Capitation dans les
dix-neuf Généralités des Pays d'Elec-

43756099 19 11

De l'autre part 43756099 19 11
 tions & autres dé-
 partemens; 4930000
 livres; net . . . 4108333 6 8

Payeurs des ga-
 ges, rentes & autres
 charges sur les Ga-
 belles de France &
 Lyonnais, Aides &
 autres Fermes du
 Royaume; résultat
 de 300000 liv. net. 250000

Contrôleurs or-
 dinaires Provin-
 ciaux des guerres
 dans le Royaume;
 792000 livres; net. 660000

Avocats du Roi
 dans les Hôtels-de-
 Ville, Elections &
 Jurisdictions;
 600000 livres: net. 500000

Offices de Con-
 trôleur général
 triennal, Receveurs
 particuliers trien-
 naux des Finances
 & autres impositions

49274433 6 7

Sur les Finances de France. 325
 liv. f. d.

De l'autre part 49274433 6 7

dans les Provinces
 & Généralités d'Al-
 falce & de Metz ;
 & d'un Receveur
 particulier des Tail-
 les & autres imposi-
 tions dans chacune
 des cinq Sénéchauf-
 fées de Béarn & de
 Navarre ; 400000 li-
 vres ; net 333333 6 8

Départeurs des
 impositions en la
 Province de Langue-
 doc ; 1000000 l. net 833333 6 8

Trésoriers Rece-
 veurs généraux des
 Epices , & Contrô-
 leurs dans les Cham-
 bres des Comptes du
 Royaume ; 900000
 livres ; net 750000

Contrôleurs Vifi-
 teurs de toutes for-
 tes de suifs dans
 tout le Royaume ;
 3600000 liv. net... 3000000

54191099 19 11

De l'autre part	54191099	19	11
Rétablissement			
des Offices de Gouverneurs dans les Villes où ils n'avoient point été levés ; & créations de Lieutenans de Roi & Majors dans les Villes closes ; 800000			
livres ; net	666666	13	4
Offices de Conseillers Inspecteurs du droit équivalent en Languedoc ; de deux Conseillers Receveurs généraux des Fermes des Gabelles , l'un ancien & mi-triennal , & l'autre alternatif & mi-triennal & de deux Contrôleurs généraux desdits Receveurs dans les Généralité de Toulouse & Montpellier ; 700000 livres ; net.	600750		
Total . . .	55458516	13	3

Indépendamment des créations de rentes & augmentations de gages dont parle M. Desmarets, il fut avancé sur le Bail du Con-	liv.
trôle des actes	2600000
Sur la Ferme du tabac . . .	375000
Sur la Ferme des Greffes réunis au Domaine	705000
	<hr/>
	3680000

Ces avances entroient sans doute en ligne de compte des revenus & impositions.

Je trouve aussi que le Bail des Fermes fut passé sous le nom d'Isambert pour quarante-fix millions deux cent soixante-douze mille six cent livres ; ainsi depuis 1684 elles étoient diminuées de dix-sept millions environ.

Les impositions montoient dans cette année
à 119723286 liv.

Les charges & diminutions à . 73721852

Ainsi la partie du Trésor Royal montoit à 46001434
On reçut par anticipa-

	liv.
De l'autre part. . .	46001434
tion jusqu'à l'année 1714. . .	3376523
Sur l'année 1715 . . .	1664583
1716	410700
Sur la Capitation . . .	30277735
Affaires extraordinaires	
par Traités	55358516
Rentes	33600000
Augmentations de ga-	
ges	11400000
Fonds des années précé-	
dentes	46969976
	<hr/> 229059467

Voyez l'Etat de dépense de 1708.

Pour retirer les billets de monnoie non réformés, il avoit été ordonné le 4 Février qu'ils feroient portés au Garde du Trésor Royal qui les convertiroit en rentes au denier dix-huit, suivant la Déclaration du mois de Mai 1707 ; mais cet arrangement fut encore changé, & au mois de Décembre 1708 ce payement fut assigné pour les billets des Fermiers Généraux & des Receveurs Généraux, au lieu de le conserver pour les billets de monnoie, parce que dès-lors on méditoit la refonte qui se fit en 1709 pour les retirer.

708.

les affi- ées.	Reste à affi- gner.
Extraord ^{re} 42802 liv.	5156185 liv.
Pain de 180201	720381
Etapas 50286	419416
Gardes d	
petits 72848	
Artilleri ^e	

D E P E N S E de 1708.

	Ordonnances expédiées.	Sommes affi- gnées.	Reste à assi- gner.
Extraordinaire des guerres	89898987 liv.	84742802 liv.	5156185 liv.
Pain de munition	11000582	10280201	720381
Etapas	5969702	5550286	419416
Gardes du Corps & autres petits Trésoriers	5172848	5172848	
Artillerie	4573443	4313928	259515
Fortifications	2082799	1155597	927202
Marine	14869828	10260100	4609728
Galeres	2818803	2737522	81281
Maisons Royales	9867708	9648622	219086
Dépenses du Trésor Royal	56533654	50561130	5972524
	<u>202788354</u>	<u>184423036</u>	<u>18365318</u>

Cependant il ne faut pas croire que tous les fonds pour les dépenses de 1708, suivant cet état, fussent rentrés dans l'année, ni que les sommes assignées fussent par conséquent payées de même. Voici la distribution des Ordonnances.

Payé sur les fonds de 1708.	144632560	}	liv. 229059467
Assigné en 1709	18454723		
1710.	10457880		
1711.	12758333		
1712.	8451781		
1713.	1255433		
1714.	843720	}	
Assigné pour les dépenses de 1707 & les précédentes.	12617437		
Réassignations	18741547		
Remboursemens d'avances	846053		

Le grand nombre de billers des Trésoriers Généraux de l'extraordinaire des guerres , ne caufoit gueres moins de préjudice au Commerce par les gains ufuraires auxquels l'incertitude du payement donnoit lieu. Dès le 14 Février il fut auffi permis de les convertir en contrats au denier feize fur l'Hôtel-de-Ville.

Ces avantages ne rehaufferent point leur crédit , & ne remédioient point au mal , puisque des contrats n'étoient pas négociables ni propres à acquitter les dettes exigibles des Fournisseurs. Toute autre méthode étoit préférable à celle-là , dont les suites font infinies par le haut prix que l'on donne aux fournitures , & la baiffe qui en réfulte fur tous les effets publics.

Si dans ces circonftances affreufes il eft encore quelque choix dans les moyens , en étoit-ce un bon de permettre le rachat de la Capitation ? L'E-tat n'avoit prefque plus confervé de branche de revenu entiere que celle-là ; les riches étoient fa feule reffource , & on leur préfentoit un moyen nouveau de s'exempter des contributions. Si l'on avoit deffein de manquer à l'engage-

330 *Recherches & Considérations*
ment, l'exemple & le principe étoient
encore plus dangereux.

Pendant toute cette année les Mon-
noies furent diminuées insensiblement,
& enfin réduites pour le premier Jan-
vier 1709 aux prix suivans.

	liv.	s.	d.
Les louis d'or à . . .	12	15	
Les écus à . . .	3	8	
Les pieces de vingt sols à		15	
Les pieces de dix sols à		7	6
Les pieces de quatre sols à		3	9

Ces diminutions ordinaires, le soin
de rapprocher les anciennes & les nou-
velles especes, indiquoient clairement
au Public qu'il avoit été trompé. Com-
me d'ailleurs chaque réforme avoit été
précédée d'une diminution, afin d'en
accroître le prétendu bénéfice, le Pu-
blic s'y étoit tellement accoutumé, que
l'argent n'en étoit que plus resserré.
Personne ne vouloit prêter, de peur
qu'on ne lui rendît de la monnoie foi-
ble, & peu de gens s'empressoient ou
même avoient le moyen de rembourser
en monnoie forte ce qu'ils avoient re-
çu en monnoie foible. L'on attendoit
les événemens, & l'argent pendant cet
intervalle ne faisoit aucune fonction
dans le Commerce. Par la même rai-

son les denrées qui se pouvoient conserver ne s'apportoient point dans le Commerce. De toutes manieres les communications étoient interceptées entre les hommes. Etoit-ce le moyen de ramener le crédit dont la confiance est le seul motif ?

M. Desmarets a rendu de trop grands services à l'Etat pour que l'esprit de critique entre pour quelque chose dans les doutes qui sont proposés ici. Il est du nombre de ces Ministres dont l'administration mérite d'être approfondie à divers égards ; & ce sera pour lui une matiere éternelle d'éloge , non-seulement de n'avoir pas désespéré du salut de la République , mais d'avoir contribué par ses mesures à la conserver encore quelques années.

Les circonstances étoient forcées , & il ne laissa pas de se rapprocher des bons principes par l'économie qu'il employa dans divers recouvrements, par la méthode qu'il introduisit des emprunts à termes en forme de rentes tournantes , enfin par le courage qu'il eut de recourir à l'imposition dans un moment où la Nation paroissoit épuisée , plutôt que d'augmenter ses détresses & ses malheurs par une fausse pitié. Nous ne lais-

ferons pas de faire les observations qui paroîtront nécessaires à l'instruction publique.

La confiance qu'inspira l'avénement de M. Desmarets au Ministère, prouve combien il est intéressant en général pour un Etat de placer les hommes de réputation dans les grandes parties de l'administration ; mais sur-tout lorsque le Gouvernement a embrassé quelques fausses mesures. M. Desmarets connut l'avantage de sa position, & en profita habilement pour débiter par une opération capable de donner des espérances. C'est l'exemple de la conduite que doit tenir un Ministre en pareil cas ; & moins il est de tems à répondre au vœu public, mieux il réussit. Les premières impressions s'effacent difficilement chez le Peuple , qui va toujours au-devant de la confiance.

La Compagnie des Indes Orientales dénuée de fonds , de vaisseaux , endettée aux Indes de très-grosses sommes , n'osoit plus reparoître dans la plupart des endroits où elle avoit coutume de faire ses achats. Elle accorda à divers Négocians les mêmes conditions qu'avoit obtenues précédemment la Compagnie de Jordan. Le sieur Crosat en

obtint une pour deux vaisseaux ; les Négocians de Saint-Malo entre autres vengerent la cause de la liberté. Ils firent en peu d'années des fortunes immenses dans ce Commerce , qui depuis 1664 coûtoit au Gouvernement sept à huit millions en pure perte.

A N N É E 1709.

« La nécessité de continuer la guerre
» fit penser aux moyens de rétablir la
» confiance & de faciliter la négocia-
» tion des assignations qu'il falloit don-
» ner en paiement aux Banquiers, Tré-
» soriers , Entrepreneurs & autres ,
» chargés de fournir les dépenses. On
» se proposa d'ordonner que les assi-
» gnations , qui avoient été tirées par
» avance sur les revenus de l'année ,
» feroient acquittées à leur échéance.
» Ce Règlement fait par un Arrêt du
» 19 Février 1709 , eut d'abord tout le
» succès auquel on s'étoit attendu ; les
» porteurs des assignations tirées par
» avance , voyant leur paiement assu-
» ré , se déterminèrent à prêter aux Tré-
» soriers , aux Munitionnaires & autres ,
» l'argent qu'ils recevoient du paiement
» de leurs assignations ; mais cette dis-

» position changea bien-tôt après. La
» rigueur de l'hyver & la disette des
» grains firent resserrer l'argent plus que
» jamais. Cependant il falloit pourvoir
» aux dépenses de la guerre, assurer le
» prêt des troupes & leur subsistance,
» & remédier promptement à la cherté
» des grains dans tout le Royaume.

» Dans une si triste situation, on n'a-
» voit pas la liberté de choisir des
» moyens qui pussent sûrement &
» promptement produire l'argent né-
» cessaire pour les dépenses. Il fallut
» prendre ceux dont on s'étoit servi
» dans les années précédentes, quoi-
» que le succès en fût fort douteux.
» On créa de nouvelles rentes sur l'Hô-
» tel-de-Ville. On créa pareillement des
» augmentations de gages qui furent at-
» tribuées à différens Officiers, & on en
» fit des Traités particuliers, afin de
» s'assurer des fonds comptans pour le
» paiement des dépenses.

» Les expédiens ordinaires de Finan-
» ces, auxquels d'abord on s'attacha,
» auroient été une foible ressource, si
» par un bonheur, auquel on ne s'at-
» tendoit pas, les vaisseaux qui avoient
» été dans la mer du Sud, n'étoient heu-
» reusement arrivés dans les Ports de

» France. Leur chargement étoit très-
» riche , & ils avoient dans leurs bords
» pour plus de trente millions de ma-
» tieres d'or & d'argent. On propoſa
» aux intéreſſés dans leur chargement
» de porter aux Hôtels des Monnoies
» toutes les matieres , & d'en prêter
» au Roi la moitié , pour laquelle on
» leur donna des affignations ſur les re-
» cettes générales , & l'intérêt à dix
» pour cent ; l'autre moitié leur fut payé
» comptant , pour le payement des équi-
» pages des vaiſſeaux & de ce qu'ils de-
» voient [aux Marchands & autres qui
» leur avoient vendu les marchandises
» dont ils avoient compoſé le charge-
» ment de leurs vaiſſeaux , pour être
» débitées au Pérou.

» Les Billes de Monnoie ſubſiſtoient
» toujours , & cauſoient un grand de-
» ſordre dans le Commerce ; il falloit
» travailler à les éteindre , ou ſe réſou-
» dre à voir manquer entierement le
» payement des troupes , & toutes les
» dépenſes néceſſaires à l'Etat.

» On crut devoir profiter des matieres
» qui ſe trouvoient en abondance dans
» les Hôtels des Monnoies , pour faire
» une reſonte générale & fabriquer de
» nouvelles eſpeces différentes en poids

» des précédentes ; & il fut ordonné par
 » Edit du mois de Mai de la même an-
 » née 1709 , que les louis d'or fabri-
 » qués en vertu de l'Edit du mois d'A-
 » vril précédent , auroient cours pour
 » vingt livres , au lieu de seize livres
 » dix sols , & les écus pour cinq li-
 » vres , au lieu de quatre livres huit
 » sols.

» A la faveur de cette augmentation ,
 » on se proposa de remédier au mal
 » que caufoient les billets des Mon-
 » noies.

» Pour cet effet , il fut ordonné qu'il
 » seroit reçu dans les Hôtels des Mon-
 » noies cinq fixiemes en especes ou ma-
 » tieres , & un fixieme en Billets de
 » Monnoie , pour être le tout payé
 » comptant en nouvelles especes.

» Quatre raisons principales déter-
 » minerent à faire la refonte géné-
 » rale.

» La premiere étoit la facilité de
 » pourvoir en especes nouvelles au
 » paiement comptant de celles qui y
 » seroient portées , les matieres ve-
 » nues de la Mer du Sud ayant fourni
 » aux Hôtels des Monnoies les fonds
 » nécessaires.

» La seconde , le retour qui se feroit
 » des

» des especes de France qui avoient
» été portées dans les pays étrangers.

» La troisiéme , le bénéfice qui s'y
» trouveroit pour le Roi.

» Et la quatriéme , l'application de
» ce bénéfice à l'extinction des Billets
» de Monnoie.

» Ces différentes dispositions eurent
» un succès heureux : elles procure-
» rent des fonds pour le payement des
» armées : elles engagerent les porteurs
» des Billets de Monnoie à mettre tout
» en usage pour se procurer cinq fois
» autant d'especes & de matieres qu'ils
» avoient de billets de monnoie ; en-
» fin la refonte produisit l'extinction de
» quarante-trois millions de billets de
» monnoie & d'autres papiers, & ré-
» tablit la circulation des especes.

» On pourvut en même tems à faire
» convertir en nouvelles especes dans
» la Monnoie de Strasbourg , les an-
» ciennes especes qui avoient été fa-
» briquées en exécution de l'Edit du
» mois d'Octobre 1704 , pour avoir
» cours seulement dans les Provinces
» d'Alsace & de la Saare. On fit aussi
» quelques Traités pour le rachat de
» la Capitation , & quelques autres

» affaires extraordinaires , jusqu'à la
» concurrence de trente millions.

» La plus importante affaire , & celle
» qui donna plus de peine , fut celle de
» pourvoir à l'excessive cherté des
» grains , pour en fournir la quantité
» nécessaire pour la subsistance des ar-
» mées.

» On fit sur toutes les Provinces une
» imposition de cinq cent cinquante-
» sept mille neuf cent sacs de grains ,
» qui furent voiturés avec grande
» peine & beaucoup de risques dans les
» dépôts nécessaires pour les armées :
» le prix en fut depuis trente jusqu'à
» quarante livres le sac , qui ont été
» remboursées en plusieurs années sur
» les impositions des Provinces qui les
» avoient fournis ; & la dépense des
» vivres de cette année a passé quaran-
» te-cinq millions.

» Il falloit aussi donner attention à la
» Ville de Paris & aux Provinces qui
» se ressentoient de la disette des grains.
» On fit pour cet effet des marchés avec
» plusieurs particuliers pour en faire
» venir des Pays étrangers. Il y en eut
» un pour faire venir de Barbarie &
» des Isles de l'Archipel , dans les ports

» de Toulon, Marseille & Cette, cent
» vingt mille quintaux de blé-froment,
» pour être ensuite conduits à Paris :
» on en fit un autre pour tirer des
» blés du Nord par Dantzick.

» Il y eut aussi divers Traités pour
» faire venir des blés des Pays étran-
» gers. On peut dire avec confiance,
» que ces attentions non-seulement em-
» pêcherent l'excessive augmentation
» du prix des grains, mais même qu'el-
» les produisirent une diminution du
» prix auquel les grains avoient été por-
» tés, aussi-tôt qu'on sçut que ces trai-
» tés avoient été faits.

» Le malheureux état où étoit le
» Royaume pendant l'année 1709, ne
» doit pas facilement s'effacer de la mé-
» moire des hommes : il falloit bien
» d'autres attentions pour encourager
» les Sujets, & pour pourvoir à la sub-
» sistance de Paris. Le Roi suspendit les
» exemptions des Tailles accordées aux
» Officiers créés depuis le premier Jan-
» vier 1689, dont la Finance étoit au-
» dessous de dix mille livres.

» Sa Majesté par Arrêt du mois d'Oc-
» tobre 1709, accorda à ses Peuples,
» sur le brevet de la Taille de 1710, une
» diminution de dix millions ; & peu

» de tems après, en fixant les imposi-
 » tions de chaque Généralité, elle ac-
 » corda encore une autre diminution
 » de près de deux millions.

» Le Roi diminua pareillement les
 » droits d'entrée sur les bœufs & mou-
 » tons, & sur le vin.

» Les Ordonnances ex-
 » pédiées pour les dépen-
 » ses de l'année 1709, liv.
 » montent à la somme de... 221110547

» Les sommes assignées
 » montent à 199148926

» Partant reste à assi-
 » gner 21961621

» Pour payer ces dépen-
 » ses, les revenus ordinai-
 » res de 1709 n'ont pro-
 » duit que la somme de ... 38162827

» On a consommé par
 » avance sur les revenus
 » des années à venir, jus-
 » ques & compris 1717,
 » par des assignations an-
 » ticipées 52761404

» Pour fournir le surplus
 » des sommes assignées,
 » on demanda plusieurs

De l'autre part. . . 9092423¹

» avances, tant aux Fer-
 » miers des Postes & du
 » tabac qu'à d'autres par-
 » ticuliers, qui monterent
 » à 7337195

» Et on tira le reste des
 » assignations des Domai-
 » nes & de la Ferme du
 » Contrôle des Actes, du
 » rachat de la Capitation
 » des particuliers, & celle
 » du Clergé, du prêt &
 » droit annuel, & de di-
 » vers traités, jusqu'à la
 » concurrence de 100887500

Total . . . 199148926

» Une observation très-importante
 » à faire, est que ces derniers fonds
 » de l'aliénation du Contrôle des ac-
 » tes des Notaires, du rachat de la ca-
 » pitation du Clergé, & du prêt &
 » droit annuel, ne sont entrés que dans
 » le cours des années 1710 & 1711;
 » & que pour parler juste, on fit sub-
 » stituer par une espece de miracle les
 » armées & l'Etat en l'année 1709,
 » au moyen des avances qui furent fai-

» tes par les Fermiers, Receveurs &
 » autres, qui prêterent leur argent ou
 » leur crédit, & qui ont été rembour-
 » sés à mesure que ces différens fonds
 » sont rentrés.

» On tira un grand secours du tra-
 » vail des Monnoies qui produisirent
 » un fonds actuel de onze millions trois
 » cent soixante-dix mille sept cent soi-
 » xante-treize livres, qui furent em-
 » ployées utilement pour le payement
 » des troupes ».

Affaires extraordinaires par Traités.

Quarante Offices d'Inspecteurs de Poli- ce à Paris, 300000 liv. net	250000 liv.
--	-------------

Quatre Offices de Contrôleurs, au lieu des douze Contrô- leurs Généraux des Trésoriers Généraux des Régimens des Gardes Françoises & Suisses, &c. résultat 600000 liv. net. . .	500000
---	--------

Trésoriers Rece- veurs & Payeurs des	
---	--

750000

De l'autre part 750000
deniers communs &
d'octrois dans toutes
les Villes & lieux où
les Inspecteurs des
boucheries avoient
été établis ; 6000000
liv. net 5000000

Receveurs parti-
culiers des Finances
en Franche - Comté ;
& trois Offices de
Contrôleurs géné-
raux anciens alterna-
tifs & triennaux ;
500000 liv. net 416666 13 4

Confirmation de
la compatibilité de
toutes les Charges ;
3000000 liv. net . . . 2500000

Inspecteurs & Vi-
siteurs de toutes for-
tes d'huiles à Paris &
dans les Provinces ;
3600000 liv. net . . . 3000000

Echevins, Consuls,
Capitouls & Jurats
dans les Villes du

11666666 13 4

De l'autre part 1166666 13 4
 Royaume, 1500000
 liv. net 1350000

Cent Offices de
 Vérificateurs des let-
 tres de voitures des
 marchandises & den-
 rées arrivant par eau
 dans les ports & quais
 de la Ville de Paris;
 1000000 liv. net . . . 833333 6 8

Vingt Offices de
 Commissaires Jurés
 Visiteurs Marqueurs,
 Mesureurs & Contrô-
 leurs des bois ouvrés
 & à bâtir à Paris;
 200000 liv. net . . . 170000

Receveurs Payeurs
 des droits manuels &
 autres aliénés sur le
 sel, dans les greniers
 du Royaume,
 450000 liv. net . . . 375000

Deux Offices de
 Trésoriers généraux
 des Invalides de la
 Marine, l'un ancien

 14395000

De l'autre part. 14395000

mitriennal, & l'autre
alternatif & mitrien-
nal ; deux Contrô-
leurs, un Trésorier
particulier & un Con-
trôleur dudit Tréso-
rier ; 1500000 liv.

net 1250000

42500 liv. d'aug-
mentations de gages
attribuées aux Com-
missaires de Marine ;
800000 liv. net

666666 13 4

Offices de Gref-
fiers Gardes Conser-
vateurs des Registres
des Baptêmes ;

654000 liv. net

545000

Deux lettres de
Maîtrise dans chacun
Art & Métier, & un
Officier Garde des
Archives dans cha-
que Communauté à
bourse commune à
Paris ; 4200000 liv.
net

3500000

20356666 13 4

liv. f. d.

De l'autre part 20356666 13 4

Augmentations de
gages attribuées aux
Capitaines généraux
& autres Officiers de
Marine ; 1000000
liv. net

833333 6 8

Fabrication de qua-
tre cent mille marcs
de pieces de trente
deniers à Lyon & à
Metz, moyennant....

1200000

Quatre Offices de
Commissaires ordi-
naires des guerres ;
905000 liv. net....

754166 13 4

Trente Offices
d'Inspecteurs & Con-
trôleurs aux place-
mens des bateaux,
gardes d'iceux, &c.
200000 liv. net....

166666 13 4

Déclaration por-
tant desunion pour
être vendus à des par-
ticuliers des Offices
d'Inspecteurs de la
Police des Commu-

23310833 6 8

sur les Finances de France. 347
liv. f. d.

De l'autre part 23310833 6 8
nautés de Paris, dont
la Finance ne sera pas
remplie au premier
Avril 1710, net.... 725000

Dixieme & fort
denier pendant treize
mois & demi par
augmentation sur
différens droits,
net 600000

Augmentations de
gages attribuées aux
huit Inspecteurs Gé-
néraux de la Marine,
aux huit Commissai-
res Inspecteurs des vi-
vres de la Marine &
autres Officiers; &
vente des Offices de
Receveurs des de-
niers provenans de
Vaisseaux échoués &
qui font naufrage sur
les Côtes; résultat
626000 liv. net... 522000

Deux cent Offices
d'Inspecteurs des bâ-

25157833 6 8

	liv.	f.	d.
De l'autre part.	25157833	6	8
timens, Visiteurs des Matériaux, &c. dans la Ville, Fauxbourgs & Généralité de Pa- ris; 1400000 liv. net.	1274166	13	4
	<hr/> 26432000		

Affaires extraordinaires sans Traités.

Offices de Payeurs Contrôleurs & Syn- dics des rentes. . . .	2334000
--	---------

En Janvier, 600000 livres de rentes au de- nier seize sur les Ai- des & Gabelles	9600000
---	---------

Vingt mille livres de rentes au denier vingt à distribuer dans toutes les famil- les étrangères natura- lisées en France. . . .	4000000
--	---------

Au mois de Mars, 800000 livres de ren- te au denier douze & demi sur la Ferme du Contrôle des Actes.	10000000
---	----------

48766000

De l'autre part. 48766000 liv.

Au mois de Mai,
600000 livres de ren-
te au denier dix-huit. 10800000

Au mois de Mai,
tontine de 10000 liv.
Actions de 50 livres
de rente chacune,
moitié perpétuelles,
moitié viagères,
payables moitié en
argent, moitié en bil-
lets de Monnoie ou
autres papiers Ro-
yaux, à condition de
prendre plusieurs Ac-
tions ; ceux qui n'en
prenoient qu'une,
étoient obligés de
payer les trois quarts
en argent. 10000000

Au mois de Juin,
800000 livres de ren-
te au denier seize sur
les Aides & Gabelles. 12800000

Aux Receveurs des
Tailles de Langue-
doc, 15000 liv. au
denier seize. 240000

82606000

De l'autre part. 82606000 liv.

Aux Officiers Comp-
tables 500000 livres
de même. 8000000

Aux Officiers Gar-
de-Côtes 28800 liv.
de même. 460800

Noblesse aux Com-
missair esdes guerres,
en acquérant 39000
liv. de rente au de-
nier vingt. 780000

Total . . . 91846800

Il fut créé des Offices de Juges des
Traites.

On fit un Traité pour le recouvre-
ment des sommes provenant des faux
& doubles emplois & autres malverfa-
tions commises dans les comptes des
Trésoriers Généraux de la Marine.

Pour la fabrication de deux millions
de marcs de pieces de fix deniers de
la matiere des canons rompus & dé-
fectueux dans les Arsenaux de Marine.

Des Lettres-patentes furent expé-
diées pour la vente des baliveaux dans
les bois dépendans du Domaine, pos-
sédés à titre de don, usufruit ou enga-
gement.

oyez l'Etat des dépenses de 1709.

DEPENSES DE 1709.

		Sommes affi- gnées.	Restes à affi- gner.
Extraordinaire des guerres	85848080 liv.	78734481 liv.	7113599 liv.
Pain de munition	19783439	17297570	2485869
Etapas	11457303	10349234	1108069
Gardes du Corps & autres petits Tréforiers	5441267	5441267	
Artillerie	3797041	3446399	350642
Fortifications	2170029	759482	1410547
Marine	16086852	11674353	4412499
Galeres	2808456	2070571	737885
Maisons Royales	10239586	7603004	2636582
Dépenses du Trésor Royal	63478494	61772565	1705929
	221110547	199148926	21961621

Distribution des Ordonnances.

Affigné pour les dépenses de l'année 1708	18653183	} 220356174
Sur les dépenses de . . . 1709	169631474	
Affigné sur les fonds de 1710	12418720	
Sur ceux de 1711	11421615	
1712	1085083	
1713	559813	}
1714	719480	
Affigné pour les dépenses des années 1707 & précédentes	1141619	}
Réaffectations	3113214	
Remboursemens d'avances	1611973	

Le droit sur les Boucheries fut doublé.			
Les Impositions de 1709 montoient à . . .	116803427		
Les charges & diminutions à	74463821		
Ainsi les parties du Trésor Royal devoient être de	42339606		
Par anticipation sur les revenus			
jusqu'en 1714	11341358		
Sur ceux de 1715	3285541		
de 1716	1236721		
	15863620		
	<hr/>		
Capitation	58203226		
Monnoie	29810760		
Affaires extraordinaires	11370773		
Prêt des Fermiers	91846800		
Autres Traités par estimation	7337195		
	580172		
	<hr/>		
	199148926		
	<hr/>		
	198568754 liv.		

Voyez l'Etat des dépenses de 1709.

352 *Recherches & Considérations*

M. Desmarets ne s'expliquant qu'en général sur les principales opérations, les détails inférés ici se trouvent quelquefois un peu différens; mais le résultat est toujours le même, & il est tiré de pieces autentiques.

Indépendamment des abonnemens de Capitation dont il a déjà été parlé, deux des Traités de cette année font voir particulièrement combien le besoin est un mauvais conseiller.

Les vingt mille livres de rentes pour être distribuées parmi les familles naturalisées, exciterent pour un mince objet un cri général. Les Traitans ne se contenterent pas de troubler les descendans de ceux qui s'étoient rendus volontairement Sujets de la France, ils inquiéterent une infinité de familles transplantées d'une Province à l'autre. Les étrangers que le Commerce avoit appellés en France & qui se reposoient sur la foi des lettres de naturalité qu'on leur avoit vendues, se répandirent en plaintes. Plusieurs quitterent la France, persuadés que dans un moment de nécessité ils deviendroient sans cesse l'objet de nouvelles recherches; & ils répandirent au-dehors un fâcheux préjugé contre le Gouvernement: on voulut arrê-

ter le desordre lorsqu'il n'étoit plus tems.

L'ordre d'abattre tous les jeunes baux des bois du Domaine ne dut pas produire un grand secours, & vraisemblablement la postérité ressentira encore les suites de cette funeste coupe. La rigueur de l'hyver de 1709 dépeupla la France d'une infinité d'arbres utiles même à la subsistance des gens de campagne, & qui ne sont pas encore remplacés; étoit-ce le moment de sacrifier jusqu'à nos réserves? La position des affaires étoit déjà assez déplorable sans le nouveau fléau qui affligea la France cette année. Il est certain que le bled fut excessivement cher; cependant on remarqua dans les tems que les vivres d'Italie & de Catalogne en 1692 & 1693 s'étoient faits au mêmes prix dont parle M. Desmarets, quoique les semences ne fussent point gelées comme dans cette année. Si l'on en croit même le rapport des personnes qui ont été témoins des évènements, c'est encore un problème de sçavoir si dans cette année si terrible la disette en France fut telle qu'on le pensoit. Il est constant que les variations des monnoies & le discrédit public avoient fait resserrer les denrées,

& que l'on en trouva chez les particuliers. Le haut prix ne décide rien, les quantités n'étoient pas connues, & la seule raison d'une recolte évidemment sans ressource suffira toujours pour accroître le prix des grains, surtout dans un Etat où le Commerce n'en est pas libre.

Cette année n'est pas moins célèbre par un événement dont on a parlé diversément : c'est la refonte générale des monnoies du 14 Mai.

Elle fut précédée par une diminution d'espèces du 26 Mars, qui réduisit les louis d'or de douze livres quinze sols à douze livres dix sols, les écus de trois livres huit sols à trois livres sept sols, & les divisions à proportion : pour faire cesser, disoit l'Arrêt, les bruits que des gens mal-intentionnés & mal informés faisoient courir d'une augmentation prochaine.

C'étoit dans le fond pour augmenter le bénéfice du Roi. Comme l'objet principal étoit de retirer des billets de monnoie, le Ministre, qui déjà leur avoit habilement rendu quelque activité par la liberté des contrats, permit encore de faire couper les billets de mille livres en sommes au-dessous. Il étoit persuadé avec raison que plus les billets

de monnoie se trouveroient partagés en petites sommes , plus il en seroit apporté aux Monnoies. Enfin on prit à l'avance toutes les précautions pour réussir dans l'opération , si elle eût été susceptible d'un bon succès.

Ces gens mal-intentionnés parurent au moins bien instruits au Public : le 22 Avril 1709 le Roi ordonna une nouvelle fabrication de monnoie, avec une augmentation considérable de prix pour une assez foible augmentation de poids ; mais cet Edit n'eut point d'exécution dans la forme : la seule chose qui en fut conservée, ce fut la suppression de plusieurs Offices inutiles dans les Cours des Monnoies , & les retranchemens d'une partie des attributions de ceux qui restoit.

Le 14 Mai une refonte générale fut ordonnée : l'Edit porte que la multiplicité des précédentes reformes & fabrications a produit dans le Public un grand nombre d'especes à des titres , poids & empreintes différentes , qui n'avoient plus entre elles le même volume , ni la même rondeur ; si mal marquées qu'à peine en reconnoissoit-on le caractère , le millésime & la légende ; ce qui avoit servi à couvrir plusieurs

réformations en fraude , & donné lieu aux Faux-monnoyeurs d'imiter plus facilement toutes les différentes especes & d'en répandre de fausses : qu'il n'avoit point été trouvé de remede plus prompt que de refondre incessamment toutes les monnoies d'or & d'argent fabriquées ou réformées jusqu'alors ; & de les convertir toutes en especes nouvelles sous une même empreinte , pour les rendre uniformes dans tout le Royaume : que le profit de la nouvelle fabrication serviroit à supprimer les soixante-douze millions de Billets de monnoie qui avoient cours dans le Public & qui apportoit un préjudice notable au Commerce par les usures immenses qu'on y exerçoit journellement dans l'échange qui s'en faisoit pour de l'argent comptant ; ce qui ruinoit le Commerce & empêchoit la circulation de l'argent dans tout le Royaume.

Il fut ordonné que les louis d'or seroient fabriqués au titre de vingt-deux carats , mais au remede de fin de dix trente-deuxiemes de carat par marc , du poids de six deniers neuf grains & trois cinquiemes au remede de poids de douze grains par marc & à la taille de trente au marc.

Ainsi ces louis nouveaux pesoient vingt-sept grains trois cinquiemes de plus que les anciens , & eurent cours pour vingt livres ; ce qui portoit le marc d'or à six cent livres.

Que les louis d'argent ou écus blancs feroient au même titre de onze deniers de fin par marc , & au remede de fin de trois grains , du poids d'une once chacun , au remede de poids de trente-six grains par marc , & à la taille de huit au marc , ce qui portoit le marc d'argent à quarante livres.

Ainsi ces écus pesoient deux deniers seize grains de plus que les anciens , & eurent cours pour cinq livres.

Les divisions dans la même proportion.

Le marc d'or fin fut fixé à cinq cent trente - une livres seize sols quatre deniers & quatre onziemes de denier , au lieu de quatre cent quatre-vingt-quatorze livres six sols quatre deniers.

Le marc d'argent fin à trente-cinq livres neuf sols un denier & un quart , au lieu de trente-deux livres onze sols huit deniers.

Par conséquent les louis de la nouvelle fabrique étoient de la valeur intrinseque de seize livres quatre de-

niers, & les écus nouveaux de la valeur intrinseque de quatre livres un fol.

Il fut ordonné que toutes les monnoies d'or & d'argent ci-devant fabriquées, seroient portées aux Hôtels pour y être refondues & payées comptant, sçavoir :

Le marc de vieux louis	liv.	s.	d.
d'or.	487	10	

Le marc de vieux écus.	32	10	
------------------------	----	----	--

Le marc de pieces de dix & de vingt sols.	29	10	10
---	----	----	----

Que jusqu'au 15 Juin suivant les louis d'or vieux auroient cours dans le public pour treize livres, les écus vieux pour trois livres dix sols, & les divisions à proportion; ce qui établissoit le marc d'or en vieilles especes pour la valeur de quatre cent soixante & onze livres, & le marc d'argent en vieilles especes pour la valeur de trente-une livres dix sols.

On espéroit par ces deux cours différens attirer aux Monnoies les vieilles especes, qui devoient y être payées plus cher que dans le Commerce.

Mais cela ne se passa point ainsi : les anciennes especes disparurent, & chacun prit le parti de les garder, en at-

tendant l'augmentation qui ne pouvoit manquer d'arriver sur ces vieilles especes, & qui arriva en effet ; ou de les faire passer dans l'étranger, qui les prenoit à un prix beaucoup plus avantageux.

Il fut encore ordonné par l'article onzieme de ce même Edit, que pour retirer entierement par le secours de cette nouvelle fabrication les soixante-douze millions de billets de monnoie qui avoient alors cours sur la place, ceux qui apporteroient au Change les cinq fixiemes de vieilles especes & un fixieme valeur en ces billets, seroient payés du montant en nouvelles especes.

Peu de personnes se prêterent à cette illusion. Les billets perdoient à la vérité quatre-vingt pour cent sur la place ; mais on en retiroit au moins la valeur d'un cinquieme : au lieu qu'on leur offroit ici de perdre la totalité de leurs billets, & en outre un quarantieme de leur argent comptant. C'est ce que le Parlement de Paris entreprit de démontrer dans les Remontrances qu'il fit alors sans succès : mais on se trompa assez singulierement dans le fait, parce qu'on comptoit les louis d'or en nom-

bre , fans égard au poids & au titre.

Si nous supposons qu'un particulier
fût porteur de billets de mon- liv. s.
noie pour la somme de . . . 487 10

Pour en être payé fans
perte (pour se conformer
aux termes de l'Edit), il fal-
loit y joindre en vieilles es-
peces cinq fois autant , soit... 2437 10

2925

Les 2437 liv. 10 s. portées aux mon-
noies en louis d'or vieux eussent com-
posé cinq marcs ou cent quatre-vingt-
deux louis & demi vieux à vingt-un
carats & vingt-deux trente-deuxiemes
de carat.

En payement des 2925 liv. le parti-
culier eût reçu cent quarante-fix louis
neufs à vingt livres , & un écu neuf
à cinq livres , ou la valeur de quatre
marcs & sept onces d'or à vingt-un ca-
rats & vingt-deux trente-deuxiemes de
carat ; ainsi la perte étoit d'une once
d'or au même titre , va- liv. s. d.
lant 60 17 6

Billets de monnoie. . . . 487 10

Total de la perte. . . 548 7 6

que l'Etranger gaignoit par conséquent, en nous envoyant en especes contre-faites semblables aux nouvelles, la somme de 2925 livres.

Il n'y eut donc que les gens simples, sans intelligence, ou chargés de beaucoup de petites parties de billets de monnoie, qui songerent à les convertir en especes : les autres garderent & leur argent & leurs billets, attendant un meilleur tems pour les billets & leurs especes : d'autres firent passer leur argent dans l'Etranger, où le bénéfice de la refonte se partageoit avec eux. Il étoit de trois livres seize sols trois deniers par louis d'or, & de dix-huit sols neuf deniers environ par écu. Il excédoit de beaucoup le risque du transport évalué communément à deux pour cent; & il est difficile que les hommes résistent à un appas aussi séduisant.

Pour ramener l'argent dans le Commerce, on fut obligé le 4 Juin de hausser le prix auquel les anciennes especes auroient cours. Le louis d'or fut porté à treize livres cinq sols, & l'écu à trois livres douze sols; ainsi le marc d'or de vieilles monnoies étoit évalué quatre cent soixante & quinze livres seize

sols trois deniers, & le marc d'argent trente-deux livres huit sols.

Dès le premier Juillet on se repentit de cette facilité ; les louis d'or vieux furent de nouveau fixés à treize livres dans le Commerce, & les écus vieux à trois livres dix sols.

Le prix du marc d'or des vieilles especes dans les monnoies fut réglé à quatre cent soixante & onze livres cinq sols, au lieu de quatre cent quatre-vingt-sept livres dix sols, & le prix du marc d'argent à trente-une livres six sols huit deniers, au lieu de trente-deux livres dix sols, en les accompagnant d'un sixieme en billets de monnoie.

Il seroit très-difficile de deviner les motifs de ce dernier Arrêt : car il augmentoit ceux que les particuliers pouvoient avoir de garder leurs billets de monnoie, & de resserrer leurs vieilles especes ou de les envoyer à l'Etranger.

Au premier Octobre, les louis d'or vieux furent diminués à douze livres dix sols, & les écus à trois livres sept sols, jusqu'à ce qu'enfin au premier Janvier 1710, ces vieilles especes fu-

rent décriées : mais auparavant un Edit du 28 Décembre 1709 leur donna cours dans les recettes , sçavoir , au louis d'or pour treize livres dix sols , & à l'écu pour trois livres treize sols.

Ce dernier Arrêt portoit peine de confiscation des anciennes especes qui se trouveroient chez les particuliers avant ou après décès : un autre article remarquable de l'Arrêt du 28 Décembre 1709 , ordonnoit que le marc de vieux louis d'or porté sans billets de monnoie seroit payé sur le pied de cinq cent huit livres quinze sols , au lieu de quatre cent soixante & onze livres cinq sols , avec le sixieme en billets ; & le marc des vieux écus sur le pied de trente-trois livres dix-huit sols quatre deniers , au lieu de trente-une livres huit sols quatre deniers.

Cette différence entre les mêmes especes acheva de décider les particuliers au transport à l'Etranger , & auroit apporté plus d'inaction dans le Commerce que tous les effets déplorables du grand hyver , si la cupidité des Etrangers n'avoit établi une espece de circulation forcée , qui tomba avec une perte énorme pour l'Etat , aussi-tôt que les

diminutions arriverent. C'est un calcul fort simple, & auquel bien des gens ne firent pas attention pour lors ; & ce qui étoit un vice passa pour un bon effet de l'opération. J'ai observé en effet , en lisant les Mémoires du tems , qu'on apperçut aussi-tôt après l'opération des billets de monnoie , quelque espèce d'abondance d'argent sur laquelle on n'avoit pas compté. On proposa la même opération au Ministre en 1718 à l'égard des billets de l'Etat , & pour l'autoriser on citoit cette remarque comme une chose connue. Les Calculateurs n'étoient pas communs alors dans notre Nation , pas même parmi les gens dont c'est la profession ; cependant ils s'en trouva qui expliquèrent très-nettement dans divers Mémoires au Ministre la cause & le vice de cette fausse abondance de 1709. Les Etrangers habiles avoient conçu facilement que l'objet de l'augmentation numéraire étoit principalement d'éteindre les billets de monnoie , que par conséquent cet objet rempli on reviendrait à une diminution ; dès-lors envoyant des remises en France en espèces contrefaites , ils gagnoient , comme on l'a vu.

sur les Finances de France. 365

liv. f. d.

sur 2925 livres 548 7 6

mais la diminution du fixi-
eme arrivant après l'ex-
tinction des billets de
monnoie , ils retiroient
leurs avances de leurs dé-
biteurs qui devoient alors
leur payer 2925 livres en
monnoie plus forte d'un
fixieme que celle qu'ils
avoient reçue , ci . . .

487 10

Total du gain des E-
trangers , sans compter
les intérêts

1035 17 6

Voilà le récit exact de cette fameuse
opération , qu'un homme d'esprit mau-
vais calculateur a regardée comme le
salut de l'Etat

Elle apporta dans le Commerce une
monnoie forte & une monnoie foible ;
elle décria de plus en plus les effets mê-
mes dont le discrédit , plus encore que
l'abondance , avoit causé tous les maux
de l'Etat ; ou plutôt elle dépouilla de
leur propriété les porteurs des billets
de monnoie , en leur donnant en échan-
ge une valeur idéale qui ne pouvoit

subsister ; elle donna aux spéculateurs étrangers l'occasion d'un profit de plus de trente-cinq pour cent , & aux simples billoneurs de plus dix-sept pour cent , à la diminution évidente de notre capital numéraire.

Pour concevoir toute l'étendue de la perte de l'Etat , suivons les faits indiqués par le Ministère même. Il nous apprend que l'on retira pour quarante-trois millions de billets de monnoie ; donc il ne fut apporté dans les Monnoies que deux cent quinze millions.

Nous avons remarqué qu'à la mort de M. Colbert on s'accordoit unanimement à penser que nous avions pour cinq à six cent millions d'especes monnoyées , à vingt-six livres quinze sols le marc d'argent. Les refontes & la guerre en avoient beaucoup fait sortir ; mais on sçait que depuis 1701 jusqu'en 1716 , le Commerce de la mer du Sud a fait entrer plus de deux cent millions d'especes dans le Royaume. Supposons qu'il n'y en fût encore venu que cent millions , & qu'ils eussent réparé notre perte à raison des réformes ; nous devions encore avoir les six cent millions anciens , qui même augmentés en numéraire de plus d'un sixieme , formoient

au moins sept cent millions. Il n'en fut porté aux Monnoies que deux cent quinze ; par conséquent on en refferra ou billona quatre cent quatre-vingt-cinq millions. Le profit de la refonte étoit de dix-sept & demi pour cent ; par conséquent si l'Etranger refondit seulement trois cent millions de vieilles especes, il gagna sur nous, pour l'aider à soutenir les frais de la guerre, cinquante-deux millions cinq cent mille livres. Malgré la pauvreté publique n'eût-il pas mieux valu que le Roi les eût levés sur son Peuple ? & les onze millions trois cent soixante-dix-sept mille sept cent soixante-treize livres de profit sur la refonte, ne sont-ils pas de l'argent acheté à plus de cinq pour un ? Encore ne parle-t-on point de la perte sur les changes dans un tems de dépenses extérieures considérables, soit à raison de la guerre, soit à raison de la subsistance nationale, ou enfin même de ces funestes opérations.

La supposition de deux cent quinze millions m'est encore confirmée par un état général du travail des Monnoies depuis le 14 Mai jusqu'au dernier Décembre. Les matieres tant en or qu'en argent montoient à cent soixante-quatre millions cinq cent cinquante-trois

mille quatre cent livres , les billets de monnoie à trente millions neuf cent dix mille quatre cent livres.

Pour faire conoître combien les lumieres étoient alors bornées sur ces matieres intéressantes, & combien il importe aux Ministres de ne pas accorder légèrement leur confiance ; citons les paroles mêmes de l'Auteur de ce fatal projet.

» L'augmentation des monnoies ne
» peut produire aucun mauvais effet ;
» il y a peu de remise à faire pour le
» compte du Roi dans le pays étranger.

» Par rapport au Commerce , si cette
» augmentation de monnoies augmente
» le prix des denrées que l'Etat tire des
» autres pays , celles du crû & des Fabriques du Royaume se vendent davantage à l'Etranger , ce qui fait une
» compensation dans le général du
» Commerce.

» Quant aux changes , il n'y aura
» ni plus ni moins d'avantage ou de
» perte pour l'Etat ; ils sont réglés sur
» une proportion & une balance arithmétique fondée sur le titre , le poids
» & le cours numéraire des especes reçues & rendues en paiement de part
» & d'autre. D'ailleurs les variations
» qui arrivent dans les changes sont des

» effets des circonstances du Commer-
» ce , indépendantes de la fixation du
» cours des especes ».

Ce raisonnement commence par une maxime détestable & fautive , qui est de distinguer l'intérêt du Roi de celui du Peuple & du Commerce : car dans le cas où le Roi auroit eu des remises à faire à l'Etranger , l'Auteur semble reconnoître que la perte eût mérité quelque considération. La même perte subsistoit donc relativement aux Sujets & au Commerce , & beaucoup plus forte , puisque les remises du Prince sont fort médiocres en comparaison de celles de la Nation.

En supposant même que la Nation entiere n'eût aucune remise à faire au-dehors , n'en avoit-elle point à recevoir ? Etoit-on sans commerce absolument ? & s'il étoit dû par l'Etranger , convenoit-il de lui faire présent d'une partie de sa dette ?

L'Auteur reconnoît que les marchandises étrangères coûteront plus cher ; ainsi voilà une perte assurée pour un gain incertain qu'il promet par une plus grande vente au-dehors. Non-seulement ce gain est incertain , mais il est chimérique ; car les denrées haussent de prix

ſucceſſivement. Quand même elles ne hauſſeroient pas de prix, eſt-il sûr qu'on en vendît davantage dans une même proportion ? Enfin, en ſuppoſant même que l'accroïſſement des ventes fût réglé proportionnellement à la hauſſe de l'argent, pourquoi faire préſent aux Etrangers de cet excédent de nos denrées ſans aucun équivalent ?

A l'égard des changes, le raisonnement porte également à faux. Le prix du change eſt fondé ſur une proportion arithmétique du titre, du poids & de la valeur numéraire des eſpeces reçues & rendues en payement de part & d'autre : voilà qui eſt vrai pour le pair réel ; mais le cours du change s'éloigne de ce pair réel ſuivant les circonſtances ; & nulle circonſtance n'eſt plus propre à mettre ce cours au-deſſous du pair réel, que le diſcrédit où tombe la Nation parmi laquelle le terme moyen qui ſert à évaluer les échanges n'a point une valeur aſſurée. De plus la dette des François augmentant ſur le champ, & leur créance diminuant, il falloit bien que le cours du change baiſſât à leur deſavantage.

L'Auteur ne parloit non plus du billonage & du transport de notre argent,

du resserrement des espèces , que si la France en eût été à son premier essai en fait de refonte.

On dira sans doute qu'il ne suffit pas de montrer clairement les inconvéniens de la refonte de 1709 ; mais que c'est un de ces desordres forcés que dicte la Loi suprême de la nécessité. Sans examiner s'il existe réellement des cas pareils dans l'administration d'un Etat , cherchons quelle étoit la cause du discrédit des billets de monnoie & celle qu'on leur imputa.

Le défaut d'exactitude dans le paiement fut la véritable source du décri de ces effets , qui se communiqua depuis à tous les autres papiers royaux. La cause de cette inexactitude fut d'un côté le fort intérêt qui y fut attaché ; de l'autre la multiplication des mêmes billets, sans avoir pourvû à un fonds proportionné pour répondre aux demandes de paiement qui pourroient être faites.

Les causes de l'inexactitude furent perpétuellement confondues avec les causes du discrédit ; & de cette erreur partirent toutes les fausses opérations. On s'attacha à retirer du Commerce les billets de monnoie ; & comme on n'avoit pas les moyens de le faire réelle-

ment , on voulut le faire du moins fictivement. Le Commerce fut fatigué par des marches & contremarches autour du crédit sans pouvoir l'y conduire.

Dès 1706 l'intérêt avoit été retransché , sans que le Public en fût effrayé. Ainsi le pas le plus délicat étoit fait. Entrer en payement réel des Billets de Monnoie étoit donc le seul parti salutaire ; il pouvoit être fait de deux manières.

La première & la meilleure étoit d'annoncer tous les six mois un payement de trois millions de billets tirés au fort , & de commencer par en faire un de douze millions avec l'argent prêté par les Négocians de Saint-Malo. Non-seulement les billets remontoient à leur valeur , mais même tous les autres Papiers. Dans l'intervalle de l'année il eût été très-facile de faire négocier secrètement pour une somme de trois millions de nouveaux billets ; au bout des dix-huit mois le crédit eût été tel qu'on pouvoit annoncer un payement journalier : alors en permettant de placer les billets de monnoies dans les recettes , en se précautionnant d'une caisse de cinq à six millions pour répondre aux demandes courantes ; par des négocia-

tions sages & mesurées des effets reçus, on pouvoit espérer de soutenir si bien ce Papier qu'il eût été au pair de l'argent.

Le second moyen étoit d'acquitter pour la valeur des douze millions de billets de monnoie au cours de la place depuis fix mois ; ce qui en eût éteint d'abord pour trente millions au moins, & d'établir un fonds certain de quatre millions pour en éteindre autant tous les ans sur le même pied. En quelque état que les affaires fussent réduites, il étoit facile de trouver ce fonds, & le profit seul du premier paiement étoit plus que suffisant pour se le procurer continuellement par des manœuvres adroites & prudentes. Si l'on eût ajoûté à ces précautions la permission de les placer dans les recettes du Roi sur le même pied, vraisemblablement les Billets de Monnoie finissoient par gagner le pair sur la place. La plus legere réflexion sur la nature du crédit suffira pour faire concevoir la possibilité de ces arrangements, & en même tems le mouvement singulier qu'ils eussent communiqué à toutes les parties de l'Etat. Les affaires étoient parvenues à ce période terrible, où il est impossible de les rétablir que

374 *Recherches & Considérations*
par des degrés très-lents ; & l'urgence
des circonstances ne permettoit pas
d'employer tous les moyens qui pou-
voient y conduire ; mais au moins on se
procuroit de grandes facilités pour le
présent & pour l'avenir. Enfin l'abus
& la chute du crédit avoient produit
le defordre ; le crédit renaissant on se
rapprochoit de l'ordre.

A N N É E 1710.

» Le détail des moyens dont on s'est
» servi pour les dépenses des années
» 1708 & 1709 , fait sentir quelle de-
» voit être la difficulté , pour ne pas di-
» re l'impossibilité , de trouver de nou-
» velles ressources pour les dépenses de
» la guerre , qui continuoit avec plus
» de vivacité que jamais après la prise
» de Tournay , & le mauvais événe-
» ment de la bataille de Malplaquet
» qui fut suivie de la prise de Mons.

» Dans cette situation , je proposai
» au Roi , au mois de Novembre 1709 ,
» de faire faire une régie par douze Re-
» ceveurs généraux , de plusieurs affai-
» res extraordinaires , & d'établir une
» caisse dans laquelle feroient portés les
» fonds , tant des affaires extraordinai-

» res dont ils poursuivroient le recou-
» vrement , que des fonds qu'on y pour-
» roit faire entrer.

» Les Receveurs généraux donnerent
» en cette occasion des preuves de bon-
» ne volonté pour le service ; ils déclá-
» rerent qu'en se chargeant de la régie
» des affaires extraordinaires , ils ne
» prétendoient aucune remise ni béné-
» fice , & se contenteroient des intérêts
» des avances qu'ils pourroient faire ,
» & qu'ils demandoient seulement , que
» les frais du Bureau de Paris & de ceux
» des Provinces fussent payés par le
» Roi.

» Ils établirent un Bureau à Paris avec
» un Directeur & un Caissier ; & pour
» donner du crédit à cette nouvelle
» forme de régie (laquelle prit d'autant
» plus de faveur , que le Public , qui
» étoit fort rébuté des Traitans , vit
» que les recouvremens seroient faits
» sans frais , & sans profit pour ceux qui
» en auroient la direction) , on fit entrer
» des fonds dans ces caisses , qui en sont
» sortis pour fournir aux dépenses ; ce
» qui augmenta tellement le crédit de
» cette caisse , qu'on peut dire qu'elle a
» soutenu l'Etat jusqu'au mois d'Avril
» 1715.

» Les affaires extraordinaires dont
 » les Receveurs généraux furent char-
 » gés de faire la régie, & dont les fonds
 » furent portés au Bureau qui devoit
 » être établi, furent :

» 1°. Le rachat du prêt & droit an-
 » nuel.

» 2°. Un denier d'augmentation de
 » remise aux Receveurs généraux &
 » aux Receveurs des Tailles.

» 3°. Des taxations ou augmenta-
 » tions de gages attribués aux Officiers
 » comptables.

» 4°. L'aliénation ou engagement du
 » Contrôle des actes des Notaires.

» 5°. L'affranchissement de la Capi-
 » tation du Clergé.

» Tous ces fonds extraordinaires ont
 » produit près de soixante-huit millions
 » sans aucune remise, ni deux sols pour
 » livre ; & ces recouvremens ont été
 » faits & remplis sans aucuns frais con-
 » tre les redevables.

» On peut observer ici que les af-
 » faires extraordinaires, régies par les
 » Receveurs généraux, ont produit
 » quarante-trois millions huit cent dix-
 » sept mille deux cent quarante-six li-
 » vres, dont la remise sur le pied du
 » fixieme & des deux sols pour livre,
 » auroit

5, auroit monté à onze millions six cent
2, quatre-vingt-dix-huit livres, qu'on
3, a ménagées pour le Roi & pour les
4, redevables.

6, Telle est l'origine de cette caisse
7, de régie dont la recette a été faite sur
8, les quittances des Gardes du Trésor
9, Royal, & du Trésorier des revenus
10, casuels, pour en compter au Conseil
11, seulement & à l'ordinaire, comme
12, ont fait les Traitans.

13, Cet arrangement pris, il fallut
14, penser à acheter des grains pour les
15, vivres de l'armée. Les Intendans eu-
16, rent ordre de faire des marchés. On
17, dressa un état de ce qu'il en falloit,
18, tant pour les troupes qui tiendroient
19, garnison pendant le quartier d'hiver,
20, que pour les armées assemblées; il
21, montoit à sept cent trente-trois mille
22, sacs, qui coûtèrent plus de trente-
23, cinq livres le sac; & cette dépense,
24, avec les frais de voiture jusqu'aux
25, magasins, passoit vingt-cinq millions.

26, Les Munitionnaires ne furent char-
27, gés que des équipages pour la voiture
28, des vivres aux armées, de la mouture
29, des grains; façon, cuisson, & distri-
30, bution du pain, dont la dépense fut

„ considérable par rapport à la cherté
„ des grains.

„ On peut remarquer combien l'ex-
„ cès du prix des grains pendant les an-
„ nées 1709 & 1710, a augmenté les
„ dépenses par comparaison aux années
„ précédentes.

„ Pendant cette année 1710, le Roi
„ fit des avances pour parvenir à la
„ paix. M. le Maréchal d'Uxelles & M.
„ l'Abbé de Polignac furent envoyés à
„ Gertruydenberg, pour conférer avec
„ les Députés des Etats de Hollande.

„ On sçait que ces Conférences n'eus-
„ rent aucun succès ; la guerre conti-
„ nua, & les ennemis ayant assiégé &
„ pris Douay, Saint-Venant, Bethune
„ & Aire, il fallut travailler à recher-
„ cher de nouveaux moyens pour con-
„ tinuer la guerre.

„ La situation de l'Etat ne pouvoit
„ être plus pressante. L'épuisement to-
„ tal des ressources pratiquées dans les
„ Finances depuis vingt-deux ans, fai-
„ soit plus que jamais desespérer de le
„ soutenir.

„ Dans cette extrémité, on demanda
„ des Mémoires à divers personnes ;
„ plusieurs des Intendans des Finances

» furent consultés , plusieurs des Rece-
» veurs généraux & autres Financiers
» furent appelés , & donnerent diffé-
» rens Mémoires ; il falloit s'assurer
» d'un fonds annuel pendant la guerre ,
» qui ne chargeât point les revenus du
» Roi , comme tous les autres moyens
» dont on s'étoit servi auparavant. Après
» un examen long & exact , on ne put
» trouver d'expédient plus convenable
» que d'établir le dixieme du revenu de
» tous les fonds , & généralement de
» tous les biens.

» L'imposition en fut ordonnée par
» la Déclaration du 7 Octobre 1710.
» Cette levée étoit un remede extrême
» & violent : les ennemis de la France
» se persuaderent que l'établissement en
» seroit impossible ; mais ayant vû que
» tous les Sujets se prêtoient aux be-
» soins de l'Etat , & qu'il se faisoit pai-
» siblement & sans résistance , ils regar-
» derent le dixieme comme une ressource
» inépuisable pour la guerre.

» On peut dire que c'est un des prin-
» cipaux motifs qui ont déterminé les
» ennemis à faire la paix ; ils s'en
» sont même assez expliqués , pour ne
» laisser aucun lieu d'en douter.

» On prit ensuite la résolution d'an-

» nuller toutes les assignations qui a-
 » voient été faites , tirées par avance »
 » & de les convertir en rentes sur l'Hô-
 » tel-de-Ville.

» Les Ordonnances expédiées pour
 » les dépenses de l'année
 » 1710 , ont monté à la livr.
 » somme de 225847281

» Les sommes assignées jusqu'au

» 31 Décembre 1713 montant à la

» somme de 185491039

» Il a été assigné

» pendant l'année

» 1714 pour lesdites

» dépenses. 2448781

187939820

» Partant restoit à assi-
 » gner à la fin de 1714 des
 » dépenses de 1710 37907461

» La stérilité de l'année 1709 & les
 » mauvaises récoltes des années qui l'ont
 » suivie , ayant causé une grande dimi-
 » nution sur les revenus du Roi , on
 » ne put continuer de payer , comme
 » auparavant , les arrérages des rentes
 » constituées à l'Hôtel-de-Ville de Pa-
 » ris : on ne put même payer que six
 » mois dans une année.

» Ce retardement donnoit lieu d'ap-
 » préhender quelque mouvement fâ-
 » cheux des Rentiers : néanmoins le

» Public, instruit qu'on employoit exac-
» tement tout le produit des Fermes
» pour payer les rentes, & qu'on se
» donnoit des soins particuliers pour
» rassembler des fonds qui avoient été
» retenus dans les caisses des Provinces
» par des Commis auxquels on fit le
» procès, se prêta aux besoins de l'E-
» tat, & souffroit ce retardement avec
» assez de soumission : on fut même
» obligé de retarder le payement des
» gages des Compagnies supérieures.

» La cause de ce retardement a été
» connue. Il n'est pas néanmoins inu-
» tile d'observer que le produit des Fer-
» mes Générales unies, qu'on estimoit
» année commune quarante-fix millions
» au moins, n'a monté en 1709 qu'à
» trente-un millions, & en 1710 à qua-
» rante millions de livres.

Affaires extraordinaires par Traités.

Vente des Offices
d'Inspecteurs Conser-
vateurs généraux des
Domaines en chaque
Province du Royau-
me, 517850 liv. net..

Permission de ven-

	liv.	s.	d.
431541	13	4	

De l'autre part.	431541	13	4
dre en gros , vins , eaux-de-vie , &c.			
800000 liv. net....	666666	13	4
30000 liv. de ga- ges attribués aux Contrôleurs des ex- ploits ; 600000 liv. net.	500000		

Deux années de jouissance des droits anciens & nouveaux sur chaque bœuf , vache , &c. & soixan- te vendeurs desdites marchandises , avec attribution d'un sol pour livre commué en un droit d'entrée aux portes & barrie- res de la Ville & faux- bourgs de Paris , net..	100000		
---	--------	--	--

Confirmation des Possesseurs des Isles , Ilots , &c. 500000 liv. net.	416666	13	4
--	--------	----	---

Dix Offices de
Voituriers par eau de

De l'autre part 2114875
Paris à Rouen réunis
aux vingt anciens ,
moyennant. 141666 13 4

Offices d'Echevins,
Consuls , Capitouls ,
Jurats , &c. dans les
Hôtels - de - Ville ;
1500000 liv. net. . . . 1250000

Offices de Police,
un Receveur & Con-
trôleur des amendes,
& deux Substituts des
Procureurs du Roi en
chaque Siège de Po-
lice ; 1800000 liv.
net. 1500000

Suppression des
Greffiers Consulai-
res , & création de
nouveaux ; & établis-
sement de vingt nou-
velles Juridictions
Consulaires ; résultat
800000 liv. net. . . . 666666 13 4

Receveurs particu-
liers alternatifs des
impositions du Dau-

5673208 6 8

	liv.	f.	d.
De l'autre part	5673208	6	8
phiné, tant au profit du Roi que des Communautés ou particuliers réunis aux anciens Titulaires, &c. résultat			

250000 liv. net. . . .	208333	6	8
------------------------	--------	---	---

Droit de rehaussement pour trois années sur les sels de Franche-Comté. . . .	300000		
--	--------	--	--

Aliénation de 12000 liv. de rente dans la Généralité de Lyon pour le rachat de la Capitation ;			
240000 liv. net. . . .	200000		

Aliénation de 300000 liv. de rente au denier dix-huit sur les recettes générales ; 5400000 liv. net.	4725000		
--	---------	--	--

Cinquante Inspecteurs des veaux à Paris au lieu des Trésoriers ; 500000 liv.			
--	--	--	--

111101541	13	4
	net	

sur les Finances de France. 385
liv. f. d.

De l'autre part. 11106541 13 4

net. 416666 13 4

Six deniers d'augmentation par Contrôle d'exploits, au lieu des gages attribués aux propriétaires des Offices de Contrôleurs. 600000

Six fols huit deniers d'augmentation par quintal de toutes les voitures sur le Canal de Languedoc pendant dix ans, moyennant. 250000

Décharge des Marchands de vin privilégiés pour indûe jouissance de vingt-sept fols d'augmentation de droits par chaque muid & des deux tiers du gros d'arrivée, moyennant. 66000

Domaines en Flandre. 1200000

13639208 6 8

De l'autre part. 13639208 6 8

Trésoriers Payeurs
& Contrôleurs des
gages des Commu-
nautés d'Arts & Mé-
tiers, au lieu des Ju-
ges Gardes des Eta-
lons, Mésureurs ; ré-
sultat 600000 liv.
net. 500000

8250 livres d'aug-
mentation de gages
attribuées aux Com-
missaires Provinciaux
des guerres ; 165000
liv. net. 137500

Dix deniers de ta-
xations aux Rece-
veurs & Contrôleurs
triennaux des fouages
en Bretagne ; 800000
liv. net. 666666 13 4

Offices de Syndics
Trésoriers & Contrô-
leurs des guerres ;
300000 liv. net. 250000

Huit années de
jouissance des droits

Sur les Finances de France. 387
liv. f. d.

De l'autre part. 15193375
sur les huiles. . . . 3000000

Continuation du
bail des Fermes de Sa-
voie pendant l'an-
née 1711, moyen-
nant. 630000

Affaires par recouvremens.

Aliénation du Con-
trôle des actes hors
les Provinces de Bour-
gogne, Franche-Com-
té, Dauphiné & Soif-
fonnois. 16538000

Affranchissement de
la Capitation du Cler-
gé. 24000000

Autres recouvre-
mens indiqués par le
Mémoire, dont
600000 liv. de rente
au denier vingt à re-
partir entre les Inté-
ressés dans les affaires
depuis 1699. . . . 27462000

Au mois de Janvier

86823375

K k ij

De l'autre part. 86823375

il fut créé 30000 liv.
de rentes au denier
vingt pour repartir
entre les acquéreurs
des Lettres de No-
blesse. 600000

300000 livres de
rente au denier dix-
huit à repartir entre
les Privilégiés des
Villes franches. 5400000

Au mois de No-
vembre, 600000 liv.
de rente au denier
vingt sur les Aides &
Gabelles. 12000000

Conversion ordon-
née au mois d'Octo-
bre 1710 en rentes des
assignations des an-
nées précédentes. 33957866

138781241

Cette création de rentes au denier vingt étoit en conséquence d'un Edit , par lequel les rentes constituées précédemment à d'autres deniers , étoient réduites à ce taux , afin d'en assurer le

payement déjà interrompu , comme on vient de le voir. Cette facilité du Public à confier de nouveau son argent après une semblable Déclaration , prouve assez solidement ce qui a été remarqué à l'année 1709 , qu'avec quelque exactitude il étoit possible de rendre l'activité à la circulation tant de l'argent que des billets de monnoie.

Pour retirer du Public une partie des billets de monnoie convertis en billets des Receveurs & Fermiers Généraux à cinq ans , & aussi les billets particuliers qui avoient été délivrés à raison des intérêts échus , il fut constitué un million de rentes au denier vingt sur les Gabelles , qui ne pouvoient être acquises qu'avec ces effets.

Depuis le mois de Février 1709 jusqu'au 14 Octobre de cette année , il ne fut payé à la Caisse des emprunts ni capitaux ni intérêts. Il fut ordonné qu'à l'avenir les intérêts seroient réduits à cinq pour cent , & payés d'année en année : mais que les promesses seroient renouvelées pour quatre ans , afin d'être remboursées dans le terme. Le 20 Décembre il fut changé quelque chose à cet arrangement ; les intérêts à dix pour cent dûrent être joints au capital

des promesses, pour être lefdites promesses renouvelées d'année en année jusqu'au remboursement qui seroit fait immédiatement après la Paix; & cependant l'intérêt du tout payé annuellement à cinq pour cent.

On peut se ressouvenir qu'en 1707 M. de Chamillart avoit engagé les Fermiers Généraux à emprunter six millions sur leurs billets particuliers signés deux à deux. Comme ils n'avoient pû être acquittés aux échéances, il fut ordonné aux porteurs de les convertir en promesses de la Caisse des emprunts, avec l'intérêt à cinq pour cent.

On conçoit que ce fut la fin du crédit de la Caisse des emprunts; on lui substitua le crédit nouveau de la Caisse de Régie, qui tomba depuis à son tour à-peu-près par les mêmes causes. Mais il est important d'observer que cette espece de renouvellement de crédit étoit dû pour la plus grande partie à l'ordre que le public voyoit rétablir dans la distribution; & l'attention du Ministre à veiller sur la prompte rentrée des recouvremens le mit seule en état de soutenir cette réputation d'exactitude dans un tems très-difficile.

Pendant toutes ces années, les Fer-

mes générales furent en régie : le discrédit public avoit jetté un tel vuide dans les consommations , qu'aucun Fermier n'osoit s'en charger à un prix limité. Peut-être au lieu des frais & de l'incertitude de cette Régie , eût-il été plus avantageux au Roi d'affermir à un prix même modique , en se réservant le surplus au-delà des dépenses convenues pour la perception. En pareil cas , le moindre intérêt assigné au Fermier sur cet excédent de recouvrement , suffit pour répondre de sa vigilance.

Le Contrôle des Actes dans les quatre Provinces exceptées de l'aliénation fut affermé à deux millions sept cent vingt mille livres pendant la guerre , & trois millions en cas de paix.

Le droit sur les suifs à Paris fut affermé deux cent cinquante mille livres : le Bail des Fermes de Savoie fix cent trente mille livres.

Le décri des anciennes especes avoit été annoncé le 28 Décembre 1709 , comme nous l'avons remarqué : mais au mois d'Octobre on s'apperçut enfin qu'on n'avoit travaillé qu'en faveur des étrangers. Les vieilles especes qui n'avoient point été transportées ,

n'en paroissent pas davantage aux Monnoies ; on les rappella dans le Commerce en leur donnant cours , sçavoir aux louis d'or pour treize livres , & aux écus pour trois livres dix sols. Quoique la différence fût encore trop forte pour rétablir la circulation & arrêter le billonage , ce fut au moins un moindre mal & une incertitude de moins dans les propriétés. Il est difficile de concevoir comment une expérience aussi frappante & aussi constante n'ouvrait pas les yeux du Gouvenement. On cherchoit du crédit au même tems qu'on altéroit la confiance réciproque dans les engagements des particuliers. Car les propriétés étoient incertaines , puisque les possesseurs des vieilles especes étoient exposés aux recherches : il étoit plus sûr de faire sortir son argent du Royaume , que de l'employer ; soit à raison du bénéfice du billonage , soit à raison de la crainte d'être remboursé en especes foibles pour une monnoie forte.

Il paroît que depuis le 14 Mai 1709 , jusqu'à la fin de Janvier 1711 , il avoit été apporté aux Monnoies pour deux cent quatre-vingt-huit millions soixante-douze mille trois cent livres en es-

peces , & en billets de monnoie trente-huit millions trois cent quarante-trois mille liv. La délivrance montoit à trois cent quarante-un millions sept cent huit mille seize livres ; les frais & le déchet à cinq millions neuf cent seize mille quatre cent livres , par conséquent jusques-là le bénéfice du Roi étoit de neuf millions trois cent quatre-vingt-six mille trois cent seize livres en especes ; & en comptant les billets de monnoie retirés du public, de quarante-sept millions sept cent trente-neuf mille trois cent seize livres. Il est certain que les particuliers ne pouvoient être plus fortement invités d'y porter ces billets, puisque l'Arrêt du 7 Octobre annonçoit leur décri au 11 Février de l'année suivante. Pour faciliter encore cette conversion, on permit de nouveau de les faire entrer pour un cinquieme dans les valeurs portées aux Monnoies : mais ces prétendus avantages séduisoient peu de personnes : ceux qui sçavoient calculer, trouvoient leur compte à envoyer leurs especes à l'étranger, même en supposant la perte de leurs billets de monnoie ; & ces billets, après tout, étoient une dette à laquelle, de

394 *Recherches & Considérations*
maniere ou d'autre il falloit fatisfaire
un jour.

Ne quittons point les opérations de cette année, fans faire quelques réflexions fur l'établissement du dixieme. Lorsque toutes les voies de traités & de recouvremens d'affaires extraordinaires eurent été épuifées, on fut forcé de recourir à l'imposition générale. Mais plus on avoit tardé à employer cette reffource, plus la charge en fut pesante fur les Peuples, & moins l'Etat en retira d'avantages. Le discrédit des effets publics dans la Capitale avoit intercepté les confommations, l'unique moyen par lequel elle puiſſe répandre dans les Provinces ce qu'elle en retire néceſſairement tous les ans; les bénéfices de l'ufure avoient étouffé le germe de l'induftrie, & engloutiſſoient le peu de capitaux que l'altération continuelle des monnoies n'empêchoit pas de circuler: l'allarme & le defordre avoient été portés dans toutes les familles, par l'exécution d'une infinité de traités odieux; tous les revenus dans l'Etat étoient tombés: auffi va-t-on voir que le dixieme ne rendit pas plus de vingt-quatre millions dans les meil-

leures années. N'est-il pas évident qu'en l'imposant dès le commencement de la guerre, lorsque tous les revenus étoient encore entiers, il eût produit beaucoup davantage ? N'est-il pas évident que par la voie du discrédit, des changemens de monnoie, des Traités, non-seulement chacun avoit payé annuellement l'équivalent du dixieme, sans que l'Etat en profitât, mais encore, ce qui est bien plus fâcheux & presque sans ressource, tous les revenus étoient diminués ? L'Etat cependant dépourvû d'argent, avoit payé les fournitures la moitié au-delà de ce qu'elles auroient coûté dans un tems d'ordre : la somme de ces dépenses se trouvoit en partie convertie en rentes perpétuelles, & cette charge menaçoit la postérité la plus reculée de lui faire partager les malheurs présens : voilà les fruits cruels de ces prétendus ménagemens pour le Peuple ; jamais ils ne furent dictés par l'amour qu'on a pour lui. Mais comme avant d'établir l'imposition il faut que l'administration n'ait plus rien à gagner sur elle-même, & que rarement les tems de guerre sont susceptibles de réforme, ou que le courage manque, on met en jeu le crédit, dont

la ressource paroît d'autant plus commode & plus abondante, qu'on en connoît moins les véritables principes. On finit par l'imposition, dont la durée n'a plus de bornes; mais on a paru forcé par la nécessité, quoique dans le fait on l'ait produite cette fatale nécessité, par le mélange d'un faux respect humain & d'une grande indifférence pour l'intérêt public. Le Peuple, toujours porté au soupçon & au murmure dans les opérations dont on lui fait un mystère, comme on peut assurer qu'il est toujours juste & docile dans les choses dont il comprend la nécessité, ne voit que l'imposition & une durée perpétuelle : le préjugé national s'accoutume à confondre ces deux idées, & force quelquefois l'administration la plus éclairée à s'écarter des bons principes, ou à opérer le salut public avec un air de dureté.

On ne sçauroit trop répéter cette importante vérité, que le point capital dans le maniement des Finances, est de veiller à la conservation du revenu national : or les emprunts forcés haussant l'intérêt, nuisent encore plus à la conservation du revenu national que l'imposition ; & ce ne fera jamais que par

sur les Finances de France. 397
usage modéré du crédit & de l'im-

DEPENSES DE 1710.

		Sommes assignées.	Reste à assigner.
Extraordinaire des guerres	77576011 liv.	71729712 liv.	5846299 liv.
Pain de munition.	33269978	26271874	6998104
Etapas	9524488	9075445	449043
Gardes du Corps & autres petits Trésoriers	4924526	4924526	
Artillerie.	3659220	3139678	519542
Fortifications.	1981972	822897	1159075
Marine.	15200710	4538647	10662063
Galeres.	3188456	2348273	840183
Maisons Royales.	9568786	9568786	
Dépenses du Trésor Royal	66953134	55519982	11433152
	225847281	187939820	37907461

Distribution des Ordonnances.

Assigné pour les dépenses de 1708..	9858609	}	liv. 229025782
<i>Idem</i> de 1709	5631524		
Sur les fonds de 1710	140418741		
1711	5631483		
1712	3741598		
1713	1245621		
1714	471817	}	
Assigné pour la dépense des années 1707 & précédentes	8470542		
Réaffectations	45246473		
Remboursemens d'avances	8309374		

un usage modéré du crédit & de l'imposition qu'on parviendra à répondre aux dépenses extraordinaires sans épuiser l'Etat, & à établir en même tems la confiance dans l'administration, dont elle doit être le principal ressort.

Les revenus de 1710	liv:
montoient à	96192337
Les charges & diminutions à	59759592
	<hr/>
Parties du Tréfor Royal	36432745
Il fut consommé par anticipation	
Sur 1714.	16929323
Sur 1715.	4817900
Sur 1716.	849610
	<hr/>
	59029578
Sur la Capitation.	29769644
	<hr/>
	88799222
Fonds extraordinaires..	138782141
	<hr/>
	227580463
	<hr/>

Voyez l'Etat des dépenses de 1710.

ANNÉES 1711, 1712.

« L'explication des fonds qui ont
» servi aux dépenses des années 1708 ,
» 1709 & 1710 , fait connoître sensi-
» blement quelle étoit la difficulté de
» trouver des ressources suffisantes ,
» pour continuer de si grandes dépenses
» que celles qui ont été faites pendant
» ces trois années. L'établissement du
» dixieme donnoit de grandes espéran-
» ces ; mais l'événement a justifié que
» le recouvrement des plus fortes an-
» nées n'a pas monté à vingt-quatre
» millions.

» Le dixieme des pensions & des au-
» tres dépenses qui se payoient au Tré-
» sor Royal , sujettes à la retenue du
» dixieme , opéroit une diminution des
» dépenses , mais ne produisoit pas un
» fonds présent pour celles qu'il faut
» payer actuellement.

» Il falloit donc penser à assurer des
» fonds qui pussent entrer successive-
» ment dans les Caisses.

» C'est le motif qui fit ordonner , par
» la Déclaration du mois d'Octobre
» 1710 , la conversion de toutes les af-
» signations tirées par avance sur les re-

» venus de 1711, 1712 & 1713, pour
» ôter tous les papiers qui empêchoient
» la circulation de l'argent.

» On ordonna aussi, par la même
» Déclaration, la conversion en rentes,
» tant des billets de monnoie qui sub-
» sistoient encore, & des promesses à
» cinq ans, faites au lieu de billets de
» monnoie annullés, que des billets
» d'emprunts faits par les Trésoriers
» de l'extraordinaire des guerres, & les
» Adjoints qui leur avoient été donnés
» pour soutenir leur crédit, & des bil-
» lets de subsistance donnés aux Offi-
» ciers des troupes, & généralement
» des autres papiers qui existoient alors.

» La refonte des especes ordonnée
» en 1709, avoit déjà procuré l'extinc-
» tion de plus de quarante millions de
» billets de monnoie & d'autres pa-
» piers.

» On rendit libres par ce moyen les
» fonds qui avoient été consommés d'a-
» vance sur les années 1711, 1712 &
» 1713.

» On compta avec les Receveurs Gé-
» néraux des Finances, & on visa
» leurs assignations, pour reconnoître
» ce qu'ils devoient de ces trois an-
» nées.

» Ces dispositions , quoique bonnes
 » & nécessaires , causerent un discrè-
 » dit total aux assignations ; de sorte
 » que , pour avancer les dépenses de
 » 1711 , & même de 1712 , on fut obli-
 » gé de faire remettre à la caisse des
 » Receveurs Généraux , tenue par le
 » sieur Legendre , laquelle s'étoit ac-
 » créditée par les fonds qui y entroient
 » journellement , des assignations sur
 » les Receveurs Généraux pour les
 » fonds restans libres de la taille & de
 » la capitation , & pour l'avance de dix-
 » huit millions de livres , qu'on enga-
 » gea les Receveurs Généraux de faire ,
 » sur le produit du dixieme des biens-
 » fonds , tant du quartier d'Octobre
 » 1710 , que de l'année entiere 1711 .

» Ce produit étoit alors très-incer-
 » tain , & n'a pû monter dans les dix-
 » neuf Généralités taillables à quatorze
 » millions .

» Les Gardes du Trésor Royal ont re-
 » mis , en exécution de ce projet , les assi-
 » gnations au sieur Legendre sur ses ré-
 » cépissés , portant promesse de leur
 » en payer la valeur en argent ou en
 » quittances à leur décharge ; ce qui
 » a été régulièrement exécuté entre les

» Caissiers

» Caiffiers du Tréfor Royal & le fleur
» Legendre.

» Il est nécessaire d'observer qu'au
» commencement de cette année 1711
» le Roi ayant résolu d'affsembler l'ar-
» mée avant qu'il y eût de l'herbe pour
» fourrager, il donna ses ordres pour fai-
» re des magasins de fourrages secs, qui
» pussent faire subsister les chevaux de
» la Cavalerie pendant six semaines ;
» & cette dépense extraordinaire qu'il
» fallut payer comptant, outre le cou-
» rant des autres dépenses, a monté à
» trois cent cinq mille livres, suivant
» l'ordonnance qui en a été signée par
» le feu Roi.

» Pour procurer avec solidité des
» fonds actuels à la caisse de régie, tant
» pour cette dépense de fourrage que
» pour les autres, on obligea les Re-
» ceveurs Généraux de payer en ar-
» gent à la Caisse de régie, le montant
» des assignations des premiers mois de
» leurs exercices, & de faire leurs bil-
» lets pour les derniers mois ; ce qui a
» été régulièrement exécuté.

» Les billets des Receveurs Géné-
» raux étant faits pour des termes peu
» éloignés, furent négociés à un inté-
» rêt médiocre ; & on évita par ces

» arrangemens les escomptes qu'il au-
» roit fallu passer aux Banquiers & aux
» Fournisseurs, si on leur avoit donné
» les assignations à négocier, comme
» on avoit fait en d'autres années.

» On fit de plus entrer dans cette
» Caisse, suivant le premier projet,
» sans traitans ni remises, & sans frais
» que ceux de la régie, les dons gra-
» tuits des villes & le doublement des
» Inspecteurs des boissens & des octrois,
» qui ont produit de net trois millions
» soixante - huit mille soixante - cinq
» livres.

» Pour augmenter les fonds nécessai-
» res à fournir aux dépenses toujours
» pressantes, on accepta, suivant l'or-
» dre du feu Roi, quelques avances
» proposées par divers particuliers en
» argent, avec une partie en papiers;
» ce qui procura un fonds actuel de cinq
» millions deux cent soixante mille
» livres.

» Le papier accepté ne monta qu'à
» huit cent vingt-trois mille livres, qui
» a été remboursé en assignations sans
» intérêts.

» Le feu Roi ayant convoqué une
» assemblée du Clergé dans cette même
» année 1711 pour l'établissement du

» dixieme , le Clergé propofa de don-
» ner au Roi huit millions pour en
» être déchargé, & cette offre fut ac-
» ceptée.

» Tous ces fonds ont produit près
» de cent millions, qui ont fervi aux
» dépenses des années 1711 & 1712.

» L'Ordre de Malthe & le Clergé
» des Evêchés de Metz, Toul, Ver-
» dun & Perpignan, ont donné cent
» quarante-deux mille livres pour être
» déchargés de l'établiffement du di-
» xieme.

» La Province d'Alface & la ville de
» Strasbourg, deux millions neuf cent
» foixante-treize livres, pour en être
» pareillement déchargées.

» Voilà ce qui a été fait pour l'éta-
» bliffement & pour la décharge du di-
» xieme.

» L'établiffement du dixieme ne per-
» mettoit plus de faire des traités, ni
» autres affaires extraordinaires; il fal-
» loit néanmoins d'autres expédiens
» pour avoir de l'argent.

» On créa par un Edit du mois de
» Janvier 1712 des Charges d'Inspec-
» teur des Finances, auxquelles on
» avoit attribué des gages & des frais
» d'exercice.

» Pour en assurer le payement , on
» avoit ordonné par Arrêt du 26 Jan-
» vier , une imposition de trois deniers
» pour livre pour augmentation sur le
» total de la taille , qui devoit produire
» 480000 livres par an.

» Les charges n'ayant point été le-
» vées , on proposa de faire usage du
» produit de ces taxations , & de créer
» des rentes sur les Tailles au denier
» douze , pour le remboursement des-
» quelles on affecta trois cent mille liv.
» par an ; & ce remboursement devoit
» être fait de six mois en six mois.

» Ces rentes ne devoient pas être
» perpétuées ; elles devoient s'éteindre
» dans le cours de treize années. D'ail-
» leurs , pour leur donner plus de cré-
» dit , on jugea qu'il ne falloit point les
» confondre avec les autres rentes de
» l'Hôtel-de-Ville.

» Ces motifs déterminèrent à propo-
» ser un homme de bonne réputation
» & connu du public , pour faire la re-
» cette du principal , payer les arréra-
» ges d'année en année , & faire dans les
» tems prescrites les remboursemens.

» Le sieur Belanger , Trésorier du
» Sceau, fut choisi pour cette fonction.
» L'Edit du mois de Juin 1712 portant

» création de cinq cent mille livres de
» rentes à prendre par préférence sur
» tous les deniers des Tailles, commet
» le sieur Belanger pour faire la recette
» des principaux de la constitution,
» celle des fonds destinés pour payer
» les arrérages & pour faire les rem-
» boursemens.

» Par le même Edit, le sieur Belan-
» ger est chargé de remettre aux Gar-
» des du Trésor Royal les fonds de la
» constitution, les quittances du paye-
» ment des arrérages & des rembour-
» semens, pour en compter par eux à
» la Chambre des Comptes.

» Il restoit encore des billets de mon-
» noie & des billets à cinq ans. Il avoit
» été ordonné par Arrêt du 30 Novem-
» bre 1711, qu'ils demeureroient
» éteints & de nulle valeur au premier
» Mars 1712.

» Par Arrêt du 6 Février de la même
» année 1712, il fut permis pendant le
» reste de ce mois de les porter en ren-
» tes à la tontine, en fournissant moi-
» tié en argent.

» Plusieurs Négocians ayant eu avis
» de l'arrivée d'une quantité de matie-
» res d'argent qu'ils n'avoient pû faire
» porter aux Monnoies avant la dimi-

» nution résolue pour le premier Fé-
 » vrier, on leur accorda, par cinq Ar-
 » rêts, le même prix qui avoit été fixé
 » avant le premier Février, & leurs
 » matieres furent reçues avec profit
 » pour eux, jusqu'au premier Janvier
 » 1713.

» Enfin, au mois de Décembre 1712,
 » le Roi, pour avancer la conversion
 » des especes & matieres qui restoient
 » à porter aux Hôtels des Monnoies,
 » abandonna le profit de la conversion,
 » & ordonna par un Arrêt du 6 Dé-
 » cembre 1712, que les anciennes es-
 » peces & matieres y seroient payées
 » sur le pied de toute leur valeur.

» Les Ordonnances pour les dépenses
 » de l'année 1711 liv.
 » ont monté à. . . . 264012881

» Mais attendu
 » qu'entre ces Or-
 » donnances il y en
 » avoit une de . . . 46165094 pour
 » la remise des exer-
 » cices précédens,
 » qui n'opere ni re-
 » cette ni dépense
 » actuelle, laquelle
 » somme il faut dé-
 » duire, reste. . . . 217847787

De l'autre part 217847787 liv.

» C'est à quoi se
» trouvent monter
» toutes les Ordon-
» nances de dépen-
» ses actuelles pour
» l'année 1711.

» Il a été assigné
» à compte desdites
» dépenses jusqu'au
» premier Décem-
» bre 1713..... 167076582

» Partant il restoit
» à assigner en 1714
» & 1715 pour les
» dites dépenses ... 50771205

» On ne détaille point tous les fonds
» qui ont été consommés pour les dé-
» penses des deux années 1711 & 1712;
» afin d'éviter une explication qui se-
» roit trop longue. Si on fouhaitoit de
» la voir, on la trouveroit dans les vo-
» lumes qui ont été faits pour chacune
» de ces années, qui contiennent les
» recettes de toute nature, & pareil-
» lement les dépenses ordonnées & fai-
» tes pendant ces mêmes années.

» Les Ordonnances expédiées pour

» les dépenses de l'année	
» 1712 ont monté à la	liv.
» somme de	240379947
» Les sommes assignées	
» jusqu'au 31 Décembre	
montent à	202403099
» Partant, restoit à affi-	
» gner pour lefdites dé-	
» penses pendant les an-	
» nées 1714 & 1715 »...	37976848

*Affaires extraordinaires de 1711
par Traités.*

22000 liv. d'aug-			
mentations de gages			
des Conseillers de Po-			
lice, 352000 liv. net...	liv.	f.	d.
	293333	6	8

Continuation pen-
dant deux ans de la le-
vée des droits sur les
boeufs , vaches &
veaux entrant à Paris,
moyennant 1000000

Lieutenans Crimi-
nels & autres dans les
Amirautés du Royau-
me, 600000 liv. net... 500000

1793333 6 8

Augmentations

sur les Finances de France. 409

liv. f. d.

De l'autre part 1793333 6 8

Augmentations de
gages attribuées aux
Commissaires & Gref-
fiers des Inventaires,
&c. 450000 liv. net... 375000

Offices dans les Bail-
liages & Sièges Prési-
diaux d'Ypres & Va-
lenciennes, 238040 l.
net. 198366 13 4

15000 liv. de ren-
tes d'augmentations de
gages aux Officiers vé-
térans & aux veuves
d'Officiers revêtues de
leurs Offices jouissant
des privilèges, 300000
liv. net. 260000

10900 liv. de ren-
tes aux Commissaires
& Contrôleurs de la
Maison du Roi ,
218000 liv. net. . . . 151334

Autres affaires sans Traités.

Fabrication des pie-
ces de trente deniers

2778034

M m

De l'autre part... 2778034
 dans la Monnoie de Lyon
 jusqu'à la concurrence de
 quatre cent mille marcs... 700000

Fabrication de cent mille
 marcs de pieces de quatre
 sols dans la Monnoie de
 Strasbourg, à fix liv. dix
 sols par marc 650000

Rachat du Dixieme par
 le Clergé 8000000

Abonnement du Dixie-
 me en Languedoc par an. 500000

Au mois de Janvier
 on constitua au denier
 vingt sur les Aides &
 Gabelles la somme de
 1200000 liv. de rentes 24000000

Février, 500000 liv. 10000000

Juin, 2000000 liv. 40000000

Juin, 1000000 l. de
 rentes, pour éteindre
 les billets de monnoie
 convertis en promes-
 ses des Fermiers &
 Receveurs généraux 20000000

Décemb. 1000000 l.
 de rentes 20000000

114000000

126628034

Augmentations de gages
 aux Commissaires des In-
 ventaires, 20000 liv. au
 denier vingt 400000

127028034

s Revenus de	
montoient à . . .	102112510
s charges & di-	
visions.	63149548
	<hr/>

DEPENSES DE 1711.

		Sommes affi- gnées.	Reste à affi- gner.
Extraordinaire des guerres	89078195 liv.	66225914 liv.	22852281 liv.
Pain de munition	15637727	14236600	1401127
Etapas	7513223	6983727	529496
Gardes du Corps & autres petits Trésoriers	5163929	5163929	
Artillerie	2570099	2126481	443618
Fortifications	2052282	1807084	245198
Marine	15293293	4404097	10889196
Galeres	2808808	1135713	1673095
Maisons Royales	10235618	8530903	1704715
Dépenses du Trésor Royal	113659665	102627228	11032437
	<u>264012839</u>	<u>213241676</u>	<u>50771163</u>

Distribution des Affignations.

Pour les dépenses de l'année	1708 . . .	4503619	} 276481977 liv.
	1709 . . .	2719784	
	1710 . . .	10799198	
Sur les fonds de	1711 . . .	163418008	
	1712 . . .	15691619	
	1713 . . .	3479917	
	1714 . . .	3571723	
Affignations pour les dépenses de l'an- née 1707 & précédentes		45410733	
Réaffignations		24719313	
Remboursemens d'avances		2168063	

Les Revenus de		
1711 montoient à . . .	102112510	}
Les charges & diminutions.	63149548	
Parties du Trésor		
Royal	38962962	}
Par anticipation		
jusqu'en 1714.	22370801	
Sur 1715	12530490	
Sur 1716	1560480	
Assigné sur la Capitation.	34729072	}
Sur le dixieme	38414297	
Fonds extraordinaires & Traités.	127028034	
		livr
		275596136

Voyez l'Etat de dépenses de 1711.

Avant de passer à l'examen des fonds & des dépenses de 1712, il n'est point inutile de s'arrêter sur une réflexion du Ministre au sujet de la conversion ordonnée en rentes des billets de monnoie, des promesses à cinq ans, des billets des Trésoriers de l'Extraordinaire des Guerres, billets de subsistance, &c. *Ces dispositions, quoique bonnes & nécessaires, dit-il, causerent un discredit total aux assignations.*

Cela devoit arriver nécessairement : la liberté est l'ame du crédit ; & des contrats ne peuvent remplacer un papier négociable sans frais, sans formalités, sans longueurs. Payer en contrats ce qui étoit exigible en argent, c'est

bien plus manquer à son engagement que si l'on payoit à terme ce qui étoit acheté au comptant ; le dommage qu'en reçoit le créancier , le dérangement qui peut en résulter dans la circulation sera beaucoup plus considérable encore. Presque tous les gros créanciers de l'Etat sont débiteurs en détail d'une infinité de personnes dont l'aisance dépend du bon paiement ; & leur aisance retourne sûrement à l'Etat , comme l'Etat perd si cette aisance souffre. Dans quel tems encore cette conversion est-elle faite ? Dans un moment où les especes sont resserrées & transportées pour la plupart à l'Etranger ; où les contrats même sont tellement multipliés que leur solidité est douteuse, après une réduction forcée d'intérêts , une suspension de payemens.

Ces dispositions étoient cependant bonnes & nécessaires dans la route que le Ministre avoit suivie ; mais ces inconvéniens même qu'il éprouva peuvent conduire à douter s'il avoit choisi la meilleure. Le mal n'est point enfanté par le bien : mais pour corriger en partie le vice d'une opération , il est souvent nécessaire de l'accompagner d'une autre qui n'est pas meilleure en soi , la

circonstance la rend bonne & nécessaire , comme un raisonnement ne laisse pas d'être conséquent , quoique le principe duquel il émane ne puisse être admis par un esprit juste.

La permission accordée le 7 Octobre 1710 , de remettre les vieilles espèces dans le Commerce & de les apporter aux Monnoies avec un cinquieme en billets , n'ayant pas eu un effet proportionné au desir du Ministre , il défendit de nouveau sous des peines très-severes , soit de les garder chez soi , où de les transporter au-dehors. Quelques recherches entreprises à l'occasion de ce resserrement ne furent qu'odieuses. Si le législateur, au lieu de s'aigrir, eût demandé aux Sujets des choses réciproquement avantageuses , il eût été obéi ; il fallut bien en venir-là.

Les billets de monnoie furent totalement décriés au premier Octobre ; les Porteurs eurent néanmoins permission de les convertir en rentes , moitié perpétuelles , moitié viagères créées en 1705. Lorsqu'on eut pris le parti de débarrasser le Commerce du restant des billets de monnoie par une suppression pure & simple , on augmenta considérablement & sans intervalle le prix des

414 *Recherches & Considérations*

matieres d'or & d'argent , & des vieilles especes dans les Monnoies ; c'est-à-dire que , par une Déclaration du 24 Octobre ,

le marc de vieux louis	liv. f. d.	liv. f.
d'or fut porté de . . .	508 15 0	à 561 0
le marc de vieux écus		
d'argent, de	33 18 4	à 37 8
le marc d'or fin, de . . .	531 16 4	à 612
le marc d'argent fin, de	35 9 1	à 40 16

Cette nouvelle augmentation confirma les spéculations des particuliers qui s'étoient obstinés à garder leurs vieilles especes ; & ce succès , au lieu d'ouvrir les bourses , les confirma au contraire dans l'habitude de garder leur argent malgré les défenses & les risques. On prit donc le parti au premier Janvier 1752 de diminuer les prix ,

	liv. f.	liv. f. d.
pour le marc d'or fin, de	612	à 589 1 9
de vieux louis, de . . .	561	à 540
le marc d'argent fin, de...	40 16	à 39 5 5
celui de vieux écus, de..	37 8	à 36

Cette diminution dura jusqu'au mois de Décembre , & ralentit encore le travail aux Monnoies , car chacun connoissoit la ruse ; & il paroît que les Monnoies , qui pendant les mois de Novembre & de Décembre avoient fabriqué seize ou dix-sept millions , ne

fabriquèrent plus par mois que de deux millions à cinq.

*Affaires extraordinaires de 1712 ;
par Traités.*

Confirmation des
Offices de Contrô-
leurs des Exploits ;
Actes des Notaires ,
&c. 800000 l. net. 666666 13 4

Offices dans les
Monnoies ; 130000
livres ; net 108333 6 8

Supplément de
Finance aux Con-
trôleurs généraux
des Finances & Re-
ceveurs particuliers
des impositions de
Metz, Alsace, Béarn,
Navarre & Franche-
Comté ; 200000 li-
vres ; net 166666 13 4

Prorogation des
droits du double-
ment des Péages
pendant six années ;
1800000 livres ; net 1620000

2561666 13 4
M m iiiij

416 *Recherches & Considérations*

	liv.	s.	d.
De l'autre part.	2561666	13	4
Excédent du Trai- té des places de Per- ruquiers & Syndics de leurs Communau- tés ; 42000 liv. net.	35000		
Dispense du dou- blement des octrois & tarifs en la Géné- ralité de Bourges , moyennant	110000		
Supplément de Fi- nance aux Contrô- leurs & Visiteurs des poids & mesures des moulins ; résultat 120000 livres ; net.	100000		
Finances de Bour- gogne ; 766666 li- vres 13 sols 4 den. net	737916	13	4
Supplément de Fi- nance aux Vérifica- teurs des lettres de voitures ; 200000 li- vres ; net	166666	13	4
<i>Idem</i> aux Inspec- teurs des vins ;			

3711250 0 0

1712.

Des affi- ées.	Reste à affi- gner.
Extraord. 3833 liv.	17696214 liv.
Pain de 8331	
Etapas 6283	523012
Gardes :	
petits 6897	252790
Artillerie 8852	122458

ffices de Tréso-

11827916 13 4

DE PENSES DE 1712.

	Sommes affi- gnées.	Reste à affi- gner.
Extraordinaire des guerres	85300047 liv.	67603833 liv.
Pain de munition.	15148331	15148331
Etapas	8579294	8056283
Gardes du Corps & autres petits Trésoriers	5609687	5356897
Artillerie.	3361310	3238852
Fortifications.	1979389	717944
Marine	14156034	5470857
Galeres	2800000	1591587
Maisons Royales	8760383	7803857
Dépenses du Trésor Royal	94685472	87414658
	<u>240379947</u>	<u>202403099</u>
		<u>37976848</u>

Distribution des Assignations.

Pour les dépenses de 1707 & années précédentes	2184741	}	212646304 liv.
de 1708	4271631		
1709	1255418		
1710	6731411		
1711	15748179		
Sur les fonds de 1712	157419871		
1713	12421743		
1714	4847521		
Réaffectations	5419852		
Remboursemens d'avances	2345937		

sur les Finances de France. 417
liv. f. d.

De l'autre part.	3711250	0	0
400000 liv. net . . .	333333	6	8

Commisaires aux ventes des meubles ; 500000 livres ; net.	416666	13	4
---	--------	----	---

Supplément de Finance de différens Offices ; 3600000 li- vres ; net	3000000		
--	---------	--	--

Continuation des especes de trente de- niers dans les Mon- noies de Lyon, & Metz jusqu'à deux cent mille marcs , moyennant	350000		
--	--------	--	--

Attribution de 200000 livres de ta- xations héréditaires aux Comptables & à leurs Contrôleurs au denier vingt ; 4000000 liv. net....	3600000		
--	---------	--	--

Offices de Gardes & Dépositaires des prises faites en mer , &c. 500000 l. net .	416666	13	4
--	--------	----	---

Offices de Tréso-

11827916 13 4

liv. f. d.

De l'autre part. 11827916 13 4

riers de France ,
 Conservateurs des
 gages intermédiaire
 res appartenant au
 Roi ; 9000000 liv.
 net

750000

Juin 1712 rentes
 sur les Tailles de
 500000 livres au de-
 nier douze , rem-
 boursables en 13 ans

6000000

Au mois de Juin
 1200000 livres de
 rentes sur les Aides
 & Gabelles au de-
 nier vingt

24000000

42577916 13 4

Affaires mention-
 nées dans le Mémoire 10471038

Aux Officiers du Châtelet
 3000 liv. d'aug-
 mentations de
 gages

60000

Aux Greffiers
 des Baptêmes

40000 liv. au
 denier trente....

1200000

Aux Subdélé-
 gués 50000 l. de
 rente au den. 16

800000

2060000

55108954 13 4

De l'autre part. 55108954 13 4

En nouvelles promesses de la Caisse des emprunts négociées en secret. 20664440

Autres fonds dont je n'ai point recouvré le détail 17241289

93014683 13 4

Les Impositions de 1712 montoient à . . . 112615632

Les charges & diminutions à . . . 75888609
36727023

Anticipé sur les revenus jusqu'en

1714 8654839

1715 14690073

1716 8530343

1717 1955675

Sur la Capitation 22670556

Sur le Dixieme 26243113

Fonds extraordinaires & Traités 93014683

liv: 212486305

Voyez l'Etat de dépenses de 1712.

Le 16 Décembre 1712 on se déterminà à achever la refonte & la conversion des especes : le moyen le plus sûr d'y parvenir étoit de renoncer au bénéfice excessif prétendu jusqu'alors. Soit

420 *Recherches & Considérations, &c.*
que cela se fît en rapprochant le prix
des anciennes especes de celui des nou-
velles , ou le prix des nouvelles de ce-
lui des anciennes ; il étoit certain que
les especes circuleroient , que le billon-
nage cesserait , que la confiance renaî-
troit. N'arrivoit-on à chaque refonte à
cette réflexion que par une suite non
interrompue de desordres ? comment
l'expérience du passé n'étoit-elle pas
présente aux yeux de ceux qui gouver-
noient ; enfin ne craignons point d'in-
sister trop sur les mêmes réflexions ;
comment se déterminoient-ils dans un
tems de besoin à suspendre la confian-
ce & la circulation ? Quoique ces faits
se soient presque passés de nos jours ,
il paroît impossible de donner une solu-
tion satisfaisante de cette énigme. Vrai-
semblablement ces diverses refontes se
firent uniquement parce qu'il y en avoit
eu une première , & que les précéden-
tes avoient rendu une somme dont on
se laissoit séduire. On ne songeoit point
à calculer tout ce qu'on perdoit par
ailleurs , & peut-être ne connoissoit-
on pas aussi communément qu'aujour-
d'hui cette liaison immédiate d'intérêt
entre l'aisance du Gouvernement &
celle des Sujets.

Fin du Tome quatrième.



T A B L E

D E S M A T I E R E S

Contenues dans le quatrieme Volume.

A

Actes des Notaires, on les assujettit à un Contrôle, page 82. c'est une bonne espece d'impôt, 83. les défauts, *ibid.* & suiv. comment il nuit à l'Agriculture, 85.

Affaires extraordinaires sous M. Pelletier, 40. en 1689, page 41 & suiv. en 1690, p. 56 & suiv. en 1691, p. 65 & suiv. en 1692, p. 76 & suiv. en 1693, p. 86 & suiv. en 1694, p. 100 & suiv. en 1695, p. 114 & suiv. en 1696, page 119 & suiv. en 1697, page 131 & suiv. en 1698, p. 145. en 1699, p. 146 & suiv. en 1700, p. 163 & suiv. en 1701, p. 186 & suiv. en 1702, p. 196 & suiv. en 1703, page 208 & suiv. en 1704, p. 224 & suiv. en 1705, p. 251. & suiv. en 1706, p. 262 & suiv. en 1707, p. 278 & suiv. leur total sous le ministère de M. de Chamillart, 291 & suiv. affaires extraordinaires en 1708, p. 314 & suiv. en 1709, p. 342 & suiv. en 1710, p. 381 & suiv. en 1711, p. 408.

Affineurs, leur création à Lyon est cause que la manufacture de galons a passé en partie chez l'étranger, 94.

Aides & Domaine, on en fait une ferme séparée, 19.

Amenées & confiscations, il est défendu au Fermier de les abandonner à ses Commis, 13.

Amortissemens & nouveaux acquêts, traité à cet égard, 41.

Argenterie, il est ordonné de porter à la Monnoie toutes les pieces pesant plus d'une once, 55. ce que produit cet ordre, 56.

Armateurs, sont avantageux en tems de guerre, 116.

Artisans, on les partage en quatre classes pour les droits de réception, 65.

Affiente, (traité de l') 180.

Assignations anticipées, le Roi ordonne de les rapporter & de réassigner, 311. moyen employé pour faciliter la négociation des assignations, 313. On convertit les assignations tirées par avance en rentes sur l'Hôtel-de-ville, 379, 380.

Baliveaux, on abat tous les jeunes baliveaux pour avoir de l'argent, 350.

Bas grossiers, on défend mal-à-propos d'en faire au métier, 166.

Baux, la défense d'en faire de plus de neuf ans nuit à l'Agriculture, 85. baux & fermes, 260, 261. V. Fermes.

Bestiaux donnés à cheptel, la saisie en est défendue, 182, 183.

Biens Ecclésiastiques achetés à charge de remplacement; on oblige de le faire en contrats sur l'Hôtel-de-ville, 73.

Billets de monnaie, leur origine, 195. on commence à les renouveler à longs termes, 219. fautes que l'on fit, ce qu'on auroit dû faire, 222, 223. on en donne de nouveaux à la Monnaie, 224. on s'en sert pour payer les promesses de la caisse des emprunts, 249. ce qui leur en fait partager le discrédit, 249. on ordonne qu'il en entre un quart dans tous les payemens, *ibid.* on manque de fonds pour les payer, *ibid.* ils perdent les trois quarts de leur valeur, 249. on s'en sert mal-à-propos pour payer les fournisseurs, *ibid.* parti qu'on prend à leur égard, 272. on les convertit en promesses des Fermiers généraux, 275. en billets des Receveurs généraux, *ibid.* en rentes sur le Clergé, sur la Ville, 287. autres débouchés & arrangemens, 289. on les remarque, *ibid.* & 290. on en éteint par la refonte des monnoies en en recevant un sixieme avec cinq sixiemes en especes, 336. on permet de les couper, 354. on en supprime une certaine quantité au moyen d'une refonte, 359 & *suiv.* perte qu'il y avoit à les porter à la monnaie, 361. causes de leur discrédit, 371. moyens de le prévenir, 372. on les convertit en rentes, 399. réflexions, 409. ils sont décriés, 404. écoulement qu'on leur donne, *ibid.* 405.

Billets des Fermiers généraux, on les convertit en rentes, 389. convertis en promesses de la caisse des emprunts, 390.

Billets des Receveurs généraux faits pour billets de Monnaie, 275. sont la source du gain des Traitans, *ibid.* on les convertit en rentes, 389. on en négocie, 41.

Billets des Trésoriers de l'extraordinaire des guerres, on les convertit en rentes sur la Ville, 399.

Bled, remarques sur la disette & la cherté du bled, 353, 354.

Bureaux, les Fermiers peuvent en augmenter le nombre, & les changer à leur gré, 14.

Caisse des emprunts, on la renouvelle; elle a de mauvais succès, 203, 204. quelles en sont les causes, 204. elle cesse de payer, 389. fin de son crédit, 390.

Caisse de régie, son origine, 377. elle succède à la caisse des emprunts, 390.

Caisse de Legendre, son établissement, 400.

Capitation, son établissement, ses avantages & désavantages, son rapport, 110 & *suiv.* on la supprime en 1698, p. 145. on la renouvelle, 396. le Clergé s'abonne, 196. on permet de la racheter, 329. son produit, 400. du droit de capitation dans les Isles de l'Amérique, 27.

Cartes à jouer, on en met les droits en Ferme, 192, 193.

Castors, droits du Fermier du Domaine d'Occident, 22 & *suiv.* de la police de la traite des castors en Canada, 24, 25. des castors des Armateurs, 25.

Chamillard, Contrôleur général des Finances, 152. ses opérations, 160, 161. il quitte sa place, 291.

Change, (le) sur quoi est-il fondé? 370. causes qui le font éloigner du pair, *ibid.*

Chanvres de la Province de Bretagne; la sortie en est défendue, 167, 168. suites de cette défense, 168.

Chapeaux, (Ferme de la marque des) 62. les causes qui transportent cette manufacture en Angleterre, *ibid.* & *suiv.*

Charges, elles diminuent les revenus, 293. on en crée plusieurs, 43, 44.

Chine, il en revient plusieurs vaisseaux, 180, 181.

Clergé, il accorde un don gratuit, 59. il s'abonne pour la capitation, 114. 196. 387. il donne un subside ordinaire & extraordinaire, 261. le Roi lui aliène des rentes sur la Ville, dont l'emprunt doit se faire en billets de monnaie, 287.

Colonie, il est défendu aux étrangers d'y faire commerce, 151. aux François d'y vendre des étoffes étrangères, *ibid.*

Commerce, il ne demande que liberté, 150. Edit de 1701 qui porte que le Commerce en gros ne déroge à la Noblesse, 177.

Compagnie des Indes Orientales, elle est obérée, 181. est dans une espèce de nécessité de faire part de son privilège, 332.

Compagnie de Sénégal, on remet ce privilège au sieur d'Apougny & à une nouvelle Compagnie, 118. elle s'ac-

connoître de son privilège avec des Négocians, 247.

Compagnie de Guinée, on lui ôte son privilège pour l'accorder à d'autres, 180.

Compagnie du Canada, sa décadence, 118, 119.

Compagnie de Saint-Domingue, son établissement & ses succès, 149, 150.

Comptables, desordres dans la tenue de leurs livres, 72.

Concurrence, avantages qui en résultent, 181 & suiv.

Confiscations, les Fermiers ne peuvent pas les abandonner à leurs Commis, 13 & suiv.

Conseil de Commerce, Edit de création, 169.

Contrebande, il s'en fait les trois quarts par les Commis des Fermiers, 14.

Contrôle, on y assujettit les actes des Notaires, 82, 83. c'est une bonne espèce d'impôt, 83. ses défauts, *ibid.* il nuit à l'Agriculture, 85. on réunit divers droits à cette Ferme, 149. & la Ferme des poudres & du menu plomb, 161. son produit, 271.

Cotons, on les cultive dans les Colonies, 73, 74. on met un droit de vingt liv. par quintal sur les cotons venant des Pays-bas, 74.

Courtiers, leur établissement à Rouen; réflexions sur l'usage où l'on est de s'en servir, 91, 92. leurs droits, 93. les Courtiers ont fait beaucoup de tort au Commerce des Hollandois, 93.

Créations, inconvéniens des créations de gages, &c. de charges, 41 & suiv.

Crépons, malversation des Fermiers au sujet des droits sur les crépons de Boulogne, 3.

Cuir, abus au sujet du droit de sou & six deniers pour livre sur les cuirs, 61.

D

Dépenses de 1687. page 17. de 1688. p. 30. de 1684, 1688. pp. 39, 40. dépenses extraordinaires de 1689 & moyens qu'on auroit dû employer pour y pourvoir, 47. dépenses de 1689, 1699. pp. 145, 146. manière dont on auroit pu y pourvoir, 155. dépenses de 1700. p. 165. de 1701. p. 196. de 1702. pp. 206, 207. de 1703. p. 219. de 1704. p. 247. de 1705. p. 261. de 1706. p. 276. de 1700 à 1707. p. 291. de 1708. p. 307 & suiv. de 1709. pp. 340, 341. de 1710. p. 380. de 1711. pp. 406, 407. de 1712. pp. 407, 408. les dépenses de la guerre rouloient sur le crédit, 277. quel est le meilleur moyen de subvenir aux dépenses, 295 & suiv. causes qui les augmentent, 298, 299.

Desmarests est nommé Contrôleur Général, 291. son éloge,

Éloge, 331. mémoire qu'il présente au Duc d'Orléans pour lui rendre compte de son administration, 303 & *suiv.*

Dettes, en 1708. p. 305 & *suiv.*

Dixieme, son établissement, 379. on auroit dû le faire plutôt, 185. il a aidé à faire la paix, 375. réflexions sur son établissement, 394 & *suiv.* son produit, 398. le Clergé, l'Ordre de Malte, l'Alsace, &c. se rachètent, 403. le Languedoc s'abonne, 410.

Domaines, on y réunit les droits attribués aux Contrôleurs des exploits, 149.

Domaine d'Occident, en quoi il consiste, 22 & *suiv.* droits du Fermier à l'égard des castors, *ibid.* autres droits, 23 & *suiv.* droits de ce domaine en France, 29.

Dorures, moyens de s'assurer de la qualité des matières qu'on y employe, 94.

Drapeaux ou peilles, on en augmente les droits de sortie, 3, 4.

Droits sur les marchandises; on ne doit pas les fixer au poids ou à la piece, 6. on supprime & on diminue les droits de sortie sur diverses marchandises, 181 & *suiv.*

Droits du Fermier du Domaine d'Occident à l'égard des castors, 22 & *suiv.* de la police de la traite en Canada, 24. des castors des Armateurs, 25. des originaux, de la traite de Tadoussac, du droit de capitation dans les Isles de l'Amérique, 25 & *suiv.* du droit de poids, de la police, de l'ancrage, des greffes, 27 & *suiv.* droits qu'il a en France, 29.

E

Eau-de-vie, les Hollandois défendent l'entrée de celle de France, 37.

Emprunts, leurs mauvais effets, 294. 396.

Especies, la quantité qu'il y en avoit dans le Royaume à la mort de M. Colbert, 98. elle ne passa pas toute à la refonte ordonnée en 1690. *ibid.* on fabrique des pieces de vingt sols qui ne valent intrinséquement que douze sols six deniers, 290. on fait une nouvelle fabrication d'especies, 356, 357. ce qu'on ordonne sur les vieilles, 358. avantages qu'il y avoit à les transporter, 361. on les hausse, *ibid.* on les baisse, 362. mauvais effets de l'augmentation, 363. perte de l'Etat, 360. cela occasionne le billonage, 364. & fait gagner l'étranger, 365. raisons de l'Auteur du projet, 368. on les refuse, 369. on est obligé de donner cours aux vieilles especies, 392. on défend de garder chez soi & de transporter de vieilles especies, 415.

F

Ferme, les cinq grosses Fermes & le Tabac affermés, 19. diminution sur leur produit, 80. 217. causes de cette diminution, 218. leur produit en 1709. p. 381. on renouvelle le bail des Fermes générales, 217. 337. en quoi il consiste, 217. personne ne veut s'en charger, 276. elles sont en régie, 390, 391.

Fermes nouvelles & baux en 1690. p. 58. en 1701. p. 192. en 1702. p. 203. en 1704. p. 247. en 1705. p. 260. en 1706. p. 270. en 1707. p. 286.

Fils écrus ou blanchis, on défend d'en porter aux étrangers, 167 & suiv.

Finances, la quatrième époque, 1. leur état en 1707. p. 291. en Février 1708. p. 304 & suiv.

Fonds pour les dépenses de la campagne de 1708. comment ont-ils été faits? 312 & suiv.

G

Gabelles, valeur de celles de France, 19. de Lyonnois, *ibid.* de Provence & de Dauphiné, *ibid.* de Languedoc & Roussillon, *ibid.* on en augmente le bail, 162.

Gages, augmentation des gages créée au denier 18. pp. 43, 44. 58. 71. 77. 89, 90. 120. 122. on dispense divers Officiers qui en prennent de payer le prêt, 79, 80. on supprime ou rembourse plusieurs augmentations de gages, 138, 139. on en crée au denier vingt, 161. autres créations, 191, 192. 197, 198. 208 & suiv. 232 & suiv. 238. 240. 257. 264, 265. 280. 282. 334. 346, 347. 388.

Glace & neige, on en met la vente exclusive en France, 193.

Grains, on crée des rentes pour employer le capital à l'achat des grains, 34. ce qui n'eut pas lieu, 37. convient-il à l'Etat d'en faire des magasins? 34. Ordonnance sur les grains, 86. la cessation du commerce des grains est cause de la misère des Peuples, 109. leur excessive cherté en 1709 fit qu'on eut beaucoup de peine à en fournir les armées, 338. 378. & Paris, 339. elle augmenta beaucoup les dépenses de 1709 & 1710. p. 378. on fit une imposition de grains sur toutes les Généralités, 338.

Greniers publics, projets à cet égard, 34.

I

Impôts, ils n'affectent pas assez les villes, le luxe, 111.

Inspecteurs des Finances, leur création, 403.

Intérêt, effets du haut intérêt, 204.

Ile de Sainte-Croix, on l'abandonne, pourquoi & comment? 117.

L

Le Pelletier, Contrôleur Général; il se retire des affaires, 39. affaires extraordinaires faites sous lui, 40.

Loterie Royale, en rentes viagères & en lots, en argent, 165, 166. en rentes viagères & perpétuelles, 246. autres loteries établies, 260.

Luxe, ses causes & ses effets, 174.

M

Marchandises, on n'en doit pas fixer les droits au poids ou à la pièce, 6. les marchandises non tarifées doivent être appréciées de gré-à-gré, 7. celles qui sont nouvelles devraient être comprises pour les droits dans la classe la plus basse de la même espèce, 8. celles qu'on décharge d'un vaisseau qui a souffert n'ont que trois jours de franchise, *ibid.* règlement pour les droits de celles qui sont prises en guerre, 9.

Marque des toiles & étoffes fabriquées dans les frontières des Provinces de l'étendue de la Ferme, 10.

Misère, causes de celles du Peuple, 109.

Monnaie, l'augmentation qu'on fit d'un dixième porta les malheurs de la France à leur comble, 51. elle ne fut pas égale sur toutes, 53. suites de cette augmentation, *ibid.* on porte à quatre sols les pièces de trois sols six deniers, 74. produit de la refonte de 1690 à 1693. p. 98. perte & gain du Roi à la refonte, 98, 99. nouvelle refonte ordonnée en 1693. p. 100. produit du total des monnoies de 1694 à 1699. page 136. différence entre ce qu'il devoit être & ce qu'il fut, 137. profit des étrangers dans la refonte, *ibid.* différence de ces opérations en France & en Angleterre, 138. diminution faite sur les monnoies, 161. nouvelle réforme qui occasionne le billonnage, 193, 194. on baisse la proportion de l'or à l'argent, 194. quantité d'espèces qui fut réformée, 195. quelle doit être celle qui fut billonnée, *ibid.* leur augmentation diminue les revenus, 207. on fabrique des pièces de dix sols de valeur différente des autres espèces, 216. suites de cette mauvaise opération, 216, 217. on ordonne une nouvelle refonte, 220. ce qui a de mauvaises suites, *ibid.* il fut peu monnoyé de nouvelles espèces, *ibid.* les étrangers y gagnèrent beaucoup, 225. diminution sur les nouvelles espèces, 248. autre diminution, 261, 262. autre insensible, 330. ses effets, *ibid.* & suiv. on

eipere en les augmentant de remédier au mal que causoient les billets de monnoie, 335, 336. raisons qui déterminèrent le Ministre, 336. leur travail est d'un grand secours, 342. on fait une refonte générale précédée d'une diminution, 355. elle sert à supprimer une certaine quantité de billets de monnoie, 356. sommes qui furent portées à la monnoie, 392, 393. bénéfice du Roi, 393.

N

Naturalisation, on oblige les familles naturalisées de prendre pour 20000 liv. de rentes, 348. 352. mauvais effets de cette opération, 352.

O

Offices, on traite avec les Receveurs Généraux des Offices vacans aux Parties casuelles, 38. on crée divers Offices, 41 & suiv. 56 & suiv. 65 & suiv. 76 & suiv. 86 & suiv. 101 & suiv. 114, 115. 121 & suiv. 145, 146. on en supprime plusieurs à la paix, 138. 142. 145. on en crée de nouveau, 190 & suiv. 196 & suiv. 213. 224 & suiv. 244 & suiv. 251 & suiv. 258 & suiv. 269. 278. 284. 314 & suiv. 321. 342. 348. 378 & suiv. 408, 409.

Officiers, le nombre des Officiers est une des causes de la misère du Peuple, 109.

Or & argent monnoyé & non monnoyé; on en défend mal-à-propos la sortie, 11. on baisse la proportion de l'or à l'argent, 194.

Ordonnance des cinq grosses Fermes, remarques, 4 & suiv. elle assujettit aux droits les marchandises pour l'usage & le service de Sa Majesté, 5.

Ordonnances, distribution des Ordonnances pour 1708. page 313. pour 1709. p. 340. pour 1710. p. 380. pour 1711. p. 410.

Ordre, il est très-essentiel dans l'administration, 205.

P

Payeurs des rentes, on en crée, 38.

Paix de Rîswick, elle n'est pas avantageuse au Commerce de France, vu les avantages accordés aux Hollandois en faveur de leurs pêches & de leurs manufactures, 135. & par la facilité qu'elle leur donna pour le billonnage, 135, 136.

Peilles ou drapeaux, on augmente les droits de sortie, 3, 4.

Poil de chèvre, on réprime l'exaction des Fermiers à l'entrée de cette marchandise, 181.

Police de la traite en Canada, 24, 25.

Pontchartrain créé Contrôleur Général des Finances, 40. il est revêtu de la dignité de Chancelier, 152.

Postes, produit de la Ferme des Postes, 219.

Privilèges, leur inconvénient, 21. desavantages des privilèges exclusifs, 150.

Promesses de la caisse des emprunts, Edit qui ordonne qu'il sera surfis à leur remboursement, 224. on en hausse les intérêts, 248. on en paye partie en billets de monnoie, *ibid.* arrangement sur ces promesses, 389.

Promesses des Fermiers Généraux faites pour billets de monnoie, 275. elles sont la source des gains des Traitans, *ibid.* on en convertit en promesses de la caisse des emprunts, 390.

R

Receveurs Généraux, on charge leur caisse de plusieurs affaires, 375. ils font des avances, 400.

Rentes, on convertit des rentes au denier vingt, en rentes au denier dix-huit, p. 49. réflexions sur cette opération, 50. on crée des rentes pour employer le capital à l'achat des grains, 34. ce qui n'eut pas lieu; on s'en servit pour les préparatifs de la guerre, 37. autre création au denier vingt, *ibid.* autres créations au denier dix-huit, pp. 46. 72. 79. 91 & 106. on ordonne à ceux qui avoient acheté des biens ecclésiastiques à charge de remplacement d'en porter la valeur à l'Hôtel-de-ville pour la convertir en rentes, 73. on permet de convertir les rentes au denier vingt & dix-huit, en rentes au denier quatorze, 107. création de rentes, 115. 127, 128. 133. rentes créées depuis 1689. p. 141. on convertit celles au denier douze ou quatorze en rentes au denier dix-huit, 143. qu'on rembourse des constitutions au denier vingt, 142. gain de l'Etat, *ibid.* création de rentes, 163. 165. 191. 201. 203. 216. 254. 259. 270. 285. 313. 334. 349. 376. 384. 388. 410.

Rentes sur l'Hôtel-de-ville; on ne peut en payer que six mois d'une année, 380. rentes à d'autres deniers; on les réduit au denier vingt, 388. création de rentes au denier vingt acquérables seulement avec des papiers royaux, *ibid.*

Rentes sur les tailles, leur création, 404.

Rentes, création d'un million au denier vingt à répartir entre les acquéreurs de Noblesse depuis dix ans, 246. 387. 388. création de 20000 liv. à distribuer dans toutes les familles étrangères naturalisées, 348. 352. création

de rentes à répartir entre les Intéressés dans les affaires depuis 1699, p. 387. entre les privilégiés des villes franches, 388.

Rentes viagères, leurs créations, 91. 148. 191. 203. 246. avantages & desavantages de cette maniere d'emprunter, 148 & suiv.

Revenus de 1686. p. 3. de 1687. p. 18. de 1688. p. 30. comparaison des revenus de 1688 avec ceux d'aujourd'hui, 31. ceux de 1689. p. 50. de 1690. p. 64. de 1691. p. 75. de 1692. p. 81. de 1693. p. 97. de 1694. p. 108. de 1695. p. 116. de 1696. pp. 129, 130. de 1697. p. 134. de 1698. p. 142. de 1699. p. 144. de 1700. p. 164, 165. de 1701 à 1707. p. 292 & suiv. de 1708. p. 327 & suiv. de 1709. p. 342 & suiv. de 1710. p. 397. de 1711. p. 410

S

Saisie des marchandises, vice de l'Ordonnance des cinq grosses Fermes sur cet article, 11 & suiv.

Secrétaires du Roi du grand Collège; on en supprime cinquante, 138.

Sel, on en augmente le prix, 45.

Soie, on décharge en entier de la douane de Lyon les étoffes de soie sortant pour l'Italie, & de moitié celles qui sortent pour l'Espagne, 2. on diminue les droits d'entrée sur les soies de Dauphiné, Provence & Languedoc, entrant dans l'étendue des cinq grosses Fermes, 2, 3.

Stipulation, on donne liberté à cet égard, 311, 312.

Sucres, les droits sur les sucres sont mieux réglés, 151. on laisse entrer le sucre raffiné d'Hollande, 152.

T

Tabac, produit de la Ferme, 219.

Tailles, on les diminue en 1695. p. 109. on suspend les exemptions des Tailles, & on les diminue de huit millions, 339, 340.

Tarif des droits doit être exposé en un lieu apparent de chaque Bureau, 15.

Tarif de 1699, desavantageux au Commerce de France, 135.

Tontine de 1689, p. 46. de 1696, p. 128. de 1709. page 349.

Traitans, profit qu'ils ont fait sur les affaires extraordinaires, 184. on les taxe, 183.

Trésor Royal, il doit comme le centre de la Finance recevoir tout le produit des revenus du Roi, 309.

V

Vaisseaux de la mer du Sud ; les matieres d'or & d'argent qu'ils apportèrent en 1709 font portées aux Hôtels des Monnoies, 334 & suiv.

Vins, les Hollandois défendent l'entrée des vins de France, 37.

Fin de la Table du quatrieme Tome.

This book is DUE on the last
date stamped below

JUN 28 1954

University of California Library
Los Angeles

This book is DUE on the last date stamped below.

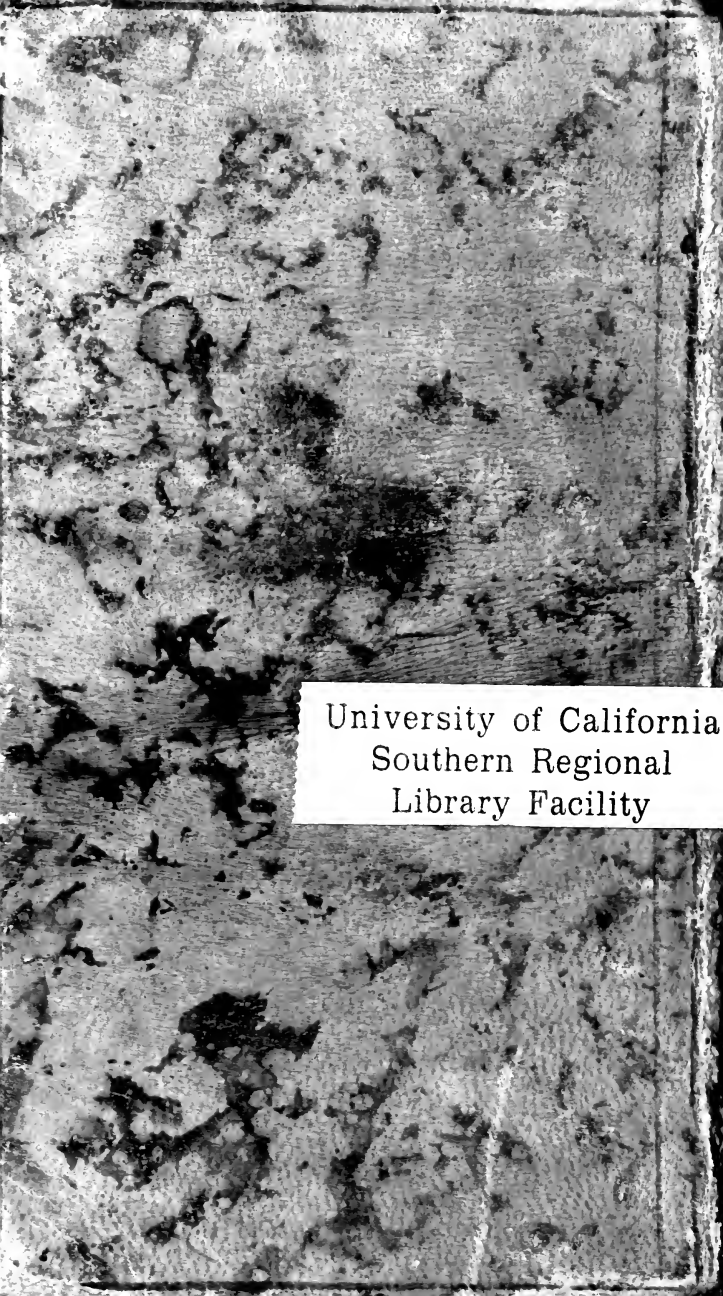


3 1158 00575 6423

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACULTY



A 000 218 100 6

The image shows the front cover of an old book. The cover is decorated with a marbled paper pattern, featuring dark, irregular, blotchy shapes on a lighter background. A white, rectangular label is pasted onto the lower right portion of the cover. The label contains the text "University of California Southern Regional Library Facility" in a black, serif font. The text is arranged in three lines, with "University of California" on the first line, "Southern Regional" on the second line, and "Library Facility" on the third line. The label has a slightly irregular, torn edge on its left side.

University of California
Southern Regional
Library Facility